



## **MASTER TOURISME**

Parcours « Tourisme et Développement »

### **MÉMOIRE DE DEUXIÈME ANNÉE**

# **Perceptions et pratiques différenciées du tourisme responsable dans les destinations proposées par les voyagistes membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable**

Présenté par :

**Léa MASPEYRAT**

Année universitaire : **2018 – 2019**

Sous la direction de : **Jacinthe Bessière**





## **MASTER TOURISME**

Parcours « Tourisme et Développement »

### **MÉMOIRE DE DEUXIÈME ANNÉE**

# **Perceptions et pratiques différenciées du tourisme responsable dans les destinations proposées par les voyageurs membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable**

Présenté par :

**Léa MASPEYRAT**

Année universitaire : **2018 – 2019**

Sous la direction de : **Jacinthe Bessière**

« L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e). »

*À tous les [futurs] Colibris...*

# SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	3
<b>PARTIE I : TOURISME ET DEVELOPPEMENT DURABLE : L'IMPORTANCE DE RASSEMBLER CES DEUX NOTIONS .....</b>	<b>6</b>
<hr/> <hr/>	
CHAPITRE 1 : L'ÉVOLUTION DU TOURISME DURABLE ET RESPONSABLE À TRAVERS LE MONDE.....	8
CHAPITRE 2 : ENTRE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET TOURISME RESPONSABLE .....	25
CHAPITRE 3 : UNE GESTION DES DÉCHETS DANS LE SECTEUR DU TOURISME ? .....	41
<b>PARTIE II : ANIMATION DE RESEAU AU SEIN DE L'ASSOCIATION AGIR POUR UN TOURISME RESPONSABLE : METHODOLOGIE CONDUITE DE L'ETUDE MENEES ET DES MISSIONS REALISEES .....</b>	<b>54</b>
<hr/> <hr/>	
CHAPITRE 4 : L'ASSOCIATION AGIR POUR UN TOURISME RESPONSABLE, UN REGROUPEMENT DE VOYAGISTES ENGAGÉS .....	56
CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE .....	66
CHAPITRE 6 : L'INVESTIGATION TERRAIN : UN REGARD OUVERT SUR LES PARTENAIRES ET ACTEURS ENGAGÉS DANS UN TOURISME RESPONSABLE .....	86
<b>PARTIE III : DES FICHES PAYS PRESENTANT LES SPECIFICITES LOCALES EN MATIERE DE TOURISME RESPONSABLE : RESULTATS ET PRECONISATIONS DE L'ETUDE COMPARATIVE AU SEIN DU RESEAU ATR .....</b>	<b>97</b>
<hr/> <hr/>	
CHAPITRE 7 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE .....	99
CHAPITRE 8 : APPROCHE COMPARATIVE DU TOURISME RESPONSABLE DANS LES DESTINATIONS PRIORITAIRES.....	116
CHAPITRE 9 : PRÉCONISATIONS POUR UN TOURISME RESPONSABLE .....	137
<hr/> <hr/>	
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE .....	146
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	147
<hr/> <hr/>	
BIBLIOGRAPHIE .....	149
TABLE DES ANNEXES .....	151
TABLE DES FIGURES.....	266
TABLE DES TABLEAUX.....	267
TABLE DES MATIÈRES .....	268
RÉSUMÉ.....	271

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pas de sens sans les personnes qui m'ont aidé à y contribuer.

**Ma** gratitude va dans un premier temps à Jacinthe BESSIÈRE, qui m'a soutenue et accompagnée durant ces deux mémoires de recherche. Sa patience, son soutien et ses conseils m'ont permis d'appréhender et de gérer avec plus de sérénité le travail demandé.

**Aux** enseignants de l'ISTHIA, pour la qualité des enseignements fournis au long de ces deux années de Master Tourisme et Développement.

Mon maître de stage, Julien BUOT, passionné et inspirant, et qui m'a porté vers le haut durant ces 6 mois. Merci pour sa confiance et ses précieux conseils tout au long de cette période.

Je remercie tous les acteurs locaux en France et à l'étranger, pour leur temps, leur gentillesse, d'avoir répondu à mes entretiens, et transmis des connaissances nouvelles sur l'approche du tourisme responsable.

**À** ma famille, qui me soutient depuis toujours et particulièrement dans ce travail de longue période. Ma sœur Laura, qui a soigneusement fait la relecture de ce mémoire.

**À** la promotion de Master Tourisme et Développement 2017/2019, qui reste une équipe soudée et d'un soutien incontestable. Une attention particulière à Claire, une amie et une coéquipière de travail indéniable.

**À** Pierre, mon partenaire, qui me soutient depuis toujours et me donne la force de toujours vouloir faire au mieux.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

*« La conscience est probablement ce lieu intime où chaque être humain peut en toute liberté prendre la mesure de sa responsabilité à l'égard de la vie » – Pierre Rabhi*

À l'heure où les questions de surfréquentation, déplacement et consommation carbone, globalisation, folklorisation, dégradation des milieux naturels, catastrophes naturelles, déforestation et changements climatiques font notre quotidien, des acteurs du tourisme ont décidé de s'engager pour faire en sorte que le tourisme ait le moins d'impacts possible sur l'environnement, la biodiversité et la santé des populations.

Si l'on en croit les chiffres, d'ici à 2050, si nous continuons nos modes de consommation et de production actuels, nous aurons besoin de deux planètes pour vivre, et, en près de 40 ans, 50% de la faune mondiale a disparu.

Aujourd'hui, le tourisme est accusé de beaucoup de maux. Néanmoins, ce dernier, à conditions qu'il respecte les populations locales des territoires ainsi que l'environnement, peut également avoir des vertus. Depuis 2004, c'est la vision de l'Association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR), pionnière dans le domaine, qui se bat pour faire préserver autant que possible notre planète et construire un meilleur tourisme. Si l'on veut que cette activité perdure, il faut trouver des solutions, non seulement pour la lutte contre le réchauffement climatique mais également pour accompagner des professionnels face à ce changement d'échelle.

Le monde et les sociétés évoluent, les populations se déplacent, les technologies et les habitudes se transforment. Des transitions dans tous les domaines de la société sont à mettre à profit, car ce qui importe c'est de connaître les chances de survie ou non de l'humanité et, s'il est encore temps, quelles sont les décisions à prendre impérativement pour parvenir à transformer notre société.

Notre thème de recherche et notre champ d'étude s'articulent avec ces sujets d'actualité.

L'association – qui est également un label – **Agir pour un Tourisme Responsable** est un exemple d'initiative privée qui a pour volonté, l'amélioration des conditions de vies des populations locales, de lutter contre le réchauffement climatique autrement dit, de parvenir à un juste équilibre entre les trois piliers du développement durable (économique, social et environnemental). Cette dernière démontre le fait que *voyager moins mais mieux* est possible ; à condition d'être dans une démarche responsable et de respecter certaines bonnes pratiques en amont, pendant et après un séjour. Les consciences et les mentalités sont différentes d'un continent, d'un pays, d'une région ou d'une personne à l'autre. Pour ce faire, la réalisation de fiches destinations présentant les spécificités locales en matière de tourisme responsable, permettra de mieux comprendre les enjeux propres à un territoire.

Ainsi, il est possible de se demander sans un premier temps : **Quelle est la place du tourisme responsable dans le monde ?**

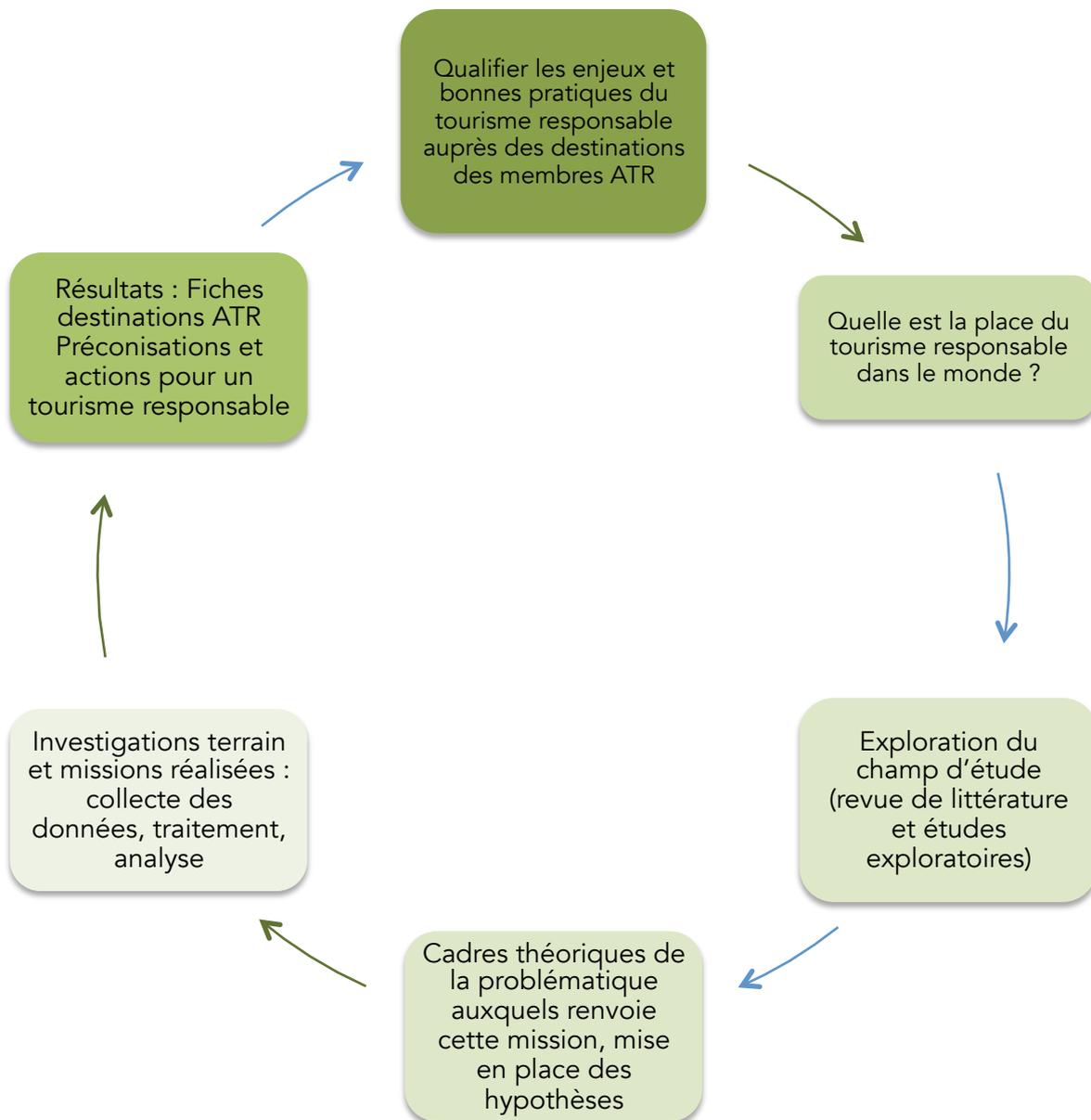
Cette question de départ permet de contextualiser le thème et d'établir un état des lieux sur les enjeux d'un tourisme durable et responsable au niveau international. Dans une première partie nous développerons cette approche en déterminant le contexte et l'évolution de ce dernier.

La seconde partie présentera la structure de stage ainsi que les méthodologies de la mission confiée et de la recherche de terrain au travers d'une enquête qualitative menée auprès de différents acteurs locaux.

Enfin, la troisième et dernière partie nous permettra de mettre en évidence les similitudes ainsi que les divergences au sein des différents pays étudiés, au travers de la recherche de données ainsi que grâce à la publication des fiches pays réalisées dans le cadre du stage au sein de l'Association Agir pour un Tourisme Responsable. Ensuite, nous développerons des préconisations pour un tourisme durable et responsable en fonction des éléments de recherche obtenus.

\*\*\*

## LA DÉMARCHE DE RECHERCHE :



PARTIE I : TOURISME ET DÉVELOPPEMENT  
DURABLE : L'IMPORTANCE DE RASSEMBLER CES  
DEUX NOTIONS

## Introduction de la première partie

Développement durable et tourisme ne sont pas des notions opposées. Cette première partie démontre les enjeux, l'évolution du concept d'un tourisme durable ainsi que la place de l'environnement dans le tourisme à travers le rôle des professionnels du tourisme face à l'urgence environnementale à laquelle le monde fait face.

Les notions de tourisme responsable et de tourisme durable sont-elles des notions propres aux pays développés ou sont-elles utilisées dans tous les pays du monde ? Correspondent-elles à une réalité visible dans le monde entier ?

Le premier chapitre vient mettre en lumière l'évolution et la prise en compte de l'importance d'un tourisme durable aujourd'hui, à travers les différentes protections environnementales, les évolutions, les organismes et les acteurs engagés grâce aux initiatives rencontrées. Cette première courte étape permet de définir à nouveau les concepts d'un tourisme responsable et durable, deux notions complémentaires qui méritent encore d'être éclaircies.

Le second chapitre place l'environnement au cœur du tourisme, le tourisme responsable en particulier à travers les problématiques de surfréquentation touristique, de changement climatique et de compensation carbone. Comment arrive t-on à comprendre le tourisme aujourd'hui ? Les objectifs de développement durable proclamés par l'ONU, rappellent la transition vers un développement durable pour tous qu'il est important de mener.

Le troisième et dernier chapitre de cette première partie apporte un éclairage spécifique sur la gestion des déchets dans le secteur du tourisme à travers son évolution, sa prise en compte et son adaptation face aux professionnels du secteur. Suivant les pays, la gestion des déchets n'est pas administrée de la même façon, ainsi, des exemples et une analyse comparative seront donnés.

## CHAPITRE 1 : L'ÉVOLUTION DU TOURISME DURABLE ET RESPONSABLE À TRAVERS LE MONDE

Le premier chapitre met en lumière les notions de tourisme durable et responsable afin de mieux comprendre leurs sens, leurs évolutions ainsi que leurs enjeux. Nous présenterons de manière non-exhaustive les initiatives au niveau international et européen en spécifiant les enjeux nationaux, français. Les notions de tourisme « durable » et « responsable » sont deux notions complémentaires et adaptées au concept du développement durable. Elles ne font pas partie d'une niche de marché, bien que certains professionnels préfèrent les distinguer au tourisme dit « classique ». L'enjeu est que cette distinction ne se fasse plus, mais que le tourisme soit durable et s'adapte à tous les types de tourisms existants présentés plus en détails lors de notre premier mémoire.

### 1. Qu'est-ce qu'un tourisme durable et responsable ?

Au travers de notre mémoire de première année, intitulé « Tourisme responsable et développement durable des territoires : le cas de l'Amérique latine », nous avons défini le tourisme responsable comme une alternative au tourisme dit de « masse ». En revanche, le tourisme responsable se veut partie intégrante de toutes formes de tourisme afin d'éveiller les consciences. Être « responsable », signifie « *qui doit répondre de ses actes ou de ceux d'autrui* »<sup>1</sup>. Autrement dit, la notion de responsabilisation est alors évoquée.

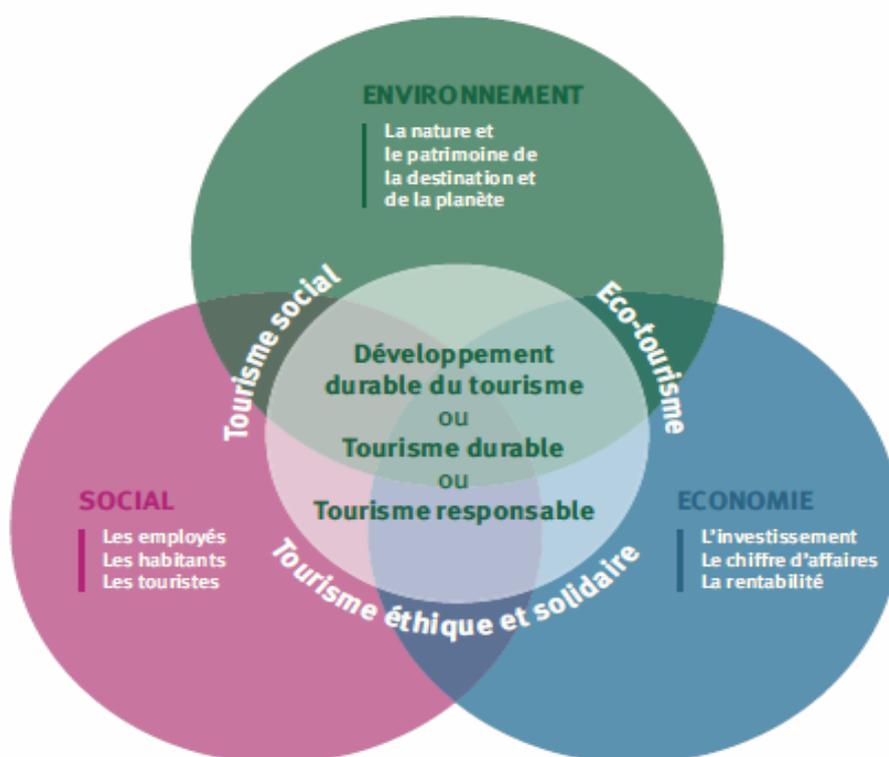
La définition proposée par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), à propos d'un tourisme dit durable et responsable, précise que ce dernier répond aux exigences des trois piliers du développement durable. En faisant référence à la « conscience sociale » et à la « façon de voyager du touriste. »

---

<sup>1</sup> Dictionnaire l'Internaute. Définition « responsable ». Disponible sur : <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/responsable/> (Consulté le 17-04-2019).

Ainsi, « un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil ». La recherche de l'équilibre est visée suivant les trois piliers du développement durable dans la production et réalisation d'activités touristiques.

Figure 1 : Schéma du développement durable du tourisme



Source : Atout France

Le schéma ci-dessus représente les enjeux d'un tourisme durable à travers son développement favorable aux trois piliers, économique, social et environnemental.

Un tourisme responsable est un tourisme comme les autres formes dites alternatives, ce dernier englobe tous les types de tourisme qu'ils soient dits : équitable, solidaire, social ou écotouristique. Ainsi, nous plaçons le tourisme responsable au cœur des autres formes de tourisme.

La plateforme *Responsible Tourism Partnership*<sup>2</sup> reprend la définition du Sommet Mondial en 2002 attestant que le tourisme responsable consiste à « *créer de meilleurs endroits où vivre et de meilleurs endroits pour visiter en exigeant que les exploitants, les hôteliers, les gouvernements, les habitants et les touristes assument leurs responsabilités et agissent pour rendre le tourisme plus durable* ». Cette définition fût adoptée par le World Travel Market en 2007 pour la journée mondiale du tourisme responsable.

Selon la définition énoncée au Sommet Mondial à Cape Town en 2002, le tourisme responsable se caractérise par les aspects suivants :

- Minimiser les impacts économiques, environnementaux et sociaux négatifs
- Générer des avantages économiques plus importants pour les populations locales (amélioration du bien-être des communautés hôtes, amélioration des conditions de travail et l'accès au secteur)
- Implication des populations locales dans les décisions qui affectent leur vie et les changements de vie
- Apporter une contribution positive à la conservation du patrimoine naturel et culturel, au maintien de la diversité mondiale
- Offrir aux touristes des expériences plus agréables grâce à des relations plus significatives avec les populations locales et à une meilleure compréhension des problèmes culturels, sociaux et environnementaux locaux
- Fournir un accès aux personnes en situation de handicap et aux personnes défavorisées et culturellement sensibles, engendrer le respect entre les touristes et les hôtes et renforcer la fierté et la confiance locale.

En prenant en compte le caractère « responsable » dans un lieu donné, nous tenterons de voir si ce dernier dépend de l'environnement et de la culture qui l'entoure.

Certains acteurs attribuent au tourisme responsable une autre dimension, avec cette volonté de voyager différemment et de prendre en compte l'aspect « éthique ».

---

<sup>2</sup> Définition du tourisme responsable. Disponible sur : <https://responsibletourismpartnership.org/what-is-responsible-tourism/>. (Consulté le 17-04-2019).

Le magazine de la photo et du voyage, « Geo »<sup>3</sup>, dans son article « *Qu'est-ce que le tourisme responsable ?* », définit différents enjeux. D'après la revue, participer au développement local en privilégiant l'économie du pays visité, assurer une rémunération juste aux prestataires touristiques et promouvoir de meilleures conditions de travail constitue le premier enjeu.

Le second enjeu traite de la préservation de l'environnement afin de réduire au maximum son impact et préserver les ressources naturelles locales. Le dernier enjeu s'oriente vers les rencontres avec les populations locales et la découverte de la culture du pays visité.

L'article met en avant une liste non-exhaustive de bonnes pratiques à appliquer aux voyageurs, à savoir :

- Privilégier des modes de transport non polluants et alternatifs
- Compenser ses propres émissions de CO2 en participant à des projets de développement local
- Préférer voyager moins souvent, mais plus longtemps, afin de pouvoir s'imprégner de la culture locale et rencontrer les habitants
- Acheter des produits locaux et au juste prix
- Ne pas exiger un confort inadapté au pays visité
- Respecter les populations et la nature.

Il est important de préciser que le tourisme responsable commence dès notre quotidien en adoptant un comportement éco-responsable chez soi et ne commence pas seulement en voyage.

Le réseau français ATD (Acteurs du Tourisme Durable) le définit comme une pratique à part entière et non pas comme étant réservée à une niche spécifique. La démarche d'un tourisme dit « durable » peut être adoptée par tous les acteurs du secteur touristique à conditions que ces derniers intègrent les principes du développement durable.

---

<sup>3</sup> Le magazine de la photo et du voyage, « Geo », dans son article « *Qu'est-ce que le tourisme responsable ?* ». Disponible sur : <https://www.geo.fr/voyage/quest-ce-que-le-tourisme-responsable-193843>. Consulté le 12 février 2019. Publié le 12/12/2018.

Il en va également de la responsabilité individuelle des voyageurs « *dans leurs comportements, gestes quotidiens et choix de prestataires et/ou destinations selon des critères de durabilité* ». Nous ajoutons également la responsabilité des populations locales concernant le processus de décision dans la gestion touristique.

Dans notre mémoire de première année nous reprenons l'idée de Bernard Schéou dans son livre « *Du tourisme durable au tourisme équitable. Quelle éthique pour le tourisme de demain ?* », selon laquelle l'attitude éthique est le seul principe qui permet de fonder une relation de solidarité avec autrui et ainsi permettre la rencontre, en d'autres termes, le développement (Schéou, 2009, p. 145).

### 1.1 Les prémices du tourisme à travers un développement éthique et durable

Tableau 1 : Les principales dates d'une conscience éthique dans le tourisme

<p><b>1980</b> : Conférence mondiale sur le tourisme, Manille – Déclaration de Manille sur le tourisme mondial</p>	<p><b>1996</b> : Charte éthique du voyageur Atalante</p>
<p><b>1992</b> : Sommet de Rio – Vote de l'agenda 21</p>	<p><b>1999</b> : Adoption du Code Mondial d'éthique du tourisme par l'OMT</p>
<p><b>1995</b> : Conférence mondiale du tourisme durable de Lanzarote, Canaries Définition des principes du tourisme durable. Charte mondiale du tourisme durable : principes énoncés dans la Déclaration de Rio</p>	<p><b>2000</b> : Sommet mondiale sur la paix par le tourisme, Jordanie – Déclaration d'Amman sur la paix par le tourisme</p>
	<p><b>2001</b> : Rapport sur l'éthique du tourisme pour le Conseil National du Tourisme</p>

<p><b>2002</b> : Année internationale de l'écotourisme</p>	<p><b>2010</b> : Lancement du Partenariat Mondial pour le tourisme durable (PMTD), piloté par le PNUE (Programmes des Nations Unies pour l'Environnement)</p>
<p><b>2004</b> : Actualisation des principes du tourisme durable par le Comité de développement durable du tourisme de l'OMT</p>	<p><b>2017</b> : Année internationale du tourisme durable pour le développement, proclamée par l'ONU</p>
<p><b>2006</b> : Charte éthique du voyageur diffusée par les membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable. Elle a été revisitée en 2016 pour toucher un public plus large</p>	

Source – Tourisme durable : <http://www.tourisme-durable.org/tourisme-durable/definitions>

## 2. Quelles initiatives pour un tourisme responsable et durable ?

Il existe un nombre important d'acteurs engagés qui militent depuis de nombreuses années pour un tourisme plus juste, plus éthique et surtout durable.

À présent, nous souhaitons présenter les initiatives existantes aux niveaux international, européen et national.

### 2.1 Le tourisme durable à l'international à travers des réseaux reconnus



À l'échelle internationale, des références clés sont à mentionner, telles que les critères internationaux du GSTC, l'Organisation Mondiale du Tourisme, le

Programme des Nations Unies pour l'Environnement avec leur campagne « Passeport Vert » ou encore l'Organisation Internationale du Tourisme Social (OITS) qui vise à rassembler les acteurs du tourisme social.

Certains réseaux internationaux oeuvrant pour un tourisme durable tel que *Adventure Travel Trade Association (ATTA)*, le réseau en Asie-Pacifique ; *Pacific Asia Travel Association (PATA)* ou encore le réseau *Impact Travel Alliance*, luttent pour l'avenir d'un meilleur tourisme également.

Le **Conseil Mondial du Tourisme Durable** (*Global Sustainable Tourism Council – GSCT*)<sup>4</sup> vise à développer une compréhension commune du tourisme durable. Cette organisation enregistrée aux États-Unis est une organisation à but non lucratif et agit comme un organisme mondial d'accréditation des programmes de certification qui certifie que les hôtels / hébergements, les voyagistes et les destinations disposent de politiques et de pratiques durables.

Cette dernière dispose ainsi de normes mondiales et définit plusieurs critères avec des exigences minimales dont devraient théoriquement disposer toutes les organisations touristiques. Ces critères s'articulent autour de quatre thèmes principaux :

1. Gestion durable
2. Socio-économique
3. Culturel
4. Environnemental

Ces critères sont définis par deux ensembles :

- Les critères de destination pour les décideurs publics et les responsables de destination
- Les critères de l'industrie pour les hôtels et les voyagistes

L'organisation dispose également d'une norme appelée « **Destinations vertes** »<sup>5</sup>. Elle opère comme un outil permettant de mesurer, surveiller et améliorer le profil de durabilité des destinations et des régions. Ainsi, elle agit de manière concrète sur les objectifs de développement durable.

---

<sup>4</sup>Site du Conseil Mondial du Tourisme Durable - Global Sustainable Tourism Council. Disponible sur : <https://www.gstcouncil.org> Consulté le 26 mars 2019.

<sup>5</sup> GSCT - Green Destination. Disponible sur : <http://greendestinations.org/wp-content/uploads/2017/11/Green-Destinations-Standard-1.4.2.pdf>. Consulté le 28 mars 2019.

Cette dernière s'inspire de normes internationalement reconnues, comme ISO 14001<sup>6</sup> le système d'audit et de management environnemental : EMAS<sup>7</sup>. En vigueur depuis août 2015, la norme « Destinations vertes » établit les thèmes suivants :

1. Gestion de la destination
2. Nature et paysages
3. Environnement et climat
4. Culture et tradition
5. Bien-être social
6. Affaires et hospitalité

Depuis le début des années 1990, l'**Organisation Mondiale du Tourisme** (OMT) encourage quant à elle l'utilisation d'indicateurs du tourisme durable. À travers un guide présentant les indicateurs du développement durable des destinations touristiques, elle présente les facteurs clés rendant une destination « durable, viable et attrayante ». (*Commission Européenne, mars 2016*).

L'organisation est chargée de « *promouvoir les changements dans les opérations de tourisme par une prise de décision fondée sur des données probantes, l'efficacité, l'innovation et la collaboration entre les parties prenantes, ainsi que le suivi et l'adoption d'une approche de cycle de vie en faveur de l'amélioration continue* ». (*Commission Européenne, mars 2016*).



En 2006, le **Programme des Nations Unies pour l'Environnement** (PNUE) lance une campagne internationale intitulée « **Passeport Vert** <sup>8</sup> » ou « **Green Passport** ». Ce dispositif international vise à sensibiliser et orienter les touristes vers un choix de comportements plus responsables. Elle favorise le développement du tourisme durable.

---

<sup>6</sup> La norme ISO 14001 définit une série d'exigences que doit satisfaire le système de management environnemental d'une organisation pour que celle-ci puisse être certifiée – par un organisme extérieur et pour une durée limitée – comme répondant à la norme.

<sup>7</sup> EMAS (« Eco Management and Audit Scheme »)

<sup>8</sup> UNEP. Green Passport. Disponible sur : <http://www.unep.fr/greenpassport/>. Consulté le 25 mars 2019.

Les différents onglets offrent aux voyageurs des conseils pour toutes les étapes de leur voyage. Nous retrouvons le choix des fournisseurs de services responsables, les possibilités d'achat de souvenirs locaux et respectueux de l'environnement ainsi qu'une partie sur la réduction de la consommation d'énergie.

Le tourisme responsable ne se limite pas uniquement à l'aspect environnemental, comme nous l'avons précisé auparavant, mais également à l'aspect social, un des trois piliers du développement durable.

Pour se faire, l'**Organisation Internationale du Tourisme Social** (OITS) rassemble les acteurs du tourisme social. Dans sa commission elle est désormais rattachée au Réseau Européen pour le Tourisme Responsable (EARTH)<sup>9</sup>.

L'ONG **ECPAT**<sup>10</sup> est quant à elle engagée dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Ce réseau international renforce les connaissances et réflexions collectives sur ce qui doit être fait pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants.

L'ECPAT (*End Child Prostitution in Asian Tourism*)<sup>11</sup> est un mouvement né dans les années 1990 à l'issue d'une campagne internationale visant à lutter contre l'augmentation alarmante de l'**exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme** en Asie du Sud-Est.

Aujourd'hui, ECPAT (*End Child Prostitution and Trafficking*) regroupe des associations dans 74 pays. Ce réseau met en avant l'aspect social du tourisme responsable et durable puisqu'il évoque un des trois piliers du développement durable.

Certains pays ont pris l'initiative de sensibiliser et d'informer leurs visiteurs sur les enjeux de la préservation de leur pays pour ainsi préserver leurs ressources et contribuer à un développement durable.

---

<sup>9</sup> Réseau Européen pour le Tourisme Responsable (EARTH). Disponible sur : <https://earth-net.eu>. Consulté le 19/03/19.

<sup>10</sup> Réseau ECPAT France. Disponible sur : <https://ecpat-france.fr/le-reseau-ecpat/>. Consulté le 17 mars 2019.

<sup>11</sup> Coordination Sud. ECPAT. Disponible sur : <https://www.coordinationsud.org/membres/ecpat/>. Consulté le 19/03/2019.



Les îles Palaos en Micronésie sont les premières à avoir instauré un engagement moral à ses touristes en modifiant leurs lois en matière d'immigration. Dès leur entrée, les visiteurs doivent signer un engagement de passeport à agir de manière écologiquement responsable sur l'île, dans l'intérêt des enfants des Palaos et des futures générations de Palaos.

Dans leur engagement, il est mentionné qu'il est de « *notre responsabilité de montrer à nos invités comment respecter notre île, tout comme il est de leur devoir de respecter l'engagement signé lors de leur visite.* »<sup>12</sup>

Cet enjeu pédagogique a été appliqué en Islande en juillet 2018 avec le **Serment Islandais**<sup>13</sup>.

L'office du tourisme a lancé une campagne de sensibilisation. Il s'agit du premier pays au monde à proposer un accord tacite avec ses visiteurs pour les inciter à avoir un comportement respectueux. Chaque voyageur est invité à signer cette charte avant de partir à la découverte de l'île.

Depuis novembre 2018, la Nouvelle-Zélande invite également ses touristes à prêter serment. Ces derniers doivent s'engager à respecter l'environnement ainsi que la culture du pays.

Nommé la "*promesse Tiaki*", signifiant "protéger" en langue maori, ce texte représente un engagement vis-à-vis du pays et des générations futures. Cette communication encourageante pour préserver l'environnement du pays a été financée par le gouvernement.

Bien que les bénéfices de ces chartes ne nous permettent pas d'identifier les retombées sociales, ces initiatives restent relativement intéressantes et permettent de sensibiliser les voyageurs sur les enjeux d'un tourisme responsable et durable.

---

<sup>12</sup> Palaupledge. Disponible sur : <https://palaupledge.com>. Consulté le 13 avril 2019.

<sup>13</sup> Le serment islandais. Disponible sur : <https://www.inspiredbyiceland.com/icelandicpledge/serment-islandais>. Consulté le 12 avril 2019.

## 2.2 Le tourisme durable en Europe, un véritable défi

Le tourisme est le 3<sup>ème</sup> secteur économique dans l'Union Européenne, et représente 10% du PIB européen<sup>14</sup>. Plus de 13 millions de personnes dans l'Union européenne étaient employées dans des activités économiques liées au tourisme en 2017. La France reste à cette période le pays le plus visité au monde avec 87 millions d'arrivées internationales en métropole (4 Pages n°84, DGE, juillet 2018 repris par Veille Info tourisme).

En Europe, il existe divers outils permettant l'encouragement d'un tourisme responsable et durable. Différentes initiatives facilitent les échanges et la diffusion de ce tourisme.

La Commission européenne a lancé en 2013 le système européen d'indicateurs du tourisme (ETIS, *European Tourism Indicators System*) dans l'objectif d'aider les destinations touristiques à suivre et à mesurer leurs performances en matière de tourisme durable, en utilisant une approche comparable commune.

Nous retrouvons le portail indépendant, Tourisme 2030<sup>15</sup> visant à rassembler la communauté mondiale des personnes et des organisations désireuses de rendre le tourisme plus « durable ». Cette plateforme facilite la mise en réseau et les échanges entre les individus et les organisations. Elle permet d'identifier les parties prenantes d'un pays suivant le sujet grâce à une carte interactive.



Ensuite, à l'échelle européenne la certification « Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés »<sup>16</sup> vise quant à elle la protection de la nature, le développement du territoire et l'échange

entre les parcs, les entreprises locales et les tours opérateurs.

---

<sup>14</sup> Veille Info Tourisme. Statistiques et données - Union Européenne. Disponible sur : <https://www.veilleinfotourisme.fr/thematiques/union-europeenne/statistiques-et-donnees/plus-de-13-millions-de-personnes-employees-dans-le-tourisme-dans-l-ue> Publié le 6 mars 2019 par Eurostat. Relayé le 7 mars. Consulté le 15 avril 2019.

<sup>15</sup> Tourisme 2030 - Destinet. Disponible sur : <https://destinet.eu>. Consulté le 18 mars 2019.

<sup>16</sup>Charte européenne tourisme durable. Disponible sur : <https://www.iledelbe.net/ile-d-elbe/parc-national-archipel-toscan/charte-europeenne-tourisme-durable/>. Consulté le 21 avril 2019.

Cette charte suppose un engagement entre les membres signataires et vise à mettre en place une stratégie au niveau local dans l'optique d'un tourisme durable.

Les objectifs primordiaux sont d'« *augmenter la connaissance et le soutien des espaces protégés européens* », qui appartiennent à notre patrimoine et que l'on se doit de préserver pour les futures générations et enfin, d'« *améliorer le développement durable et la gestion du tourisme dans les espaces protégés, en respectant les besoins de l'environnement, des habitants, des entreprises locales et des visiteurs* ».

### 3. En France, des acteurs s'engagent pour un tourisme responsable et durable

En France, les associations œuvrant pour un tourisme durable et responsable affichent une grande motivation dans leur lutte pour parvenir à un tourisme plus équitable.

L'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES) créée en 2006, regroupe un réseau d'acteurs engagés dans un tourisme équitable et solidaire.

Elle est garante du label « *garantie tourisme équitable et solidaire* », qui assure le respect des hommes et des cultures. Cette association reconnue nationalement et internationalement, regroupe les agences de voyages associatives. Les aspects économiques et sociaux d'un tourisme durable sont davantage mis en avant.

En revanche, le réseau (ATD) Acteurs du Tourisme Durable, créée en 2011, rassemble les professionnels du tourisme souhaitant œuvrer pour un tourisme plus durable, avec l'équilibre des trois piliers du développement durable. Ce réseau fédère plusieurs corps de métier dans le secteur touristique et reste ouvert à tous types d'acteurs du domaine quelle que soit la profession. L'objectif est d'unir, d'échanger et de trouver des solutions et vise à agir collectivement sur des problématiques locales en matière de tourisme durable. L'un des membres fortement reconnu par les professionnels du tourisme, est l'association ATR (Agir pour un Tourisme Responsable). Depuis 2004, cette dernière rassemble les professionnels du voyage engagés dans un tourisme plus respectueux.

Les objectifs sont de respecter les us et coutumes, de permettre une juste répartition des ressources ainsi que la Charte éthique du voyageur que nous développons en partie 2 de ce mémoire.

En 2006, le premier label français de certification du tourisme responsable est accordé aux voyageurs qui participent au développement local et à la protection des intérêts des populations locales. Ce label ATR a émergé au sein de l'Association des Tours Opérateurs Thématiques (ATT). Nous en parlerons plus longuement en deuxième partie du mémoire étant donné qu'il s'agit de notre structure de stage.

À la demande du comité interministériel du tourisme, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie)<sup>17</sup> réunit un groupe de travail constitué des parties prenantes de réseaux telles que ATD, ATR et l'ATES pour réfléchir aux préconisations stratégiques en matière de tourisme durable à intégrer pour la France ainsi qu'à la structuration d'une politique de développement du tourisme durable en France.

Confié par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à l'ADEME, l'objectif est de rendre un rapport à présenter au Comité présidé par le Premier Ministre courant octobre 2019.



Le tourisme responsable en France est également représenté par sa dimension sociale et ses objectifs d'intégration de développement touristique avec une meilleure adaptation de l'offre pour les handicaps au sein du territoire.

Plusieurs acteurs engagés sur cette cause participent à un développement d'un tourisme durable. Nous retrouvons un des réseaux moteurs « Tourisme & Handicap (T&H)<sup>18</sup> » opérant comme l'unique marque d'État labélisant des établissements et sites touristiques accessibles à tous. Cette marque garantit une information fiable, objective et homogène sur tout le territoire.

---

<sup>17</sup> Agence Environnement Maîtrise Énergie. Disponible sur : <https://www.ademe.fr>. Consulté le 18 avril 2019.

<sup>18</sup> Tourisme & Handicap. Disponible sur : <http://www.tourisme-handicaps.org>. Consulté le 19 avril 2019.

Nous retrouvons également le réseau des Grands Sites de France qui vise à promouvoir les valeurs d'un territoire<sup>19</sup> en favorisant l'expérience globale du visiteur durant son séjour, en privilégiant le hors saison et en ne recherchant pas l'accroissement du nombre absolu de visiteurs pour une bonne efficacité économique pour le territoire. Ce dernier vise plutôt « *l'accroissement de la durée des séjours, une meilleure répartition sur l'année, un accroissement de la dépense par visiteur en produits et services locaux* » (Document-cadre du RGSF "Grands Sites de France et Tourisme", 2014).

### 3.1 Les organismes mondiaux disposant d'une certaine éthique dans le secteur touristique

Afin de simplifier et de regrouper les principaux labels et réseaux engagés vers un tourisme durable, nous les avons classés par catégories : au niveau international, européen et national.

Nous avons choisi de regrouper les différents réseaux, labels ou certifications dans un tableau non-exhaustif permettant de démontrer les initiatives mondiales présentes actuellement.

D'autres labels tels que Trophée Maroc du Tourisme Responsable, Sernatour Chile (Chili), Leave no trace Tanzania (LNT), Responsible Travel Club (RTC) au Vietnam, le label Bénin Tourisme Équitable (BTE), Cévennes Écotourisme en France, GotoMadagascar ou encore l'Association de Tourisme Responsable en Italie (AITR), agissent au niveau local pour un tourisme responsable et durable.

Tableau 2 : Réseaux et labels mondiaux appliqués au secteur touristique

---

<sup>19</sup> Le tourisme durable en pratique : 20 exemples innovants dans les Grands Sites de France. [https://www.grandsitedefrance.com/images/stories/docs/Guide\\_tourisme-BD.pdf](https://www.grandsitedefrance.com/images/stories/docs/Guide_tourisme-BD.pdf). Consulté le 25 avril 2019.

INTERNATIONAUX	EUROPÉENS	NATIONAUX
 <p>Le label BRT)<sup>20</sup> rassemble les différents critères exigés par l'Institut du Tourisme Responsable (Responsible Tourism Institute, RTI). Cette organisation est née suite à la Conférence mondiale du Tourisme Durable (1995) avec l'appui de l'Unesco. Objectif principal → promouvoir les principes de la Charte du Tourisme Durable.</p>	 <p>Ecolabel Européen <sup>21</sup> créée en 1992, délivré en France par le groupe AFNOR (Association Française de Normalisation), un organisme certificateur indépendant. Ce label concerne tous types d'hébergements, les hôtels, motels, gîtes, chambres d'hôtes, campings, etc. Il distingue des produits et services répondant à des caractères stricts de performance et de qualité environnementale.</p>	 <p>Acteurs du Tourisme Durable : Premier réseau national des professionnels engagés. L'association a pour missions de fédérer l'ensemble du secteur touristique et favoriser les synergies dans le sens du progrès durable.</p>
 <p>EarthCheck <sup>22</sup> est le principal groupe mondial de certification et de conseil en matière de voyages et de tourisme.</p>	 <p>Fair Trade Tourism <sup>23</sup> labellise le tourisme équitable dans les pays africains (hébergements et activités de loisir). Le programme aide les entreprises touristiques à être durable en utilisant des outils d'analyse comparative conçus sur mesure.</p>	 <p>Agir pour un Tourisme Responsable <sup>24</sup> : Première association des acteurs du voyage responsable depuis 2004. Également un label pour les voyageurs engagés, depuis 2015, ATR s'appuie sur ECOCERT, organisme accrédité par le Cofrac, chargé de contrôler le respect du référentiel de labellisation.</p>
 <p>Green Globe <sup>25</sup> conçu en 1997, attribue aux acteurs du tourisme respectant un cahier des charges en matière d'environnement, de protection économique et sociale, de management responsable et d'héritage culturel.</p>	 <p>Pavillon Bleu <sup>26</sup> valorise chaque année depuis 1985, « les communes et les ports de plaisance qui mènent de façon permanente une politique de développement touristique durable. »</p>	 <p>Association Tourisme Équitable et Solidaire : Depuis 2006, ce réseau d'acteurs et un spécialiste du tourisme équitable et solidaire. Le label « Garantie tourisme équitable et solidaire » est reconnu au niveau national et international.</p>

<sup>20</sup> Biosphère Responsible Tourism (BRT). Disponible sur : <https://www.biospheretourism.com/en/biosphere-certification/83>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>21</sup> Ecolabel Européen. Catégories tourisme. Disponible sur : <https://www.ecolabels.fr/categories/tourisme/ecolabel-europeen-hebergement-touristique-nf543/>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>22</sup> Earth check. Disponible sur <https://earthcheck.org>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>23</sup> Fair Trade Tourism. Disponible sur : <http://www.fairtrade.travel/Home/>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>24</sup> Agir pour un Tourisme Responsable. Le label atr. Disponible sur : <https://www.tourisme-responsable.org/agir-tourisme-responsable/le-label-atr/>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>25</sup> Green Globe. Disponible sur : <https://greenglobe.com>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>26</sup> Pavillon Bleu. Teragir. Disponible sur : <https://www.pavillonbleu.org/teragir/le-pavillon-bleu.html>. Consulté le 24 mars 2019.

 <p>Green tourism<sup>27</sup> est un programme de certification récompensant l'engagement des entreprises du secteur touristique qui s'emploient activement à devenir plus durables. L'objectif est de favoriser et développer le tourisme de nature dans les communes touristiques afin de contribuer à la préservation des terroirs et à leur dynamisme économique.</p>	 <p>Tourcert<sup>28</sup> est un système de certification basé en Allemagne pour la durabilité du tourisme et la responsabilité dans le tourisme, attribué depuis 2009.</p>	 <p>Station Verte<sup>29</sup> est née en 1964 par la Fédération Française des Stations Vertes. Elle favorise le développement du tourisme de nature dans les communes touristiques afin de préserver les territoires et leur dynamisme économique.</p>
 <p>Travelife<sup>30</sup> est un système de certification reconnu par l'industrie des voyages et du tourisme depuis 2007. Il permet aux fournisseurs d'hébergement de contrôler et d'auto-évaluer leurs performances en matière de développement durable.</p>		
 <p>Rainforest Alliance<sup>31</sup> est une ONG internationale pionnière dans la reconnaissance du tourisme durable par des tiers. Elle collabore avec les hôtels, les voyageurs et d'autres entreprises du secteur touristique pour les aider à améliorer leurs pratiques environnementales, sociales et économiques.</p>		

<sup>27</sup> Green Tourism. Disponible sur : <https://www.green-tourism.com/about-us>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>28</sup> Terra Institute. Tourcert. Disponible sur : <https://www.terra-institute.eu/en/portfolio-view/tourcert/>. Consulté le 24 mars 2019.

<sup>29</sup> Station Verte. Présentation label SV. Disponible sur : [https://www.stationverte.com/fichiers/1519035769\\_Presentation\\_LABEL\\_SV\\_reseau\\_2018\\_01\\_BD.pdf](https://www.stationverte.com/fichiers/1519035769_Presentation_LABEL_SV_reseau_2018_01_BD.pdf). Consulté le 24 mars 2019.

<sup>30</sup> Travelife. Disponible sur : [http://www.travelife.org/Hotels/landing\\_page.asp](http://www.travelife.org/Hotels/landing_page.asp). Consulté le 24 mars 2019.

<sup>31</sup> Rainforest Alliance. Certification tourism. Disponible sur : <https://www.rainforest-alliance.org/business/fr/solutions/certification/tourism/>. Consulté le 24 mars 2019.

Figure 2 : Pyramide des différents acteurs engagés dans un tourisme plus vertueux



Source : Agir pour un Tourisme Responsable – Julien Buot

Ce schéma représente les acteurs engagés dans un tourisme durable au niveau national, européen et international.

## CONCLUSION DU CHAPITRE 1 – PARTIE 1

Le premier chapitre permet de dénouer les concepts de tourisme « durable » et « responsable » en précisant leurs définitions, les évolutions et leur vulgarisation, ainsi que les enjeux auxquels ces deux notions sont confrontées.

À l'occasion de ce chapitre, nous nous sommes limités aux dates marquantes à ce sujet, en présentant brièvement les acteurs et les réseaux engagés.

Dans la continuité du premier mémoire de recherche, nous concentrerons cette étude sur la notion « responsable » compte tenu de la thématique de recherche et de la structure dans laquelle nous effectuons notre stage de fin d'études.

## CHAPITRE 2 : ENTRE PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET TOURISME RESPONSABLE

Ce chapitre met en avant les problématiques environnementales et sociales auxquelles est confronté le secteur du tourisme. Les impacts négatifs du tourisme, tant sur l'environnement que sur les populations locales ne sont plus à prouver. Parmi eux, on retrouve la consommation démesurée des ressources naturelles, les multiples pollutions, les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ou encore la biodiversité qui est menacée. En 2007, les activités liées au tourisme contribuaient à entre 4 % et 6 % du total des émissions de gaz à effet de serre, selon un rapport de l'ONU. Il semblerait que 40 % soient dues aux transports aériens, contre 32 % pour le port automobile lié au tourisme et 21 % liés aux hébergements touristiques. (Le Guide du Routard, Tourisme Responsable, 2012, p. 27).

En 2019, 8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont causées par le tourisme si l'on prend en compte les transports, l'alimentation, l'hébergement et l'achat des voyageurs, soit une évolution entre 2 et 4 % en 7 ans. Lorsque l'on parle de l'impact environnemental du tourisme, l'aspect humain est souvent peu évoqué contrairement à l'aspect écologique et environnemental. La surfréquentation touristique, le changement climatique ainsi que la compensation carbone nous semblent inévitablement liés à la place qu'occupe le tourisme dans l'environnement.

## 1. L'environnement au cœur des problématiques du changement

L'environnement regroupe l'ensemble des « *éléments naturels qui entourent un individu (humain, animal, végétal) ou son espèce*<sup>32</sup> » ainsi que les activités humaines qui les impactent (risques naturels et technologiques, énergie, etc.).

Le développement démographique et industriel qui entraîne un réchauffement de l'atmosphère de la planète nous invite à repenser nos modes de production et de consommation. Ainsi, la protection de l'environnement et de ses ressources est un enjeu prioritaire pour assurer notre survie.

La protection de l'environnement<sup>33</sup> désigne la protection de "tout ce qui est autour" de l'homme. Du domaine de l'écologie, mais également du domaine de la vie sociale, et de ses expressions politiques et réglementaires.

Selon l'Article 2 de la Loi N°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, c'est une "*mise en oeuvre des moyens destinés à prévenir, diminuer ou éliminer les atteintes de toutes sortes d'origine naturelle ou artificielle.*"

### 1.1 Les objectifs de développement durable (ODD)

L'Assemblée Générale de l'ONU a adopté en septembre 2015, l'Agenda 2030 instaurant 17 objectifs de développement durable<sup>34</sup> (ODD) et 169 cibles pour la période 2015-2030.

Les objectifs de développement durable, appelés également Objectifs Mondiaux constituent une feuille de route pour parvenir à une transition vers un développement durable pour tous.

---

<sup>32</sup> Définition « environnement ». Universalis. Disponible sur : <https://www.universalis.fr/dictionnaire/environnement/>. Consulté le 23 mars 2019.

<sup>33</sup> Définition « Protection de l'environnement » Dictionnaire environnement / protection. Disponible sur : [https://www.dictionnaire-environnement.com/protection\\_de\\_environnement\\_ID1497.html](https://www.dictionnaire-environnement.com/protection_de_environnement_ID1497.html). Consulté le 21 mars 2019.

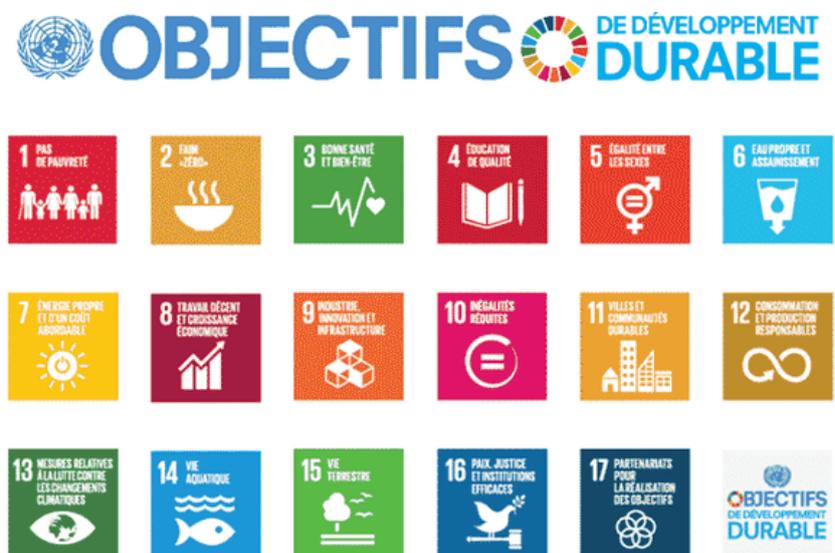
<sup>34</sup> UNICEF. Les objectifs de développement durable. Disponible sur : [https://www.unicef.fr/sites/default/files/fiche\\_thematique\\_odd.pdf](https://www.unicef.fr/sites/default/files/fiche_thematique_odd.pdf). Consulté le 18 mars 2019.

Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont liés, il est donc important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030. Ainsi, nous retrouvons :

- 1) Éradication de la pauvreté : sous toutes ses formes et partout dans le monde
- 2) Lutte contre la faim : éliminer la faim et la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable
- 3) Accès à la santé : donner aux individus les moyens de mener une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges
- 4) Accès à une éducation de qualité : veiller à ce que tous aient accès à l'éducation et promouvoir des possibilités d'apprentissage de qualité dans des conditions équitables tout au long de la vie
- 5) Égalité entre les sexes : parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles
- 6) Accès à l'eau salubre et l'assainissement : garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
- 7) Recours aux énergies renouvelables : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable
- 8) Accès à des emplois décents : promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
- 9) Innovation et infrastructures : mettre en place une infrastructure résistante, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
- 10) Réduction des inégalités : réduire les inégalités entre les pays et en leur sein
- 11) Villes et communautés durables : créer des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résistants et durables
- 12) Consommation responsable : instaurer des modes de consommation et de production durables
- 13) Lutte contre le changement climatique : prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

- 14) Protection de la faune et de la flore aquatiques : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
- 15) Protection de la faune et de la flore terrestres : préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
- 16) Justice et paix : promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
- 17) Partenariats pour les objectifs mondiaux : revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat
- Les pays promettent aussi de lutter contre le changement climatique. Tous les objectifs intègrent la protection de l'environnement.

Figure 3 : Les objectifs de développement durable d'ici à 2030



Source : ONU – Les objectifs de développement durable d'ici à 2030

Transposer ces principes de développement durable au tourisme durable est l'objet de la communauté touristique désireuse d'agir pour un tourisme plus responsable et durable.

## 1.2 Lorsque climat rime avec changement...

Le Groupement Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC), lors de son 5<sup>ème</sup> Rapport<sup>35</sup> définit le changement climatique comme des changements de climat « *attribués directement ou indirectement à une activité humaine* » altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la « *variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables* ». Autrement dit, le changement climatique est le fait des émissions de gaz à effet de serre engendrées par les activités humaines, modifiant la composition de l'atmosphère de la planète. En plus de cette évolution, viennent s'ajouter les variations naturelles du climat. Ainsi, le changement climatique influe indirectement sur les populations et les activités humaines.

Selon le GIEC, le changement climatique se traduit à moyen et long terme sous différentes formes et peut être plus ou moins marqué d'une région à l'autre mais devient global à la planète entière.

L'évolution du climat modifie la fréquence, l'intensité, la répartition géographique ainsi que la durée des événements météorologiques, comme les tempêtes, les inondations, les sécheresses ou encore les tremblements de terre. Les nombreux écosystèmes subissent un bouleversement majeur. Le GIEC prévoit une extinction de 20 à 30 % des espèces animales et végétales dues aux conséquences importantes des implantations humaines.

Une crise importante liée à l'alimentaire va affecter de nombreuses parties du monde, comme l'Asie, l'Afrique, puis les zones tropicales et subtropicales. Les productions agricoles pourraient fortement diminuer entraînant des sources de conflits et des migrations.

Le fonctionnement des écosystèmes bouleversé par le changement climatique, entraînera des maladies et divers dangers sanitaires. La prolifération et la transmission de maladies animales, entre animaux mais aussi entre animaux et humains.

---

<sup>35</sup> 5ème Rapport du GIEC. Disponible sur : [https://www.ipcc.ch/pdf/assessmentreport/ar5/wg2/ar5\\_wgII\\_spm\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessmentreport/ar5/wg2/ar5_wgII_spm_fr.pdf) Consulté le 3 avril 2019.

L'acidification des eaux due à l'augmentation de la concentration en CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) dans l'atmosphère entraîne et entraînera une plus forte concentration du CO<sub>2</sub> dans l'océan. Cette acidification représente un risque majeur pour les récifs coralliens et certains types de plancton menaçant l'équilibre de nombreux écosystèmes.

Enfin, l'augmentation du niveau de la mer devrait provoquer l'inondation de certaines zones côtières, notamment les deltas en Afrique et en Asie, voire la disparition de pays insulaires entiers comme les Maldives, ou encore Tuvalu, provoquant ainsi d'importantes migrations.

Selon un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), sur le "Changement climatique et santé",<sup>36</sup> les pays en développement situés dans des zones où les infrastructures de santé sont mauvaises, ne pourront se préparer ou faire face à cette situation d'urgence. Il en convient qu'une réduction des émissions de gaz à effet de serre peut améliorer la santé.

Les communautés les plus pauvres sont les plus exposées aux impacts des changements climatiques. Car ces dernières disposent de moins de ressources pour investir dans la prévention et l'atténuation de leurs effets. Ainsi, le changement climatique provoque une augmentation des déplacements de populations et accroît indirectement les risques de conflits violents.

Ainsi, le changement climatique est aujourd'hui au cœur de nombreuses problématiques, les mouvements démographiques suite aux montées des eaux, de la sécheresse, des catastrophes naturelles mais aussi des habitudes alimentaires qui se renouvellent et plus encore le domaine énergétique qui est soumis à de très fortes pressions depuis quelques années.

Au cœur de ces problématiques environnementales, quelle est la place du tourisme aujourd'hui ?

---

<sup>36</sup> Changement climatique et santé. Organisation Mondiale de la Santé. Disponible sur : <http://www.who.int/fr/newsroom/fact-sheets/detail/climate-change-and-health>. Consulté le 2 avril 2019.

L'article publié dans le journal le Monde sur « Le tourisme fait s'envoler le réchauffement planétaire <sup>37</sup> », l'OMT se réjouissait de l'augmentation considérable du tourisme international pour l'année 2017, (+7%) mais n'abordait pas l'impact environnemental de ces déplacements massifs. L'article précise que ce pourcentage est trois fois supérieur aux évaluations antérieures, qui elles-mêmes se situaient entre 2,5 % à 3 %. Si l'on compare ce secteur d'activité avec le secteur du transport maritime, ce dernier représente, par exemple, 3 % des émissions mondiales de CO2.

On en vient à présent à connecter changement climatique et tourisme. Quels regards portent les professionnels du tourisme face aux changements climatiques et l'avenir du secteur touristique ?

## 2. Rendre l'aérien vertueux...par la compensation carbone ?

Comme nous le précisions précédemment, le tourisme mondial représente 8% du total des émissions de gaz à effet de serre de l'humanité. Ainsi, plusieurs acteurs s'engagent depuis déjà de nombreuses années à compenser les effets néfastes de l'avion par la compensation carbone. Plus récemment, une enquête réalisée par les Entreprises du Voyage <sup>38</sup> en mai 2019, présente la préoccupation des français concernant le réchauffement climatique.

L'enquête a été administrée auprès de Français interrogés par Internet entre le mois d'avril et le mois de mai 2019, un échantillon de 2004 personnes représentatives de la population française âgées de 18 ans et plus y ont répondu. Les résultats indiquent que 8 français sur 10 sont préoccupés par le réchauffement climatique, et 31% d'entre eux se disent réellement « préoccupés », voire « inquiets ». Au cours des 12 derniers mois, un tiers des français a pris l'avion, majoritairement pour des motifs d'ordre personnel.

---

<sup>37</sup> Le Monde. Le tourisme fait s'envoler le réchauffement climatique. Pierre Le Hir Publié le 07 mai 2018. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/05/07/le-tourisme-fait-s-envoler-le-rechauffement-planetaire\\_5295656\\_1652612.html](https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/05/07/le-tourisme-fait-s-envoler-le-rechauffement-planetaire_5295656_1652612.html). Consulté le 23 avril 2019.

<sup>38</sup> L'impact du réchauffement climatique sur les habitudes de voyage en avion. Rapport de résultats. Enquête réalisée par les Entreprises du Voyage, mai 2019. Consulté le 27 mai 2019.

L'étude précise que seulement une minorité de ces derniers se soucient du bilan carbone de leurs voyages. En revanche, environ 37% des voyageurs aériens souhaitent changer leur comportement pour limiter l'impact environnemental de ses voyages en avion, contre 26% qui pourraient éventuellement l'envisager.

Cependant, il est mentionné que « 63% des voyageurs n'ont pour le moment pris aucune mesure visant à limiter l'impact environnemental de leurs voyages en avion et 37% n'envisagent même pas de changer leurs habitudes ».

Il semblerait néanmoins que 1 voyageur sur 10 ait déjà renoncé à voyager par souci écologique et que 10% d'entre eux aient compensé les émissions carbone de leur voyage.

L'Association du Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), présentait un dossier publié en janvier 2019 intitulé, « Tourisme et impacts carbone : constats et perspectives ?<sup>39</sup> »

Le constat préoccupant face à l'urgence climatique alerte certains acteurs du tourisme déjà engagés depuis longtemps sur la question du réchauffement climatique. Ainsi, les comportements individualisés témoignent d'une prise de conscience évidente de la part de ces acteurs. Pour ce faire, certaines organisations ont mis en place la « compensation carbone ».

## 2.1 Qu'est-ce que la compensation ?

Face à l'urgence climatique et à la prise de conscience environnementale évidente, des acteurs s'engagent à compenser les émissions carbone de leurs activités.

Par définition, la compensation carbone<sup>40</sup> vise à calculer les émissions carbone générées par un voyage, un évènement, une activité et de participer volontairement suivant les entreprises au financement d'un projet en compensant les gaz à effet de serre émis.

---

<sup>39</sup> Dossier de l'ATES (Association Tourisme Équitable et Solidaire). Disponible sur [https://gallery.mailchimp.com/0b92b023bce290987886f3e54/files/244bc41f-21db-46a7-9873-057abca998a3/Dossier\\_impact\\_NL.pdf](https://gallery.mailchimp.com/0b92b023bce290987886f3e54/files/244bc41f-21db-46a7-9873-057abca998a3/Dossier_impact_NL.pdf). Consulté le 12 mars 2019.

<sup>40</sup> Novethic. Définition de la compensation carbone. Disponible sur : <https://www.novethic.fr/lexique/detail/compensation-carbone.html>. Consulté le 12 mai 2019.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), dans son dossier « *La compensation volontaire démarches et limites*<sup>41</sup> », définissent la compensation volontaire comme le financement d'un « projet de réduction ou de séquestration d'émissions de GES dont on n'est pas directement responsable ».

D'après l'ADEME, les gaz à effet de serre (GES) produisent les mêmes impacts sur le climat quel que soit le lieu où ces derniers sont émis. Ainsi, permettre une « *diminution des émissions chez soi ou ailleurs procure, en théorie, le même bénéfice final à la planète.* » (ADEME, 2017, p.3).

## 2.2 Le système de crédits carbone en France

Les personnes, physiques ou morales, désireuses de compenser partiellement ou en totalité leurs émissions acquièrent des montants de réductions d'émissions, appelés également des « crédits carbone » (ADEME, 2017, p.3).

Des opérateurs spécialisés dans le domaine seront les intermédiaires permettant d'obtenir un nombre d'unités « carbone » correspondant au volume des émissions de gaz à effet de serre que l'entreprise souhaite compenser.

La somme versée contribue directement ou indirectement au financement d'un projet spécifique de réduction des émissions ou de séquestration de carbone.

Pour s'en faire une idée, un crédit carbone correspond environ à 1 tonne de CO<sub>2</sub> évitée par le projet (ADEME, 2017, p.3).

Pour ce faire, quatre principaux organismes français de rachat de GES ont signé la Charte de l'ADEME et se partagent l'essentiel du marché depuis 2005<sup>42</sup>.

L'association **CO2 Solidaire** propose de financer des projets dans des pays du Sud (Cambodge, Maroc, Afghanistan, Inde). Ensuite, l'association **Action carbone** (Fondation Good Planet), dont les projets concernent « la capture de CO<sub>2</sub> » par la végétation les énergies renouvelables dans les pays du Sud.

---

<sup>41</sup> Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). La compensation volontaire démarches et limites. Disponible sur : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/compensation-volontaire-demarches-et-limites-7402.pdf>. Consulté le 24 avril 2019.

<sup>42</sup> Conso globe. Crédit carbone - compenser ses émissions. Disponible sur : <https://www.consoglobe.com/credit-carbone-compenser-emissions-2369-cg>. Consulté le 12 mai 2019.

Puis, l'entreprise **Climat Mundi** quant à elle, soutient des projets qui concernent les énergies renouvelables et la lutte contre la désertification. Et enfin, l'entreprise **EcoAct** qui s'engage dans des projets de reforestation en Amérique du Sud ou de construction de chambres froides au Burkina Faso.

### 2.3 Des acteurs engagés...aux actions concrètes

Certaines entreprises du voyage décident d'intégrer la compensation carbone intégrale dans le prix des billets d'avion et de leurs voyages pour permettre le financement de fonds de solidarité destinés aux pays du Sud afin de s'adapter au changement climatique ou encore par le financement en recherche et développement pour construire de nouvelles formes de mobilité moyen et long courrier.

Le groupe Voyageurs du Monde<sup>43</sup> prend les devants depuis 2010 en s'engageant dans cette démarche de compensation carbone en accompagnant des programmes d'aide aux pays en développement.

Compte tenu de la situation urgente sur le réchauffement climatique, l'entreprise vient à absorber 100% de ses émissions carbonees générées par le transport aérien et terrestre.

Grâce à la création de sa Fondation "**Insolite Bâtisseur Philippe Romero**", cette dernière finance différents projets de reforestation à travers le monde, plus particulièrement au Sénégal et au Pérou. Ces projets de reforestation s'inscrivent dans une véritable dimension économique et sociale. Ayant parfaitement conscience des enjeux de cette compensation carbone, le groupe de voyageur s'engage à proposer de plus longs séjours sur place et sensibilise ses voyageurs en leur proposant de voyager moins mais mieux.

Selon l'ADEME, la démarche de compensation volontaire a vocation à s'inscrire dans une logique de 3 étapes successives, à savoir :

---

<sup>43</sup> Voyageurs du Monde. Voyages 100 carbone neutre. Disponible sur : <https://www.voyageursdumonde.fr/voyage-sur-mesure/magazine-voyage/voyageurs-du-monde-annonce-des-voyages-100-carbone-neutre>. Consulté le 13 mai 2019.

Figure 4 : Compensation volontaire démarches et limites



Source : ADEME (2017, p. 5)

Cependant, la compensation volontaire est à développer après la mise en œuvre d'efforts de réduction de ses émissions sur son périmètre d'action (ADEME, 2017, p.3). Si la réduction des émissions de gaz à effet de serre constitue un élément important de la lutte contre le changement climatique, la question de la surfréquentation touristique observée dans certaines parties du monde semble également être un sujet à traiter dans la protection de l'environnement.

### 3. La gestion des flux touristiques confrontée au phénomène de surfréquentation

Un rapport de l'Organisation des Nations Unies présenté en 2018 intitulé « *Overtourisme ? Comprendre et gérer la croissance du tourisme urbain au-delà des perceptions* », <sup>44</sup> vise à proposer des recommandations pour réagir face aux grandes thématiques telles que « overtourisme », « surtourisme » ou encore « tourismophobie ». Ces dernières révèlent le défi quotidien de la gestion des flux touristiques croissants dans les destinations urbaines ainsi que l'impact du tourisme sur ces villes et ses résidents. L'augmentation du nombre de touristes urbains entraîne pour ainsi dire une utilisation des ressources naturelles plus importantes.

Dans ce rapport, l'ONU reprend la définition de l'OMT concernant la capacité de charge du tourisme défini comme « *le nombre maximal de personnes pouvant visiter une destination touristique en même temps, sans causer de destruction de l'environnement physique, économique et socioculturel ni de diminution inacceptable dans la qualité de la satisfaction des visiteurs* ».

---

<sup>44</sup> Rapport ONU « 'Overtourisme' ? Comprendre et gérer la croissance du tourisme urbain au-delà des perceptions », mars 2019.

Le rapport indique que le tourisme doit tenir compte à la fois des visiteurs et des communautés locales pour être durable. Ainsi, grâce à « *l'engagement de la communauté, à la gestion de la congestion, à la réduction de la saisonnalité, à une planification minutieuse qui respecte les limites de capacité et aux spécificités de chaque destination et à la diversification des produits* », cet objectif pourra être atteint.

### 3.1 La tourismphobie, un rejet de l'industrie touristique ?

La Tourismphobie<sup>45</sup> est défini comme le **rejet de l'industrie touristique** et « *de ses partenaires institutionnels (administrations publiques, municipalités, offices de tourisme, administrations portuaires et aéroportuaires) et commerciaux (OTA, hôtels, attrait, transporteurs) par des habitants d'un territoire, qui se sentent – légitimement ou non – dépossédés de leur droits, avantages et paisibilité.* » (Margot Ladira, 2018).

Autrement dit, suivant l'approche de gestion des territoires, l'équilibre respectueux des locaux n'est pas appréhendé de la même manière. Une anticipation de la gestion des flux afin de préserver la destination durablement est possible.

La plateforme *Sustainable Tourism*<sup>46</sup> reprend la définition suivante pour déterminer le « surtourisme », à savoir « La croissance excessive des visiteurs, qui entraîne une surpopulation dans les zones où les résidents subissent les conséquences des pics touristiques temporaires et saisonniers, qui ont imposé des modifications permanentes de leurs modes de vie, de l'accès aux commodités et au bien-être général. » (Milano et al.), 2018.

Certaines destinations sont victimes d'un phénomène de surfréquentation relativement important. La ville de Venise semble être un parfait exemple.

Cette dernière est victime de son succès, en étant submergée par les excursionnistes dépassant de loin le nombre de visiteurs et résidents locaux qui y passent la nuit.

---

<sup>45</sup> Le Quotidien du Tourisme. Définition tourismphobie. Disponible sur : <http://www.quotidiendutourisme.com/i-tourisme/i-overtourisme-tourismphobie-et-touristophobie-meme-combat/176688>. Consulté le 12 avril 2019.

<sup>46</sup> Sustainable Tourism. Définition de surtourisme. Disponible sur : <https://sustainabletourism.net/sustainable-tourism/definitions/>. Consulté le 24 mars 2019.

Selon la plateforme Responsible Tourism, leur article consacré à Venise<sup>47</sup>, environ « 20 millions de visiteurs affluent chaque année ». À compter, qu'environ 120 000 personnes visitent Venise lors des journées les plus abondantes alors que cette dernière ne compte que 55 000 résidents permanents. En d'autres termes, les visites à la journée sont les principales motivations de certains visiteurs.

Les raisons du surtourisme à Venise sont complexes et multiples et d'autres enjeux similaires en Europe sont constatés dans les villes de Barcelone, Amsterdam ou encore Dubrovnik.

L'augmentation exponentielle de l'aviation à faible coût, les navires de croisière et les plateformes de partage de domiciles viennent augmenter les risques de surfréquentation de ces destinations. Ainsi, cela entraîne une situation ingérable et nocive pour les locaux. Certaines restrictions voient le jour grâce à un comité du gouvernement italien. Ce dernier décide en 2017 d'interdire aux navires de croisière de plus de 55 000 tonnes d'entrer dans le bassin de Saint-Marc et le canal de la Giudecca à partir de 2021.

Le maire de Venise, Luigi Brugnaro, présente également de nouveaux plans controversés pour contrôler le nombre de visiteurs dans les lieux les plus touristiques de la ville.

Dans un deuxième exemple nous souhaitons mettre en avant le site archéologique du Machu Picchu au Pérou. En 2017, le site accueillait 1,5 million de visiteurs soit le double de la limite recommandée par l'Unesco pour préserver la cité inca.

En 2018, le gouvernement a présenté un projet de construction d'un aéroport à proximité du site dans le village de Chinchero. Ce projet a pour ambition de rapprocher les visiteurs du site et ne pas faire de Cusco le seul aéroport d'arrivée. Cependant, ce nouveau projet ne semble pas voir l'importance et les conséquences sur le majestueux site. Bien que des restrictions viennent d'être appliquées en juin 2019, l'augmentation annuelle du nombre de visiteurs cause de sérieux problèmes de gestion environnementale.

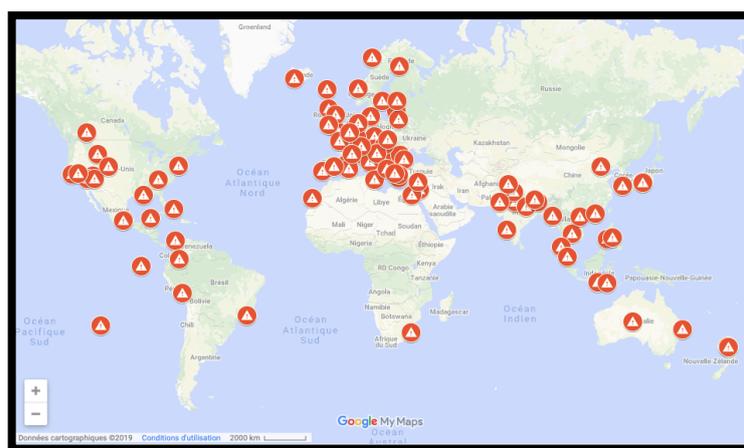
La contradiction entre préservation, régulation et augmentation des bénéfices économiques touristiques devient un sujet d'une importance capitale.

---

<sup>47</sup> Responsible Travel. « Overtourism in Venice ». Disponible sur : <https://www.responsibletravel.com/copy/overtourism-in-venice>. Consulté le 26 mars 2019.

Afin de mettre en évidence cette crise mondiale « généralisée » de surtourisme, l'agence de voyage anglaise très engagée, « *Responsible Travel* », <sup>48</sup> publiait une cartographie des destinations les plus saturées en 2019. Cette dernière illustre 98 destinations dans 63 pays souffrant de surfréquentation. La carte est établie à partir de recherches sur les mentions en ligne du surtourisme dans le monde, montrant l'ampleur réelle du problème.

Figure 5 : « Surtourisme cartographié : le tourisme vers une crise mondiale »  
(« *Overtourism mapped: tourism is headed into a global crisis* »).



Cette cartographie permet d'identifier les régions surfréquentées du globe. Il est important de préciser que 100 visiteurs peuvent être de trop à certains endroits mais que seulement 5 visiteurs dans une destination ne sera pas assez.

Lors de l'entretien (présenté en partie 2) avec la responsable chargée de mission des Parcs Naturels Nationaux de France, cette dernière nous rappelle que « [...] *La notion de surfréquentation est une notion difficile à qualifier. Le « trop » de fréquentation ne se définit pas de la même manière selon les acteurs. Pour un acteur de l'environnement, trop de monde sur les sentiers peut générer des impacts sur les milieux, érosion des sentiers, écrasement de la végétation...alors que pour celui qui vend des boissons au départ des sentiers, il n'y a peut-être pas assez de monde pour que son activité soit rentable.*

*La difficulté est donc de se mettre d'accord sur le niveau du « trop » – Responsable, chargée de mission des PNN France, extrait d'entretien du 5 juillet 2019.*

<sup>48</sup> Responsible Travel. Surtourisme cartographié : le tourisme vers une crise mondiale. (« *Overtourism mapped: tourism is headed into a global crisis* »). Disponible sur <https://www.responsibletravel.com/copy/overtourism-map>. Consulté le 24 avril 2019.

### 3.2 De réels enjeux pour cette surfréquentation mondiale

À présent, l'industrie du tourisme ainsi que les autorités publiques s'emparent de cette crise généralisée et tentent de trouver des solutions pour venir réduire le surtourisme ainsi que ces effets néfastes à l'environnement et aux populations locales.

*Responsible Travel*<sup>49</sup> s'empare de la question et propose des pistes de réflexion pour venir solutionner ces problématiques. Cette dernière préconise de privilégier autant que possible un tourisme responsable en améliorant les destinations au profit de la population locale, en les plaçant au cœur du projet. Les initiatives possibles peuvent être la création d'emplois locaux, la conservation du patrimoine naturel et culturel, l'amélioration des infrastructures au profit des populations locales et enfin chercher à minimiser les impacts négatifs avec par exemple la production de déchets, ou encore l'utilisation à outrance de l'eau. Ensuite, favoriser la mise en place d'indicateurs de durabilité afin d'identifier les potentialités du développement durable des destinations.

L'industrie devra s'engager à augmenter les coûts des vols aériens et les destinations devront s'engager à respecter la capacité de charge maximum des territoires, ce qui permettra de préserver l'environnement, le patrimoine ainsi que le bien-être des populations locales.

Enfin, proposer des approches participatives associant les populations locales, les gouvernements, l'industrie du tourisme et les écologistes, afin d'ensemble, trouver des solutions viables à long terme.

L'importance de voyager de manière responsable vise à diminuer les impacts négatifs et à maximiser les impacts positifs. Ne plus visiter une destination n'est pas nécessairement la solution. Réfléchir à la période la plus intéressante pour voyager en dehors de la haute saison, veillez à ce que l'argent dépensé reste aussi local que possible, payer les droits d'entrée dans les parcs nationaux afin d'assurer leur conservation, font partie des actions possibles à mettre en œuvre.

---

<sup>49</sup> Responsible Travel. Les solutions au surtourisme. (« Overtourism solutions »). Disponible sur : <https://www.responsibletravel.com/copy/overtourism-solutions>. Consulté le 26 avril 2019.

Cependant, il est important de mentionner le fait que certaines destinations souffrent d'un manque de visiteurs. D'où la nécessité de ne pas opposer tourisme de masse et tourisme responsable. Il y a des territoires où un touriste par an est déjà de trop tandis que d'autres peuvent accueillir 10 000 voyageurs par jour de façon responsable.

Selon le réseau Acteurs du Tourisme Durable (ATD)<sup>50</sup>, le tourisme durable est une manière « *d'appréhender le tourisme quelque soit sa forme et sa destination* ». D'après eux, la solution est de réduire dans un seul endroit les visiteurs tout en équipant au mieux les destinations afin d'accueillir et de désengorger les sites saturés et ainsi étaler les flux touristiques. Ainsi, déconcentrer les voyageurs dans l'espace, inviter les visiteurs à se rendre dans des lieux à des heures différentes ou lors des périodes creuses ou encore s'assurer que les habitants se sentent bien dans leur ville, sont autant de préconisations qui semblent nécessaires à mettre en place aujourd'hui.

## CONCLUSION DU CHAPITRE 2 – PARTIE 1

Aujourd'hui, face aux problématiques sociales et environnementales auxquelles le tourisme fait face, il semble difficile d'en apprécier ses impacts positifs. Cependant, le tourisme ne doit pas être l'unique coupable, ce dernier a des vertus concernant la protection de l'environnement et reste un facteur de paix incontestable.

Des initiatives et des engagements doivent être pris afin de tendre vers un meilleur tourisme si l'on veut que ce dernier perdure.

Un sujet d'actualité mérite d'être traité, celui de la gestion des déchets. Ainsi, en vue du séminaire de l'association Agir pour un Tourisme Responsable en septembre 2019, nous choisissons de faire un éclairage sur la question des déchets dans le tourisme.

---

<sup>50</sup> Acteurs du Tourisme Durable. « Comment la France s'engage t-elle pour le développement du tourisme durable ». Disponible sur : <https://www.tourisme-durable.org/actus/item/870-comment-la-france-s-engage-t-elle-pour-le-developpement-d-un-tourisme-durable>. Consulté le 12 avril 2019.

## CHAPITRE 3 : UNE GESTION DES DÉCHETS DANS LE SECTEUR DU TOURISME ?

« La production de plastique devrait augmenter de 28,7 milliards de tonnes d’ici 2050 avec 13,2 milliards de tonnes qui vont finir soit dans l’environnement soit dans les océans. En 2050, si on ne fait rien, il y aura plus de plastique dans la mer que de poissons »

*(Rapport de l’ONU, Fondation Ellen MacArthur).*

Face à l'augmentation de la population mondiale, la gestion des déchets est un défi planétaire.

Ce chapitre illustre brièvement l’évolution et la prise en compte des déchets, notamment dans le secteur touristique. La réduction des déchets devient aujourd’hui une préoccupation majeure.

### 1. L’évolution et la prise en compte des déchets dans le secteur touristique

L'utilisation intensive de l'eau douce et la génération de déchets solides et liquides provenant des activités touristiques entraînent une importante dégradation de l'environnement, répercutant sur la viabilité d'une destination (PNUE, 2003, p.7).

La problématique des déchets occasionnés par les activités touristiques est une question primordiale qui saisit depuis déjà quelques temps l’ensemble des opérateurs du tourisme<sup>51</sup> (*Le mensuel des acteurs du tourisme & des loisirs, « déchets touristiques », août 2016*).

La construction sociale de la problématique de la gestion des déchets prend aujourd’hui le devant de la scène : « *Nous entrons dans la civilisation du déchet* ». (Lhulier, Cochin, 1999, p. 13).

---

<sup>51</sup> Le mensuel des acteurs du tourisme & des loisirs ». Les déchets touristiques – Une bouteille à la mer. Juristourisme. Juillet/Août 2016 n°188. p. 14

## 1.1 Qu'est-ce qu'un « déchet » ?

Le Code de l'Environnement (art. L541-1)<sup>52</sup> définit un déchet comme « *tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien, meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon* ». En d'autres termes, tout ce qui semble être abandonné est un déchet, cependant, cet élément n'est pas nécessairement inutilisable.

Bien évidemment, il existe une distinction entre les déchets ménagers, les déchets toxiques et les déchets nucléaires. Pour des raisons pratiques et évidentes nous consacrerons ce chapitre aux déchets ménagers, spécifiquement associés au secteur du tourisme.

## 2. La France, premier producteur de plastique au monde

L'ONG *World Wild Fund* (Fonds mondial pour la nature) a publié un rapport en juin 2019, sur la pollution plastique en Méditerranée. Cette dernière a analysé la responsabilité des 22 pays de la région et présente des chiffres alarmants (*Rapport du WWWF, juin 2019.*).

- 24 millions de tonnes de déchets plastiques sont produits par les pays de la région méditerranéenne
- Seulement 16 % des déchets collectés sont recyclés
- 600 000 tonnes finissent en Méditerranée chaque année

Cette étude indique que tous les pays de la Méditerranée contribuent à la pollution en positionnant la France, comme la plus importante productrice de déchets plastiques de la région. En 2016, le pays a produit 4,5 millions de tonnes de déchets plastiques.

La France, en tant que grande puissance économique de la région, incinère ou enfouit 76% de ces déchets et en recycler seulement 22%, un taux plus faible que l'Italie, l'Espagne, Israël et la Slovénie (*Rapport du WWWF, juin 2019.*).

---

<sup>52</sup> Définition de déchet. Futura Sciences. Disponible sur : <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-dechet-5725/>. Consulté le 30 mai 2019.

Toujours selon le rapport WWF, il semblerait que 12 % de la pollution soit apportée par les fleuves tandis que 9 % est directement causée par les activités maritimes (pêche, aquaculture, transport). Même si environ 66% des déchets rejetés par la France restent en surface après un an, le rapport estime qu'environ 21% revient sur ses côtes et 11% échouent sur les fonds marins. De plus, une fois en mer, ces plastiques « polluent les écosystèmes et menacent la survie les espèces » (*Rapport du WWF, juin 2019*).

### 2.1 Les déchets issus du tourisme, exemple de cas concrets

Parmi tous les secteurs de l'économie, le tourisme est facteur d'une augmentation des déchets dans les pays, notamment ceux en développement. Un touriste moyen peut générer plus de déchets qu'un résident local. Ainsi, les destinations touristiques situées dans des zones reculées, dépourvues d'infrastructures et de services adéquats pour la gestion de ces déchets sont confrontées à d'importants problèmes de gestion des déchets. (« *Tourism and Municipal Solid Waste Management in Developing Economies: Challenges and Opportunities* », décembre 2018).

En France, 79% des rejets plastiques en mer Méditerranée proviennent principalement des activités côtières en raison notamment d'une « gestion des déchets inefficace et de l'impact des activités touristiques » (*Rapport du WWF, juin 2019*). Autrement dit, l'activité touristique est en partie responsable de cette pollution marine.

Prenons le cas de la Tunisie où le tourisme génère des milliers de tonnes de déchets du à une mauvaise gestion des autorités publiques. L'île de Djerba souffre d'une contamination de l'eau, de l'air et des sols dus à des métaux lourds s'échappant de la profusion de décharges illégales. L'article sur la spéculation des déchets publiée en octobre 2015 précise qu'en « haute-saison, l'île génère plus de 200 tonnes de déchets par jour, contre 120 tonnes le reste de l'année ». Ces déchets proviendraient en grande partie de grands hôtels internationaux installés le long de la côte<sup>53</sup>.

---

<sup>53</sup> Spéculation sur les déchets : la face cachée du tourisme de masse. Crubezy, N. Gouin, S. Chapelle, S. 26 octobre 2015. Disponible sur : <https://www.bastamag.net/Speculation-sur-les-dechets-la-face-cachee-du-tourisme-de-masse>. Consulté le 12 mai 2019.

### 3. Le plastique c'est fantastique ?

Près de 26 000 tonnes de déchets plastiques sont déversées chaque minute dans les océans, menaçant fortement l'équilibre de notre écosystème.

Selon la Fédération des producteurs de plastique PlasticsEurope, repris par le média de l'écologie Conso Globe, la production mondiale de matières plastiques a atteint un niveau record de « 359 millions de tonnes en 2018, soit l'équivalent de 11,38 tonnes par seconde. Ce chiffre a augmenté de 3,2% depuis 2017 contre 311 millions de tonnes en 2014, et 299 millions de tonnes en 2013 ». <sup>54</sup> (*Fédération des producteurs de plastique PlasticsEurope*). En 2014, 47.8 millions de tonnes de plastiques ont été produites en Europe, et seulement 25.8 millions de tonnes **de plastiques ont été recyclés**, soit près de 30% de l'ensemble des déchets plastiques générés sur le continent. Ce chiffre semble trop peu efficient au vu de l'importance des déchets produits.

Une mauvaise gestion des déchets plastiques entraîne des conséquences désastreuses. En terme d'**impacts environnementaux** cela entraîne principalement une contamination et une dégradation des océans ainsi que la disparition des espèces.

Les **impacts sociaux** de la pollution plastique à des effets sur la qualité de l'air, des systèmes aquatiques et des sols. Les impacts directs les plus courants sont liés à la gestion non réglementée des déchets plastiques, à l'ingestion humaine de micro et nano-plastiques, à la contamination plastique des sols et enfin, à une aggravation des problèmes de santé tels que les maladies respiratoires. Enfin, les **impacts économiques** selon le rapport du WWF, conduisent à une baisse de l'offre et de la demande au niveau du commerce maritime. Selon eux, « la pollution plastique d'origine océanique réduit à la fois l'offre et la demande de produits de la mer en raison de la mort des animaux et de la peur qu'ils aient ingéré du plastique ».

---

<sup>54</sup> Conso Globe. Production mondiale de plastique. Disponible sur : <https://www.planetoscope.com/petrole/989-production-mondiale-de-plastique.html>. Consulté le 12 juin 2019.

En terme d'impacts économiques, le secteur du tourisme est également atteint avec un risque d'augmentation des coûts et une réduction des revenus.

Le rapport précise que la pollution plastique a entraîné une « *réduction du nombre de touristes à Hawaï, aux Maldives et en Corée* ». Cependant, l'enjeu majeur de la pollution plastique est le coût relativement important pour les gouvernements et les entreprises.

« *La Chine ne veut plus être la poubelle du monde* »<sup>55</sup>, cet énoncé de l'article « *Déchets, un casse tête mondial* » paru en janvier 2019 dans Courrier international en dit long sur l'avenir de la gestion des déchets. En 2018, la Chine interdisait l'importation de nombreux déchets. Aujourd'hui, c'est l'Asie du Sud-Est qui en subit les conséquences « *dans des conditions sanitaires et environnementales désastreuses* » (Courrier International, janvier 2019).

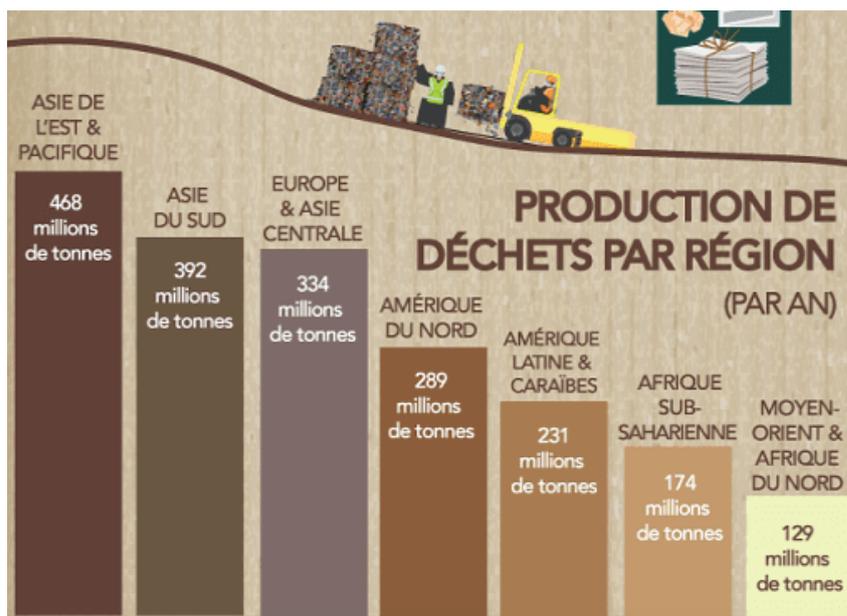
Figure 6 : « Recyclés ? Non, nos déchets plastiques inondent l'Asie du Sud-Est »



Source : Aude Vidal : <https://asialyst.com/fr/2019/04/27/recycles-non-dechets-plastiques-inondent-asie-sud-et/>

<sup>55</sup> Courrier international. « Déchets, un casse tête mondial ». N°1471 du 10 au 16 janvier 2019.

Figure 7 : « Les chiffres du recyclage – Production de déchets par région/an »



Source : Banque Mondiale (2018)

Plus de 90% des déchets subissent une mauvaise gestion dans les pays à faibles revenus. Ce phénomène entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des risques de catastrophes (Banque Mondiale, 2018).

Selon une étude de l'organisation *Ocean Cleanup*<sup>56</sup>, un "septième continent" situé entre le Japon et les États-Unis entrepose des déchets d'origine humaine. Ce dernier occupe 1,6 million de km<sup>2</sup> dans l'océan Pacifique.

Le 7ème continent en chiffres :

1. 3,5 millions de km<sup>2</sup> (1/3 de l'Europe, 6 fois la France)
2. 750 000 débris par km<sup>2</sup>
3. Découvert par le capitaine Charles Moore (1997)
4. Composé de plastiques à 90 %
5. 80 % des déchets proviennent de la terre via les fleuves
6. 267 espèces marines sont affectées

Le secteur du tourisme, en tant que consommateur important de plastique, se doit d'agir en luttant contre une réduction drastique des déchets.

<sup>56</sup> Géo Environnement. Qu'est-ce que le 7ème continent ? Disponible sur : <https://www.geo.fr/environnement/video-la-minute-ecologique-qu-est-ce-que-le-7e-continent-191480>. Consulté le 17 mai 2019.

### 3.1 L'enjeu de la réduction des déchets dans le secteur touristique

« *Dis-moi ce que tu jettes, je dirai qui tu es* » (J. Baudrillard, 1970)

D'après la revue « *Le mensuel des acteurs du tourisme & des loisirs* » sur les déchets touristiques, la prise de conscience de l'ensemble des opérateurs touristiques sur les impacts de l'activité touristique en termes de gestion des déchets est en train d'évoluer. La bonne gestion des déchets passerait par « leur réduction, leur utilisation éventuelle, leur recyclage lorsque cela est techniquement possible, ou leur valorisation<sup>57</sup> ».

Ainsi, trois phases sont mentionnées dans l'article :

- **L'explication** : « prévenir la production de déchets consiste à réduire la quantité et la nocivité des déchets produits, en jouant sur leur mode de production et sur leur consommation »
- **Le débat** : « la quantité de déchets produits est difficile à évaluer, car elle dépend à la fois du lieu, du moment (variations saisonnières), de l'activité, du type de résidence (hôtel, gîte, camping, etc.) »
- **Carton rouge** : « prévenir les mauvais comportements et éduquer le touriste afin de modifier ses pratiques est un enjeu crucial pour la gestion des déchets »

Cette combinaison peut conduire à un cercle plus vertueux si des normes de durabilité et de bonnes pratiques maximisent les avantages du tourisme tout en minimisant les impacts négatifs. De plus, les revenus du tourisme peuvent être canalisés de manière systématique pour l'amélioration des infrastructures matérielles ainsi que des services. (*"Tourism and Municipal Solid Waste Management in Developing Economies: Challenges and Opportunities"*, 2018).

Les enjeux liés à la gestion des déchets, principalement « plastiques » sont des enjeux environnementaux, sociétaux et économiques qui ont besoin d'être maîtrisés afin de devenir une opportunité de matières premières utilisables à l'infini et d'ainsi, créer une économie circulaire. Pour ce fait, il en va d'une réduction en premier lieu avant de réfléchir au processus de recyclage.

---

<sup>57</sup> « Le mensuel des acteurs du tourisme & des loisirs » – Juristourisme. Juillet/Août 2016 n°188 sur les « déchets touristiques » – Une bouteille à la mer » p. 14-27.

### 3.2 Quelle approche de la part des professionnels du tourisme ?

Les professionnels du tourisme n'ont pas d'autres choix que de s'adapter à la gestion des déchets et surtout de les réduire au risque de ternir l'image du secteur touristique.

Des solutions sont proposées grâce au réseau Acteur du Tourisme Durable<sup>58</sup>, à savoir :

- La sensibilisation du public : Selon l'article du réseau ATD, « les professionnels du tourisme ont un rôle éducatif important dans l'accueil du public. Il est important d'expliquer, de montrer, d'échanger sur la problématique des déchets. »
- Hébergements et circuits courts : Les hébergements doivent inciter aux bonnes pratiques en affichant les consommations en « électricité, eau, production de déchets, pour permettre de mieux faire, et d'ouvrir sur de nouvelles solutions. » L'article précise qu'en ce qui concerne les économies d'énergies, « la domotique est une aide précieuse dans la gestion centralisée du chauffage et de l'éclairage de tous les logements pour sa part. »

Le tourisme avec un objectif « presque zéro déchet » est un défi pas toujours évident à mener, mais il n'interdit pas de tenter l'expérience. Comme le mentionne le réseau ATD, le « zéro déchet » est plutôt « *une affaire de réalisme et de bon sens, qui va à contre-courant du marketing et de la finance nous vantant de beaux emballages.* » (*Acteurs du Tourisme Durable*). Afin d'inciter au mieux les visiteurs à cela, il est important que l'entreprise du voyage opère au sein de son équipe des bonnes pratiques dites « écoresponsables. »

En 2019, les villes de l'Union Européenne souhaitent également unir leurs forces pour « un tourisme plus durable<sup>59</sup> » via une charte d'engagements qui « reflète l'intention des collectivités locales et régionales de réduire la production de déchets et de faire la transition vers une économie circulaire ».

---

<sup>58</sup> Acteurs du Tourisme Durable. « Le zéro déchet dans le tourisme et les activités de loisirs, une utopie ? » Disponible sur : <http://tourisme-durable.org/actus/item/699-le-zero-dechet-dans-le-tourisme-et-les-activites-de-loisirs-une-utopie>. Consulté le 15 mai 2019.

<sup>59</sup> Euractiv. « Les villes de l'UE unissent leurs forces pour un tourisme plus durable ». Disponible sur : <https://www.euractiv.com/section/circular-economy/news/eu-cities-join-forces-for-more-sustainable-tourism/>. Consulté le 24 mai 2019.

Le tourisme étant le troisième secteur économique de l'UE, ce dernier est étroitement lié au réchauffement climatique. Le projet « Déchets urbains » vise ainsi à aider les décideurs politiques à relever les défis du tourisme en plein essor dans les villes européennes. La production de déchets est un défi particulier pour les autorités locales et régionales, en signant la Charte, les autorités s'engagent à réduire la production de déchets et à améliorer la gestion des déchets par les touristes et les prestataires de services touristiques, notamment en encourageant une consommation durable.

La Charte vise donc également à renforcer "l'attractivité des territoires" en stimulant le développement local afin de créer de nouveaux emplois, comme le lançait l'ONU pour un tourisme plus « économique, social et plus durable sur le plan environnemental ».

La plateforme Voyageons Autrement<sup>60</sup> propose quant à elle, une adaptation relativement intéressante sur l'adaptation des 4 R : « Refuser, Réduire, Remplacer, Recycler, » en l'appliquant ainsi aux principes d'un tourisme plus vertueux.

Figure 8 : « Les 4 R pour un tourisme durable »



<sup>60</sup> Voyageons Autrement. « Les 4 R pour un tourisme durable » Florie Thielin. Disponible sur : <http://www.voyageons-autrement.com/les-4-r-pour-un-tourisme-durable>. Consulté le 12 mai 2019.

**Refuser** : Les modèles insoutenables qui nous semblent incohérent.

**Réduire** : Voyager moins souvent, moins loin, moins vite.

**Remplacer** : Éviter les lieux trop touristiques, tenter de voyager hors saison.

**Recycler** : Inciter au changement tous les types d'acteurs touristiques.

Ce modèle des 4R utilisé pour éclairer les différents types d'actions nécessaires à notre transition écologique, adapté à un tourisme responsable s'apparente relativement bien dans l'approche que nous pouvons lui donner.

La quantité de déchets produite est le résultat d'un mode de vie insoutenable à long terme. Il est primordial d'adapter les schémas de production et de consommations actuelles afin de réduire autant que peut se faire la pression exercée sur les ressources non renouvelables de la terre (Commission Européenne, 2000).

### CONCLUSION DU CHAPITRE 3 – PARTIE 1

La gestion des déchets est un défi quotidien qui semble primordial à traiter. Les professionnels du tourisme commencent à s'emparer du problème et tentent de trouver des solutions, notamment pour réduire la production des déchets et améliorer leur traitement. Cependant, des efforts supplémentaires doivent continuer d'être fournis par l'ensemble des acteurs du tourisme.

Une lecture critique et théorique a été apportée afin d'identifier la première prise en compte des déchets, l'évolution et surtout la place que cette gestion occupe.

Le voyage peut également constituer un moyen d'apprendre à mieux gérer sa consommation et ses déchets, dans la mesure où il permet d'expérimenter des services touristiques appliquant des technologies durables qui, désireuses d'apporter un soutien politique aux causes environnementales, sensibilisent les clients et les hôtes aux questions environnementales. Ce pouvoir doit être exploité : l'industrie du tourisme peut jouer un rôle inestimable en reconnaissant son rôle dans le problème et en confirmant son engagement en faveur de la solution (PNUE, 2003).

## CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Face à la vulgarisation du concept de tourisme responsable, des terminologies et des approches de durabilité identifiées, il convient de s'interroger sur le vrai sens de la responsabilisation et du tourisme aujourd'hui. Le travail de recherche vise à analyser les perceptions et les pratiques différenciées d'un tourisme responsable dans une dizaine de destinations, en se spécifiant sur certains acteurs du tourisme tels que des réseaux, des agences réceptives, des institutions, des organisations non gouvernementales ou encore des associations, engagés à plusieurs échelles pour un tourisme durable et responsable. La problématique identifiée est de connaître les différences ou les éléments communs dans les pays que l'on observe.

Dans cette première partie, nous partons du principe que le tourisme responsable est contraint par plusieurs enjeux :

- Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel du territoire
- Les types d'acteurs touristiques en présence sur un territoire définissent les stratégies touristiques du pays, l'écosystème, le fonctionnement
- Une mauvaise prise en compte de la gestion des déchets dans le secteur touristique
- Le tourisme responsable n'est pas encore une partie intégrante au tourisme dit « classique »

Ce travail nous amène à reconsidérer la question de départ : « Quelle est la place du tourisme responsable dans le monde ? » à la problématique plus spécifique : **En quoi le tourisme responsable dans le monde révèle des perceptions et des pratiques différenciées ?**

Pour pouvoir confronter au terrain ces enjeux, nous allons mettre en place une réflexion ainsi qu'une animation du réseau auprès des membres et des partenaires de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) afin de connaître leur perception du tourisme responsable et d'identifier les pratiques touristiques durables à l'étranger.

Ainsi, nous émettons des hypothèses théoriques qui viennent proposer des pistes éclairantes pour comprendre notre problématique :

**HYPOTHÈSE 1 : Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel du territoire.** Elles sont influencées par les contextes politiques et économiques du développement par le tissu local. Ces pratiques et ces perceptions sont contextualisées et elles sont liées à un contexte global du développement du pays, tant sur le volet social, culturel que politique.

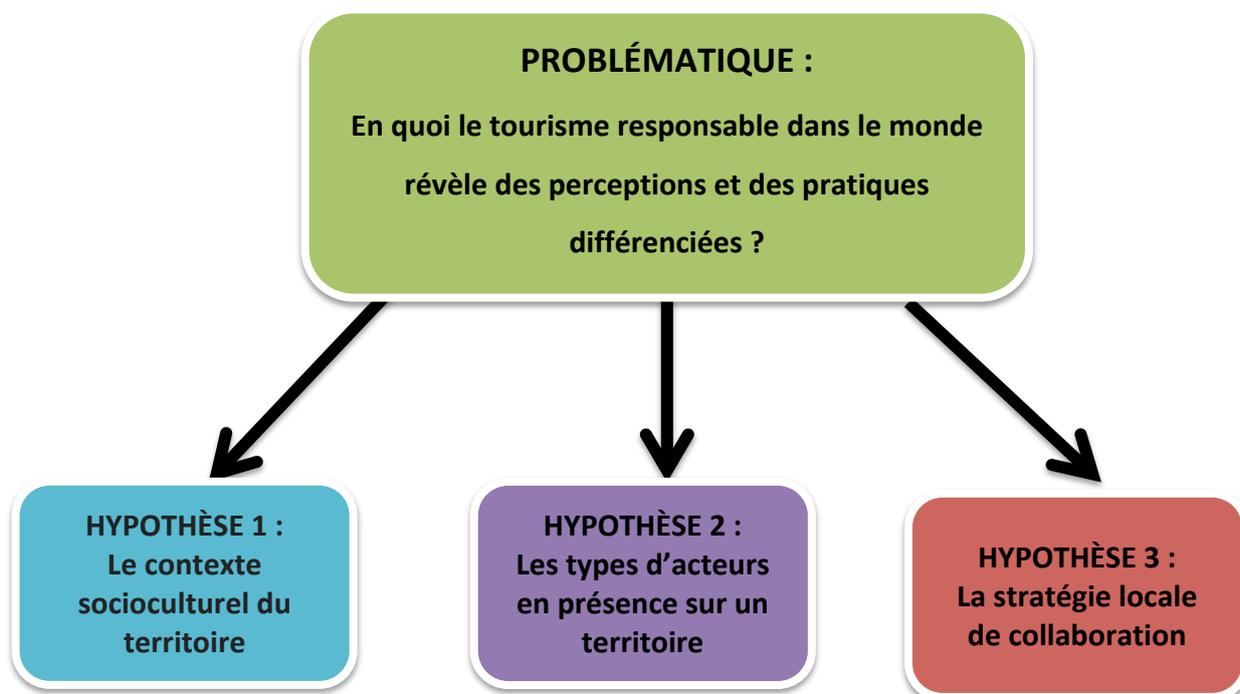
**HYPOTHÈSE 2 : Les types d'acteurs touristiques en présence sur un territoire définissent les pratiques d'un tourisme durable et responsable, suivant les stratégies touristiques du pays, son écosystème, son fonctionnement, suivant l'intérêt, ainsi très lié au positionnement.**

L'implication est différente suivant les professionnels du tourisme, les institutions publiques et privées, ainsi que suivant les entreprises. La connaissance de cette notion de tourisme durable viendra également varier les points de vues.

**HYPOTHÈSE 3 : Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable dépendent de la stratégie locale de collaboration, de partenariat et de mise en réseau,** du statut des acteurs et de leurs fonctions. Existe-t-il une logique de coopération ? Un manque de synergie entre les acteurs locaux publics et privés ? La communication est-elle différente suivant les membres et les partenaires ? L'évaluation en tourisme responsable n'est pas évaluée de la même façon suivant les labels, les politiques territoriales et suivant le type d'actions collectives. Certains pays n'ont pas de réseau mais vont mutualiser des outils d'évaluations, des actions, des formations, des lobbying, des labels, pour faire pression sur l'État.

Le travail auprès de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) viendra apporter des éléments de réponses aux hypothèses.

Figure 9 : Schéma synthétique - hypothèses de recherche



PARTIE II :

ANIMATION DE RÉSEAU AU SEIN DE L'ASSOCIATION  
AGIR POUR UN TOURISME RESPONSABLE :  
MÉTHODOLOGIE CONDUITE DE L'ÉTUDE MENÉE ET DES  
MISSIONS RÉALISÉES

## Introduction de la deuxième partie

Le contexte et les enjeux de la première partie nous ont permis de dresser un état des lieux de la prise de conscience du tourisme responsable et durable et de spécifier nos propos en traitant des enjeux liés à la gestion des déchets dans le secteur touristique.

Au cours de cette deuxième partie du mémoire, nous présentons la structure de stage, les missions confiées par notre commanditaire grâce à la méthodologie utilisée pour la recherche de données. Des entretiens qualitatifs ont été menés, par conséquent la méthodologie sera alors présentée, afin de répondre aux hypothèses présentées dans la première partie.

L'animation et la mise en réseau des partenaires et des membres de l'association à travers la construction de fiches pays fait partie de notre mission principale. L'importance de démontrer les bonnes pratiques du tourisme lorsque l'on voyage passe également à travers une connaissance plus ou moins approfondie des enjeux et des contextes socioculturels dans lesquels nous nous trouvons. L'importance de qualifier les enjeux en matière de tourisme responsable dans différents pays permet une meilleure compréhension des actions, des opportunités et également des menaces auxquels peut être confronté un territoire. Ainsi, les fiches pays qui vous seront présentées en partie 3 du mémoire représentent une valeur ajoutée et un accompagnement pour les voyageurs, les réceptifs et les auditeurs présents sur le terrain. Dans un troisième temps, elles seront destinées au public. De cette façon, les valeurs d'un tourisme plus vertueux seront connues de tous à travers chacune des destinations sur lesquelles l'association travaille.

Pour répondre à cette commande, il semble pertinent de :

- ❖ Présenter l'association Agir pour un Tourisme Responsable ainsi que la mission confiée avec le contexte et les enjeux qui en découlent
- ❖ Développer la méthodologie de la mission confiée via la construction des fiches destinations
- ❖ Expliquer la méthodologie utilisée pour l'investigation de terrain à travers la collecte de données, le traitement et l'analyse descriptive

## CHAPITRE 4 : L'ASSOCIATION AGIR POUR UN TOURISME RESPONSABLE, UN REGROUPEMENT DE VOYAGISTES ENGAGÉS

« *Le voyage permet la rencontre, la rencontre permet la connaissance, la connaissance permet la confiance.* » Proverbe bambara

Afin de mieux comprendre la présentation de notre structure de stage, nous présentons dans un premier la Charte éthique du voyageur®, un élément clé pour comprendre l'histoire de l'Association Agir pour un Tourisme Responsable.

### 1. L'histoire de la Charte éthique du voyageur

En 1995, l'agence Atalante envoyait ses participants pour un voyage en Éthiopie dans une zone jamais visitée où ces derniers s'étaient engagés à ne pas prendre de photos dans les villages du pays en question. Cependant, le besoin pour les voyageurs de ramener quelques clichés photographiques les a contraint à se « désengager » de cette entente, ce qui suscita de nombreux débats sur l'éthique d'un voyage. L'agence de voyage comprit la nécessité d'ouvrir les esprits à la différence et au respect et rédigea un code de bonne conduite pour l'agence et ses voyageurs. Ainsi, la fameuse **Charte éthique du voyageur**<sup>61</sup> à vu le jour en 1996 et défend, depuis, l'idée selon laquelle « *par la seule compréhension de ceux que nous rencontrons, nous pouvons contribuer, personnellement, à la sauvegarde des peuples et de la nature.* »

En 1997, les éditeurs du guide de voyage Lonely Planet et du magazine de voyages *Grands Reportages* rejoignirent Atalante pour diffuser à un public plus large les recommandations de cette charte éthique du voyageur.

Depuis 2006, la charte est diffusée par les membres d'ATR (Agir pour un Tourisme Responsable). En 2016, ce texte pionnier a été révisé pour atteindre un public plus large et pour inciter les voyageurs à se rendre sur l'espace dédié sur le site Internet d'ATR.

---

<sup>61</sup> Histoire charte éthique du voyageur. Disponible sur : <https://www.tourisme-responsable.org/voyager-responsable/charte-ethique-voyageur/petite-histoire-de-charta-ethique-voyageur/>. Consulté le 12 avril 2019.

Nous la présentons également dans notre premier mémoire « *Tourisme responsable et développement durable des territoires : Le cas de l'Amérique latine* ».

### 1.1 La charte éthique du voyageur

*« Chacun de nous peut contribuer à être un voyageur responsable, attentif au monde et à ses habitants, en suivant quelques conseils, avant, pendant et après le voyage. »*

#### AVANT LE VOYAGE : PREPARER SON VOYAGE, C'EST D'ABORD S'INTERESSER A LA DESTINATION

- Bien s'informer sur les habitants et leur mode de vie, le patrimoine, la religion, l'environnement, l'économie, et apprendre quelques mots dans la langue de la destination.
- Choisir des professionnels impliqués dans le tourisme responsable : agences de voyage, tour-opérateurs, compagnies aériennes, guides, activités sur place, hébergements, restaurants.
- N'emporter que l'essentiel, et garder de la place dans la valise pour ramener des souvenirs fabriqués localement. Se renseigner sur la pratique et les limites du marchandage des prix et sur les pourboires laissés aux professionnels : restaurants, hébergements, guides, artisans, commerçants, sans s'obstiner à vouloir obtenir des privilèges.
- Pour partir l'esprit léger, garder l'esprit critique. S'interroger sur la réalité des risques de la destination, et se renseigner auprès des organismes compétents, sans se laisser trop influencer par certains médias.

#### PENDANT LE VOYAGE : RESPECTER AUSSI BIEN LA NATURE QUE LES HOMMES ET LEUR CULTURE

- Se mettre au diapason des us et coutumes de la destination, sans imposer ses habitudes ni son style de vie, en portant attention à la manière de s'habiller notamment dans les lieux de culte, mais aussi aux signes de richesse qui peuvent contraster avec le niveau de vie local. Goûter la cuisine locale, et être curieux des modes d'hébergements authentiques.

- Avant de photographier une personne, prendre le temps de lui demander l'autorisation et profiter de l'occasion pour nouer le dialogue. Pour les enfants, demander l'accord des parents.
- Comme chez soi, trier les déchets lorsque cela est possible, économiser l'eau et l'énergie. Respecter aussi les règles affichées dans les espaces naturels, afin de préserver l'équilibre des lieux, de même que dans les musées, les villes, ou sur les plages.
- Veiller à ne pas prélever de souvenirs dans les sites naturels et archéologiques, et à ne pas favoriser le vol et les dégradations en achetant des objets sacrés ou des produits issus d'espèces protégées. Préférer le don aux associations compétentes, aux écoles, aux chefs de villages, plutôt que de favoriser la mendicité, notamment celle des enfants. Dénoncer l'exploitation sexuelle des enfants. Dans plusieurs pays dont la France, des lois poursuivent les délits sexuels commis à l'étranger.

#### APRES LE VOYAGE : FAVORISER LE DIALOGUE ENTRE LES CULTURES POUR PERMETTRE UN TOURISME

##### FACTEUR DE PAIX

- Honorer ses engagements avec les personnes rencontrées pendant le voyage, l'envoi de photos par exemple. Si vous avez remarqué des situations graves et intolérables, les signaler à l'agence qui vous a vendu le voyage ou aux autorités compétentes.
- Compenser tout ou partie des émissions liées à son voyage, et notamment les déplacements en avion, en contribuant à des projets de solidarité climatique.

Soutenir des initiatives locales en donnant à des associations de développement, en s'engageant au sein d'ONG, ou en achetant des produits du commerce équitable.

- Partager son expérience de voyageur, en famille, avec ses amis, ou sur les réseaux sociaux pour témoigner des richesses et des fragilités de notre planète, et faire bénéficier aux autres de conseils pour voyager mieux.

- Préparer son prochain voyage, proche ou lointain, en prenant conscience des nombreuses vertus du tourisme, non seulement économiques et sociales mais aussi culturelles et environnementales. Le tourisme donne de la valeur au patrimoine et encourage sa protection. »

Source – Agir pour un Tourisme Responsable – « Charte éthique du voyageur, version 2016 »

## 2. L'association « Agir pour un Tourisme Responsable »

Depuis 2004, ATR est la première association des acteurs du voyage responsable. En 2002, cette dernière a été créée par l'appui du Ministère de l'Ecologie, pour l'année internationale de l'écotourisme, avec l'aide de l'Agence Française d'Ingénierie Touristique (AFIT) qui a elle-même permis le rassemblement des TO d'aventure. L'association se base sur l'initiative de voyageurs spécialisés dans le tourisme d'aventure, comme Atalante, La Balaguère, Terres d'Aventure, Voyageurs du Monde, Allibert Trekking. En 2014, l'association comptait 10 membres, aujourd'hui une cinquantaine d'opérateurs de voyage, de tous les horizons et de toutes les tailles en font parti, avec à ce jour, 14 voyageurs labélisés.

L'association a pour objet social « *d'agir pour la promotion et la mise en œuvre d'un tourisme plus responsable, dans les zones d'émission de voyageurs ainsi que dans les pays d'accueil.* »<sup>62</sup>

Durant ces dix premières années, l'association s'est concentrée sur le tourisme d'aventure et le voyage sur mesure. Elle a mis en place un label pour définir précisément les engagements du tourisme responsable et apporter des garanties au consommateur. Cette certification de label est contrôlée par *Ecocert Environnement*<sup>63</sup>, un organisme de certification externe reconnu pour son indépendance et son expertise en matière d'évaluation.

---

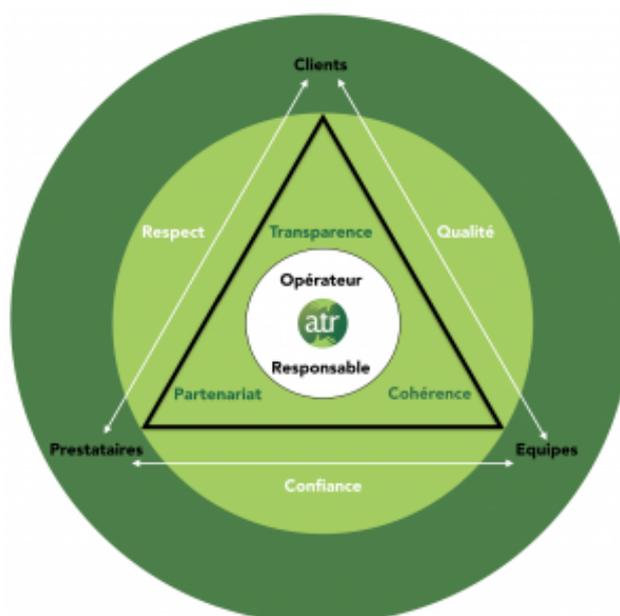
<sup>62</sup> « Le label atr et ses engagements ». Disponible sur le site Agir pour un Tourisme Responsable. <https://www.tourisme-responsable.org/agir-tourisme-responsable/le-label-atr/engagements-label-atr/>. Consulté le 12 mars 2019.

<sup>63</sup> Ecocert Environnement. Disponible sur : <http://www.ecocert-environnement.com> Consulté le 13 mars 2019.

L'association ATR établit trois principaux axes concernant son label : la **transparence**, le **partenariat** et la **cohérence**, eux mêmes déclinés en seize critères.

La transparence de l'opérateur avec les clients interpelle la fonction de distribution, le partenariat avec les prestataires la fonction de production, et la cohérence avec les équipes la fonction de gestion. Les trois parties prenantes de l'opérateur : les clients, les prestataires et les équipes, sont donc étroitement associées à la démarche de tourisme responsable. Le schéma ci-dessous permet d'y voir plus clair :

Figure 10 : Les engagements du label ATR



Source – Agir pour un Tourisme Responsable « Les engagements du label ATR »

## 2.1 Les 16 engagements du label ATR

Ainsi, nous retrouvons plus en détails les 16 engagements du label ATR :

### **Le premier axe : La TRANSPARENCE**

#### 1.1. Engagement de la direction

TR01 : Informer le client des engagements pris par la direction de l'entreprise dans le cadre de la démarche ATR

#### 1.2. Les bonnes pratiques du Tourisme Responsable

TR02 : Informer le client sur les bonnes pratiques du Tourisme Responsable et sur le modèle économique du tour opérateur

TR03 : Informer le client sur les enjeux liés à la destination

TR04 : Informer le client sur les bonnes pratiques à adopter au niveau des destinations fragiles

#### 1.3. Le message est-il passé ?

TR 05 : À leur retour, interroger les clients sur les aspects liés au Tourisme Responsable du voyage

### **Le deuxième axe : Le PARTENARIAT**

#### 2.1. Identification des prestataires prioritaires

PAR01 : Effectuer une analyse de ses différents prestataires pour les classer par ordre de priorité et préciser la durée du partenariat avec chacun d'entre eux

#### 2.2. Formalisation d'engagements réciproques

PAR02 : Mettre en place une convention de partenariat avec ses prestataires. Cette convention décrit clairement les engagements des deux parties en matière de collaboration

#### 2.3. Mise en place d'un partenariat basé sur l'échange et le partage d'expérience

PAR03 : Faire un bilan annuel avec ses prestataires, au minimum les prioritaires

PAR04 : Échanger avec les prestataires, au minimum les prioritaires, afin d'identifier avec eux leurs problématiques en matière d'accompagnement et de suivi

PAR05 : Échanger avec les prestataires sur les bonnes pratiques sociales et environnementales qu'ils pourraient adopter au niveau de leur structure

PAR06 : Échanger avec les prestataires sur la sensibilisation de leurs propres fournisseurs en matière de bonnes pratiques sociales et environnementales

### **Le troisième axe : La COHÉRENCE**

#### 3.1. Informer son personnel

CO01 : Informer le personnel des développements en termes de Tourisme Responsable de l'entreprise

#### 3.2. Diminuer son impact environnemental

CO02 : Développer et diffuser une politique de gestion environnementale au sein de l'entreprise

CO03 : Appliquer une politique de gestion environnementale et évaluer l'empreinte carbone de l'entreprise

3.3. Agir sur le plan social

CO04 : Mettre en place des actions sociales pour les salariés, qui vont au-delà de la réglementation nationale

3.4. Participer au développement local et à l'éducation

CO05 : Participer au développement des populations locales au niveau des zones visitées

Les 3 missions principales d'ATR sont de **féderer des acteurs** du voyage responsable et de favoriser **l'animation des échanges** entre les membres de l'association ; d'**évaluer leurs pratiques** à travers le label en partenariat avec ECOCERT avec une dimension d'accompagnement des professionnels vers de meilleures pratiques et une formalisation de la preuve de leurs bonnes pratiques puis, enfin, de **promouvoir le label ATR** et les **entreprises labellisées**, ainsi que des valeurs et bonnes pratiques du voyage responsable.

Les **membres actifs** de l'association **doivent respecter les engagements suivants**<sup>64</sup> :

- Impliquer et respecter les populations locales dans le développement en appliquant les principes suivants :
  - Privilégier à tous les niveaux, à compétence égale, les emplois directs locaux
  - Privilégier l'utilisation des ressources locales.
  - Favoriser le transfert de compétences.
  - Veiller au juste respect des minimums sociaux locaux.
  - Se conformer aux règles administratives et juridiques locales.
  - Soutenir activement le développement local de ses destinations
  - Informer et sensibiliser les visiteurs au respect des cultures des populations d'accueil.
  - Sensibiliser son personnel au respect des cultures des populations d'accueil
- Minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement en appliquant les principes suivants :

---

<sup>64</sup> L'association atr – charte de l'association. Disponible sur : <https://www.tourisme-responsable.org/agir-tourisme-responsable/lassociation-atr/charte-de-lassociation/>. Consulté le 13 mars 2019.

- Appliquer une politique de gestion des déchets.
  - Appliquer une politique de gestion des ressources naturelles en fonction de la sensibilité du milieu.
  - Favoriser la préservation du patrimoine local.
  - Favoriser la mise en place d'une politique de gestion des flux à l'échelle des destinations.
  - Informer et sensibiliser les visiteurs au respect de l'environnement.
  - Sensibiliser son personnel au respect de l'environnement.
  - Contribuer activement à la protection de l'environnement de ses destinations.
- Être respectueux de sa clientèle en appliquant les principes suivants :
    - Avoir une politique de marketing responsable.
    - Avoir un personnel compétent mobilisé et formé.
    - Travailler avec des prestataires compétents, mobilisés, formés et partageant les mêmes valeurs et principes de travail.
  - Appliquer à soi ce que l'on préconise aux autres en appliquant les principes suivants :
    - Tendre vers une politique de gestion environnementale de son entreprise.
    - Avoir un processus de contrôle de qualité formalisé au sein de son entreprise.
    - Mettre en place un mode de management participatif au sein de son entreprise.
    - Veiller au partage équitable des bénéfices de l'activité.
    - Mettre en place un système de partage équitable des bénéfices de l'activité.
  - Promouvoir et faire connaître ATR et le Tourisme Responsable en appliquant les principes suivants :
    - Faire connaître son appartenance à l'association ATR sur ses publications.
    - Diffuser la charte éthique du voyageur à ses clients.
    - Être solidaire de l'association ATR et de ses actions

## 2.2 L'équipe et les membres d'ATR

Les **membres associés** de l'**association ATR** adhèrent aux valeurs et aux principes de l'association, et s'engagent à agir à leur niveau à la réalisation de l'objet social, à participer aux réflexions sur le Tourisme Responsable, sur ses évolutions, sa mise en œuvre, sa promotion, sa diffusion, son enseignement, ou à mener toute autre forme d'actions dans le cadre de l'objet social, en accord avec le Conseil d'Administration.

On distingue les membres actifs suivants :

- 2 Les membres labellisés : les opérateurs labellisés suite à un contrôle exercé par Ecocert Environnement
- 3 Les membres en cours de labellisation : les opérateurs en cours de labellisation qui se préparent au contrôle de conformité
- 4 Les membres associés : les personnes morales ou physiques poursuivant des buts identiques ou complémentaires à ceux de l'association, soutenant les orientations de l'association, et pouvant apporter leurs connaissances spécifiques ou scientifiques au développement des missions de l'association
- 5 Les membres d'honneur : les personnes physiques ou morales auxquelles ce titre aura été décerné par le Conseil d'Administration en raison des services qu'elles ont rendus à l'association

## 3. L'association ATR fait ce qu'elle dit et dit ce qu'elle fait

En 2019, l'association compte 40 membres opérateurs de voyage faisant partir plus de 2 millions de clients. Cependant, il est important de préciser que 14 entreprises sont labellisées. Autrement dit, elles reçoivent un audit d'**Ecocert Environnement** chaque année et sont contrôlées sur le respect du cahier des charges du label ATR sur les 16 critères et 42 indicateurs mentionnés plus haut.

Les membres d'ATR répondent à des enjeux forts du tourisme durable. Ces derniers mettent en place des actions innovantes qu'il est important de mentionner :

Afin de répondre aux enjeux du changement climatique, le groupe Voyageurs du Monde<sup>65</sup> compense 100% des émissions de CO2 de ses collaborateurs et de ses clients, grâce à la compensation carbone (revenir à la Partie 1 si besoin). Pour répondre aux enjeux de surfréquentation touristique, les voyageurs réservant leur séjour avec les membres de l'association sont conviés à partir lors des saisons les moins « fréquentées » afin de désaisonnaliser au mieux l'activité touristique.

De plus, à partir de 2025, le **label ATR** exigera auprès de ses membres labélisés, la compensation de 100% des émissions de CO2 liées aux déplacements des clients (évaluées à partir de la méthode Bilan Carbone), en participant à des projets certifiés de compensation carbone. Ainsi, les entreprises prétendant au label Agir pour un tourisme responsable (ATR) devront compenser toutes leurs émissions de CO2 à travers des projets de solidarité climatique. L'obligation sera établit par niveau, applicable à des périmètres de plus en plus larges : sur 100% des émissions de CO2 des salariés à partir de 2020, 50% des émissions liées au transport des voyageurs en 2023, en attendant les 100% à partir de 2025. Cette obligation est étalée sur cinq ans, le temps pour les entreprises d'effectuer leur bilan carbone et de prévoir un budget de compensation.

## CONCLUSION DU CHAPITRE 4 – PARTIE 2

L'Association Agir pour un Tourisme Responsable est pionnière en matière d'initiatives locales au niveau national. Elle est une référence pour les professionnels du tourisme, transparente sur ses actions et agit en faveur d'un tourisme plus vertueux en visant systématiquement la cohérence.

---

<sup>65</sup> Site internet Voyageurs du Monde. Disponible sur : <https://www.voyageursdumonde.fr/voyage-sur-mesure>. Consulté le 30 mars 2019.

## CHAPITRE 5 : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Ce chapitre présente la méthodologie de la mission confiée par l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR). Au cours de la mission de stage, nous avons choisi de développer certains indicateurs qui nous permettent de mettre des données chiffrées pour éventuellement éclairer certaines informations mentionnées dans les différentes fiches pays.

### 1. La mission confiée par ATR

Depuis 2008, l'association met en place des fiches pays afin de présenter les spécificités locales en matière de tourisme responsable dans les destinations des membres d'ATR. L'approche vise à partager des informations sur les situations locales des destinations et la place du tourisme au sein des territoires. Ces fiches s'appuient des expériences de 24 fiches pays développées entre 2008 et 2012 et un travail de recherche initié en 2015 dans le cadre de l'observatoire du tourisme responsable.

Une première série de 10 destinations prioritaires auront été conçues au cours des 6 mois de stage, suivie de l'ouverture de 35 autres fiches pays. Ces fiches, qui se basent sur une méthodologie commune et des outils concrets et sérieux, représentent une valeur ajoutée ainsi qu'un accompagnement important pour les voyageurs, les réceptifs et les auditeurs présents sur le terrain.

La mutualisation des savoir-faire et des connaissances a permis la création de ces fiches destinations. L'animation de réseaux à travers l'accompagnement des membres et des partenaires de l'association est la mission principale du stage réalisé.

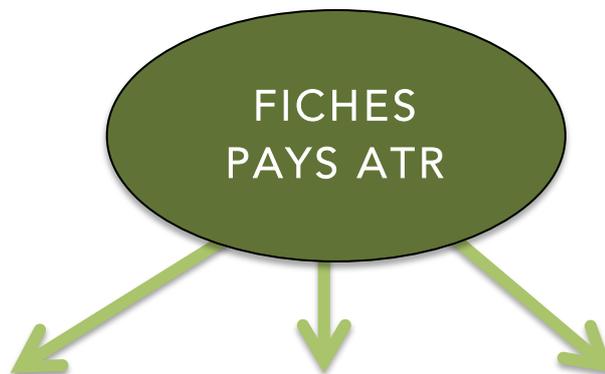
Tableau 3 : Les missions confiées par l'association Agir pour un Tourisme Responsable

SUJET DU STAGE	
Thème de la mission	Animation et mise en réseau des partenaires et des membres d'ATR
Terrain d'étude ou nature des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le réseau des voyageurs du tourisme responsable</li> <li>- Les destinations commercialisées par les membres                             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les partenaires de l'association</li> </ul> </li> <li>- Les réseaux locaux engagés dans un tourisme durable</li> </ul>
Contexte de la mission	<p>Qualifier les enjeux et bonnes pratiques du tourisme responsable –</p> <p>→ En vue du séminaire ATR : éclairage spécifique sur la question des déchets dans le tourisme</p>
État d'avancement du projet dans lequel s'inscrit la mission confiée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fiches pays déjà créées en 2008 et 2017</li> <li>• Recensement précis des membres à mobiliser pour les fiches pays</li> </ul>

TRAVAIL À RÉALISER	
<p>Objectifs généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du projet :</li> <li>- De la mission confiée :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avancer sur le chantier des « Fiches Destinations » (qualifier les enjeux du tourisme responsable qui varient selon les destinations)</li> <li>- Oeuvrer dans la publication d'une dizaine de fiches d'ici le séminaire de ATR (du 11 au 14 septembre 2019 dans le Vercors)                             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture potentielle d'une trentaine de fiches</li> </ul> </li> <li>- Réalisation d'une étude comparative sur la gestion des déchets dans le tourisme (enjeux et des solutions sur cette question) parmi les 10 destinations prioritaires des fiches</li> </ul>
<p>Objectifs opérationnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du projet :</li> <li>- De la mission confiée :</li> </ul>	<p>Rédiger une charte des bonnes pratiques touristiques responsable</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en relation de divers acteurs du tourisme durable grâce à la promotion de l'organisme</li> <li>- Propositions de pistes d'amélioration sur le fond comme sur la forme pour ATR, dans ses travaux d'animation et pour ses membres dans leurs pratiques</li> </ul>

## 1.1 Présenter les spécificités locales en matière de tourisme responsable

Figure 11 : Les cibles des fiches pays



Source : Léa Maspeyrat

La **1<sup>ère</sup> cible** de ces fiches destinations est dans un premier temps à destination des **chefs de produit touristique** des agences de voyages ou tour-opérateurs membre de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR). Les chefs de production nous semblent les mieux placer pour participer à l'élaboration de ces fiches pays étant donné qu'ils sont généralement spécialisés dans une zone géographique large : Océanie, Afrique, Amérique, etc. Ces derniers entrent en contact avec les professionnels locaux pour mettre en place des partenariats, s'informent de la situation politique et financière du pays visité ou encore négocient les tarifs avec les locaux.

La **2<sup>ème</sup> cible** est destinée à l'**organisme de contrôle et de certification** au service de l'environnement, **Ecocert**. Ce dernier délivre des prestations de contrôle et certification suivant les normes et standards parmi les membres ATR en cours de labélisation ou lors de la vérification d'audit terrain. Ces fiches permettront d'assurer une meilleure connaissance aux chefs de production au niveau des spécificités locales en matière de tourisme responsable.

La 3<sup>ème</sup> cible concernera dans une prochaine étape les **voyageurs** désireux de connaître les enjeux spécifiques d'une destination sur ces politiques responsables en matière de tourisme. Ces fiches leur permettront d'acquérir une meilleure approche du pays afin de mieux anticiper leur séjour, et de mieux en profiter pendant, mais aussi après.

La sensibilisation aux bonnes pratiques touristiques est essentielle afin de rendre le tourisme plus vertueux et durable. Ces fiches pays seront à l'avenir adaptables et vulgarisées au public.

Ainsi, les trois cibles de ces fiches destinations se complètent et, les fiches sont destinées à initier un tourisme responsable, ainsi qu'une approche intégrée de tous les acteurs du tourisme, les membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) mais également les agences réceptives locales, les prestataires locaux, puis dans une dernière approche, une vulgarisation auprès des voyageurs des membres ATR.

Nous avons identifié 3 autres cibles secondaires, à savoir :



Les dirigeants et les vendeurs membres d'ATR seront amenés à consulter ces fiches pays par intérêt et pour se préparer à l'audit terrain.

Les autres types d'observateurs professionnels sont les professionnels du tourisme désireux de connaître les enjeux d'une destination en matière de tourisme responsable et constaté le travail de l'association et de son engagement auprès de ses membres et de leurs destinations.

La dernière cible secondaire, s'adresse éventuellement aux *influencers*<sup>66</sup>, aux bloggeurs et aux voyageurs qui ne font pas partis des membres ATR. Ces derniers seront potentiellement intéressés de consulter ces fiches pays sur le site internet de l'association et pourquoi pas diffuser les informations pour élargir davantage les horizons d'un tourisme plus respectueux.

Les chefs de produits des membres d'ATR sont mobilisés et invités à co-construire avec d'autres parties prenantes, notamment les réceptifs, des fiches ne visant pas l'exhaustivité mais proposant des axes de réflexion et des invitations à agir sur les enjeux propres à chaque destination. Ces dernières exposent des pratiques touristiques aux retombées économiques justes et transparentes pour un développement des voyages responsables et démontrent qu'il est possible de concevoir l'activité touristique d'une façon respectueuse de l'environnement en valorisant la culture locale. Le tourisme responsable n'a pas le même sens selon les destinations, qui ont toutes des spécificités en matière de règles sociales, de protection de l'environnement ou de cadre juridique d'exercice des métiers du tourisme.

Après la publications en 2017 des fiches pays Madagascar et Cap Vert, l'association a souhaitait travailler sur les 10 destinations prioritaires suivantes : **Bénin, France, Maroc, Sri Lanka, Cuba, Indonésie, Pérou, Vietnam, Islande, Inde.**

Il est important de préciser que la construction de ces fiches a évolué en fonction de la mobilisation et de l'implication des membres de l'association. Les entretiens présentés dans le chapitre 6, et menés au cours de ces 6 mois de stage, nous ont permis d'apporter des éléments d'informations au sein des fiches destinations.

---

<sup>66</sup> Influencer : une « personne active sur les réseaux sociaux qui, par son statut, sa position ou son exposition médiatique, est capable d'être un relais d'opinion influençant les habitudes de consommation dans un but marketing ».

Figure 12 : Localisation des 10 destinations prioritaires



Source : Léa Maspeyrat

## 2. Les 45 fiches pays en construction

<b>AFRIQUE</b> = 9 PAYS	AFRIQUE DU SUD
	BÉNIN
	ÉGYPTE
	KENYA
	MAROC
	MAURITANIE
	NAMIBIE
	TANZANIE
	TUNISIE

<b>AMÉRIQUES (NORD – CENTRE – SUD)</b> = 11 PAYS	ARGENTINE
	BOLIVIE
	BRESIL
	CANADA
	CHILI
	COLOMBIE
	COSTA RICA
	CUBA
	EQUATEUR
	ETATS-UNIS
	PÉROU

<p style="text-align: center;"><b>ASIE / MOYEN-ORIENT</b> = <b>12 PAYS</b></p>	BIRMANIE
	CAMBODGE
	INDE
	INDONÉSIE
	JAPON
	JORDANIE
	MALDIVES
	NÉPAL
	OMAN
	SRI LANKA
	THAÏLANDE
	VIETNAM

<p style="text-align: center;"><b>EUROPE</b> = <b>13 PAYS</b></p>	ALLEMAGNE
	CROATIE
	ÉCOSSE
	ESPAGNE
	FRANCE
	GRÈCE
	IRLANDE
	ISLANDE
	ITALIE
	NORVÈGE
	PORTUGAL
	RUSSIE (SIBÉRIE)
	TURQUIE

## 2.1 Une méthodologie commune au travers des 8 chapitres

Ces fiches permettent également d'enrichir le recueil de bonnes pratiques proposées par ATR (voir annexe) et sont déclinées en 8 chapitres :

## MÉTHODOLOGIE : FICHE PAYS

Phrase d'accroche introductive : proverbe du pays, réseau d'acteur du pays, autres

### 1/ Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

Géographie :

Population :

Indice de développement humain :

Indice population ATR : (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) :  
x visiteurs pour 100 habitants

Effets positifs du tourisme :

Effets négatifs du tourisme :

Enjeux majeurs (selon ATR) :

### 2/ Labels et réseaux locaux

\*engagés pour un tourisme durable et responsable

### 3/ Système politique et juridique

Infos et histoire du régime :

Indice de perception de corruption par Transparency International : x/100 (e rang sur 180 pays)

Respect des droits humains :

Droit du tourisme : Licence, assurances, formations, contrat de travail, systèmes sociaux complémentaires

Indice mondial de Paix 2018 : x /163 pays

### 4/ Économie

Poids du tourisme : part du PIB, nombre d'emplois, nombres de visiteurs, nationalités des touristes internationaux...

Salaire moyen mensuel : x monnaie locale (X euros)

Salaire net mensuel minimum : x euros en 2018, soit :

Recettes du tourisme : xxx millions d'euros en 2018 :

Rémunération recommandée par ATR en 2018 pour les professionnels du tourisme :  
Pourboire :

### **5/ Société**

Perception des métiers du tourisme dans la société (par exemple)

### **6/ Culture**

Respect des communautés locales ?

### **7/ Environnement**

Gestion des déchets : Recyclage des déchets, sensibilisation ?

Surfréquentation : Certains lieux souffrent-ils d'un « trop » de visiteurs ?

Des quotas de visiteurs sont mis en place pour certaines attractions touristiques ?

Quels sites sont classés à l'UNESCO ? Sont-ils en péril ?

Changement climatique : Le pays est-il directement impacté ? Si oui, met-il en œuvre des actions pour lutter contre ses changements ?

Indice climat ATR :

### **8/ Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs**

Spécifiques au pays

#### **Bonnes pratiques**

Idées pour les prestataires

#### **Plus d'informations**

Annexes + sources (provenance des sites et informations)

## 2.2 Des indicateurs clés : l'indice population ATR, l'indice de paix, l'indice de corruption et l'indice climat

Dans la méthodologie des fiches pays, certains indicateurs ont été mentionnés tels que l'indice mondiale de paix, l'indice de corruption ou encore l'indice climat. D'autres indicateurs ont été, quant à eux, créés tel que l'**indice population ATR**, qui cherche à définir le nombre de visiteurs par rapport au nombre d'habitants, autrement dit (nombre de visiteurs / nombre d'habitants x 100 = xx visiteurs / 100 habitants).

Il faut cependant tenir compte du fait que les visiteurs ne sont pas répartis sur tout le territoire du pays en question. Il s'agit d'un indicateur pour se rendre compte de l'importance des visiteurs sur une destination. Si nous prenons le cas de l'Indonésie, le nombre de visiteurs semble tout à fait satisfaisant puisqu'il représente **6 visiteurs pour 100 habitants**. Cependant, si nous prenons la province de Bali très fréquentée, nous aurons **164 visiteurs pour 100 habitants**.

**Indice population ATR (Indonésie)** :  $15\,806\,191 \text{ visiteurs} / 268\,674\,755 \text{ habitants} \times 100 =$   
**6 visiteurs pour 100 habitants**

**Indice population ATR (Province de Bali)** :  $7\,000\,000 \text{ visiteurs} / 4\,270\,713 \text{ habitants} \times 100$   
**= 164 visiteurs pour 100 habitants**

L'objectif est de se rendre compte de l'importance du nombre de visiteurs dans une destination. Certaines destinations connaissent un nombre considérable de visiteurs alors que d'autres sont tout à fait amènent à recevoir un pourcentage élevé de visiteurs, à conditions que ces derniers soient répartis sur le territoire. Si nous prenons le cas de la Mauritanie, compte tenu de l'actualité géopolitique, le nombre de visiteurs est largement inférieur par rapport au nombre d'habitants, cela représente environ 10 visiteurs pour 100 habitants →  $4\,000\,000 \text{ habitants} / 4000 \text{ visiteurs} \times 100 = 10/100$ .

Cependant, le nombre de touristes enregistrés en Mauritanie au cours de la période 2018/2019 a augmenté de 66%, 4 000 touristes étrangers ont visité le pays contre environ 1 500 en 2017. Avant les enjeux géopolitiques du pays, les visiteurs étaient environ 14 000 par an, sans compter les touristes mauritaniens qui reviennent chez eux.

Si nous prenons la ville la plus touristique est accessible du pays (Chinguetti), le nombre de visiteurs reste pratiquement égal au nombre d'habitants (4711).

À présent, nous avons souhaité faire apparaître l'indice mondial de paix<sup>67</sup> dans la présentation des fiches pays. Cet indice produit par l'Institut pour l'Économie et la Paix (IEP), classe 163 États et territoires indépendants en fonction de leur niveau de paix. Le Global Peace Index (GPI) est basé sur les tendances en matière de paix, leur valeur économique et la manière de développer des sociétés pacifiques.

Le GPI couvre 99,7% de la population mondiale. À l'aide de 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs provenant de sources très respectées, il mesure l'état de la paix en utilisant trois domaines thématiques : le niveau de sécurité sociétale, l'étendue des conflits nationaux et internationaux en cours et le degré de militarisation.

Depuis 2008, l'Islande est le pays le plus pacifique au monde, suivi par la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, le Portugal et le Danemark. En revanche, l'Afghanistan, le Soudan du Sud, l'Iraq et la Somalie sont les pays les moins pacifiques et depuis 5 ans, compte tenu de l'actualité, la Syrie est le pays le moins pacifique du monde. La France quant à elle, se retrouve seulement en 61<sup>ème</sup> position du classement.

Tableau 4 : Indice global de paix (2018) « 2018 Global Peace Index »

RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE
1	Iceland	1.096	↔	29	Botswana	1.659	↓ 4	57	United Kingdom	1.876	↓ 6
2	New Zealand	1.192	↔	30	Spain	1.678	↓ 10	58	Montenegro	1.893	↑ 5
3	Austria	1.274	↑ 1	31	Latvia	1.689	↑ 1	59	Timor-Leste	1.895	↓ 5
4	Portugal	1.318	↓ 1	32	Poland	1.727	↑ 1	60	Vietnam	1.905	↔
5	Denmark	1.353	↔	33	Estonia	1.732	↑ 3	61	France	1.909	↓ 5
6	Canada	1.372	↔	34	Taiwan	1.736	↑ 3	62	Cyprus	1.913	↑ 3
7	Czech Republic	1.381	↔	35	Sierra Leone	1.74	↑ 5	63	Liberia	1.931	↑ 27
8	Singapore	1.382	↑ 3	36	Lithuania	1.749	↑ 2	64	Moldova	1.939	↔
9	Japan	1.391	↓ 1	37	Uruguay	1.761	↓ 2	65	Equatorial Guinea	1.946	↓ 7
10	Ireland	1.393	↑ 2	38	Italy	1.766	↑ 1	66	Argentina	1.947	↑ 8
11	Slovenia	1.396	↑ 1	38	Madagascar	1.766	↑ 4	67	Sri Lanka	1.954	↑ 5
12	Switzerland	1.407	↓ 3	40	Costa Rica	1.767	↓ 6	68	Nicaragua	1.96	↑ 7
13	Australia	1.435	↔	41	Ghana	1.772	↑ 6	69	Benin	1.973	↑ 12
14	Sweden	1.502	↔	42	Kuwait	1.799	↑ 5	70	Kazakhstan	1.974	↓ 2
15	Finland	1.506	↑ 3	43	Namibia	1.806	↑ 7	71	Morocco	1.979	↑ 4
16	Norway	1.519	↔	44	Malawi	1.811	↑ 8	72	Swaziland	1.98	↓ 2
17	Germany	1.531	↔	45	UAE	1.82	↑ 12	73	Oman	1.984	↑ 11
17	Hungary	1.531	↓ 2	46	Laos	1.821	↓ 2	74	Peru	1.986	↓ 1
19	Bhutan	1.545	↑ 5	46	Mongolia	1.821	↓ 1	75	Ecuador	1.987	↓ 8
20	Mauritius	1.548	↓ 1	48	Zambia	1.822	↓ 7	76	The Gambia	1.989	↑ 35
21	Belgium	1.56	↔	49	South Korea	1.823	↓ 6	77	Paraguay	1.997	↓ 8
22	Slovakia	1.568	↑ 3	50	Panama	1.826	↓ 4	78	Tunisia	1.998	↓ 7
23	Netherlands	1.574	↓ 1	51	Tanzania	1.837	↓ 2	79	Greece	2.02	↔
24	Romania	1.596	↑ 3	52	Albania	1.849	↑ 7	80	Burkina Faso	2.029	↑ 14
25	Malaysia	1.619	↑ 4	52	Senegal	1.849	↑ 9	81	Cuba	2.037	↑ 8
26	Bulgaria	1.635	↑ 2	54	Serbia	1.851	↑ 1	82	Guyana	2.043	↔
27	Croatia	1.639	↑ 4	55	Indonesia	1.853	↓ 2	83	Angola	2.048	↑ 9
28	Chile	1.649	↓ 5	56	Qatar	1.869	↓ 26	84	Nepal	2.053	↑ 4

<sup>67</sup> Global Peace Index 2018. Disponible sur : <http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/06/GPI-2019-web003.pdf>. Consulté le 23 mai 2019.

RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	CHANGE
84	Trinidad & Tobago	2.053	↑ 11	113	Thailand	2.259	↑ 7	141	Palestine	2.621	↑ 3
86	Mozambique	2.056	↓ 6	114	Tajikistan	2.266	↑ 3	142	Egypt	2.632	↓ 2
87	Macedonia (FYR)	2.058	↑ 16	115	Djibouti	2.269	↓ 5	143	Venezuela	2.642	↓ 2
88	Haiti	2.064	↓ 1	116	El Salvador	2.275	↑ 1	144	Mali	2.686	↓ 1
89	Bosnia & Herzegovina	2.065	↓ 3	116	Guinea-Bissau	2.275	↑ 5	145	Colombia	2.729	↑ 1
90	Jamaica	2.068	↑ 3	118	Honduras	2.282	↓ 10	146	Israel	2.764	↓ 1
91	Dominican Republic	2.073	↑ 9	119	Turkmenistan	2.283	↓ 3	147	Lebanon	2.778	↔
92	Kosovo	2.078	↓ 15	120	Armenia	2.287	↓ 7	148	Nigeria	2.873	↑ 1
93	Bangladesh	2.084	↓ 10	121	USA	2.3	↑ 1	149	Turkey	2.898	↓ 1
94	Bolivia	2.092	↓ 9	122	Myanmar	2.302	↓ 15	150	North Korea	2.95	↔
95	Gabon	2.099	↓ 12	123	Kenya	2.354	↑ 3	151	Pakistan	3.079	↑ 1
96	Cambodia	2.101	↓ 18	124	Zimbabwe	2.326	↓ 1	152	Ukraine	3.113	↑ 2
96	Guinea	2.101	↓ 1	125	South Africa	2.328	↓ 1	153	Sudan	3.155	↑ 2
98	Jordan	2.104	↑ 4	126	Rep of the Congo	2.343	↑ 2	154	Russia	3.16	↓ 1
98	Togo	2.104	↓ 32	127	Mauritania	2.355	↔	155	Central African Rep	3.236	↑ 1
100	Papua New Guinea	2.109	↓ 3	128	Niger	2.359	↓ 2	156	Dem. Rep Congo	3.251	↓ 5
101	Belarus	2.112	↓ 2	129	Saudi Arabia	2.417	↑ 1	157	Libya	3.262	↑ 1
102	Georgia	2.13	↓ 4	130	Bahrain	2.437	↑ 2	158	Yemen	3.305	↓ 1
103	Rwanda	2.14	↑ 1	131	Iran	2.439	↓ 2	159	Somalia	3.367	↔
104	Lesotho	2.144	↓ 13	132	Azerbaijan	2.454	↑ 2	160	Iraq	3.425	↑ 1
104	Uzbekistan	2.144	↓ 3	133	Cameroon	2.484	↓ 2	161	South Sudan	3.508	↓ 1
106	Brazil	2.16	↑ 1	134	Burundi	2.488	↑ 5	162	Afghanistan	3.585	↔
107	Uganda	2.168	↔	135	Chad	2.498	↑ 3	163	Syria	3.6	↔
108	Kyrgyz Republic	2.181	↑ 4	136	India	2.504	↑ 1				
109	Algeria	2.182	↓ 3	137	Philippines	2.512	↓ 1				
110	Cote d'Ivoire	2.207	↑ 9	138	Eritrea	2.522	↓ 3				
111	Guatemala	2.214	↑ 3	139	Ethiopia	2.524	↓ 6				
112	China	2.243	↑ 3	140	Mexico	2.583	↑ 2				

Source : Institut pour l'économie et la paix (IEP)

Parmi les indicateurs présentés dans les fiches pays, nous retrouvons l'**indice de perception de corruption**<sup>68</sup> développé par *Transparency International*. Ce dernier classe 180 pays et territoires en fonction du niveau perçu de corruption dans le secteur public selon les experts et les hommes d'affaires. Ce classement utilise une échelle de 0 à 100, où 0 indique une corruption très élevée et 100 une situation relativement saine.

En 2018, suivant l'IPC plus des deux tiers des pays ont un score inférieur à 50 avec un score moyen de 43. Suivant l'indicateur, l'incapacité persistante de la plupart des pays à contrôler efficacement la corruption contribuerait à une crise de la démocratie dans le monde.

Le Danemark et la Nouvelle Zélande, suivis de la Finlande, sont les premiers du classement tandis que le Sud du Soudan, la Syrie et la Somalie sont placés en bas du classement. La France ne se situe qu'en 72<sup>ème</sup> position sur 100.

<sup>68</sup> Corruption Perceptions Index 2018. Disponible sur : <https://www.transparency.org/cpi2018>. Consulté le 24 mai 2019.

Figure 13 : Indice des perceptions de corruption (2018)



Enfin, les derniers indicateurs présents dans les fiches destinations sont les indicateurs climat.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais qui incite à solliciter les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

**Indice climat** = nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour

2500 km pour se rendre au Maroc / 15 jours de séjour = 167

L'**indice climat ATR** propose de corrélérer la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour. Cet indicateur est présent dans chacune des fiches pays. En revanche, l'indice de performance du changement climatique 2018 (« *The Climate Change Performance Index 2018* ») évalué sur 60 destinations, n'apparaît pas dans toutes les fiches destinations étant donné que les pays en question ne sont pas nécessairement présentés.

Ce rapport publié, par *Germanwatch*, le *NewClimate Institute* et le *Climate Action Network*, décrit les efforts qui ont été faits pour éviter un changement climatique dangereux et évalue également les efforts en cours au sein des divers pays en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Les résultats du classement sont définis par la performance agrégée d'un pays concernant 14 indicateurs dans les quatre catégories : *émissions de GES, énergies renouvelables, utilisation de l'énergie et politique climatique*. Ils illustrent les principales différences régionales en matière de protection et de performance climatiques dans les 60 pays évalués à travers le monde. En dépit de la baisse des taux de croissance des émissions de GES, aucun pays n'a obtenu une performance relativement suffisante pour atteindre la note « très élevée » de l'indice de 2018, ainsi les trois premières positions restent ouvertes.

Ces corrélations entre les différents indicateurs mentionnés permettent d'évaluer également des indices de tourisme durable et identifier les actions à mener en fonction des territoires et de ses besoins spécifiques. De plus, ils nous permettent de mettre en relation les données qualitatifs, via le discours des personnes interrogés (présentation dans le chapitre suivant).

### 3. Comptabilisation des membres de l'association pour chaque fiches pays

Afin de répartir et d'équilibrer au mieux la mobilisation potentielle des membres nous les avons comptabilisé pour chaque fiche pays. Ce tableau a été réalisé au début du stage en mars 2019, depuis, des membres actifs ont rejoint l'association ATR.

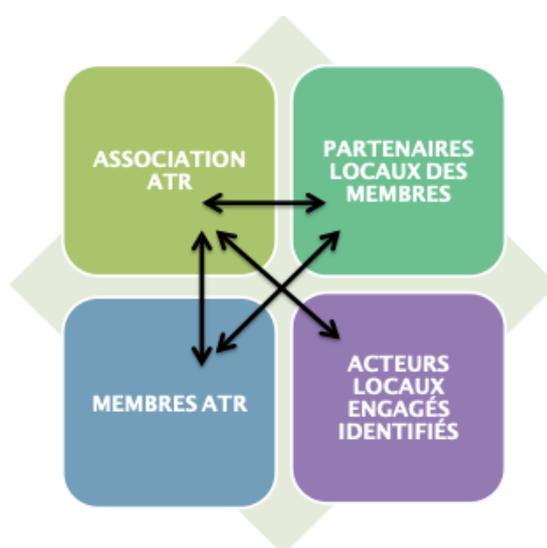
Tableau 5 : Le quota des membres mobilisés sur les fiches pays

TOTAUX DES MEMBRES LABELLISÉS (14)	Nombres de fois inscrits	TOTAUX DES MEMBRES ACTIFS (16)	Nombres de fois inscrits
Allibert Trekking	7	Altamaris	2
Atalante	10	Asia	8
Chamina Voyages	4	Bynativ	3
Circuit Découverte by Club Med	8	Carpe Diem	1
Comptoir des Voyages	6	Celtictours / Scanditours	4
Double Sens	5	Cheval d'Aventure	1
Grand Angle	2	Europe active	1
L'Arbre à voyages	1	France is Fun	1
La Balaguère	10	Française des circuits	1
Les ateliers du voyage	5	Funbreizh	1
Nomade	5	Galleries Lafayette	5
Saläun Holidays	9	Kappa Club	6
Terres d'aventure	5	Les Maisons du Voyage	8
Voyageurs du monde	15	Sept & demi	1
		TUI	7
		Terra Mundi / Visit Ouest	3

Nous avons inscrit tous les membres actifs de l'association afin de rassembler le plus de connaissance possible. Certains n'ont pas répondu à notre sollicitation par manque de temps et d'expériences locales en matière de tourisme responsable.

En revanche, de manière non-formelle nous avons eu l'opportunité de rencontrer différents acteurs de l'association est de les interroger sur la politique de tourisme responsable au sein de leur entreprise. L'accompagnement des membres fait partie intégrante des missions de l'association, ainsi, nous avons été formés sur place les chefs de production d'un nouveau membre ATR pour la réalisation des fiches destinations. Nous leur avons expliqué la méthodologie à suivre, l'approche à adopter et l'objectif du rendu final.

### 3.1 Les parties prenantes du projet, une réalisation commune



Source : Léa Maspeyrat

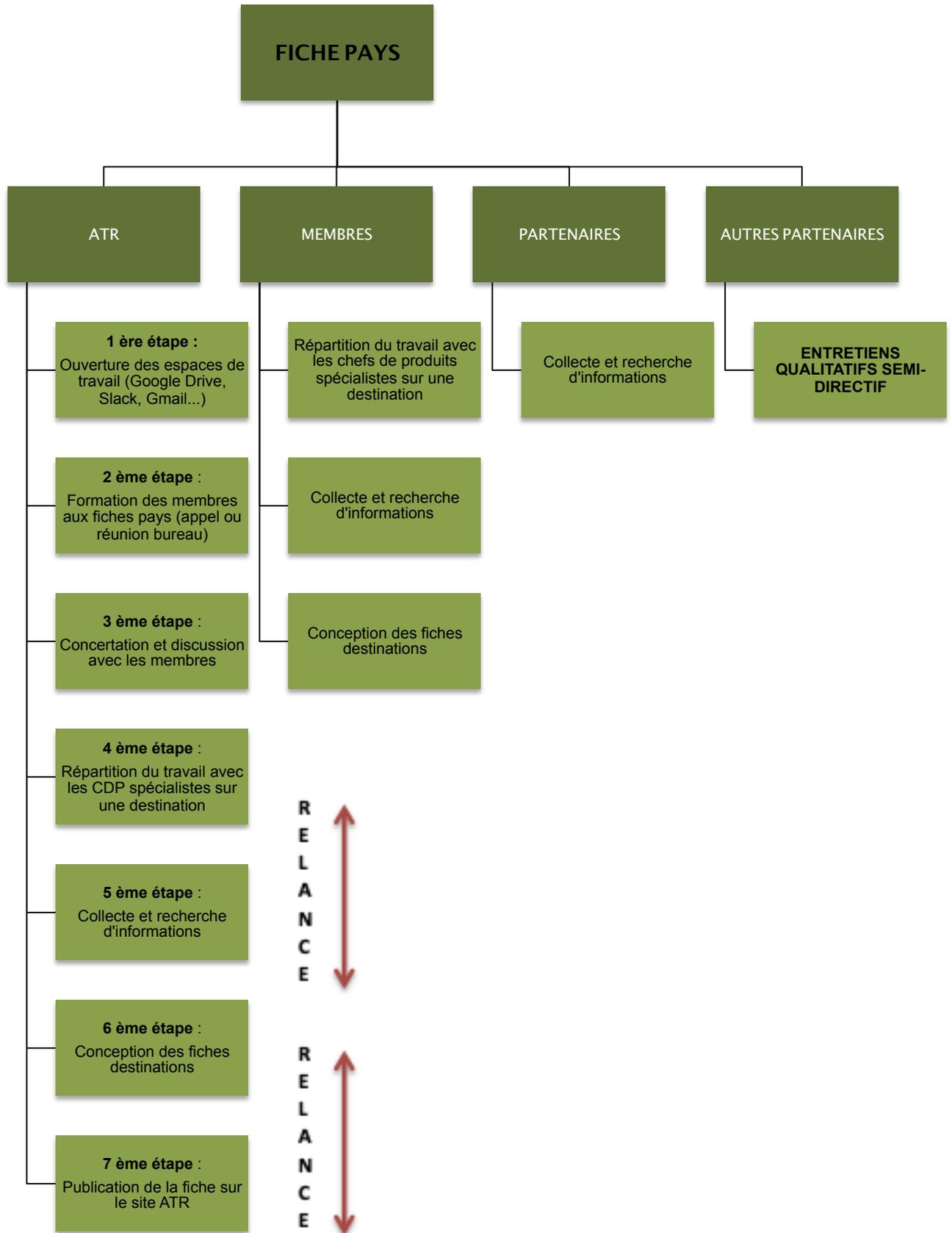
L'association ATR est à l'initiative de ces fiches destination, cette dernière communique avec ses membres et leurs partenaires afin d'obtenir le plus d'informations possible.

Les acteurs locaux identifiés par ATR ont fait l'objet d'entretiens qualitatifs semi-directifs que nous retrouvons dans le prochain chapitre (*voir chapitre 6*).

Ces derniers ont apportés du contenu aux fiches pays et le poids de leur discours nous permet de connaître leur perception et leur pratique locale en matière de tourisme responsable et durable. Les 4 parties prenantes identifiées ont un lien spécifique. L'association communique avec ses membres qui eux même communiquent avec leurs partenaires locaux. Cependant, ATR communique également avec les partenaires locaux des membres et ceux « non partenaires » afin d'optimiser les connaissances et enrichir au mieux les fiches pays.

### 3.3 Les étapes clés de la production des fiches pays ATR

Figure 14 : Les étapes clés de la production des fiches pays ATR



Les fiches pays disposent de **4 parties prenantes** comme mentionnées dans les deux figures plus haut : l'association ATR, les membres, les partenaires et les autres partenaires ne faisant pas forcément partie de l'ensemble du réseau.

Avant le commencement du projet, un mini questionnaire a été envoyé aux membres pour connaître leur destination de prédilection, celles, sur lesquelles ils souhaiteraient travailler en priorité. Toutes les étapes sont réalisées par l'association ATR, cependant les membres réalisent les étapes 4, 5 et 6. Quant aux partenaires, l'étape 5 leur est essentiellement confiée. Les « autres partenaires » correspondent aux personnes ayant apportées des éléments de réponses utiles aux fiches pays à travers des entretiens, des appels téléphoniques ou des rencontres survenues durant les 6 mois de stage et apportent ainsi de précieuses informations. Des relances pour continuer le projet ont été faites plusieurs fois, l'objectif était de motiver et animer chacun des membres.

Il convient de mentionner que les membres contactés ne sont pas tous labélisés *Agir pour un Tourisme Responsable*, certains sont en cours de labélisation ou simplement membres associés de l'association.

Tableau 6 : Pourcentage des membres mobilisés sur les 10 destinations prioritaires

PAYS	MEMBRES MOBILISÉS
BÉNIN	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Double Sens</b> : (40%)</li> <li>• <b>Nomade</b> : (10%)</li> <li>• <b>Les Maisons du Voyage</b> : (100%)</li> <li>• <b>L'Arbre à Voyages</b> : (10%)</li> </ul>
CUBA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>TUi</b> : (10%)</li> <li>• <b>Carpe Diem</b> : (0%)</li> <li>• <b>Les Ateliers du Voyages</b> : (80%)</li> <li>• <b>Comptoir de Voyage</b> : (20%)</li> <li>• <b>Allibert Trekking</b> : (60%)</li> <li>• <b>Altamaris</b> : (0%)</li> </ul>
FRANCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La Balaguère</b> : (40%)</li> <li>• <b>Grand Angle</b> : (60%)</li> <li>• <b>Chamina</b> : (40%)</li> <li>• <b>Europe Active</b> : (20%)</li> <li>• <b>France is Fun</b> : (40%)</li> <li>• <b>Sept &amp; demi</b> : (0%)</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terre d'aventure : (40%)</li> <li>• FunBreizh : (20%)</li> <li>• Visit-Ouest : (0%)</li> </ul>
INDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Ateliers du Voyages : (20%)</li> <li>• Les Maisons du Voyages : (100%)</li> <li>• Salaün H : (20%)</li> <li>• Cheval d'Aventure : (40%)</li> <li>• Asia : (40%)</li> </ul>
INDONÉSIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terres d'Aventures : (80%)</li> <li>• Asia : (40%)</li> <li>• Voyageurs du Monde : (60%)</li> <li>• Circuit Club Med : (80%)</li> </ul>
ISLANDE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• By Nativ : (20%)</li> <li>• Atalante : (0%)</li> <li>• Scanditours : (40%)</li> <li>• Terres D'aventure : (0%)</li> <li>• Salaün H : (20%)</li> <li>• Allibert : (60%)</li> </ul>
MAROC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terre d'aventure : (60%)</li> <li>• La Balaguère : (0%)</li> <li>• Atalante : (20%)</li> <li>• Voyageurs du Monde : (20%)</li> <li>• Circuit Club Med : (40%)</li> </ul>
PÉROU	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terre D'aventure : (80%)</li> <li>• Comptoir des voyages : (20%)</li> <li>• Nomade : (80%)</li> <li>• Voyageur du Monde : (40%)</li> </ul>
SRI LANKA	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terre d'aventure : (100%)</li> <li>• Nomade : (20%)</li> <li>• Voyageurs du Monde : (60%)</li> <li>• Galeries Lafayette : (0%)</li> <li>• Circuit découverte Club Med : (40%)</li> <li>• Asia : (40%)</li> </ul>
VIETNAM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaün : (100%)</li> <li>• Asia : (60%)</li> <li>• Terres d'Aventures : (80%)</li> <li>• Française des Circuits : (0%)</li> <li>• Allibert Trekking : (10%)</li> <li>• Atalante : (0%)</li> </ul>

**Entre 0 et 10%** : aucune réponses lors de la période du projet

**Entre 10 et 20%** : réponse (email ou appel téléphonique – en attente de collaboration)

**Entre 20 et 40%** : participation rapide – volonté d'avancer sur le projet

**Entre 40 et 60%** : participation active – échanges de quelques données

**Entre 60 et 80%** : participation active – échange de données – fort intérêt

**Entre 80 et 100%** : participation active et très complète d'une ou plusieurs fiches

Ces pourcentages ne sont pas représentatifs de l'ensemble des membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR). Certains membres sont très actifs à d'autres moments de l'année. Ces résultats présentent les participations actives ou non sur la période de stage entre mars et août 2019. De plus, certains membres seront davantage disponible dès le mois de septembre, ainsi le projet continuera en suivant.

## CONCLUSION DU CHAPITRE 5 – PARTIE 2

Ce chapitre permet de mieux comprendre l'intérêt et la construction des fiches pays, ainsi que les membres impliqués dans leur rédaction. L'objectif de ce chapitre était également de comprendre l'objectif de ces fiches et comment elles répondent aux enjeux actuels, afin de connaître les spécificités en matière de tourisme responsable et durable dans les destinations des membres de l'association.

## CHAPITRE 6 : L'INVESTIGATION TERRAIN : UN REGARD OUVERT SUR LES PARTENAIRES ET ACTEURS ENGAGÉS DANS UN TOURISME RESPONSABLE

Nous avons présenté dans les premiers chapitres de cette deuxième partie notre structure de stage ainsi que la mission principale confiée mais aussi le territoire d'étude au sein duquel s'inscrit ce travail. Dans ce dernier chapitre, nous présentons la méthodologie que nous avons utilisée dans le cadre de notre travail d'investigation. Des entretiens approfondis avec différentes catégories d'acteurs dans une dizaine de pays ont été menés.

### 1. Méthode de mise en œuvre

La méthodologie mise en place repose sur une **étude qualitative** et a pour but de répondre à la problématique et aux objectifs de recherche.

Afin de réaliser au mieux nos entretiens semi-directifs (questions ouvertes assez générales suivant un plan précis), nous avons sélectionné des catégories d'acteurs locaux en lien avec le tourisme durable et responsable. Ces dernières nous ont semblées être les plus pertinentes : des institutionnels, un consultant en tourisme, des agences réceptives, une organisation non gouvernementale, des têtes de réseaux d'acteurs engagés ou encore une entreprise sociale pour connaître leur perception du tourisme responsable, les problématiques rencontrées ainsi que les soutiens et accompagnements dont ils disposent.

L'étude qualitative vise à comprendre en profondeur les éléments phares relatifs aux acteurs locaux et à leur démarche en matière de tourisme responsable. L'objectif est de catégoriser différents types d'acteurs dans chaque pays (1 ou 2 acteurs) et de croiser les données avec une catégorie d'expert français.

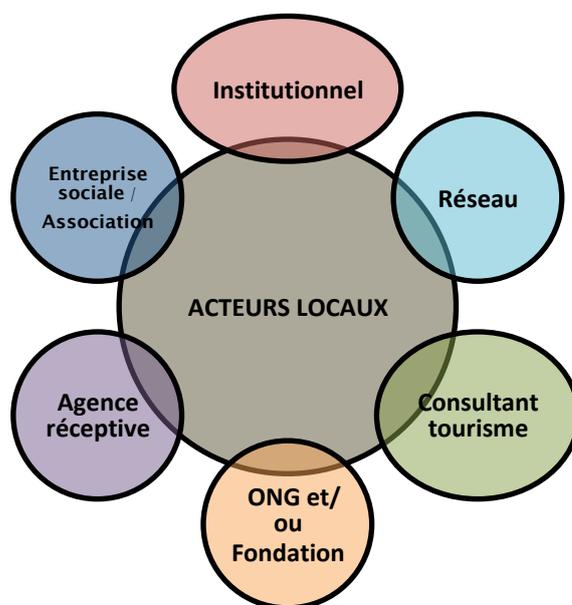
Pour ce faire, des entretiens ont été réalisés auprès de **6 acteurs français** (acteurs publics, fondation, réseau et consultant en tourisme) pour avoir également leur avis sur le tourisme responsable et durable en France.

Les entretiens ont été menés de manières différentes suivant la disponibilité des interlocuteurs. N'ayant pu rencontrer ces derniers nous les avons questionnés par téléphone, par visioconférence ou encore par écrit. Les questions étaient orientées par des guides d'entretien commun avec deux trois questionnements spécifiques à chaque acteur. Les verbatim de ces enquêtes sont anonymes.

### 1.1 Identification des personnes interrogées

Il a été important de diversifier les experts pour qu'ils nous apportent des éléments phares sur notre problématique. Ainsi nous retrouvons parmi eux des :

Figure 15 : Les types d'acteurs interrogés



Source : Léa Maspeyrat

### 1.2 Mode de prise de contact

Nous avons pris contact avec les interrogés par le biais des membres de l'association et les contacts que cette dernière peut avoir, puis par demande spontanée après identification des acteurs locaux potentiels. Il était nécessaire de prévoir les entretiens en avance afin de prendre en compte le décalage horaire pour les pays concernés. Ainsi, nous avons dû respecter différents types d'horaires et nous adapter en fonction de la disponibilité des personnes interrogées.

### 1.3 Élaboration du plan d'entretien

Les guides d'entretiens se basent sur les thèmes abordés dans les fiches destinations (*voir les 8 chapitres développés dans la méthodologie des fiches destinations*) et visent à connaître les perceptions et les pratiques du tourisme responsable et durable dans une dizaine de destinations.

Les guides se divisent ainsi en 8 grandes thématiques :

1. La présentation de la structure, du métier
2. Les pratiques et perceptions du tourisme responsable dans le pays en question et à travers le monde
3. Les acteurs locaux engagés
4. Le regard sur la politique touristique locale du pays en question
5. Le lien entre tourisme et économie locale (le regard sur l'aspect économique et les problématiques rencontrées dans l'activité pour faire appliquer un tourisme responsable)
6. La société, la représentation des populations locales dans les décisions de gestion touristique
7. L'aspect environnemental avec les questions des déchets, de la surfréquentation et du changement climatique
8. L'aspect culturel, l'authenticité de la destination et des populations locales (phénomène de folklorisation ou non)
9. Des conseils éthiques et pratiques à respecter dans le pays en question

Afin de pouvoir être en capacité de réagir si nous nous trouvons face à des acteurs développant peu leurs réponses, nous avons ajouté des questions sous forme de relances dans chaque thématique.

Les guides d'entretien diffèrent légèrement en fonction des interlocuteurs car ils n'ont pas forcément le même angle de vision en fonction de l'activité des acteurs locaux.

Nous présentons en suivant le guide d'entretien en français relativement commun à tous. En annexes A et B sont disponibles les guides d'entretiens réalisés en anglais et en espagnol.

## GUIDE ENTRETIEN :

### **1/ Enjeux majeurs liés au tourisme responsable**

Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?

Dans vos démarches de développement durable avez-vous des priorités ? (Environnementales, sociales, économiques)

- Quelles actions mettez-vous en place ?
- Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?
- Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?

### **2/ Labels et réseaux locaux du pays**

Que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme responsable/durable ?

Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ? (Professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales)

### **3/ Système politique et juridique**

Dans votre pays, existe-t-il une politique touristique matière de tourisme durable ?

Si oui, comment s'opère la politique touristique ? Quelles sont ses actions ? Ses objectifs ?

Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?

L'implication des pouvoirs publics sur ce segment est-elle suffisante ?

L'offre de tourisme durable/responsable (pays) est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?

### **4/ Économie**

Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?

Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?

### **5/ Société**

Quelle est votre perception du tourisme responsable en France ?

Quelle est selon vous, la place du tourisme responsable dans le monde ?

En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?

### **6/ Environnement**

Quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ?

Gestion des déchets : Comment est prise en compte la gestion des déchets dans le secteur du tourisme (pays) ? Quel est son avenir d'après-vous ? (Volonté de limiter les déchets, gestion responsable de l'eau, utilisation de produits d'hygiène respectueux de l'environnement, préférence pour des achats responsables)

Surfréquentation : Quelle est votre avis sur la surfréquentation touristique ? Quelles solutions vous semblent réalisables pour désengorger un site, une ville saturée ? (Étaler les flux, désaisonnaliser le tourisme autant que possible... (Dans le temps et dans l'espace.) ?

Climat : Des solutions ou améliorations pour l'avenir du tourisme face aux changements climatiques ?

Comment en faire selon vous, un levier de développement touristique durable ?

Quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?

## **7/ Culture**

Quels sont les atouts de votre (organisme/région/pays) en matière de tourisme responsable/durable ?

## **8/ Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs**

Des conseils pratiques à respecter en particulier ?

[Remerciements, cordialités, salutations]

## 2. Méthodologie de retranscription et d'analyse

Les entretiens ont été menés entre mai et août 2019 et se sont dans l'ensemble très bien déroulés. Certaines nuisances sonores ont parfois compliqué l'échange et le dialogue avec les personnes interrogées. Chaque entretien a été enregistré avec l'accord de l'intéressé à l'aide d'un dictaphone afin de retirer le maximum d'informations. Les entretiens ont été retranscrits partiellement, sans déformer les propos des discours, puis anonymisés. Ils ont duré en moyenne entre 45 minutes à 1h10.

La retranscription est la première étape de l'analyse du contenu. Elle consiste à écrire les informations recueillies et à les mettre sous forme de texte que l'on appelle « verbatim ». Suite à ces retranscriptions, une analyse approfondie a été menée afin de cerner la vision des professionnels interrogés sur la problématique. Autrement dit, une analyse dite « sémantique » en limitant l'étude aux passages qui ont une signification « les idées clés » au lieu de découper le texte dans son intégralité.

Les retranscriptions partielles des entretiens sont disponibles en *ANNEXE C* de ce mémoire. Cette base de travail nous a ensuite permis d'effectuer une analyse thématique transversale des discours et de comparer les visions en fonction des profils des personnes mais aussi des pays. Cette analyse nous permet de valider ou d'invalidier les hypothèses citées en fin de première partie. Au cours des 6 mois de stage, les connaissances liées aux sujets de mémoire ont évoluées et ont ainsi fait émerger de nouvelles questions suivant les acteurs interrogés.

La liste des entretiens menés est synthétisée dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Les entretiens effectués en France

Date	Fonction personne interrogée	Types d'acteurs
28/05	Communication digitale en tourisme durable	Consultante tourisme
06/06	Directrice de la fondation Insolite Bâtisseur Philippe Romero	Fondation
05/07	Chargée de mission tourisme et accès à la nature des Parcs Naturels Nationaux	Acteur public
15/07	Chargée de mission tourisme du Parc national des Cévennes	Acteur public
15/07	Direction de l'Ingénierie et du Développement des Territoires à Atout France	Institution
15/07	Chargée de tourisme du réseau Grand Site de France	Réseau

Tableau 8 : Les entretiens effectués à l'étranger

Date	Fonction personne interrogée	Types d'acteurs	Pays
27/06	Responsable de l'ONG Éco-Bénin	Organisation non gouvernementale	Bénin
11/06	Directrice de l'association colombienne de tourisme responsable	Réseau tourisme responsable	Colombie
29/05	Responsable du réseau Outlook Responsible Tourism	Réseau tourisme responsable	Inde
30/05	Responsable de l'association « Village Ways »	Entreprise sociale	Inde
13/08	Président de l'association italienne pour le tourisme responsable	Association tourisme responsable	Italie
03/06	Fondateur du réseau d'hébergements Casas Del Perú	Réseau gîte ruraux	Pérou

04/06	Responsable du pôle développement durable Amica Travel	Agence réceptive	Vietnam
04/06	Cofondateur et directeur des ventes Easia Travel	Réseau d'entreprise de services professionnels	Vietnam
26/06	Collaboratrice du club de tourisme responsable vietnamien (RTC)	Réseau tourisme responsable	Vietnam

Il est essentiel de mentionner que les acteurs interrogés dans les différents pays ne constituent pas essentiellement les 10 destinations prioritaires identifiées par ATR. Nous avons contacté une quinzaine de destinations, ce qui correspond à une trentaine d'acteurs en totalité. Nous avons obtenu des entretiens avec 15 d'entre eux et analysé nos résultats en fonction des acteurs des pays que nous avons.

Ainsi, parmi les 10 destinations prioritaires nous avons réalisé des entretiens avec 5 pays (Bénin, France, Inde, Pérou et Vietnam) et la Colombie et l'Italie font partie des 35 autres fiches en cours de construction.

## 2.1 Méthodologie d'analyse des entretiens qualitatifs semi-directifs

Concernant l'analyse des entretiens nous avons choisi l'analyse thématique du récit. Nous avons établi un tableau d'analyse divisé en plusieurs thèmes (relatifs aux hypothèses de recherche) :

**Hypothèse 1** : Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel du territoire

**Hypothèse 2** : Le type d'acteurs touristiques en présence sur un territoire définit les pratiques d'un tourisme durable et responsable, suivant les stratégies touristiques du pays, son écosystème, son fonctionnement, suivant l'intérêt, ainsi très lié au positionnement, à la connaissance du tourisme durable

**Hypothèse 3** : Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable dépendent de la stratégie locale de collaboration, de partenariat et de mise en réseau

Suite à cela, nous présenterons les thématiques phares qui sont ressorties de chacun des entretiens qualitatifs.

L'analyse des entretiens a été réalisée par pays, nous avons parfois obtenu des entretiens avec différents acteurs au sein d'une même destination, les intérêts convergent ou divergent suivant les acteurs et non suivant les pays. Par conséquent, il nous semble pertinent de procéder ainsi (les analyses individuelles sont disponibles en ANNEXE D), un exemple et disponible en suivant :

Tableau 9 : Extrait de l'analyse individuelle par pays et par acteurs

COLOMBIE : Analyse de l'entretien avec la responsable de l'association colombienne de tourisme responsable (ACOTUR)

Thème 1 : UN TOURISME RESPONSABLE POUR MAINTENIR LA PAIX		Thème 2 : UNE INSTABILITÉ GOUVERNEMENTALE COMPROMETTANT LE SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE		Thème 3 : LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DU PAYS SONT MIS EN VALEUR DE FAÇON DIFFÉRENTE SUIVANT LES TERRITOIRES	
Sous-thème 1 : Un développement local relativement positif	Sous-thème 2 : Un tourisme responsable ouvert à tous	Sous-thème 1 : Une volonté locale parfois compromise par le gouvernement	Sous-thème 2 : Une incohérence en matière de gestion touristique	Sous-thème 1 : Des communautés locales méfiantes	Sous-thème 2 : Un tournant dans la gestion touristique durable du pays
<p>Verbatim : « ACTOUR est une association qui est née de la possibilité d'avoir une meilleure relation avec le gouvernement sur les politiques de développement qui change beaucoup dans notre pays »</p> <p>« [...] Nous pouvons dire que avoir un pays en développement et avec tant de changements je pense que cela augmente de façon positive mais le thème de la corruption nous limite beaucoup. Mais compte tenu de notre passé conflictuel, le développement perpétue au niveau local. »</p> <p>« Nous essayons d'identifier ensemble les problématiques actuelles et comment les solutionner, notamment sur le thème de la sécurité. »</p>	<p>Verbatim : « Notre engagement est de travailler pour avoir une offre de plus en plus responsable de tourisme responsable en Colombie. L'objectif est que le tourisme responsable ne soit pas un moyen de locomotion alternatif, mais ouvert au grand public. »</p> <p>« Tout est proportionnel, le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafiquant de ce pays. »</p>	<p>Verbatim : « Cette année avec le nouveau premier ministre on essaie de voir comment s'associer à nouveau de manière plus accès sur le développement durable. Les questions de corruptions compliquent les choses dans ce processus. »</p> <p>« Le nombre de guide est disproportionné par rapport aux opérateurs touristiques sur le territoire. »</p> <p>« Ils ont une basse qualité de formation avec peu d'options d'études. Le coût des honoraires ou des doubles contrats est élevé. Il n'y a aucune possibilité pour les communautés et les peuples autochtones. [...] La situation est terrible. »</p>	<p>Verbatim : « Par exemple nous avions un super vice-ministre du tourisme, on faisait un grand travail avec lui et il a renoncé il y a une semaine. Après on a eu un changement de gouvernement, et comme à chaque fois toute l'équipe va changer. »</p> <p>« La région de Chocó (je prends toujours cet exemple mais c'est la région la plus touristique de Colombie) mais à un grand problème de conflits, c'est le plus touristique mais le moins développé alors c'est terrible. Et il y a des territoires encore moins développés ou le tourisme débute juste »</p> <p>« le vice-ministre du tourisme faisait un super travail pour améliorer cela mais il est parti. »</p>	<p>Verbatim : « L'impact de ce tourisme est plus important pour le développement du pays. »</p> <p>« Je pense que le tourisme peut être une bonne économie si l'on prend en compte une meilleure organisation, une meilleure connectivité, de générer une meilleure conscience, de minimiser les effets négatifs, faire un travail avec les communautés locales. »</p> <p>« Ce n'est pas évident dans un pays en développement. Il y a des communautés qui tiennent des mauvaises pratiques concernant ses déchets, de la nourriture, d'éducation... ce sont des choses de bases mais la majorité est analphabète. »</p>	<p>Verbatim : « Ce qui se passe c'est qu'ils ont tout intérêt à rejoindre ACOTUR pour bénéficier de cela. C'est un « cadenas » une sûreté, de faire du tourisme quelque chose de responsable et durable. »</p> <p>« [...] le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafiquant de ce pays. »</p> <p>« Après un projet de loi est passé aux informations et interdirait le plastique à usage unique à San Andrés, cela doit d'abord passer au congrès. Et nous avons aussi une campagne dans les supermarchés où on doit payer pour les sacs plastiques. »</p> <p>« Donc il y a quelques actions mais le thème de la gestion des déchets ici est mortel. »</p>

La parole des acteurs locaux a parfois été traduite directement de l'anglais au français ou de l'espagnol au français. De ce fait, nous ne pouvons analyser la qualité de leur mot mais l'ensemble de leur parole. Par la suite, nous avons choisi de procéder à l'analyse croisée des discours des acteurs suivant les thématiques retrouvées dans tous les entretiens effectués (disponible en partie 3).

## 2.2. Limites et apports de l'étude qualitative

**Les limites** de cette étude sont liées à la formulation de certaines questions qui rendent les réponses imprécises ou pas toujours compréhensibles. Notamment sur la question de la stabilité politique du pays : « *Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?* », plusieurs acteurs n'ont pas bien saisi le sens ou n'ont tout simplement pas su répondre, notamment pour les deux entretiens effectués au Vietnam. Ainsi, certaines questions ont dû être posées par écrit et n'ont pu être davantage approfondies par les interlocuteurs, par manque de temps, d'intérêt ou de compréhension réelle de la question.

Nous avons réalisé trois entretiens par email où les interlocuteurs ont répondu à nos questions directement par écrit. Le manque de temps des acteurs pour réaliser une visioconférence a rendu les réponses incomplètes et ne nous a pas permis d'extraire beaucoup d'informations, cependant nous avons quand même choisi de les analyser.

D'autre part, la perte de temps quant à la traduction des entretiens après l'écoute auditive en anglais ou en espagnol nous a demandé plus de temps qu'une retranscription d'entretien en français. De plus, les données d'une étude qualitative sont parfois entachées d'un certain nombre de biais et d'insuffisances, les individus interrogés peuvent ne pas être représentatifs de l'univers étudié. Ainsi, nous pouvons retrouver un manque de crédibilité qui tient au faible effectif interrogé.

**Les apports** de ces études sont liés à l'implication des répondants qui ont donné des informations fondées sur leur expérience, leur perception et leur pratique ainsi que la mise en réseau de plusieurs acteurs, qui à ce jour n'avaient pas nécessairement connaissance des initiatives locales au sein de leur propre pays. L'association Agir pour un Tourisme Responsable opère ainsi comme un vrai catalyseur pour mettre en connexion différents acteurs engagés, et ceux, à un niveau international.

La méthode de l'analyse du contenu permet d'appréhender les aspects d'un problème ou d'une situation donnée. Elle nous oblige à prendre du recul par rapport aux discours et aux interprétations spontanées. Notre statut d'étudiant permet une lâchée prise des personnes interrogées et un discours un peu plus transparent.

### 3. Les premiers résultats

De manière générale, les acteurs locaux disposent des mêmes éléments de définition au sujet du tourisme responsable et durable. Cependant, leur priorité suivant les trois critères du développement durable (économique, social et environnemental) diffèrent d'un acteur à l'autre. L'aspect social est le plus souvent mis en avant, puisqu'il dépend des spécificités locales et des contextes des territoires. Les acteurs locaux interrogés en disent long sur la perception qu'ils ont du tourisme responsable.

Pour certains acteurs le tourisme durable et responsable ne semble pas être encore connu et surtout compris. Une forte ignorance est évoquée dans certaines destinations ou un manque d'intérêt de la part de certaines autorités locales ou prestataires locaux. Si les prestataires ou les voyageurs ne comprennent pas les bénéfices à tirer d'un tourisme plus vertueux, ce dernier ne sera alors pas enclenché. Une instabilité politique comme évoquée dans certaines destinations, montre une incohérence en matière de développement touristique. Les notions de tourisme responsable et durable sont assez nouvelles dans certains pays mais à la fois bien ancrée depuis déjà de nombreuses années chez certains. Cependant, tous les pays voire même toutes les entreprises n'avancent pas au même rythme.

#### CONCLUSION DU CHAPITRE 6 – PARTIE 2

L'investigation terrain menée au cours du stage nous a permis d'identifier de nouveaux acteurs locaux et de connaître leur perception et pratique d'un tourisme responsable au sein de leur organisme. Les consultés nous ont permis d'avoir un regard ouvert sur les partenaires ou non partenaires des membres d'Agir pour un Tourisme Responsable et ainsi d'enrichir les fiches pays désireuses de présenter les spécificités locales en matière de tourisme responsable et durable.

## CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

À travers cette deuxième partie de mémoire nous avons présenté la structure dans laquelle nous avons effectué notre stage de Master 2 avec la présentation des missions qui nous ont été confiées, le contexte et les enjeux professionnels, économiques et sociaux qui en découlent.

Suite à l'investigation terrain réalisée nous avons présentée la méthodologie, la collecte des données, le traitement et la méthodologie d'analyse descriptive des résultats.

Les données recueillies ont été essentielles pour comprendre notre thématique de travail de recherche. Les entretiens réalisés nous ont permis d'appréhender la vision des acteurs locaux dans les destinations des membres de l'association et ainsi, recueillir des éléments de réponses pour notre problématique.

Les indicateurs développés dans les fiches destinations permettent également d'obtenir des données quantitatives et ainsi de faire certaines comparaisons avec le discours des acteurs interrogés. Les verbatim que nous présentons en partie 3 viendront illustrer ces données recueillies.

PARTIE III : DES FICHES PAYS PRÉSENTANT LES  
SPÉCIFICITÉS LOCALES EN MATIÈRE DE TOURISME  
RESPONSABLE : RÉSULTATS ET PRÉCONISATIONS DE  
L'ÉTUDE COMPARATIVE AU SEIN DU RÉSEAU ATR

## Introduction de la troisième partie

Au cours de cette dernière partie du mémoire nous présenterons la traduction et l'interprétation des résultats au vu de la commande qui aboutira sur des applications concrètes, des préconisations pour le milieu professionnel avec des apports théoriques et opérationnels.

Ainsi, dans un premier temps nous présenterons les résultats d'analyses des entretiens qualitatifs menés durant les 6 mois de stage. Les propos des acteurs seront illustrés par des *verbatim* issus de l'étude qualitative réalisée durant le stage (voir partie 2). Puis, dans un second temps, nous présenterons la réalisation des fiches destinations. De plus, nous introduirons une étude comparative des fiches pays quant aux spécificités locales en matière de tourisme responsable. Enfin, ces analyses terrains nous ont conduites à mettre en place des préconisations et un plan d'action avec des axes stratégiques pour un tourisme responsable et durable.

La démarche terrain qui a été conduite nous a permis d'observer les différentes hypothèses de recherche avancées ainsi que leur mise en œuvre au sein des territoires. La conduite des analyses des entretiens a comme objectif d'identifier l'état d'avancement du tourisme responsable parmi certaines destinations et la perception que les acteurs locaux peuvent avoir de ce dernier. À travers ces constats nous reviendrons sur les hypothèses de recherche qui ont été avancées pour valider notre travail de recherche terrain et ainsi apporter des réponses à notre problématique.

## CHAPITRE 7 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Le chapitre suivant présente les résultats des analyses de l'étude menée au cours du stage. Les analyses individuelles détaillées dans des tableaux sont disponibles en ANNEXE D de ce mémoire. Une analyse croisée des discours sera ainsi proposée afin de mieux comprendre les divergences et les convergences des paroles des acteurs.

### 1. Les résultats des analyses thématiques transversales

Nous souhaitons tout d'abord rappeler la problématique qui a guidé l'ensemble de notre travail de recherche ainsi que les différentes hypothèses qui ont permis de mettre en place nos guides d'entretien. Nous voulions dans le cadre de notre étude analyser les pratiques et les perceptions du tourisme responsable dans quelques unes des destinations des membres de l'association ATR. En d'autres termes, notre objectif était de comprendre la manière dont le tourisme est perçu, quelle est son approche, sa compréhension, ceci dans l'optique de comprendre comment les pays avancent et envisagent les enjeux d'un tourisme plus durable.

Ainsi, notre problématique est la suivante : « *En quoi le tourisme responsable dans le monde révèle des perceptions et des pratiques différenciées ?* »

Par le travail de recherche que nous avons mené en amont et les différents constats que nous avons pu faire lors de nos entretiens qualitatifs, nous avons défini trois axes de réflexion. Ces derniers vont guider l'ensemble de notre travail et vont constituer nos hypothèses. Le tableau ci-dessous récapitule ces dernières :

Tableau : 10 : Les hypothèses de recherche

<p><b>Hypothèse 1 :</b> Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du <b>contexte socioculturel du territoire</b></p>	<p><b>Hypothèse 2 :</b> <b>Les types d'acteurs touristiques en présence sur un territoire</b> définissent les pratiques d'un tourisme durable et responsable</p>	<p><b>Hypothèse 3 :</b> Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable dépendent de <b>la stratégie locale de collaboration</b>, des partenariats, des mises en réseaux, du statut des acteurs et de leurs fonctions</p>
<p>Le volet socioculturel : le lien avec le libéralisme ancrée dans une histoire culturelle ;</p> <p>Le volet socio-économique : la stabilité du pays en question ;</p> <p>Le volet politique : une organisation libérale ou plus organisée dépendra des pays ;</p>	<p>Les notions sont nouvelles dans certains pays. La connaissance des notions de tourisme durable et responsable vient varier les points de vue ;</p> <p>L'implication est différente suivant l'intérêt des professionnels du tourisme, les institutions publiques et privées, ainsi que suivant les entreprises ;</p> <p>Certains acteurs peuvent utiliser ces notions comme action marketing et non comme plus-value pour le développement local ;</p>	<p>Un manque de synergie entre les acteurs locaux publics et privés ;</p> <p>La communication est différente suivant les membres et les partenaires ;</p> <p>L'évaluation en tourisme responsable n'est pas évaluée de la même façon suivant les labels, les politiques territoriales et suivant le type d'actions collectives ;</p>

Nous avons choisi de procéder à l'analyse croisée des discours des acteurs suivant les thématiques retrouvées dans tous les entretiens effectués. Ainsi, notre analyse transversale se découpe en cinq grands thèmes s'intégrant à nos hypothèses.

Le premier thème est un thème commun à tous nos entretiens, les personnes interrogées partent toutes du principe que le tourisme pour être durable, doit respecter le principe des trois piliers du développement durable (économie, sociale, environnemental) :

**Thème 1 : Le tourisme doit dépendre des trois piliers du développement durable**

Sous-thème :

1. Le tourisme est une activité complémentaire
2. Le tourisme responsable permet de maintenir la paix, facteur de lien social
3. Le tourisme durable favorise un développement local

**Ce thème s'intègre dans notre hypothèse n°1**

Le second thème démontre que le tourisme responsable est une démarche relativement à ces débuts et pas encore intégrée par toutes les parties prenantes :

## **Thème 2 : Le tourisme responsable est une nouvelle notion suivant les pays**

Sous-thème :

1. Un début de prise en compte par les acteurs locaux
2. Une notion propre à l'entreprise
3. Un changement d'échelle

### **Ce thème s'intègre dans notre hypothèse n°2 et n°3**

Le troisième thème découle du deuxième puisque l'ignorance des autorités locales d'un pays sur les enjeux majeurs d'un tourisme responsable et durable vient confirmer l'idée que ce dernier est peu connu ou mal appréhendé. De ce fait, les démarches vertueuses envers un tourisme plus vertueux ne sont pas ou peu enclenchées suivant les pays :

## **Thème 3 : Le tourisme responsable subit une forte ignorance de la part de certaines autorités locales**

Sous-thème :

1. Certains acteurs institutionnels ont une mauvaise approche du tourisme durable
2. L'implication des pouvoirs publics n'est pas suffisante
3. Une notion encore floue pour certains gouvernements

### **Ce thème s'intègre dans notre hypothèse n°2 et n°3**

Ce dernier thème montre les enjeux géopolitiques et socioculturels auxquels sont confrontés les pays étudiés. La mise en place d'un tourisme responsable est également propre à l'offre de ce dernier sur un territoire et surtout sa cohérence en matière de politique de développement touristique :

## **Thème 4 : L'instabilité politique de certains pays vient compromettre un tourisme durable et responsable**

Sous-thème :

1. Le gouvernement met du temps à mettre en place un tourisme durable
2. Un manque de rigueur en matière de réglementation touristique
3. L'offre de tourisme durable n'est pas homogène sur le territoire

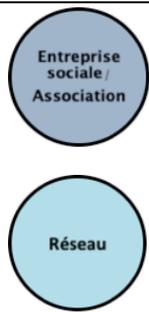
**Ce thème s'intègre dans notre hypothèse n°1**

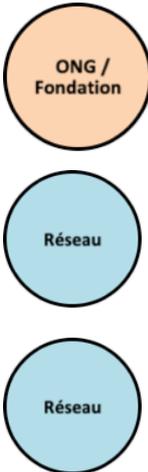
Grâce à cette méthode nous avons mis en parallèle différents points de vue permettant ainsi d'avoir une analyse la plus complète possible. Nous pouvons valider les hypothèses émises auparavant avec l'objectif de répondre à notre problématique de recherche et de vérifier les discours en fonction de cette dernière. Les 5 thèmes présentés ci-dessus vont se retrouver dans les 3 hypothèses émises.

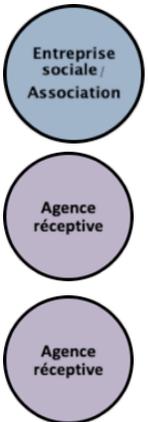
Dans les tableaux ci-dessous, nous croisons les points de vue des acteurs grâce à des extraits de *verbatim* afin de montrer l'affirmation des sous-hypothèses développées.

D'autres propos les confirment et sont relevés dans les analyses individuelles.

Nous avons choisi les codes couleurs empruntés à notre schéma de catégorie d'acteurs visible en *partie 2 du mémoire*.

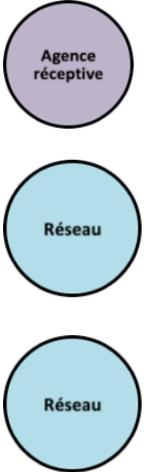
THÈME 1 : Le tourisme doit dépendre des trois piliers du développement durable		
Sous-hypothèses	Affirmations	Acteurs
<b>Le tourisme est une activité complémentaire</b>	<p>« C'est ce que j'appelle la durabilité dans le tourisme, se préserver tout en ayant une activité complémentaire avec le tourisme. »</p> <p>« Je pense que c'est important que le tourisme soit un revenu complémentaire. »</p>	

<p><b>Le tourisme responsable permet de maintenir la paix, facteur de lien social</b></p>	<p>« une activité qui dépend beaucoup de la création de richesse, du pouvoir d'achat des gens et aussi du niveau de paix social et économique »</p> <p>« Ça permet aux peuples de se comprendre les uns les autres, on a une utilité et pour faire vivre les populations locales. »</p> <p>« le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafiquant de ce pays. »</p>	
<p><b>Le tourisme durable favorise un développement local</b></p>	<p>« [...] nous contribuons au développement à travers des projets de développement local que nous menons comme ceux présentés avant. »</p> <p>« Bien sûr, quand on fait des activités auprès de la communauté locale il y a des effets positifs. Par exemple, en 2018 nous avons un projet sur le volet culturel et social. »</p> <p>« Pour moi ce n'est surtout pas une niche de marché contrairement à ce que l'on peut voir, ce n'est pas quelque chose à part, moi je défends vraiment une vision qui est intégrée et on devrait même pas parler de tourisme durable, ça devrait faire partie de l'approche du tourisme puisque c'est la condition de la pérennité de l'activité. »</p>	

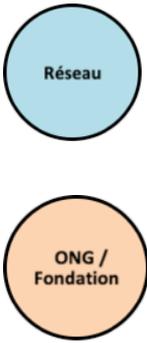
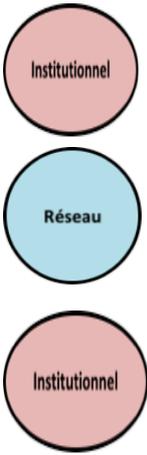
<p><b>THÈME 2 : Le tourisme responsable est une nouvelle notion suivant les pays</b></p>		
<p><b>Sous-hypothèses</b></p>	<p><b>Affirmations</b></p>	<p><b>Acteurs</b></p>
<p><b>Un début de prise en compte par les acteurs locaux</b></p>	<p>« Je pense que le tourisme responsable est un mouvement. Pas beaucoup de personnes le font, mais les gens sont plus conscients et on envie de prendre des initiatives. C'est le début, je ne dirais pas que tout le monde le fait, mais c'est une transition. »</p> <p>« En fait cela existe mais l'efficacité est à revoir. Les notions de voyage responsable et durable sont encore nouvelles au Vietnam. Alors pour le gouvernement et pour un ministère du tourisme, le temps de le faire et de l'appliquer c'est encore dans l'avenir. »</p> <p>« En Asie, tout le monde a envie de bouger, il y a une vraie sensibilité là-dessus. »</p>	

<p><b>Une notion propre à l'entreprise</b></p>	<p>« Nous sommes un groupe uni, qui partage les valeurs du tourisme responsable, même si nous avons des activités différentes et des idées différentes sur d'autres questions. »</p> <p>« Le tourisme responsable, c'est un état d'esprit. »</p> <p>« Après suivant les priorités environnementales, sociales, économiques de l'entreprise, cela dépendra des besoins de sa destination ou alors par rapport à sa personnalité. »</p>	
<p><b>Un changement d'échelle</b></p>	<p>« on est sur un début d'un processus d'éducation comme pour l'agriculture bio »</p> <p>« Je trouve qu'on est à un tournant et qu'on a vraiment aujourd'hui une sensibilité qui est partagée y compris auprès d'acteurs qu'on n'aurait pas imaginé sur ces dimensions là, et au niveau de l'État s'il n'y a pas de politique, au niveau des territoires il y a vraiment une prise en compte de ces enjeux en matière de développement durable et depuis quelques années ça va crescendo. »</p> <p>« Le concept de tourisme responsable (qui n'existait pas il y a 20 ans lors de la création de l'AITR) émerge lentement dans le monde grâce aux documents de l'OMT et d'autres institutions telles que l'Union européenne. »</p>	

<b>THÈME 3 : Le tourisme responsable subit une forte ignorance de la part de certaines autorités locales</b>		
<b>Sous-hypothèses</b>	<b>Affirmations</b>	<b>Acteurs</b>
<p><b>Certains acteurs institutionnels ont une mauvaise approche du tourisme durable</b></p>	<p>« Il n'y a pas de démarches de qualité mais de quantité. Pour l'instant c'est d'avoir des bourses d'investissements qui viennent au Vietnam. »</p> <p>« L'État même essaie de prendre des initiatives mais c'est très lent et parfois classique et mal dimensionné »</p> <p>« il n'y a pas de prise en compte très fluide des enjeux de DD dans les politiques de développement touristique comme ce n'est pas géré par les mêmes ministères. Aujourd'hui ce n'est pas très abouti et une agence comme Atout France pourrait faire plein de chose, mais il faut que ce soit décidé au niveau politique. »</p>	

<p><b>L'implication des pouvoirs publics n'est pas suffisante</b></p>	<p>« Les petites actions environnementales peuvent contribuer mais le gouvernement doit mettre en place une grande politique environnementale. Et malheureusement l'enjeu n'est pas assez pris en compte. »</p> <p>« [...] certains efforts sont faits mais ce n'est pas suffisant. »</p> <p>« [...] niveau de l'État, c'est à dire des ministères, il n'y a pas de politique en matière de tourisme durable, il y a une politique en matière de tourisme, mais pas de politique spécifique en matière de tourisme durable. »</p>	
<p><b>Une notion encore floue pour certains gouvernements</b></p>	<p>« [...] d'abord il faut comprendre ce qu'est le tourisme responsable et comment faire ? »</p> <p>« Non, certaines autorités ne comprennent pas que la durabilité améliore la compétitivité d'une destination. »</p> <p>« [...] ces pratiques de tourisme responsable elles ne sont pas très connues au Pérou. Du coup c'est nous qui choisissons par rapport au projet, au guide, au chauffeur, aux maisons d'hôtes, par rapport à leur sérieux. Après c'est nous qui faisons la formation et la sensibilisation. »</p>	

<b>THÈME 4 : L'instabilité politique de certains pays vient compromettre un tourisme durable et responsable</b>		
<b>Sous-hypothèses</b>	<b>Affirmations</b>	<b>Acteurs</b>
<p><b>Le gouvernement met du temps à mettre en place un tourisme durable</b></p>	<p>« Actuellement, non ce n'est pas suffisant. Le pouvoir actuel lorsqu'ils sont arrivés ils nous ont demandé des propositions et rien ne se passe. »</p> <p>« Les institutions publiques comme Atout France, les OT, etc. eux ils veulent faire toujours plus. C'est là où c'est complexe. »</p> <p>« Sans stabilité, il est impossible de définir et d'atteindre des objectifs de développement et, malheureusement, mon pays n'est pas très stable »</p>	

<p><b>Un manque de rigueur en matière de réglementation touristique</b></p>	<p>« Cette année avec le nouveau premier ministre on essaie de voir comment s'associer à nouveau de manière plus accès sur le développement durable. Les questions de corruptions compliquent les choses dans ce processus. »</p> <p>« Au niveau du cadre réglementaire on n'en a pas un « réglementé ». Il en faudrait une qui permet aux professionnels du tourisme responsable d'avoir une licence appropriée et ça ce n'est pas encore fait et concernant l'appui à la promotion, le gouvernement du Bénin investi un peu dedans mais pas assez. »</p>	
<p><b>L'offre de tourisme durable n'est pas homogène sur le territoire</b></p>	<p>« Je pense surtout qu'elle est mal identifiée, donc mal mise en avant, valorisée auprès des clients, notamment du fait que les acteurs institutionnels ne connaissent pas les démarches, les filières, les systèmes de reconnaissance possibles »</p> <p>« (gestion des déchets) Il y a d'énormes différences entre le nord et les autres régions, au sud et à Rome.»</p> <p>« Donc moi ça me choque car il serait plus intelligent de diffuser des bonnes pratiques et qu'elles soient mises en avant dans l'offre générale parce que ça va tirer les autres vers le haut plutôt que de faire une communication à part où l'on va toucher des gens qui sont déjà attirés par le sujet. »</p>	

### 1.1 Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel du territoire

Les *thèmes 1 et 4* de nos analyses s'intègrent dans notre première hypothèse. Elle est validée par les exemples de verbatim suivantes :

#### 1.1.1 Le volet socioculturel

Le contexte socioculturel des pays n'influe pas sur la définition du tourisme responsable et durable, qui reste commune à tous les acteurs, mais influence en revanche les aspects sociaux, qui constituent une priorité pour la majorité d'entre eux. Le tourisme responsable permet de maintenir la paix et opère comme un facteur de lien social et favorise un développement local.

*« Pour moi, le tourisme durable ou le tourisme responsable c'est la même définition que tu sois n'importe où. Maintenant, sur la question du consommateur et de sobriété on est pas tous au même niveau de conscientisation suivant les pays. » Florie T. Consultante webmarketing, extrait d'entretien du 28 mai 2019*

*« Yes, the concept has different nuances, in some countries environmental sustainability prevails, in other labour is considered very important, in other the defence of the identity is the priority »  
(« Oui, le concept a des nuances différentes, dans certains pays la durabilité de l'environnement prévaut, dans d'autres le travail est considéré comme très important, dans d'autres la défense de l'identité est la priorité. » Président de l'association AITR – Italie, extrait d'entretien du 13 août 2019*

*« Globalement c'est ça les concepts du tourisme responsable c'est à dire que les différents collègues des différents pays, on doit arriver dans les mêmes notions, dans les mêmes actions a menées après je pense que chaque pays a ses propres actions en fonction des réalités. »  
Responsable, réseau Casas del Perú – Pérou, extrait d'entretien du 3 juin 2019*

### 1.1.2 Le volet socio-économique

Le contexte économique et social fait référence, dans notre étude, au fait que le tourisme soit considéré comme une activité complémentaire, soit comme une activité qui dépend beaucoup de la création de richesse, du pouvoir d'achat et du niveau de paix social et économique.

Ce n'est pas nécessairement la priorité des populations, notamment dans les pays en développement. Selon les acteurs, le tourisme doit s'appuyer sur les trois piliers du développement durable.

*« [...] Pour Casas del Perú, pour les 3 axes qui englobent le tourisme durable, on est plus dans l'axe social et économique parce que justement notre pays c'est ce dont il souffre le plus, c'est le plus visible, donc on réagit par rapport à ça. Après si je prends le Costa Rica, ils sont très puissants sur la partie environnementale mais ça englobe les trois piliers quand même. Après la partie sociale elle est développée différemment. Nous par exemple au Pérou on va faire en sorte que les locaux puissent bénéficier de l'activité touristique. » Responsable, réseau Casas del Perú – Pérou, extrait d'entretien du 3 juin 2019*

*"El aspecto económico y cultural del país se destaca de manera diferente según los territorios."  
(« L'aspect économique et culturel du pays est mis en valeur de façon différente suivant les territoires. ») Responsable, association ACOTUR – Colombie, extrait d'entretien du 11 juin 2019*

### 1.1.3 Le volet politique

L'instabilité politique de certains pays vient compromettre le développement d'un tourisme plus vertueux, soit car les gouvernements mettent du temps à mettre en place des actions en faveur d'un tourisme plus durable, soit car il existe, dans ces pays, un manque de rigueur en matière de réglementation touristique. Cet élément a été constaté par tous les acteurs.

*« D'un point de vue du tourisme au Vietnam, les autorités se qui les intéressent c'est que les touristes augmentent en flèche. Il n'y a pas de démarches de qualité mais de quantité. Pour l'instant c'est d'avoir des bourses d'investissements qui viennent au Vietnam. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« Les perceptions sont très différentes. Ensuite, partout il y a une ignorance forte, dans tous les domaines, de comprendre ce que ça veut dire mais si je devais prendre un comparatif c'est avec l'agriculture bio. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« Nous ne savons pas toujours quels sont les enjeux. Mais après deux ans de la démarche dans notre agence – les enjeux principaux sont liés aux infrastructures manquantes, la conscience et le manque des professionnels du tourisme responsable. » Responsable du pôle développement durable d'une agence réceptive Vietnamiennne, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

En d'autres termes, le sens de « tourisme responsable » est le même partout mais les pays n'avancent pas au même rythme et n'ont pas la même approche suivant le contexte socioculturel, économique et politique. Les perceptions sont différentes suivant les connaissances liées au développement durable et l'engagement politique pris par les autorités locales.

### 1.2 Les types d'acteurs touristiques en présence sur un territoire définissent les pratiques d'un tourisme responsable

Les thèmes 2 et 3 de nos analyses s'intègrent dans notre deuxième hypothèse. Elle est validée par les exemples de verbatim suivantes :

### 1.2.1 La connaissance des notions de tourisme durable et responsable vient varier les points de vues

Les notions de tourisme « responsable » et « durable » sont relativement nouvelles dans de nombreux pays car les acteurs ont des priorités différentes dans leurs perceptions et pratiques du tourisme responsable. Le tourisme responsable n'est donc pas encore connu à l'échelle internationale. Il est ainsi approprié de manière différente selon les acteurs.

*« C'est une très bonne question, le tourisme responsable et durable au Vietnam sont encore des notions nouvelles. Nous sommes encore des notions, nous avons notre charte de tourisme responsable mais nous sommes encore dans la première démarche. » Responsable du pôle développement durable d'une agence réceptive Vietnamiennne, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« En fait cela existe mais l'efficacité est à revoir. Les notions de voyage responsable et durable sont encore nouvelles au Vietnam. Alors pour le gouvernement et pour un ministère du tourisme, le temps de le faire et de l'appliquer c'est encore dans l'avenir. » Responsable du pôle développement durable d'une agence réceptive Vietnamiennne, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

### 1.2.2 L'implication est différente suivant les institutions publiques et privées, les organismes et l'intérêt des professionnels du tourisme

Dans certains pays, les politiques de développement durable sont loin dans les priorités ou bien en cours mais sans véritables actions concrètes mises en place.

Le discours des acteurs confirme cette hypothèse selon laquelle les **types d'acteurs touristiques en présence** sur un territoire définissent les pratiques d'un tourisme durable et responsable. De plus, ces notions sont encore floues pour les gouvernements, ils ne savent pas toujours comment s'y prendre ou comment intégrer en premier lieu un développement durable. En revanche, les acteurs en présence engagés pour un tourisme plus vertueux permettent un changement d'échelle important.

*« Finalement les territoires ils sont tous engagés en dehors du tourisme sur des politiques en matière de développement durable (gestion des déchets, de l'eau...), le tourisme prend conscience à l'échelle des territoires qu'il y a des enjeux en la matière. » Responsable projet – Atout France, extrait d'entretien du 15 juillet 2019*

*« Chacun en fonction de ses activités à un rôle à jouer et en fonction de ses moyens, ça va aller de l'hébergeur qui va avoir une attention particulière pour réduire ses déchets et donc réduire son empreinte carbone ou encore le TO qui va faire en sorte de s'associer vraiment avec les populations locales pour proposer des séjours qui bénéficient aux populations locales, donc chacun peut agir à son niveau, à son échelle. » Chargée de communication – RGSDF, extrait d'entretien du 15 juillet 2019.*

*« Certains pays ce sont déjà emparés du sujet et on mit en place des actions et pas que en plus pour les touristes – et c'est ce qui fait la force de ce genre de pratique – car si c'est juste appliqué au secteur touristique le côté responsable et durable il y a un risque que ce soit marketing alors que quand c'est la thématique de la préservation de l'environnement de manière générale appropriée par l'ensemble des acteurs, que c'est porté par la collectivité locale, sur le volet touristique c'est presque naturel. » Chargée de communication – RGSDF, extrait d'entretien du 15 juillet 2019.*

*« Si l'on prend la Bai d'Halong c'est le pire exemple qu'on puisse trouver. En Asie, les autorités ne font rien, que ce soit au Cambodge, c'est pareil. Toutes les initiatives viennent du privé. Ce sont des initiatives locales. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« [...] Ce serait intéressant qu'il y est aussi une ADN de tourisme durable visible. Il faut vraiment que les acteurs du tourisme, les pouvoirs publics quand ils réfléchissent tourisme, ils mettent vraiment comme pré-supposée que ce sera du tourisme durable et l'offre et la communication proposait sera en adéquation avec ça. » Chargée de communication – RGSDF, extrait d'entretien du 15 juillet 2019.*

*« L'implication des pouvoirs publics est inégale et elle n'est pas toujours très cohérente. »  
Responsable projet – Atout France, extrait d'entretien du 15 juillet 2019*

Autrement dit, un changement d'échelle est en cours mais les initiatives sont souvent plus importantes lorsqu'elles viennent des acteurs privés.

### 1.2.3 Des acteurs peuvent utiliser la notion de « durable » comme action marketing et non comme une plus-value pour le développement local

Pour certains organismes, les démarches de développement durable sont naturelles, elles sont dans leur ADN et s'inscrivent dans les premières étapes de quelconque projet. En revanche, pour d'autres, la concurrence en la matière et les enjeux environnementaux et sociaux actuels les poussent à agir.

*« Oui bien sûr, « responsable » tout le monde veut utiliser le concept donc les gens l'adaptent à leurs réalités et à leur business. Par exemple, il y a trois ans au Maroc on a organisé les journées nationales de tourisme responsable. Ça été fait à Sofitel, en disant voilà il faut rendre le tourisme responsable, et selon moi on le retourne dans tous les sens pour justifier le business, comme c'est devenu vendeur... Donc pour nous c'est une conception, si on veut mettre en place un service de tourisme responsable, c'est une conception de A à Z, c'est quelque chose qu'il ne faut pas confondre avec le tourisme classique. » Responsable d'une organisation non gouvernementale de tourisme responsable au Bénin, extrait d'entretien du 27 juin 2019*

### 1.3 L'organisation de la stratégie locale de collaboration

Les thèmes 2 et 3 de nos analyses s'intègrent dans notre troisième hypothèse. Cette dernière est validée par les exemples de verbatim suivantes :

#### 1.3.1 Un manque de synergie entre les acteurs locaux publics et privés

Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable dépendent de **la stratégie locale de collaboration**, des partenariats, des mises en réseaux, du statut des acteurs et de leurs fonctions.

*« Après, il y a des collègues qui travaillent un peu de la même façon, mais on travaille dans notre coin malheureusement. Il n'y a pas de réseau d'acteur du tourisme durable comme il y a en France vous au moins il y a une volonté, une synergie des acteurs. »*

*Responsable, réseau Casas del Perú – Pérou, extrait d'entretien du 3 juin 2019*

*« Nous on a les mêmes volonté, faire bénéficier les locaux etc., mais on se voit jamais et c'est dommage. Après le côté associatif péruvien fonctionne moins bien que le côté associatif français. Mais dès que l'on voit une association locale on va lui proposer de travailler ensemble. »*

*Responsable, réseau Casas del Perú – Pérou, extrait d'entretien du 3 juin 2019*

*« Après la difficulté dans les réceptifs qu'on a c'est qu'on se voit toujours comme des concurrents. Il y a vraiment du mal à partager nos idées. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« Quand on parle de durable dans nos produits on donne des critères sur nos produits, on va travailler avec telle ou telle famille mais je ne vais pas leur donner les familles avec qui je travaille. On doit faire attention à toutes ces choses-là. Et puis on peut avoir des concurrents pas très sympas. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

D'autres discours d'acteurs confirment que les stratégies locales de collaboration sont différentes entre les acteurs publics et privés. Un manque de cohésion au sein d'un pays entraîne des ralentissements quant à l'émergence d'un tourisme durable et responsable. Les acteurs ayant des connaissances de bases en développement local peuvent influencer fortement les pratiques (*exemple de l'ONG Éco-Bénin*).

### 1.3.2 La communication est différente suivant les membres et les partenaires des organismes

Le tourisme responsable est un état d'esprit qui se communique de différentes manières :

*« We are a united group, which shares the values of responsible tourism, even if we have different activities and different ideas on other issues »*

*(« Nous sommes un groupe uni, qui partage les valeurs du tourisme responsable, même si nous avons des activités différentes et des idées différentes sur d'autres questions. » Président de l'association AITR – Italie, extrait d'entretien du 13 août 2019*

*« [...] Maintenant on le valorise au niveau de la communication et pour nous c'est essentiel mais c'est une vision humaine au départ. Après les atouts ce n'est pas ça qui m'importe. Parce que le risque là-dedans c'est le greenwashing et ce qu'il faut c'est être cohérent. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

L'incompréhension entre les acteurs publics sur les principes de la communication mettant en avant ou non les démarches vertueuses de prestataires :

*« [...] C'est la question que j'avais posée à l'OT comme ils s'intéressent à l'écotourisme ils voulaient recenser tous les labels, peut être même développer leur propre démarches écotouristiques mais ils veulent faire une communication à part. Moi je leur disais, « pourquoi vous valorisez pas dans vos offres les prestataires qui ont des démarches vertueuses » et c'est là qu'ils ont bloqué et qu'ils ont dit « non on peut pas, on doit traiter tout le monde de la même manière ». Chargée de mission tourisme – Parc national des Cévennes, extrait d'entretien du 15 juillet 2019*

*« Toute notre communication est pour promouvoir les alternatives durables. Essayer d'orienter les visiteurs d'aller à un autre endroit moins saturé. Et si tu y vas à Goa essaie d'aller à une autre plage, à quelques kilomètres de là. On fait aussi cela. Parler à propos de nouvelles expériences durables et promouvoir les acteurs qui font ses efforts-là. » Responsable du réseau de tourisme responsable indien – Outlook Responsible tourism, extrait d'entretien du 29 mai 2019*

### 1.3.3 L'évaluation en tourisme responsable n'est pas évaluée de la même façon suivant les politiques territoriales et le type d'actions collectives

L'évaluation des impacts positifs n'est pas réalisée de la même manière suivant les organismes, et n'est pas effectuée de manière très formelle :

*« Oui nous évaluons, chaque année on essaye. Nous avons un outil d'évaluation pour évaluer les retombées, sur la partie environnementale et sociale. » Responsable d'une organisation non gouvernementale de tourisme responsable au Bénin, extrait d'entretien du 27 juin 2019*

*« On arrive à les évaluer de plus en plus, des choses ont vraiment changés. Après on a pas encore poussé suffisamment pour le principe d'évaluation. On n'est pas encore à un niveau d'expertise suffisante pour faire des évaluations. » Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam, extrait d'entretien du 4 juin 2019*

*« C'est encore trop tôt, peut être l'an prochain nous arriverons à vraiment évaluer nos impacts. [...] Mais on grandit d'années en années comme une communauté. Avec le WTM on est connecté à de plus en plus de monde. On ne célèbre pas juste des bonnes initiatives on parle d'elles. » Responsable du réseau de tourisme responsable indien – Outlook Responsible tourism, extrait d'entretien du 29 mai 2019*

Certains organismes travaillent avec *Travelife*<sup>69</sup> afin d'être formés et reconnus comme étant engagés vers un développement durable.

L'évaluation en tourisme responsable n'est pas formellement certifiée par des labels dans tous les organismes interrogés, mais la plupart sont des prestataires des membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) ou bien en cours de certification vers un label local.

---

<sup>69</sup> Travelife est une initiative de premier plan en matière de formation, de gestion et de certification pour les entreprises de tourisme engagées dans la voie du développement durable.

## 2. Synthèse des résultats à la vue des hypothèses de travail

Les informations ont été recueillies grâce aux entretiens menés. Il convient de mentionner que ces 15 entretiens ne nous permettent pas d’apporter un avis global sur les perceptions et les pratiques du tourisme responsable au sein des destinations.

Compte tenu des avis divergents au sein même d’un pays, les visions sont propres à chaque individu et de toute évidence, ce type de tourisme dit « responsable » s’intègre à toutes autres formes de tourisme existantes et surtout à chacun d’entre nous. Les perceptions du tourisme responsable et durable sont les mêmes chez la plupart des acteurs mais les pratiques sont différentes – suivant le contexte du territoire et l’ordre de priorité. Les 3 hypothèses se croisent et sont alimentées à travers les entretiens. Nous proposons ci-dessous un tableau avec le récapitulatif des entretiens réalisés ainsi que les hypothèses validées pour chacun d’entre eux.

Légende : **Hypothèse 1** – **Hypothèse 2** – **Hypothèse 3**

Tableau 11 : Totaux des entretiens qualitatifs réalisés et des hypothèses validées

ORGANISMES	DESTINATIONS							HYPOTHÈSES VALIDÉES
	BÉNIN	FRANCE	INDE	ITALIE	VIETNAM	PÉROU	COLOMBIE	
Agence réceptive					XX			
Consultant		X						
Entreprise sociale			X					
Fondation		X						
Institution		XXX						
ONG	X							
Réseau		X	X	X	X	X	X	
<b>TOTAUX</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>TOTAUX ENTRETIENS RÉALISÉS : 15 dont 2 hors destinations prioritaires (Colombie et Italie)</b>								

Le Vietnam et l'Inde sont les pays où se sont déroulés la plupart des entretiens, car les acteurs ont répondu plus facilement à nos sollicitations. En parallèle, nous avons réalisé 6 entretiens avec une catégorie d'experts français afin de comparer les analyses de l'étude. Dans tous les pays recensés, nous avons été en contact avec au moins un réseau d'acteurs engagés pour un tourisme responsable, et l'organisation non gouvernementale au Bénin fonctionne essentiellement comme un réseau également.

### CONCLUSION DU CHAPITRE 7 – PARTIE 3

Ce présent chapitre a permis de présenter les résultats obtenus après l'analyse du discours des acteurs interrogés.

Le tourisme responsable reste majoritairement impulsé à travers des initiatives privées locales des territoires en question.

Nous avons émis trois hypothèses illustrées par des commentaires, des pratiques d'experts et d'opérateurs du tourisme concernés par le tourisme responsable en France et à l'étranger. Cette étude de recherche appliquée nous a ainsi confirmé nos hypothèses.

## CHAPITRE 8 : APPROCHE COMPARATIVE DU TOURISME RESPONSABLE DANS LES DESTINATIONS PRIORITAIRES

À la vue des résultats des entretiens menés, l'approche du tourisme responsable est différente suivant les pays interrogés lors de l'étude. Ce présent chapitre vient présenter des exemples de fiches destinations réalisées au cours du stage et vient appuyer ces éléments de réponses. Les spécificités locales en matière de tourisme responsable et durable diffèrent suivant les pays, les régions, mais encore plus suivant les organismes. Après avoir analysé le discours des acteurs locaux nous souhaitons comparer le résultat de la production des fiches destinations avec l'étude menée au cours de notre mission de stage.

### 1. Les enjeux différenciés du tourisme responsable dans les destinations des membres de l'association

Une analyse comparative sur la diversité des points de vue issus des différences culturelles, des organisations et des stratégies nous semble intéressante à mener. Le discours des acteurs interrogés ne correspond pas toujours à la réalité du pays ou aux informations intégrées dans les fiches pays. La réglementation touristique des pays, les autorités locales, le régime politique ou encore l'organisme de voyage en question dépendent de multiples facteurs.

Certains continents comme l'Europe semblent avoir besoin de mesures structurées et d'une plus grande intervention des pouvoirs publics pour mettre en place et développer des mesures concrètes en matière de développement durable du tourisme. Cependant, le discours des acteurs français montre que les mesures ne sont pas toujours très cohérentes.

Concernant l'Amérique du sud, les deux réseaux péruvien et colombien interrogés montrent une corrélation entre leurs discours et les indicateurs développés dans la deuxième partie du mémoire sur l'indice de paix et de corruption.

La réalité du contexte social, économique et politique des pays reste cohérente avec les informations apportées dans ces fiches destinations.

Au Bénin et en Italie, le degré de maturité par rapport au sujet du tourisme responsable est très lié à l'histoire culturelle du pays. Ainsi, dans ces pays, ces questions constituent des préoccupations de longues dates, tandis qu'au Vietnam, le sujet est plus récent et émerge lentement. Dans le cas du Costa Rica, (*fiche destination en cours de construction*), leader mondial en matière de développement durable, cela s'inscrit dans son système socioculturel et cela malgré les problématiques sociales auxquelles est confronté le pays. Ainsi, les indicateurs mentionnés dans les fiches pays peuvent être comparés au discours des acteurs interrogés.

On remarque parfois une incohérence entre le discours ON et OFF, ce qui nous confirme que les acteurs se sont relativement bien confiés lors des entretiens, avec une grande liberté de parole, alors que dans certains communiqués public, leur discours et leur appréhension du sujet étaient plus fermés, ou au contraire très ambitieux face à la réalité du terrain.

## 2. Présentation des fiches destinations prioritaires réparties dans 4 continents

Nous présentons ci-dessous 4 fiches pays réalisées parmi les 10 destinations prioritaires.

Les autres seront disponibles en ANNEXE F :

- Europe (**France** – Islande *disponible en annexe*)
- Afrique (**Bénin** – Maroc *disponible en annexe*)
- Amérique Latine (**Pérou** – Cuba *disponible en annexe*)
- Asie (**Indonésie** – Inde – Sri Lanka – Vietnam *disponibles en annexe*)

## FICHE BÉNIN

« *Celui qui a planté un arbre avant de mourir n'a pas vécu inutilement* » – Proverbe béninois

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

La république du Bénin est un pays d'Afrique de l'Ouest, avec une superficie de 112 622 km<sup>2</sup> s'étendant sur 700 km. Le pays fait partie de la CÉDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Les pays voisins sont le Togo à l'ouest, le Nigeria à l'est, et au nord le Niger et le Burkina Faso.

Population : 11,5 millions (2018)

Densité : 100 hab/km<sup>2</sup> (2017)

Indice de développement humain (2016) : 167ème sur 188 pays

Capitale administrative : Porto-Novo

Capitale économique : Cotonou

Villes principales : Cotonou, Djougou, Parakou, Abomey

Langue officielle : français

Langue(s) courante(s) : français, fon, yoruba. Une soixante de langues sont parlées au sein du pays.

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 2,5 visiteurs pour 100 habitants

Effets positifs du tourisme : Revenus directs et indirects pour la population locale, dans les activités de tourisme communautaire : gestion du tourisme par les habitants, sensibilisation des habitants à la préservation de leur environnement, développement économique, valorisation et préservation de la culture locale

Effets négatifs du tourisme : Uniformisation des modes de vies occidentales, urbanisation importante sur le littoral constitue une des causes de la dégradation des milieux : érosion côtière, rejets des eaux usées, prélèvement de sable. Les planifications et schéma directeur d'aménagement n'ont pas encore réussi à freiner ces tendances.

Enjeux majeurs (selon ATR) : Gestion de la ressource en eau, traitement des déchets, développement touristique du pays de manière juste et contrôlée, développement économique local, la place de la femme dans la société, autonomisation des femmes, diversification de l'économie pour lancer le pays sur la voie d'un développement plus durable, la mise en œuvre de formes de tourisme intégrant les aspects environnementaux, la réflexion sur des normes environnementales de construction et d'équipement, la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, de l'eau, des détergents, le recours aux énergies renouvelables

Le Bénin possède un potentiel méconnu en termes de tourisme et de patrimoine. Aujourd'hui, moins de 5% de ce potentiel est exploité, et cela malgré des liens forts entre l'histoire du Bénin et l'histoire du monde.

Le pays a l'objectif de révéler le Bénin au monde, mais aussi de faire du tourisme un moteur de développement économique au service de la population béninoise, tout en offrant de réelles opportunités pour les acteurs internationaux. » (ANPT)



Source : Double Sens

### Labels et réseaux locaux

L'Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT), a pour mission de faire du Bénin une des destinations phares en Afrique de l'Ouest. Pour cela, son rôle est de mettre en valeur le patrimoine naturel, historique et culturel. L'ONG Benin Ecotourism Concern (Eco-Benin), créée en 1999. Promotion de projets d'écotourisme et de développement local. Très engagé, disposant de ces propres « 10 commandements de l'écotourisme ».

La Fédération Béninoise des Organisations de Tourisme Responsable et Solidaire (FBO-TRS), elle regroupe les acteurs engagés dans le tourisme responsable et solidaire au Bénin. Cette dernière dispose de son propre label : Bénin Tourisme Équitable (BTE) – marque de tourisme équitable au Bénin. Biodiversité et Cultures du Bénin (BCB), programme de l'ONG Cerget (Centre de recherche pour la gestion de la biodiversité et du territoire) qui œuvre pour le développement durable. Ce programme avec les populations locales se traduit par des missions d'écovolontariat et des circuits d'écotourisme.

### Système politique et juridique

**Infos et histoire du régime :** L'histoire de la République du Bénin est souvent confondue avec celle du Royaume du Bénin, mais n'en est pas moins riche pour autant.

Le Bénin fait parti des pays des premiers pays démocratiques en Afrique depuis 1990. Il dispose d'une certaine stabilité politique et des ressources naturelles bien protégés dans certaines zones du pays.

Le pays peut miser sur le tourisme comme le fait le gouvernement actuel et en profiter pour s'adapter aux effets du changement climatique - Programme du plan climat du gouvernement. (Eco- Bénin)

Le président de la République est élu à la majorité absolue pour cinq ans et peut exécuter deux mandats.

L'actuel président de la République est Patrice Talon (depuis 2016). Une réforme du système des partis votée en septembre 2018 par l'Assemblée nationale a obligé plusieurs partis et mouvements politiques à fusionner pour se conformer à une nouvelle Charte des partis politiques. Le pays compte désormais une dizaine de partis reconnus par l'État contre plus de 200 partis recensés avant la réforme.

**Le respect des droits humains :** Le rapport d'Amnesty International indique que les autorités ont continué de restreindre les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Le Bénin a rejoint la campagne de l'Union Africaine pour mettre fin au mariage des enfants.

#### Droit du tourisme :

Le droit malien est issu de la réglementation nationale, des conventions internationales ainsi que des textes adoptés par les principales organisations panafricaines suivantes dont le Bénin est membre :

- l'UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- la CEDEAO : Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- l'OHADA : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
- l'OAPI : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
- la CIMA : Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance
- l'UA : Union Africaine

Les projets touristiques du pays reposent sur une approche durable. L'objectif est de doter le pays d'une vision à long terme en matière de tourisme afin qu'il soit durable et bénéfique à tous.

L'Agence Nationale de promotion des Patrimoines et de développement du Tourisme (ANPT) à une approche reposant sur trois aspects :

- Un **plan économique**, une croissance inclusive, avec la création de milliers d'emplois pour tous et la participation des béninois au développement de l'industrie, notamment à travers des programmes de formation
- Un **point de vue culturel**, la préservation et la promotion la diversité et l'identité unique du Bénin,
- Un **plan environnemental**, avec la préservation et le développement des espaces naturels béninois.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 40/100 (85e rang sur 180 pays)*

### Économie

Le tourisme ne représente que **0,7%** du PIB, soit 7 milliards de francs CFA de recettes en 2016.

En 2014 ce secteur employait 48 000 personnes, soit 2,20 % de l'emploi (Tourism Data of Africa)

*Part des secteurs d'activités dans le PIB (2017) :* secteur primaire : 25% - secteur secondaire : 25% - secteur tertiaire : 50%.

PIB : 9,4 Mds \$ (2017)

PIB par habitant (2017) : 842 \$

Le pays a attiré **267 000** touristes en 2016 et constitue la deuxième source nationale de rentrées de devises et le troisième employeur du pays, après l'agriculture et le commerce.

Le pays manquait de moyens pour se développer mais depuis 2015 de nouvelles perspectives se dessinent avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale et celui du gouvernement, déterminé à faire du tourisme un vecteur de croissance et d'emploi. Le Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme (MCAT) est son ministère de tutelle.

Salaire moyen mensuel : 39776,6 Franc CFA (60 euros)

Recettes du tourisme : 0,7 % de son PIB en 2016

## Société

Parmi les peuples qui se sont installés au Bénin, trois groupes ont joué un rôle central dans l'histoire du pays : **les Adja** dans le Sud, **les Yotuba**, originaires de l'actuel Nigeria et les **Bariba**, des cavaliers venus du Nigeria.

Vers 1556, les premiers Européens arrivent à Savi, capitale du royaume des Xweda. La traite des esclaves commence dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle afin de remédier aux besoins de main-d'œuvre survenus sur le continent américain.

À l'arrivée des premiers Européens, le Bénin est divisé en royaumes et chefferies dont le plus important est le royaume d'Agbomé (Abomey), qui a véritablement influencé l'histoire du Sud du Bénin.

À cette époque, la République du Dahomey est en place : avec la constitution de 1946, le pouvoir des gouverneurs diminue et les Dahoméens sont de plus en plus impliqués dans la direction du pays. C'est en 1958 que la république est proclamée mais le Dahomey fait encore partie de la Communauté française. Il n'accède à l'indépendance qu'en 1960. Il s'agit alors d'un état fragile et une longue période d'instabilité politique débute.

En 1963, des grèves et manifestations d'étudiants provoquent la chute du gouvernement, alors confié au colonel Christophe Soglo. Dix ans plus tard, l'armée prend le pouvoir et dissout le Conseil présidentiel et l'Assemblée nationale. Une nouvelle constitution est créée : le Conseil national de la révolution (1973). Mais elle connaît d'énormes difficultés, laissant place à une nouvelle constitution puis en 1991, au Bénin démocratique qui instaure les élections législatives.

Aujourd'hui, le Bénin possède une image très forte de pays démocratique dans toute l'Afrique subsaharienne. Selon les experts nationaux, il peut être considéré comme le plus stable de par ses institutions constitutionnelle et politique.

Les secteurs de l'éducation et de la santé absorbent une part importante des dépenses publiques (23 et 7 % en moyenne).

Une gestion plus efficace des dépenses publiques et une répartition géographique plus équitable des ressources permettraient de baisser le taux de pauvreté et de rendre la croissance plus inclusive.

## Culture

La religion dominante est l'animisme, cependant, le christianisme (catholiques et protestants) est pratiqué par près de 43 % de la population et l'islam par 24 %. Le Bénin est le berceau du vodoun, culte voué à un ensemble de divinités présentes partout, qui s'est par la suite développé aux Antilles et au Brésil avec l'arrivée des esclaves.

Animisme : Cette croyance reconnaît l'existence d'une force vitale dans les êtres naturels, que ce soit l'homme, l'animal, un arbre ou une rivière. Les rites animistes cherchent donc à capter ces forces vitales qui habitent l'univers et peuvent assurer la sécurité et l'amélioration des conditions de vie. L'attachement aux croyances traditionnelles est très vif dans la majorité des populations.

## Environnement

Face à la pression démographique et à ses impacts sur les ressources naturelles, le pays a mis en place une politique environnementale volontariste visant deux grands objectifs nationaux : changer les comportements, notamment par une conscientisation de tous les Béninois : acquérir la capacité de suivre avec précision l'évolution des ressources naturelles et de la biodiversité et optimiser leur gestion. (Commission Européenne – Bénin)

Le parc de la Pendjari, au nord du pays est la dernière grande réserve animalière d'Afrique de l'Ouest.

Le tourisme est l'un des piliers de l'économie béninoise. Depuis 2017, la fréquentation du parc est repartie à la hausse avec une moyenne de 7 000 visiteurs par an.

La réserve naturelle communautaire de la vallée du sitatunga (Abomey Calavi) promeut l'agriculture intégrée, l'agriculture paysanne et la protection de l'environnement. L'ONG cherche à développer l'éco-tourisme avec la participation des populations locales.

## Gestion des déchets

Au Bénin, la gestion des déchets solides ménagers est assurée par un des services de la mairie. A Cotonou, il s'agit des services techniques de la mairie avec l'aide des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Cependant, la gestion reste un problème crucial dans tout le pays. La production nationale de déchets solides était évaluée à 342 000 tonnes en 1998, en constante augmentation. Cotonou est le plus grand producteur avec 60 % de ce tonnage soit 570 tonnes par jour (2001). La ville produit environ 708 tonnes de déchets ménagers par jour.

## Surfréquentation

Le pays ne fait pas face à des problèmes de surfréquentation mais plutôt à une mauvaise gestion de certains sites car la population locale subit les aléas des touristes notamment sur le site de Ganvié, 1<sup>er</sup> site touristique du Bénin.

Les biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font toutefois l'objet de vigilance :

Culturel : Palais royaux d'Abomey (1985)

Naturel : Le Parc de la Pendjari (1996,2017)

Quelques exemple de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- Cité Lacustre de Ganvié (1996)
- La ville d'Ouidah : quartiers anciens et Route de l'Esclave (1996)
- La ville de Porto-Novo : quartiers anciens et Palais Royal (1996)
- La Réserve W du Niger et l'habitat vernaculaire du nord Bénin (1996)
- Village souterrain d'Agongointo-Zoungoudo (1998)

La Bouche du Roy située dans les communes de Grand-Popo et de Comé s'étend sur une superficie de 9 678 hectares. Créée en 2016, elle dispose d'écosystèmes tels que des mangroves, l'île aux oiseaux, l'île aux sels, l'embouchure et les tortues marines constituant quelques attraits naturels de ce site inclus dans le réseau mondial des réserves MAB-UNESCO depuis le 14 juin 2017. Elle est actuellement l'une des attractions naturelles les plus connues du pays.

En avril 2019, l'ONG Eco-Benin a entrepris une démarche visant à définir un cadre réglementaire pour les activités touristiques aux fins d'une gestion durable des ressources de l'ACCB la Bouche du Roy.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du programme "Ressources Partagées Solutions Communes" qui est mis en œuvre dans le delta du Mono par Eco-Benin.

L'objectif du programme est d'améliorer les politiques d'applications des textes et lois pour la protection et la promotion des ressources naturelles. L'accès au site est subordonné à la présentation d'un ticket d'entrée payable dans un bureau d'accueil et d'information et aux respects de plusieurs règles dont l'infraction implique des sanctions (le non-port de permis ou ticket d'entrée est sanctionné par une amende allant à 150 000 FCFA).

Le circuit Biodiversité et vie socio-économique coûtent respectivement 10.000 FCFA et 12.500 FCFA par personne en dehors des frais de location de barque. Le prix des circuits est reparti par catégories d'acteurs. Le salaire du guide, l'entretien du circuit et aménagement, l'association Doukpo pour son fonctionnement et surveillance, l'appui conseil et autres acteurs impliqués représentent les différentes lignes de répartition du prix du circuit. » ([Éco-Bénin](#))

### Changements climatiques

Le changement climatique a des effets néfastes sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance au Bénin. Environ 70% de la population, notamment dans les milieux ruraux, qui ne vivent que de l'agriculture. Pour réduire la vulnérabilité des populations aux impacts négatifs du changement climatique, le Gouvernement du Bénin vient de mettre en place le projet « moyens de subsistance durables. »

Le projet vise à renforcer les capacités des municipalités, des départements, et de tous les ministères concernés, à intégrer les risques et possibilités liés aux changements climatiques dans les processus de planification du développement et de budgétisation :

- Réduire la vulnérabilité des communautés ciblées, aux impacts négatifs du changement climatique, par la formation technique et des investissements intelligents dans les infrastructures de production agricole et de gestion de l'eau
- Améliorer les capacités d'adaptation des collectivités ciblées, par l'appui à la diversification de leurs activités génératrices de revenus. (PNUD)

**ATR** recommande aux touristes de **voyager moins et mieux**, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélér la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

**Indice climat** : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = **1000 km pour se rendre au Bénin / 10 jours de séjour = 100**

### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Respect des traditions et de la culture vaudou
- Respect de la salutation, plus particulièrement dans les villages

### Bonnes pratiques

- Mettre en place un affichage des gestes « écoresponsables » dans chaque hébergement

### Plus d'informations

- France Diplomatie : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/benin/presentation-du-benin/>
- Amnesty International (droits des hommes) : <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/benin/report-benin/>
- Office de tourisme du Bénin : <https://benin-tourisme.com>
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Thèse : gestion des déchets Bénin : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00564740/document>
- Indice mondiale de paix 2018 : <https://www.transparency.org/cpi2018>
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- **Indice mondiale paix 2018 : 69/163 pays (France : 61/163)**

## FICHE PÉROU

« Si la tierra pertenece a su dueño, el paisaje es para quien la mira »

Proverbe péruvien qui signifie « Si la terre appartient à son propriétaire, le paysage, lui, est à celui qui le regarde »

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

Situé à l'ouest de l'Amérique du sud, entouré au nord par l'Équateur et la Colombie, à l'est par le Brésil et la Bolivie, au sud par le Chili et enfin à l'ouest par l'océan pacifique.

**Histoire :** Les premières traces de présence humaine au Pérou remontent à au moins 20 000 ans avant notre ère. À partir de 1250 av. J.-C., plusieurs civilisations sont venues du nord, parmi elles les Chavins, les Chimús s'établirent dans la région. Les Incas, une tribu guerrière du Sud de la Sierra, se déplacèrent peu à peu vers le nord de la région jusqu'à la vallée fertile de Cuzco entre 1100 et 1300. Au début du XVIème siècle, les conquistadors espagnol Francisco Pizarro et Diego de Almagro débarquèrent au Pérou. La domination espagnole a duré environ 200 ans et a connue plusieurs formes de contrôle. Ainsi, de nombreux soulèvements autochtones éclatèrent, dont le plus important est celui mené par l'indien Tupac Amaru, en 1780.

**Population :** 32 millions d'habitants en 2018 (Densité : 23,63 hab./km<sup>2</sup>)

**Indice de développement humain :** 0,734 (84ème rang sur 188 pays)

2016 : 3,7 millions (OMT)

2017 : 4 millions (OMT)

2018 : 4,4 millions de visiteurs étrangers, dont plus de 100 000 français.

2008 : 1 948 660 de visiteurs étrangers, dont plus de 62 901 français

**Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 13,5 visiteurs pour 100 habitants**

Effets positifs du tourisme : revenus directs et indirects pour la population locale, sensibilisation des habitants à la préservation de leur environnement, développement économique, valorisation des cultures locales, autonomisation des femmes...

Effets négatifs du tourisme : manque de reconnaissance et d'implication des communautés indigènes, législation touristique trop légère concernant les licences des agences de voyages, mauvaise gestion touristique sur certains sites (surfréquentation importante, notamment au Machu Picchu), paradoxe entre la volonté de protéger l'environnement et l'économie locale, manque de promotion touristique sur le nord du pays

Enjeux majeurs (selon ATR) : gestion de la ressource en eau, traitement des déchets, formation touristique des professionnelles aux compétences de base de l'accueil et aux enjeux et bonnes pratiques de tourisme responsable



Source : Allibert Trekking

Labels et réseaux locaux

Le réseau « Turismo de Aventura, Ecoturismo y Turismo Especializado en el Perú » (Tourisme d'aventure, écotourisme et tourisme spécialisé au Pérou), les membres associés adhèrent au code de déontologie de l'APTAE, qui est aligné sur le code de déontologie du tourisme de l'Organisation mondiale du tourisme. D'autres collectifs existent au Pérou, comme Casas del Peru, premier réseau de chambres d'hôtes au Pérou, avec sa propre charte éthique du tourisme durable, qui coordonne localement la journée mondiale du tourisme responsable.

Red de Conservación Voluntaria de Amazonas, vise à renforcer le tourisme durable dans les zones du réseau AMA (Amazonas Amamos a la naturaleza). Nugkui est une association créée et dirigée par les femmes Awajuns (autochtones) d'Amazonie du Pérou. L'ONG Ciudad Saludable est spécialisée sur la gestion des déchets.

### Systeme politique et juridique

L'instabilité politique du pays a conduit dans les années 1945 à 1980 à des successions de coups d'État militaires. Ainsi, le Gouvernement de Fernando Belaunde impose sa loi par la terreur dans les communautés paysannes de l'Altiplano dans les années 70. Cette dictature militaire plonge à nouveau le pays dans de violentes crises économiques. À ce même moment, deux mouvements terroristes émergent, le Sentier Lumineux et le Mouvement Révolutionnaire de Túpac Amaru (MRTA).

Le Pérou souffre d'un important problème de corruption des instances politiques qui transparaît au travers du scandale Odebrecht (affaire de corruption entre l'entreprise de BTP brésilienne Odebrecht et des personnalités politiques de tout bord, notamment des chefs d'États, principalement d'Amérique latine, ainsi qu'avec Petrobras). Ceci débouche sur l'opération Lava Jato, 5 des 7 derniers présidents sont actuellement en prison ou en procédure de jugement. Cette pression se ressent dans la gestion de projets locaux comme la création de l'aéroport de Chinchero (région de Cusco). Ce fort sentiment de corruption est également présent dans le système juridique, au régime démocratique.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 35/100 (105e rang sur 180 pays)*

**Droit du tourisme :** obtention de la Licence d'agent de voyage obligatoire pour l'exercice de l'activité (renouvelables tous les 5 ans) Les agences réceptives peuvent en faire la demande auprès du Ministère du tourisme (The Peruvian Minister of Foreign Trade and Tourism) et de l'Institut National de Ressources Naturelles (INRENA - Instituto Nacional de Recursos Naturales) branche du Ministère de l'environnement (The Peruvian national environment authority, créée en 2008).

**Licence trekking :** Il n'existe pas de licence de trekking proposée au Pérou. Par ailleurs, une inspection annuelle très stricte est réalisée pour être accrédité afin d'envoyer des clients sur le chemin de l'Inca (fréquentations extrêmement contrôlées depuis 2004 : [www.chemin-inca.com](http://www.chemin-inca.com))

**Assurance Responsabilité Civile :** L'obtention de l'Assurance Responsabilité Civile n'est pas obligatoire pour l'exercice de l'activité au Pérou.

À ce jour, il semble n'existe pas de véritable ARC (peu adaptée au secteur du tourisme et peu connue des acteurs touristiques locaux).

Par ailleurs, possibilité de souscrire à une assurance transport et à une assurance contre les dommages matériels (compagnies d'assurance privée) – Assurance MAPFRE pour un montant de 15 000 USD. La Positiva ([www.lapositiva.com.pe](http://www.lapositiva.com.pe)) et Alianza (<http://www1.alianza.com.bo/>) sont les deux compagnies d'assurance (privées) les plus reconnues pour couvrir ces deux types d'assurances.

**Associations de guides :** AGMP - Asociación de Guías de Montaña del Perú – RA (Région Ancash) : association civile péruvienne regroupant les guides de montagne officiels de la région d'Ancash, titulaires de la certification IFMGA-UIAGM (Fédération internationale des associations de guides de montagne et Union Internationale des Associations de Guide de Montagne) qui exercent leur profession principalement dans les régions de la Cordilleras Blanca et de Huayhuash et parfois à travers le Pérou et l'Amérique du Sud. L'AGMP est la seule entité à réunir des guides professionnels officiels de montagne, qui ont suivi un processus de formation professionnelle complète qui les habilite sous le titre professionnel de guides de montagne officiels à exercer cette profession. Au Pérou, la profession de guide de montagne ne doit être exercée que par des guides professionnels officiels. AGOTUR (Asociación de Guías Oficiales de Turismo de Arequipa) est un groupe syndical.

### Économie

Depuis plus de dix ans, le Pérou connaît une croissance remarquable. Son économie est même l'une des plus performantes du continent sud-américain, portée par l'exploitation des ressources minières, la pêche, le tourisme et l'agriculture. Cependant, ce dynamisme ne profite pas à tous : l'extrême pauvreté perdure et les infrastructures se développent de manière inégale entre les régions (Agence Française de Développement).

Le tourisme a commencé à se développer dans les années 1990 grâce à la stabilisation de l'économie et à la construction d'infrastructures touristiques. À présent, le tourisme est la 3ème plus importante industrie du pays après la pêche et l'activité minière.

En 2018, 4,4 millions de visiteurs étrangers, soit une augmentation de 5% par rapport à 2017.

Au moins 50% de ces touristes venaient du Chili et des États-Unis. Il faut aussi y ajouter 7 189 344 visiteurs nationaux (domestiques) en 2017.

3,7 de visiteurs en en 2016 et 4 millions de visiteurs en 2017

Prévisions : 7 millions en 2021 (MINCETUR)

PIB 2017 : 3,8% (WTTC)

**Nombre d'emplois :** en 2017, le secteur a généré 400 000 emplois directs

Salaires moyen mensuel : 1565 soles soit, 412.65 €. La différence avec le salaire moyen en France est de 78%.

Recettes du tourisme : 4,9 milliards de dollars américains en 2018.

Pourboire : La question des pourboires est laissée à l'appréciation des clients, en fonction de la qualité de l'attention reçue, de l'intensité du travail fourni, mais aussi de la durée du service. Environ 5 \$ us/ jour/pers pour les services d'un guide et pour le chauffeur 2 \$ us.

### Société

« Paysages soufflés par le vent, Cordillère des Andes, pics impressionnants et leurs lagunes, paysans en tenue folklorique, lamas dans les plaines et flûtes de pan. La carte postale andine qu'on a tous en tête existe, mais n'est qu'une facette du triptyque qui compose le Pérou sur toute sa longueur » - (Guide Tao sur le Pérou)

Les communautés indigènes au Pérou sont peu représentées à certains endroits et ne prennent pas toujours part aux décisions de gestion touristique.

### Culture

Le grand héritage culturel du Pérou antique s'exprime en partie dans la variété de langues qui coexistent sur son territoire.

Ethnies : Indigènes (essentiellement Quechuas et Aymaras) 45 %, Métis 37 %, Européens 15 %, immigrés asiatiques et sud-américains 3 %

Langues : espagnol (officielle), quechua, aymara, langues amazoniennes

Religions : catholiques 88 %, protestants 9 %

Actions recommandées pour favoriser les rencontres avec les communautés locales : rejoindre des associations locales qui mettront en relation les communautés locales et les visiteurs. Garder l'esprit ouvert.

### Environnement

Le pays s'engage à protéger plus de 17 millions d'hectares du biome amazonien (ensemble d'écosystèmes caractéristique de l'Amazonie: la plus grande forêt tropicale au monde, dotée d'une biodiversité exceptionnelle, lieu de vie et source d'emploi et de revenus pour des millions de personnes). En tout, 140 millions de dollars seront affectés à la gestion de 38 zones naturelles protégées (ANP).

Création en 2008 d'un Ministère (législation et institutions environnementales) :

Deux branches du Ministère - gestion du patrimoine naturel et historique :

- INRENA (institut national des ressources naturelles) [www.inrena.org](http://www.inrena.org). Il gère la plupart des aires protégées. Cependant, un nombre croissant d'entre elles est administré par les communautés autochtones et par des associations de protection de la nature (cordillère Huayhuash).

- SERNAM (service national des zones naturelles protégées) <http://www.sernanp.gob.pe/sernanp/>

Ressources en eau : Le Pérou possède d'importantes ressources en eau, dont près de 80% provient de la région amazonienne, mais le taux de couverture de la population en eau potable et en assainissement (collecte des eaux usées) reste insuffisant (seuls 5% des ressources sont exploités).

Zone à risques : la côte pacifique ; populations rurales qui n'ont pas accès à l'eau. Pour améliorer cette situation, le programme « Agua para Todos » a été mis en place par le gouvernement sur la période 2006-2015, afin de renforcer la couverture en eau potable et en assainissement des populations urbaines et rurales (programmes de traitement des eaux usées, de désalinisation). Les projets en zone rurale s'inscrivent notamment dans le cadre du Programme National d'Eau et d'Assainissement en zone rurale (PRONASAR), développé depuis 2004 avec l'appui de la Banque Mondiale.

Gestion du bois : Jusqu'en 2000, la déforestation en Amazonie péruvienne a atteint 7,2 millions d'hectares. Les principales causes de la déforestation sont liées aux activités agricoles et d'élevage, à la construction de routes et à l'exploitation minière informelle.

Le Ministère de l'Environnement a élaboré un programme national de conservation des forêts (approuvé par décret en juillet 2010), couvrant 54 millions d'hectares, sous la supervision du Service national des aires naturelles protégées (Sernanp).

Le gouvernement péruvien a annoncé un objectif national volontaire de déforestation net de 0 d'ici 2021. La lutte contre la déforestation va passer par une politique nationale de prévention visant à décourager les activités illégales d'arrachage et de brûlage des forêts, en coordination avec le Ministère de l'Agriculture. De plus, le gouvernement péruvien entend bénéficier de financements internationaux et de mécanismes de type MDP (Mécanisme de Développement Propre) et REDD (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts) dans le cadre du protocole de Kyoto. Les zones concernées par les activités touristiques sont souvent peu boisées et concernées par la déforestation traditionnelle. Selon le projet de Pur Projet « Conservation de la forêt », les communautés dépendantes de ces forêts sont les acteurs et gestionnaires principaux de ces activités. « Les crédits carbone sont utilisés par les communautés locales pour développer une série d'activités économiques durables, tels que des produits issus de la forêt, l'agroforesterie, des infrastructures d'écotourisme, du micro-crédit et des moyens de communication locaux ainsi que d'autres activités socio-économiques, culturelles et environnementales. »

### Gestion des déchets

Les municipalités sont encore peu mobilisées sur la gestion et le traitement des déchets. Plan national de gestion intégrée des déchets solides : (actualisation en 2008) - bénéficie d'un financement français. Au Pérou, plus de sept millions et demi de tonnes de déchets solides sont générés chaque année, dont 64% proviennent de ménages.

D'ici 2025, jusqu'à 36 000 tonnes de déchets seront générées par jour. À Lima, environ 9 000 tonnes de déchets sont générées chaque jour, dont 4% seulement sont recyclés.

Si le tourisme ne génère qu'une petite partie des déchets, les autorités ont intégré les enjeux de propreté pour la qualité de l'expérience de ses visiteurs et ont pris les devants à travers notamment une opération nettoyage en mars 2017 sur le site archéologique Chan Chan (dans la province de Trujillo), un bien culturel inscrit sur la liste des patrimoines en périls.

#### Actions de progrès proposées par ATR :

Sensibilisation du personnel et des voyageurs : actions ponctuelles de nettoyage.

Déchets organiques : traitement sur place (enfouissement ou animaux)

Déchets combustibles (hors déchets localement recyclables) : incinération sur place

Déchets non combustibles (boîtes de conserve, etc.) : les rapporter dans les grandes villes

Déchets non recyclables (piles, aérosols, etc.) : sensibiliser les clients pour qu'ils rapportent les leurs en France.

#### Surfréquentation

Le site du Machu Picchu est victime d'une surfréquentation touristique. La période de plus grande affluence est de 10h à 14h. Une régulation du flux a été mise en place récemment pour limiter la présence simultanée d'un trop grand nombre de visiteurs, avec deux tranches horaires de visites avec un quota à 2500 personnes accueillies, entre 6h et 12h puis entre 12h et 17h30. Le nouvel aéroport dans le village de Chinchero risque toutefois d'engendrer un flux de visiteurs encore plus important. Le site pourrait à terme être inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril.

Il existe d'autres sites archéologiques moins surfréquentés et méconnus. Ces derniers peuvent faire l'objet de visites « alternatives » et hors des sentiers battus, notamment dans le nord du pays. région Amazonas : La cité fortifiée archéologique de Kuelap (Le Machu Picchu du Nord), région Ancash : Le site archéologique de Chavin de Huantar, région Cajamarca : Site Archéologique de Cumbemayo, région Lambayeque : Le site de Tucume, région Libertad : Huaca de la Luna ou Temple de la Lune.

Actuellement 12 sites sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. D'autres sites sont aussi inscrits sur la liste indicative de l'UNESCO : le centre historique de la ville de Trujillo, le site archéologique de Pachacamac, le centre historique de Cajamarca, et la cité fortifiée archéologique de Kuelap.

#### Changements climatiques

Le pays est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Ce dernier produit moins de 1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre mais il souhaite participer à l'effort collectif de réduction des émissions et a établi une stratégie nationale, orientée principalement sur la lutte contre la déforestation et sur le développement des énergies renouvelables.

Dans la région de Huancayo, dans les Andes, un projet de promotion des cultures traditionnelles de pommes de terre et quinoa permet d'améliorer la résilience au changement climatique des communautés menacées par la fonte du glacier Huaytapallana.

Ces 35 dernières années, les glaciers y ont fondu de 22 %, ce qui correspond à 7 milliards de m<sup>3</sup> d'eau, soit l'équivalent de la consommation d'eau décennale de la capitale Lima. Il est en outre à craindre que, d'ici 2025, les glaciers situés à moins de 5.500 m d'altitude aient complètement disparu. Le ministère péruvien de l'Environnement a entretemps mis en place, avec l'aide de la Coopération belge, un programme de grande envergure (PRODERN) afin de faire face aux effets du changement climatique.

Le Pérou a perdu plus de 40% de ses glaciers en quelques années. La plupart des sources d'eau proviennent de glaciers tropicaux ayant subi les conséquences du changement climatique. La géographie du Pérou est plus exposée aux catastrophes naturelles, telles que les inondations. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, 67% des catastrophes naturelles dans le pays, telles que les huacos, les gelées et les sécheresses, sont liées au climat. On estime qu'environ 5 millions de Péruviens sont vulnérables. Le site archéologique Chan Chan a été classé en péril lorsqu'il fut inscrit au Patrimoine Mondial de l'UNESCO car les constructions en adobe (argile) sont facilement endommagées par les fortes pluies et l'érosion.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO<sub>2</sub> liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

Indice climat ATR propose de corréler la distance approximative parcourue (nombre de kilomètres parcourus par le voyageur français pour arriver à destination / durée de son séjour) : 1980 pour 5 jours, 660 pour 15 jours et 396 pour 25 jours. A titre de comparaison, un voyage de 5 jours au Maroc correspond à un indice de 600, et un voyage de 25 jours en Indonésie à un indice de 500.

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- L'environnement est particulièrement fragile au Pérou d'autant que le pays n'est pas nécessairement équipé pour optimiser les ressources et gérer les déchets et le traitement des eaux usées. Les voyageurs sont invités à être vigilant et à adopter des comportements respectueux de la nature.
- Faire attention à sa consommation d'eau (privilégier les douches rapides)
- Respecter des mesures simples avant un départ : retirer les emballages superflus (savons, bouteilles)
- Privilégier l'achat de produits frais achetés localement (à la place de conserves ou de produits emballés) pour favoriser l'économie locale et éviter un surplus d'emballages
- Privilégier l'utilisation du micropur, sondes antibactériennes ou eau bouillie (thé, etc.) lors des randonnées
- Ne pas se laver à moins de 100 m des cours d'eau (pour éviter les pollutions en cas d'absence d'assainissement)

- Éviter de jeter des déchets dans l'eau, et maîtriser le rejet d'eaux usées
- Choisir des fournisseurs (hôtel, guesthouse, etc.) écoresponsables : sélectionner des hébergements qui ont une bonne gestion des ressources d'eau : installation de pommes de douche à débit minimum, de toilettes à débit restreint, conservation des draps et serviettes par les clients qui séjournent plusieurs jours afin de réduire la fréquence de lavage du linge, électrolyse au sel des piscines,
- Respecter la réglementation et les usages en vigueur dans les parcs nationaux et les espaces protégés

#### Bonnes pratiques

- La fourniture d'une gourde à tous les participants
- La mise en place de bonbonnes à eau pour les participants
- En pique-nique, afin de réduire le plastique, trouver des alternatives comme des ustensiles lavables et/ou conçus avec des matériaux recyclables

#### Plus d'informations

Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/perou/>

Recommandations pour voyager responsable et rubrique Que faire ? de l'Agence de développement touristique du Pérou

Fiche descriptive du pays proposée par l'Agence Française de Développement : <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/perou>

Fiche Pérou par Amnesty International

Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)

Indice mondiale de paix au Pérou en 2018 : 74/163 pays (Derrière la France au 61e rang) :

<http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/07/GPI-2019web.pdf>

## FICHE INDONÉSIE

*“Que ton parapluie soit prêt avant qu'il pleuve.” proverbe indonésien.*

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

L'Indonésie est un archipel de l'Asie du Sud-Est dont les îles principales sont Java et Sumatra. Le pays est divisé en 29 provinces. Les premiers pas vers l'indépendance de la République d'Indonésie ne datent pas de 1945. Avec plus de 17 500 îles, il s'agit du plus grand archipel au monde, lui donnant le statut de seconde zone de biodiversité du monde (après le Brésil).

Population : (BM 2016) : 268 674 755 habitants (2019)

Superficie : 1 910 931 km<sup>2</sup>

Densité : 132 habitants au km<sup>2</sup>

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 6 visiteurs pour 100 habitants

Ile de Bali : 7 000 000 visiteurs / 4 270 713 habitants) : 164 visiteurs pour 100 habitants

Effets positifs du tourisme : Les stations balnéaires et hôtelières se sont développées dans quelques îles indonésiennes avec Bali comme destination principale, Le tourisme peut être un élément moteur pour le développement économique de l'Indonésie, à partir du moment où il est contrôlé et géré de manière intelligente, avec respect et précaution,

Les villages touristiques intégrés (tourisme communautaire), leur développement touristique a apporté aux habitants des revenus qui leur permettent de maintenir leur communauté en vie et ainsi une augmentation de leur populations locales à conditions qu'il y est une diversification des activités

Effets négatifs du tourisme : Tourisme développé au détriment des populations locales dans certains cas (impacts environnementaux et socioculturels négatifs (accumulation de tonnes de déchets, pollution des eaux ou multiplication des infrastructures touristiques qui détruisent les ressources naturelles), générant ainsi des critiques envers l'industrie touristique indonésienne, Surfréquentation dans la province de Bali

Enjeux majeurs (selon ATR) : Gestion de la ressource en eau, Traitement des déchets, Formation professionnelle, Développement agricole, Dépendance au tourisme



Source : Voyageurs du Monde

### Labels et réseaux locaux

Label original Tri Hita Karana (2004), destiné aux hôtels et qui requiert une politique de protection de la nature combinant des critères occidentaux (économie d'énergie, gestion de l'environnement, réduction de la pollution, recyclage, etc.) et locaux (organisation quotidienne de cérémonies comprenant des facteurs environnementaux, des offrandes aux dieux et des vues spirituelles et exceptionnelles).

Label reconnu par l'OMC, devenu juridiquement contraignant en vertu de la loi indonésienne sur le tourisme n ° 10 de 2009. Indonesian Ecotourism Centre (INDECON – 1995), organisation à but non lucratif qui concentre ses activités sur le développement et la promotion de l'écotourisme en Indonésie. Elle a facilité la participation de nombreux acteurs de l'écotourisme au développement de l'écotourisme en Indonésie.

### Système politique et juridique

L'Indonésie, **république constitutionnelle**, proclame son indépendance en 1945 vis-à-vis des Pays-Bas.

En suivant, le système fédéral est aboli et le pays devient une république unitaire.

**Trois Constitutions provisoires** ont défini la forme du gouvernement d'Indonésie. La première a été proclamée en 1945, la deuxième publiée en février 1950 et la troisième votée par la Chambre des représentants en août 1950. C'est en 1959, que la Constitution de 1945 est rétablie par décret présidentiel.

La Constitution indonésienne a fait l'objet d'importants amendements en 2002, dans le cadre des réformes démocratiques entreprises à la suite de la chute du dictateur Suharto, resté à la tête du pays de 1967 à 1998. Ces réformes instituent notamment l'élection au suffrage universel direct du chef de l'État et le bicaméralisme au Parlement.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 38/100 (89e rang sur 180 pays)*

### Économie

En 2018 : 2,4 millions d'emplois créés grâce au secteur touristique en Indonésie.

2017 : 14,04 millions de touristes étrangers ont visité le pays contre 11,52 millions en 2011 dont plus de 274 000 touristes français ont découvert le pays, soit 22% de plus par rapport à l'année précédente.

2018 : 15,8 millions de touristes étranger (majoritairement Japonais, Russes, australiens, américaines et Européens).

Unité monétaire : rupiah (IDR)

Selon l'Agence Française de Développement, l'économie indonésienne reste encore dépendante des matières premières (industries extractives, huile de palme, caoutchouc et café, notamment).

Le tissu industriel est en développement mais concentré sur l'île de Java.

L'importance du secteur informel et l'étroitesse de la base fiscale ont un impact négatif sur les recettes fiscales alors que les besoins de financement du pays demeurent importants.

Les écarts de développement entre les principales îles (Java et dans une moindre mesure Sumatra, qui sont les plus peuplées) et l'Est de l'Indonésie où se situent d'importantes ressources naturelles génèrent des coûts et des délais importants pour le transport et la logistique, qui brident le potentiel de croissance.

Le tourisme fait partie de l'évolution de la société balinaise depuis près d'un siècle. La relation entre les populations invitées et hôtes et le processus d'ouverture / fermeture requis a contribué à façonner la société balinaise d'aujourd'hui dans toute sa diversité.

Néanmoins, le tourisme a également entraîné des changements importants dans l'équilibre traditionnel, notamment avec la diminution des rizières qui constituaient autrefois la structure de l'organisation sociale à travers le système Subak, l'unité d'irrigation traditionnelle (inscrite au registre du patrimoine mondial de l'Unesco).

Droit du tourisme: Les Tour-opérateurs travaillent avec des acteurs locaux justifiant d'une licence d'Agent de voyage et ayant contracté une assurance sociale pour l'ensemble du personnel permanent embauché. Une licence commerciale pour monter une entreprise est obligatoire.

### Société

Selon l'**Agence Française de Développement**, la dernière décennie s'est traduite par des progrès significatifs sur le plan socio-économique : réduction de la pauvreté avec un taux passant de 28 % en 2006 à moins de 11 % en 2016, représentant une sortie de la pauvreté pour 43 millions de personnes ; amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé avec une progression du classement IDH constatée en 2015 (115e rang) ; progrès réalisés en termes de parité homme/femme dans la société.

Des disparités régionales demeurent toutefois, ces inégalités étant pour partie liées aux questions d'accès et de qualité des services publics de santé et d'éducation.

Les enjeux de vieillissement se poseront aussi dans quelques années (en 2050, 22 % de la population aura plus de 60 ans).

La mondialisation du tourisme à Bali provoque de profonds changements dans la société balinaise et son environnement, elle favorise également l'innovation qui permet à la population de s'adapter au monde moderne en combinant conservation et évolution.

Le tourisme peut donc être un vecteur complexe et parfois conflictuel de durabilité. Cela peut aider la population balinaise à s'approprier les définitions occidentales et les problèmes environnementaux - qui tendent vers l'universalisme - mais aussi à les utiliser comme moteurs possibles pour la perpétuation de leur spécificité culturelle (spiritualité, culture vivante), y compris leurs relations avec la nature.

### Culture

L'Indonésie regroupe de nombreuses cultures et peuples dont la diversité est transmise par plus de 700 langues et dialectes. En raison de l'insularité du pays et de son relief montagneux, les groupes ethniques se sont souvent développés de manière isolée, ce qui a maintenu une diversité culturelle et linguistique dans tout l'archipel.

Les balinais sont en majorité hindous avec d'anciennes traditions animistes encore très vivaces. Très proches de la nature, ils consacrent énormément de temps aux offrandes et aux prières dédiées aux dieux et autres divinités. On peut ainsi apercevoir une multitude d'autels placés près d'un arbre, d'une rivière ou encore à l'intersection d'un carrefour afin d'apaiser les mauvais esprits. Les

cérémonies, rites et fêtes balinaises rythment la vie de tous les jours. Chaque balinaise passe par différents rites de passage comme le limage des dents, le mariage et la crémation qui donne lieu à de magnifiques processions.

#### Environnement

D'après l'Agence française de développement (AFD) : « L'Indonésie est très exposée aux conséquences du changement climatique, qui sont déjà présentes : hausse des températures, des précipitations, des inondations, élévation du niveau de la mer, glissements de terrain et sécheresse ».

Le Centre de surveillance océanographique contrôle des écosystèmes marins et lutte contre la pêche illégale. En trois ans, le pays est devenu l'un des grands défenseurs d'une pêche légale, raisonnée et durable.

#### Gestion des déchets

Projet PeduliAlam : système de collecte des ordures pour les populations rurales de Bali - organisation ramassage par camion jusqu'au centre de tri + campagne de prévention et sensibilisation dans les écoles et dans les villages afin d'inciter la population à changer son comportement face à ce phénomène.

L'Association Merah Putih Hijau : recyclage et tri des déchets.

Trash Hero : mouvement bénévole mondial dirigé, soutenu et gouverné par Trash Hero World - ils organisent régulièrement des « clean up » un peu partout en Indonésie.

4ocean (Bali) : mouvement mondial qui enlève activement les déchets de l'océan et des côtes tout en incitant les individus à travailler ensemble pour un océan plus propre.

#### Surfréquentation

Parc national de Komodo : inscrit par l'UNESCO en 1991.

Selon l'UNESCO, L'augmentation du tourisme et les questions spécifiquement liées au varan de Komodo sont les principaux problèmes de gestion soulignés jusqu'ici.

Il convient d'adopter une vision plus large de la gestion pour traiter les questions relatives à l'aire marine du Parc ainsi qu'à d'autres espèces terrestres, afin d'assurer une conservation efficace du bien à long terme.

#### Changements climatiques

Jakarta, capitale de l'Indonésie, pourrait partiellement disparaître sous les eaux d'ici 2050.

La capitale indonésienne s'enfonce dans le sol à un rythme effréné. Selon les experts, le quartier nord de Jakarta et ses 10 millions d'habitants pourraient être submergés d'ici 2050. En cause : l'activité humaine et le réchauffement climatique.

#### **L'Indonésie s'est engagée dans la mise en œuvre d'une politique de lutte contre le changement climatique**

L'Indonésie compte parmi les pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, principalement en raison de l'utilisation des terres. Le gouvernement indonésien s'est engagé dans une politique de lutte contre le changement climatique. Les mesures prises auraient déjà permis une réduction de 16% des émissions en 2016 par rapport au scénario à politiques constantes. Ces mesures sur l'utilisation des terres et celles liées à la promotion des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays sont amenées à être poursuivies pour remplir les engagements nationaux.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélér la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 12 000 km pour se rendre en Indonésie / 10 jours de séjour  
= 1200

Indice de performance du changement climatique 2018 : 37/60 : L'indice surveille le développement des émissions de gaz à effet de serre des 56 pays et de l'UE qui sont évalués dans le Climate Change Performance Index (CCPI). Réalisé par Newclimate Institute, Climate Action Network International et Germanwatch, le rapport présente les actions des pays du monde entier pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°. Cette année encore, aucun pays n'a atteint l'une des trois premières places du classement.

« L'Indonésie est classée parmi les pays peu performants dans le classement de cette année. Bien que son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre soit relativement élevé pour 2030, les tendances passées et le statut actuel des émissions de GES par habitant de l'Indonésie sont jugés comparativement très faibles et très faibles.

Ses émissions relativement élevées, dues en particulier à la déforestation et à la dégradation des forêts, ont un impact important sur le classement de l'Indonésie.

L'Indonésie, qui possède de grandes quantités d'énergie hydroélectrique, affiche une proportion élevée d'énergies renouvelables par rapport aux autres pays, mais elle n'a pas l'ambition d'aligner ses objectifs 2030 d'énergie renouvelable et d'utilisation de l'énergie sur une trajectoire compatible bien au-dessous de 2 ° C. L'absence d'action audacieuse pour éliminer les combustibles fossiles et une nouvelle politique qui, selon les experts nationaux, empêche les investissements dans les énergies renouvelables pourraient être des raisons pour ne pas aller de l'avant, affirment les experts. »

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Emporter tous ses déchets avec soit lorsque l'on évolue en pleine nature (y compris mégots de cigarettes)
- Ne jamais enterrer ses déchets
- Prévoir des sacs réutilisables pour les déchets si possible
- Surveiller la consommation d'eau
- Ne pas hésiter à demander à votre hôtel de ne pas changer les draps et serviettes tous les jours
- Ne pas abuser des bouteilles en plastique. Il existe des réserves d'eau potable dans la plupart des hôtels.
- Économiser l'énergie (lumières et climatisation)
- Veiller à ne pas encourager les activités touristiques en lien avec la captivité des animaux (dauphins, éléphants, etc.)
- Faire attention à la pratique de la plongée : ne pas toucher les coraux ni les poissons

#### Bonnes pratiques

- Mise en place de mesures : suppression des bouteilles plastiques par notre partenaire : gourde remise aux clients qui visitent le pays
- Sélection des adresses proposées en fonction de leurs actions environnementales et sociales
- Sélection des bonnes adresses avec une grande majorité de restaurants « bio »
- Mise en avant par les conseillers de nos adresses les eco-friendly : De Klumpu (notre best seller), Mesa Stilla, Nusa Bay Menjangan, Sanak Reatreat.

#### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Fiche pays Amnesty international
- Agence Française de Développement
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- **Indice mondial de la paix 2018 : 55/163 pays (France 61/163 pays)** <https://www.transparency.org/cpi2018>

## FICHE : France

*Le réseau Acteurs du Tourisme Durable (ATD) représentant français des acteurs du tourisme durable*

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

République française, Europe, Union Européenne.

Superficie : 551 695 km<sup>2</sup>

Densité : 117,48 habitants / km<sup>2</sup>

Population : 67,19 millions, dont 65 millions en France métropolitaine et 2,2 millions dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

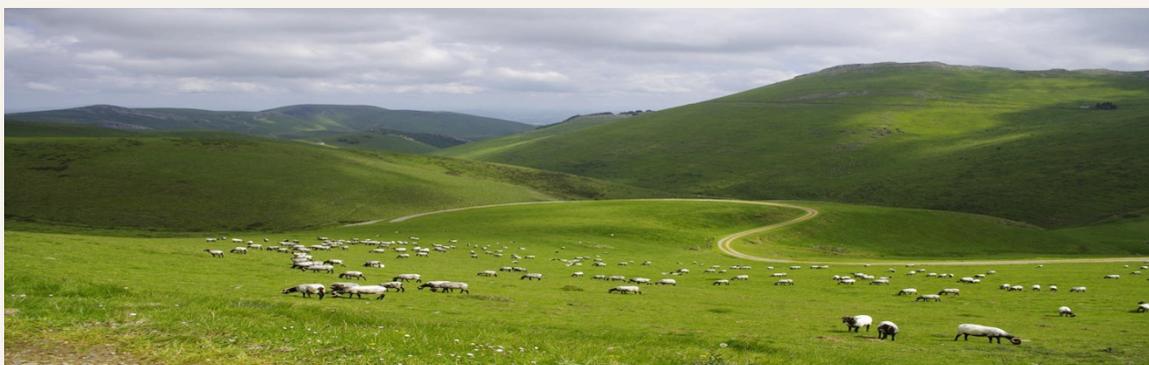
Les outre-mer sont constituées de 12 territoires : la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte, La Nouvelle-Calédonie, La Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques Françaises et les îles de Wallis-et-Futuna soit près de 2.6 millions d'habitants, dont 1.2 millions de jeunes.

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 134 visiteurs pour 100 habitants

Effets positifs du tourisme : Revitalisation de certaines régions rurales en déshérence, Redécouverte et réhabilitation du patrimoine local, Le développement du tourisme responsable a participé à la mise en place de lois ou d'institutions protégeant les régions naturelles ou fragiles : Loi Littorale, loi Montagne, création des Parcs Naturels Régionaux, etc.

Effets négatifs du tourisme : Augmentation des prix, des flux de transports, d'énergie, de déchets importants, Intérêts parfois divergents entre développement du tourisme écologique et économie locale.

Enjeux majeurs (selon ATR) : Conservation de l'immense diversité du pays, Stopper la désertification des zones rurales ; revitalisation dans ces zones ; ne pas favoriser l'exode vers les villes, Favoriser la réhabilitation/redécouverte du patrimoine local, naturel et culturel, Sensibilisation de la clientèle citadine aux comportements écologiques et responsables, qu'il s'agisse d'alimentation, de déplacements, etc. Nécessité de concertation entre les différentes populations.



Source : Chamina Voyages

### Labels et réseaux locaux

Le réseau Acteurs du Tourisme Durable (ATD), créée en 2011 dans l'objectif de rassembler les professionnelles du tourisme souhaitant œuvrer pour un tourisme durable. L'association UNAT, réseau de tourisme social et solidaire. L'association de tourisme équitable et solidaire, ATES. La plateforme Hopineo, collectif de voyageurs et entrepreneurs du tourisme responsable qui propose et met en œuvre des solutions pour co-construire un meilleur tourisme. La Fédération du Voyage Réceptif en Bretagne, France DMC Alliance, créée en 2016 elle représente les agences réceptives françaises qui œuvrent à la mise en valeur des régions et de leur savoir-faire. Le réseau d'agences de voyages Vagabondages, spécialistes de la randonnée en France, L'Association Babel Voyages ayant pour objectif d'encourager à voyager plus responsable,

L'Association Cévennes Ecotourisme, engagée dans une démarche de progrès pour un tourisme de qualité dans le respect de l'environnement naturel et culturel des Cévennes. France Vélo Tourisme, Parcs Naturels Régionaux de France, Parcs Nationaux de France, Parcs Naturels Marins, Fédération Europarc, Grand Site de France, Stations Vertes, Pavillon Bleu, Patrimoine mondial de l'UNESCO, Stations classées.

### Système politique et juridique

Encadrement des voyages d'aventure et sports de nature : obligation de diplômes, notamment en ce qui concerne les sports techniques (canyon, VTT, ski, etc.) et la randonnée en zone de moyenne montagne.

-Zone de moyenne montagne : randonnée et raquettes : BE ou DE d'Accompagnateur en Montagne  
-VTT : BE ou DE cycliste, ou d'Accompagnateur en Montagne avec la qualification VTT  
-Ski de fond / ski de randonnée nordique : BE ou DE de ski de fond ou Guide de Haute Montagne.  
-Haute montagne et passage sur glacier : Guide de Haute Montagne.  
-Canyoning : BE ou DE escalade ou d'Accompagnateur en Montagne avec qualif canyoning  
Les AMM, GHM et professeurs de ski sont soit Travailleurs Indépendants déclarés, soit salariés du tour opérateur. Les autres sont salariés du tour opérateur, sauf s'ils ont leur structure juridique propre.

### Économie

Le tourisme représente **7,2 % du PIB en 2017**.

Selon **France Diplomatie**, En 2017, la France reste la première destination mondiale, avec une fréquentation record comprise entre 88 à 89 millions de visiteurs étrangers, soit 5 millions de plus qu'en 2016.

L'objectif du gouvernement est d'atteindre le seuil des 100 millions de touristes internationaux et des recettes associées de 50 milliards d'euros en 2020.

Le tourisme génère près de 8% du PIB et représente 2 millions d'emplois directs et indirects.

Les objectifs fixés pour 2020 devraient créer 300 000 emplois supplémentaires sur l'ensemble du territoire, en métropole comme en outre-mer.

Droit du tourisme : Les tour-opérateurs eux même se conforment à des engagements responsables pour leur propre structure.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 72/100 (21e rang sur 180 pays)*

### Société

Les premiers congés payés en 1936, introduits par le gouvernement du Front Populaire, sous Léon Blum, laissent place au temps libre.

En 1951, seulement 8 millions de touristes français ont pu voyager à travers le pays.

En 1966, près de 20 millions de citoyens qui ont pu partir en vacances. Ainsi, en seulement 15 ans, le nombre de vacanciers a plus que doublé en France.

Le taux de départ en voyage des Français est de 73,8 % en 2017. Ils ont réalisé 196,1 millions de voyages pour des motifs personnels, dont près de neuf sur dix en France métropolitaine.

À noter que 1 français sur 4 ne part pas en vacances.

### Culture

En France, sur une grande partie du territoire, la nature et la culture sont deux choses indissociables. Les deux se sont développées et « tutorées » ensemble. C'est un pays où leur harmonie est généralement remarquable. La nature primaire n'existe plus, mais l'alliance nature et culture sont un joyau. Et on peut souvent y ajouter l'Histoire.

Une partie du patrimoine français, notamment le patrimoine industriel, disparaît peu à peu, dans des régions en déshérence. On peut en découvrir une partie lorsque l'on suit certaines vélo-routes récemment développées (Normandie, Jura..), notamment le long des rivières, des canaux ou des chemins de fer désaffectés. Outre les monuments, se sont aussi les musées et expositions qui font découvrir une histoire encore proche de nous et mal connue (exemple : Écomusée du flottage de bois sur le canal du Nivernais).

### UNESCO en France :

- 39 sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial culturel de l'Unesco,

- 4 sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial naturel de l'Unesco,

- 1 site inscrit sur les deux listes.

### Environnement

Charte européenne du tourisme durable, volet III : les « opérateurs durables ».

#### Gestion des déchets

Déterminée par l'État, qui en fixe la politique et le cadre réglementaire, en accord avec la directive européenne 2008/98/CE.

Cette gestion relève des collectivités territoriales. Selon le type de déchet, cette gestion peut être de la compétence de la commune, de l'EPIC, du département, de la Région (qui doit maintenant produire un PRPGD) ou de l'État (déchets militaires et nucléaires notamment).

La France a produit 4,5 millions de tonnes de déchets plastiques en 2016, soit 66,6 kg par personne.

Si 98% du total (4,4 millions de tonnes) ont été collectées, seulement 22% ont été recyclés. Quant aux 2% restants (80 000 tonnes), ils se retrouvent "dans la nature".

Selon un rapport de l'ONG WWF, la France est le pays du pourtour méditerranéen qui produit le plus de déchets plastiques, dont des milliers de tonnes atterrissent dans cette mer semi-fermée.

- 11 200 tonnes de déchets plastiques produits par la France finissent chaque année dans la Méditerranée

Ministère de la Transition écologique et solidaire - Les collectivités territoriales sont impliquées dans la prévention et la gestion des déchets, à différentes échelles. Elles peuvent également avoir un rôle de catalyseur pour le développement de l'économie circulaire sur leur territoire.

- Le Parlement européen adopte l'interdiction des plastiques à usage unique en 2021

### Surfréquentation

Accès au Mont-Blanc limité : La préfecture de Haute-Savoie a dévoilé les nouvelles modalités de régulation. Des mesures qui visent à protéger le site classé et prévenir les risques pour la sécurité des personnes.

Un quota sera appliqué à partir de l'été prochain : un maximum de 214 alpinistes par jour recevront l'autorisation.

### Changements climatiques

À l'échelle mondiale, les quatre dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées. La concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère fait peser le risque de franchir un seuil d'emballement du climat.

**ATR** recommande aux touristes de **voyager moins et mieux**, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélér la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice de performance du changement climatique 2018 : 15/60 : « Portée par une performance élevée dans la catégorie politique, la France a obtenu la 15e position au classement CCPI de cette année. Les experts nationaux ont particulièrement salué la conduite du pays dans la diplomatie internationale sur le climat. Il convient toutefois de noter que ce rôle de premier plan n'a pas encore signifié une mise en œuvre suffisante au niveau national. Les experts critiquent leur pays car il va très probablement rater l'objectif de 2020 relatifs aux énergies renouvelables.

Sa performance dans la catégorie des émissions de GES n'est que moyenne, la France n'étant pas en bonne voie pour atteindre une température inférieure à 2 ° C, elle n'a pas non plus fixé d'objectifs suffisants pour 2030. Dans la partie consacrée à la consommation d'énergie, la France est considérée comme basse ».

### Biodiversité :

La France compte : 54 Parcs Naturels Régionaux - 10 Parcs Nationaux - Près de 1800 sites Natura 2000

Des réserves naturelles : 167 réserves naturelles nationales, 175 réserves naturelles régionales, et les 7 réserves naturelles de Corse

Des réserves biologiques : 167 réserves biologiques dirigées, 70 intégrales, 18 mixtes

14 réserves de biosphère

### Quelques sites :

- Inventaire National du Patrimoine Naturel
- Observatoire National de la Biodiversité
- Comité Français de l'Union Internationale de la Nature
- Ministère de la transition écologique et solidaire
- Réserves Naturelles de France

### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Privilégier l'alimentation locale
- Respect des habitants, à 2 ou 4 roues.
- Ramasser ses déchets... et même ceux des autres !
- Ne pas souiller l'eau
- Respecter le code de la route et de la courtoisie (pour les vélos)

### Bonnes pratiques

- Mettre en place un affichage des gestes « éco responsables » dans chaque hébergement
- Privilégier des modes de transports alternatifs à l'avion = inciter aux transports doux
- Proposer des alternatives : les voyages à vélo, à pied, à ski ou en raquettes. Pour ces voyages, des arrivées / départs facilement accessibles en train /bus = pour les sites un peu reculés, organisation de transferts collectifs
- Pour les voyages en liberté, enrichir le topoguide : ne pas chercher à en faire une encyclopédie, mais donner des pistes (éventuellement dans un doc à part) pour sensibiliser les clients

### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- **Indice de la paix mondiale 2018 : 61/163 pays** : <https://www.transparency.org/cpi2018>

Les fiches sont ouvertes aux membres et aux partenaires de l'association et ne sont pas définitives. Au cours de la mission, elles ont évolué en fonction des informations et de l'actualité politique et social des pays. La forme des fiches est peu lisible, toutes les données sont concentrées dans un espace réduit, elles seront donc formées différemment lorsqu'elles seront destinées aux voyageurs des membres de l'association. Pour l'instant cette présentation est accessible aux chefs de production et audit terrain de l'organisme de certification, *Ecocert Environnement*.

Au sein d'un même continent, il existe des différences au niveau des perceptions et des pratiques d'un tourisme responsable. Dans les pays étudiés, qu'ils soient actifs ou non, des réseaux engagés existent.

Il n'existe pas de typologie possible, les concordances ou divergences sont spécifiques au croisement de plein de critères. Ce n'est pas tant la dimension géographique qui est importante, mais plutôt les stratégies mises en place par les entreprises, qui apportent des similitudes ou au contraire des divergences dans la pratique d'un tourisme responsable et durable.

### 3. La gestion des déchets dans les destinations prioritaires

Dans la première partie du mémoire nous faisons un éclairage sur les enjeux de la gestion des déchets dans le secteur touristique. Le séminaire de l'association *Agir pour un Tourisme Responsable*, prévu en septembre, et justement consacré à cette thématique. Au vu de cet évènement, nous proposons une brève comparaison entre les 10 destinations prioritaires des fiches pays ATR, sur l'enjeu de la gestion des déchets actuellement présente dans le chapitre « environnement » des fiches pays.

Le séminaire ATR consacré cette année à la gestion des déchets a pour objectif de préparer les voyageurs à la réduction de ces derniers et ainsi de valoriser les initiatives en cours des membres de l'association. Nous interviendrons lors d'une séance de travail « *Agir en s'appuyant sur les parties prenantes dans les destinations* » afin de présenter les fiches destinations ATR et une lecture croisée de leurs chapitres « déchets ».

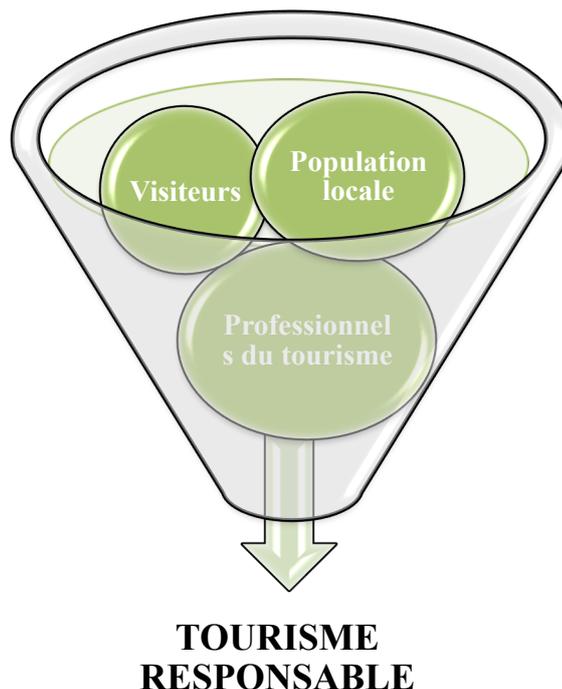
L'ambition d'un séminaire et de trouver ensemble des solutions sur une thématique commune et ainsi de créer de la convivialité entre les membres de l'association.

Les problématiques liées à la gestion des déchets ne sont pas les mêmes dans les pays africains que dans les pays européens. En effet, en Europe, la réglementation définit la façon dont doivent être traités les déchets. Cette dernière préconise la prévention et le recyclage, puis établit les principes et les objectifs pour les États membres.

Elle rappelle la responsabilité du producteur de déchets et le droit à l'information du public. Cependant, la réalité du terrain est propre à chaque pays, ce qui ne permet pas toujours de respecter certains critères, sur lesquels ils ne disposent d'aucun moyen d'actions.

Dans les pays en développement, la sensibilisation et l'éducation à la gestion des déchets (touristique et ou des populations) dépend de l'initiative des acteurs privés (*exemple de l'ONG Éco-Bénin*). Autrement dit, il n'y a pas de véritable organisation au niveau gouvernemental ou aucun engagement réel permettant une démarche sérieuse de gestion de tri des déchets, si on les compare aux pays développés comme la France ou l'Islande. Un pays comme le Bénin produit relativement peu de déchets, en comparaison avec un pays comme la France. Ainsi, il est difficile de réellement comparer la production de déchets cependant, Il est question de la réduction de ces derniers, et cela passe par une prise de conscience et des actions de la part des visiteurs, des visités ainsi que des professionnels du tourisme.

Figure 16 : Les acteurs clés pour une démarche de tourisme responsable



Une démarche de tourisme responsable s'applique et fonctionne grâce à une synergie entre ces trois acteurs mentionnés.

### CONCLUSION DU CHAPITRE 8 – PARTIE 3

La mise en perspective de 4 fiches pays réparties dans 4 continents différents a permis de porter un regard complet sur l'enjeu du tourisme responsable dans les destinations proposées. La méthodologie reste commune mais les approches sont différentes et restent propres à un pays, ou, dans certains cas, à une région.

L'éclairage choisi sur la gestion des déchets permet de se rendre compte de l'importance de cette problématique commune à tous les pays du monde et dont chacun doit prendre conscience et se soucier pour qu'elle soit gérée au mieux. Dans tous les pays, l'enjeu est de taille et doit d'être organisé et géré avec ambition dans afin de répondre à l'urgence environnementale et sociale dans laquelle nous nous trouvons.

## CHAPITRE 9 : PRÉCONISATIONS POUR UN TOURISME RESPONSABLE

Ce chapitre propose des recommandations pour la continuité du projet des fiches pays ainsi qu'en fonction des hypothèses correspondantes à la mission de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR).

Le travail de recherche et les entretiens nous ont permis de recueillir différentes perceptions et pratiques d'un tourisme responsable dans certaines destinations. Nous rappelons que les acteurs interrogés dans les destinations ne sont pas nécessairement situés dans les mêmes pays que nos 10 fiches destinations prioritaires. Ainsi, à travers les réponses à nos hypothèses, il a été important de mettre en évidence les résultats de ses recherches afin d'apporter des réponses à notre problématique. Les résultats tels qu'ils ont été élucidés, montrent que les hypothèses sont exploitables. Néanmoins, ils doivent être vérifiés par la mise en place d'actions concrètes pouvant développer davantage l'impact d'un tourisme plus vertueux.

Des axes de développements destinés à mettre en réseau toutes les parties prenantes des territoires seront ainsi présentées. Ainsi, nous verrons dans un premier temps, les préconisations à apporter pour un tourisme responsable, puis dans un second temps les axes stratégiques à mettre en place au niveau de l'organisation de l'association et des idées de développement pour les acteurs. Pour terminer, il sera question d'exposer les limites de cette étude théorique et pratique.

## 1. Un plan de recommandation avec des grandes lignes de conduites

L'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) dispose d'une vraie légitimité dans ce projet de fiche pays, qui apparaît comme une manière de former les membres au tourisme responsable. Les fiches destinations permettront également aux membres de choisir des prestataires responsables en fonction des critères de chaque fiche pays.

### 1.1 L'association Agir pour un Tourisme Responsable échange avec toutes les parties prenantes

La présente mission permet de comprendre davantage les enjeux de l'association ATR, avec l'idée d'en faire un centre de ressources. Il existe un dialogue entre l'association, les membres, les acteurs locaux et les réceptifs. L'association accompagne et aide ses entreprises membres, c'est un booster, une vraie garantie.

L'animation de réseau permet la centralisation et la concertation de tous les membres pour des actions communes. Le tourisme responsable est en plein dans un changement d'échelle, une nouvelle aire apparaît comme l'indique Pierre Torrente,<sup>70</sup> professeur à l'université de Toulouse Jean Jaurès (ISTHIA). Désormais, beaucoup d'acteurs du tourisme s'y consacrent et décident de se former, de se mettre en réseau et de communiquer sur ses actions.

Cette mission a ainsi permis de fédérer les membres de l'association, de les rassembler et d'impliquer davantage les chefs de productions dans les projets de l'association. Ces derniers, par le biais des fiches pays, peuvent valoriser les réceptifs certifiés mais également ceux qui agissent sans être certifiés. L'important est d'identifier au delà des labels, les actions de communication et les mises en réseau.

---

<sup>70</sup> Pierre Torrente. Enseignant-chercheur, Université Toulouse Jean Jaurès. Cours de gestion de projet, Master 2 Tourisme et Développement.

## 1.2 Un classement par pays avec les systèmes d'évaluations

À travers les résultats des fiches destinations il peut être intéressant d'organiser une vue d'ensemble, un classement avec les systèmes d'évaluation fiable et utilisés par les réceptifs. Compte tenu de l'enquête qualitative qui a été menée, le caractère hétérogène des réponses ne fait que confirmer l'utilité des fiches destinations.

La formation au tourisme responsable est présente dans les différents réseaux rencontrés, cependant, l'évaluation de ce dernier n'est pas toujours au point. Si l'on prend en compte les pays comme le Vietnam ou encore le Bénin, des évaluations sont réalisées au sein des entreprises, et certaines sont certifiées *Travelife*. Pour les autres, ces méthodes restent informelles. L'idée serait d'aider les réceptifs des membres de l'association, à s'organiser en réseau pour ceux qui n'en font pas partie, et ainsi, développer un tourisme plus vertueux sur un périmètre plus large.

Respecter les 4 typologies d'actions pour un tourisme responsable :

- actions pour s'évaluer
- actions pour se former
- actions de mise en réseau
- action de communication

## 1.3 Les travaux des stagiaires de l'association Agir pour un Tourisme Responsable comme évolution concrète

Les précédentes stagiaires de l'association (cf. Mélanie PETIT et Claire BATARD DÉMION), ont travaillé sur l'intérêt de renforcer la communication et sur l'intégration des réceptifs dans la mise en place d'un label appliqué au tourisme responsable. Si l'on s'appuie sur ces travaux, comme une continuité dans le travail de l'association, nous avons réalisé une des recommandations de Mélanie PETIT, quant à « *la remise à jour des fiches destinations* ». Notre position et regard ouvert sur l'internationale nous permettent de valoriser ce travail et d'avoir une plus grande reconnaissance. En effet, les réceptifs pays des membres de l'association sont des relais d'informations et permettent de communiquer les bonnes pratiques pour un tourisme responsable.

Il nous semble pertinent de réaliser deux tableaux FFOM afin de rassembler les « Forces », « Faiblesses », « Opportunités » et « Menaces » du projet des fiches destinations ainsi que de l'étude menée après l'analyse des entretiens réalisés.

Tableau 12 : Perceptions et pratiques du tourisme responsable dans les destinations étudiées

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- engouement pour un tourisme plus vertueux</li> <li>- de réelles actions de développement durable en cours</li> <li>- les réseaux d'acteurs impulsent les bonnes pratiques</li> <li>- un changement d'échelle, d'air, vers un tourisme vertueux</li> <li>- une définition donnée par l'Organisation Mondiale du Tourisme</li> <li>- une activité touristique bien structurée favorise le développement local</li> <li>- Maintien de certaines traditions (culturelles, etc.)</li> <li>- Renforcement des capacités individuelles des communautés via la formation</li> <li>- les acteurs locaux interrogés ont été choisis avec un intérêt environnemental certains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une mauvaise compréhension de la part des autorités locales et ou des professionnels du tourisme</li> <li>- l'instabilité des gouvernements entraîne un ralentissement dans les démarches de développement durable</li> <li>- l'implication des pouvoirs publics n'est pas toujours suffisante</li> <li>- une incohérence de l'offre de marché (promotion à l'étranger et trop peu au sein même du pays): <i>Exemple de la France</i></li> <li>- un manque de cohésion entre les acteurs locaux</li> </ul>
OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- développer la formation des professionnels du tourisme au niveau local</li> <li>- améliorer la communication d'un tourisme responsable</li> <li>- le tourisme responsable permet de maintenir la paix, d'être un facteur de lien social</li> <li>- une prise en compte de tous les acteurs du secteur touristique</li> <li>- source de revenus et d'emplois directs et indirects</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- risques de <i>greenwashing</i><sup>71</sup> de la part de certaines entreprises, sans réelles volontés d'évoluer vers une démarche durable et vertueuse</li> <li>- dépendance du tourisme par les populations locales si le tourisme est mal géré</li> </ul>

<sup>71</sup> Le greenwashing (ou « écoblanchiment » pour sa traduction française la plus usitée) est une stratégie de communication et de marketing adoptée par des entreprises ou autres organisations. Elle consiste à mettre en avant des arguments écologiques pour se forger auprès du public une image écoresponsable, alors que la réalité des faits ne correspond pas, ou insuffisamment, à la teneur explicite ou implicite des messages diffusés. Disponible sur : <https://e-rse.net/definitions/greenwashing-definition/#gs.0kafda>. Consulté le 27 juillet 2019.

Tableau 13 : FFOM de la mission « fiches destinations »

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- une ouverture internationale</li> <li>- ATR devient un centre de ressources</li> <li>- une plus-value pour l'association</li> <li>- impliquer d'avantage les membres et les partenaires ATR = rentrer directement en communication avec les chefs de produit</li> <li>- Les fiches pays sont un outil au référentiel ATR</li> <li>- Le réceptif peut communiquer et diffuser les informations qu'ils souhaitent faire remonter</li> <li>- Ajouter au référentiel ATR les fiches destinations comme un outil</li> <li>- Les acteurs locaux des pays en question ont une participation très active dans le projet</li> <li>- Ouverture de 35 autres fiches pays (informations et contacts recensés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la participation est relativement faible sur l'ensemble des membres (<i>voir le tableau de pourcentage des participations</i>)</li> <li>- la participation des membres est disproportionnée en terme de données d'informations</li> <li>- les chefs de production ne sont pas encore tous intégrés dans la démarche – certains n'ont jamais répondu à nos sollicitations</li> <li>- L'association s'est retrouvée à construire l'intégralité des fiches et les informations extérieurs ont alimentées les fiches ou les ont complétées</li> <li>- la rédaction et le renouvellement imposent du temps et de la complexité</li> </ul>
OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> <li>- une démarche concrète pour sensibiliser les membres et les partenaires d'ATR</li> <li>- une sensibilisation auprès des voyageurs, des influenceurs et des acteurs du tourisme</li> <li>- une vulgarisation du tourisme responsable</li> <li>- les réceptifs pourront demander à ATR des outils, des moyens pour être accompagnés et formés</li> <li>- l'association ATR pourrait envisager rejoindre le Conseil mondial du tourisme durable – (<i>Global Sustainable Tourism Council GSTC<sup>72</sup></i>)</li> <li>- renforcer les liens, le partenariat avec <i>Travelife</i> au travers des fiches pays</li> </ul> <p>Ce partenariat avec ATR est un atout pour mutualiser les compétences et agir ensemble pour un tourisme plus respectueux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- un retard ou une suspension dans le temps du projet (par manque de temps ou de motivation)</li> <li>- une mauvaise implication des membres</li> <li>- l'absence d'utilisation de ces fiches pays</li> </ul>

Ainsi, nos préconisations donnent lieu à un plan de développement.

<sup>72</sup> Global Sustainable Tourism Council GSTC. « Organisation à but non lucratif qui établit et dirige les standards de base pour le développement durable dans le secteur du voyage et du tourisme au niveau mondial pour les professionnels du secteur et les gouvernements. »

## 2. Les axes de développement aux vues des résultats de l'étude

Les axes proposés ci-dessous sont reliés à plusieurs hypothèses et permettent de poursuivre le travail des fiches destinations. En d'autres termes, cela nous permet d'éclairer notre travail ainsi que notre réflexion autour de la problématique de recherche. Les axes développés sont une réponse commune aux trois hypothèses car ces dernières apparaissent également comme des hypothèses de recherches. Les fiches pays intégrées dans la partie 3 ainsi qu'en annexes du mémoire ont permis d'apporter cette partie « action et réalisation » grâce à la création de cet outil.

### **AXE 1 : FORMATION**

La mission « formation » correspond à l'hypothèse n°1 : *les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel du territoire.*

Il est important que les acteurs qui travaillent ensemble soient formés sur les enjeux et les contextes socio-culturels d'un territoire ou d'un pays, dont ils vont faire la promotion.

Objectif : Un système d'échange entre les membres et les partenaires de l'association pour le projet des fiches pays. Veiller à la mise à jour des fiches pays en passant par la formation des membres et des partenaires. Toutes les fiches sont spécifiques aux pays et ne se ressemblent pas, uniquement pour la méthodologie de recherche de données.

Sous-Axe : L'accompagnement, la formation et l'évaluation sont des responsabilités de l'association ATR.

Action 1 : Faire des réunions de présentation de chaque fiche pays en invitant des partenaires responsables de l'office de tourisme du pays en question. Impliquer tous les acteurs locaux dans la démarche, les inviter à réfléchir sur la question du tourisme responsable dans leur pays, échanger mutuellement sans jugement. Ainsi, une responsabilisation partagée permettra de poursuivre le travail en incluant le plus d'acteurs possibles.

## **AXE 2 : INCITER – les partenaires des membres de l’association à participer aux initiatives rassemblant les acteurs du tourisme durable dans leur propre pays**

La mission « *inciter* » correspond à l’hypothèse n°2 et n°3 : *les types d’acteurs touristiques en présence sur un territoire définissent les pratiques d’un tourisme durable et responsable et définissent les stratégies locales de collaboration.*

L’association ATR a pour rôle d’identifier les lieux et les événements de rassemblements dans les destinations. Ses membres peuvent ainsi demander les informations nécessaires pour les inclure dans les fiches pays. Si les membres d’ATR impulsent leurs réceptifs à intégrer un réseau local – et ou – à se former (certification *Travelife* et ou à se faire labéliser par un audit terrain), la démarche au niveau local sera plus active.

Objectif : Renforcer la cohésion entre les acteurs d’un territoire.

Cela permettra d’améliorer l’unicité du territoire, de favoriser la création et le développement de projets (événements, partenariats) et de donner de la cohérence pour un développement plus durable. Cela peut également permettre de donner une plus-value au territoire, afin qu’il soit plus attractif et compétitif et permettre une communication plus forte.

Sous-axe : Impliquer les acteurs dans une logique de rassemblement, de mise en réseau, afin de donner de la cohérence à un tourisme responsable.

Action : Rentrer en relation avec des chercheurs spécialistes du pays afin de bien connaître les cultures des pays en questions = sensibiliser sur le contexte socio-culturel des pays.

## **AXE 3 : AUDIT TERRAIN – auprès des réceptifs des membres de l’association**

La mission « *audit terrain* » correspond à l’hypothèse n°3 : *Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable dépendent de la stratégie locale de collaboration, des partenariats, des mises en réseaux, du statut des acteurs et de leurs fonctions.*

Les audits terrains dans les entreprises membres de l'association ATR réalisés par l'organisme de labélisation *Ecocert Environnement*, n'exigent pas encore d'audit dans les destinations auprès des réceptifs. L'objectif serait de garantir la légitimité du réceptif sans pour autant le labéliser.

Objectif : Apporter une vraie garantie aux réceptifs avec des critères d'évaluation et garantir les vraies bonnes pratiques et la qualité de ce dernier. De plus, les fiches pays sont un outil au référentiel ATR et serviront lors des audits terrains des entreprises.

Sous-axe : Des actions collectives de coopération afin de faciliter les mises en réseaux – un accompagnement terrain, en les aidant à se former. La sensibilisation d'un tourisme responsable auprès de tous les acteurs passe par l'éducation de ce dernier.

De plus, inviter les membres de l'association à mettre en avant les actions responsables de leurs réceptifs.

Action : Des conseils personnalisés en fonction des enjeux territoriaux, une évaluation en fonction des politiques territoriales et suivant le type d'actions collectives voulus et mis en place.

L'encouragement des membres et de leurs partenaires locaux à favoriser les ressources locales dans les activités touristiques (agriculture, artisanat, services) permet le développement d'un tourisme durable. De plus, inciter les voyageurs à adopter des comportements éco-responsables pendant leur séjour (limitation des déchets, gestion responsable de l'eau, utilisation de produits d'hygiène respectueux de l'environnement, préférence pour des achats responsables) limitent les dégâts et favorise au développement durable des territoires. L'intérêt est d'inviter les voyageurs à se questionner sur l'éthique de leur voyage afin de mieux comprendre la culture qui les entoure.

### 3. Les limites de cette étude théorique et pratique

Selon le contexte socioculturel du pays, les notions de tourisme durable et de tourisme responsable sont vues de manières plus sociales ou environnementales. Ce mémoire de recherche ne vise pas l'exhaustivité.

Le tourisme responsable est un état d'esprit, propre à chacun, à chaque entreprise et non propre à un pays, en tout cas, dans les perceptions de ce dernier. Dans les pratiques cela s'applique plus au pays. Ainsi, dans les représentations et les perceptions d'un tourisme responsable cela dépend de chaque individu. Les acteurs locaux interrogés ont été choisis avec un intérêt environnemental certains afin d'analyser leur point de vue.

La légitimité et la motivation des chefs de production sont venues complexifier le projet. En d'autres termes, certains membres de l'association ne se sont pas sentis en capacité de répondre aux enjeux d'un tourisme responsable dans les destinations qu'ils proposent. Pour ce faire, ils ont préféré directement contacter leur réceptif sur place.

Dans les 10 destinations prioritaires, les réceptifs ont parfois contribué entièrement sur une fiche, comme pour la fiche Vietnam par exemple réalisé en grande partie par le réceptif d'un des membres de l'association.

#### CONCLUSION DU CHAPITRE 9 – PARTIE 3

Au travers de ce dernier chapitre nous avons mis en corrélation notre mission de stage avec nos hypothèses de recherche afin de répondre à notre problématique de départ. Les analyses FFOM permettent de mettre en lumière les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de l'étude menée ainsi que de la mission réalisée au cours du stage. Enfin, les préconisations et le plan de développement précisent les démarches à suivre pour continuer le projet et vulgariser davantage un tourisme responsable et durable.

## CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Cette mission de stage associée au travail de recherche sur le « terrain » a permis la mise en lumière de plusieurs réalités concernant les perceptions et les pratiques d'un tourisme responsable à travers les destinations étudiées.

Le résultat des analyses d'entretiens a pu être mis en relation avec les recherches de données effectuées. L'étude comparative permet, de manière brève, de spécifier les similitudes et les divergences en matière de tourisme responsable au sein des destinations. Cela confirme l'approche particulière qu'il faut apporter dans certains cas. Les enjeux sont parfois similaires mais certains méritent une attention particulière, d'où l'importance de les connaître et d'en tenir compte. Cela légitime l'état d'avancement du tourisme responsable et la perception que les acteurs locaux peuvent avoir de ce dernier.

Les recommandations proposées s'appliquent à l'association Agir pour un Tourisme Responsable, à ses membres et ses partenaires.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Le mémoire suivant est le prolongement du travail de recherche préparé en Master 1, intitulé « *Tourisme responsable et développement durable des territoires : le cas de l'Amérique latine* ». Il a pour objectif de répondre à une commande provenant d'un milieu professionnel, en l'occurrence, l'association *Agir pour un Tourisme Responsable*.

L'articulation entre le travail de recherche, la problématisation et l'expérience professionnelle, ce travail de longue haleine tend vers l'opérationnalisation et la prise de décision, au travers d'un outil permettant de spécifier les enjeux en matière de tourisme responsable au sein de différents territoires.

Pour ce faire, la première partie nous a permis de développer cette approche et d'en faire un état des lieux. La seconde partie est quant à elle venue préciser le contexte ainsi que notre terrain d'étude, à travers la présentation de la structure de stage et la méthodologie employée. Pour terminer, la dernière partie a mis en évidence les similitudes et les divergences grâce à la réalisation et la présentation des fiches destinations. Ces dernières, bien outillées et co-construites avec les membres et les partenaires de l'association offrent une vraie plus-value au référentiel du label Agir pour un Tourisme Responsable (ATR). De plus, les préconisations développées pour un tourisme durable et responsable en fonction des éléments de recherche obtenus confirment l'intérêt de la remise à jour du projet des fiches destinations, qui n'est pas nouveau étant donné que sa création a commencé il y a plus de dix ans.

Le tourisme responsable et durable suppose l'implication et la participation des communautés locales aux décisions fondamentales relatives à son application et à la réception de ses avantages, ainsi qu'à la promotion et à la diffusion des traditions culturelles. Cela découle également sur un processus de formation et d'éducation environnementale auprès de tous les acteurs. Ainsi, les « fiches destinations », appelées également « fiches pays » au cours du mémoire, sont un outil essentiel à une bonne entente entre les acteurs et une généralisation des bonnes pratiques.

## **BILAN DU STAGE**

Ce projet restera ouvert constamment étant donné l'évolution des informations au sein de chaque pays. La responsabilisation des acteurs locaux passe également à travers la construction commune de ces fiches pays. L'objectif est de faire en sorte que l'association ATR, construite avec les acteurs locaux, un lien à travers des réunions annuelles en compagnie du chef de produit et du référent ATR dans le pays.

Ces 6 mois de stage ont permis de relancer le projet des fiches destinations, la construction de 10 fiches, et l'ouverture de 35 autres. Par ailleurs, cela a permis de relancer les membres, les motiver et ainsi renforcer le lien avec les parties prenantes de l'association. Cela a également donné une dimension plus internationale à l'association.

À présent, il est important de garder ce lien de connexion avec les membres référents afin de continuer d'alimenter ces fiches pays dès qu'une information ou un événement important est nécessaire d'être mentionnés.

Le travail au sein de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) a été principalement réalisé en télétravail. Une organisation du travail en partie à distance grâce aux technologies de l'information et de la communication. Des déplacements à Paris lorsque nécessaire ont permis d'avoir une approche plus concrète et ont également permis de rencontrer des personnalités très intéressantes. Travailler avec un organisme comme ATR est apparu comme une évidence dès notre premier mémoire de Master 1 où été déjà évoqué la charte éthique du voyageur. Ainsi, ce travail s'inscrit dans une démarche et une volonté personnelle et poursuit cette collaboration institutionnelle entre l'association Agir pour un Tourisme Responsable et l'ISTHIA.

## **QUELLE OUVERTURE SUR MON PROJET PROFESSIONNEL ?**

Conservant toujours mon fort intérêt pour les enjeux du tourisme durable à l'internationale, je souhaite poursuivre l'expérience par un Service Civique International (SCI). M'engager dans une mission de volontariat me permettra à nouveau de confirmer mes choix pour le secteur du développement.

## BIBLIOGRAPHIE

Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Dossier « *La compensation volontaire démarches et limites* », 2017, 15 pages.

ARTHUS-BERTRAND Yann. Good Planet.org. 2 degrés de trop - Mieux comprendre les enjeux de Copenhague. Éditions de la Martinière, novembre 2009, 192 pages.

Alliance nationale de recherche pour l'environnement. Tourisme et Environnement, CVT AllEnvi, Paris, 2019.

Association Tourisme Équitable et Solidaire (ATES). *Les dossiers de l'ATES, Tourisme et impact carbone : constat et perspectives ?* janvier 2019.

BERLINGEN Flore. Zéro Waste. Zéro déchet, zéro gaspillage. Canopé, Le scénario. Rue de l'Échiquier, 2014. 127 pages.

BLANC-GRAS Julien. Paradis avant liquidation. LGF/Livre de Poche, 2013. 187 pages.

Organisation des Nations Unis. *Changement climatique et tourisme – Faire face aux défis mondiaux*, octobre 2007.

COCHIN Yann, LHUILIER Dominique. *Des déchets et des hommes*. Collection Sociologie Clinique, 1999, 184p.

Commission Européenne. *Boîte à outils du système européen d'indicateurs du tourisme pour la gestion durable des destinations*, Mars 2016.

Commission Européenne. Direction générale de l'environnement. *L'UE et la gestion des déchets*, 2000.

DELISE Marie-Andrée et JOLIN Louis. *Un autre tourisme est-il possible ?* Presse de l'Université du Québec, 2007. 130 pages.

FRADET Élodie, LACOUT Annick et de RAUGLAUDRE Pascal. *Le grand débordement. Pourquoi les déchets nous envahissent, comment les réduire*. Éditions Rue de l'Échiquier, 2014. 286 pages.

Le guide du routard, *Tourisme Durable*, 2011. 160 pages.

Le guide du routard, *Tourisme Responsable*, 2012. 160 pages.

Les Entreprises du Voyage. *L'impact du réchauffement climatique sur les habitudes de voyage en avion*. Rapport de résultats. Publiée le 21 mai 2019.

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT). *Guide du tourisme durable pour le développement* (2013).

Organisation des Nations Unies. Rapport : « *Overtourisme ? Comprendre et gérer la croissance du tourisme urbain au-delà des perceptions* », mars 2019.

Panate Manomaivibool, Économie circulaire sans déchets. Groupe de recherche sur la Thaïlande, faculté des sciences. *“Tourism and Municipal Solid Waste Management in Developing Economies: Challenges and Opportunities”*, 2018.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). *Manuel pour la gestion de l'eau et des déchets : ce que l'industrie du tourisme peut faire pour améliorer ses performances*, 2003 (version anglaise).

RABHI Pierre. *Vers la sobriété heureuse*, 2010, 161 pages.

Schéou Bernard. *Du tourisme durable au tourisme équitable. Quelle éthique pour le tourisme de demain?* Paris, Editions De Boeck, 2009, 301 p.

VIDAL Julien. *Ça commence par moi*. Éditions Le SEUIL, 2018. 304 pages.

World Wild Fund (Fonds mondial pour la nature). *Pollution plastique : À qui la faute ? Identification des défaillances systémiques et présentation du scénario zéro plastique dans la nature en 2030*, juin 2019.

#### **DOCUMENTAIRES :**

Dion Cyril, Noualhat Laure. *Après demain*, France 2, 2018.

Cash investigation. *Plastique : la grande intox*, 2018.

#### **CONFÉRENCES ET ÉVÈNEMENTS :**

Salon mondial du tourisme, Mars 2019

Salon du livre, Mars 2019

Séminaire inter-académique – Développement durable/Éducation, Mars 2019

Assemblée générale Acteurs du Tourisme Durable, Avril 2019

Festival Changeons d'Air – Tourisme Solidaire - Fondation Good Planet, Mai 2019

Assemblée générale Agir pour un Tourisme Responsable, Juin 2019

Festival No Mad – Tourisme Responsable, Juin 2019

Soirée 85 ans, Trophée Echo Touristique, Juillet 2019

Séminaire Agir pour un Tourisme Responsable, Septembre 2019

## TABLE DES ANNEXES

Annexe A : Guide d'entretien en anglais

Annexe B : Guide d'entretien en espagnol

Annexe C : Retranscriptions des 15 entretiens

Annexe D : Analyses thématiques du récit par pays et par acteurs

Annexe E : Fiches pays : Cuba – Inde – Islande – Maroc – Sri Lanka – Vietnam (2019)

**MAINTENANCE GUIDE:**

**1 / Major issues related to responsible tourism**

definition would you give to sustainable / responsible tourism?

Reminders: What elements is it characterized by?

What is your perception of responsible tourism?

What do you think is responsible tourism in the world?

How do you think responsible tourism in the world reveals differentiated practices and perceptions?

What are the strengths of your (agency / region / country) in responsible / sustainable tourism?

What is sustainable development for you? Do you have sustainable development approaches?

- If so, what are your priorities? (Environmental, social, economic)

- What actions do you put in place?

- Are you able to evaluate the impact of your actions?

Are your customers aware of responsible tourism?

Do you select providers according to their eco-responsible practices?

Are local development associations associated with your projects?

**2 / Labels and local networks of the country**

Is there one in your country, a local network committed to responsible tourism?

If yes, are you part of it? If not why?

Would you be interested to obtain a local label of responsible tourism?

Is the labeling process simple for professionals?

**3 / Political and legal system**

Is there a tourism policy in your region / country for sustainable tourism?

How does it work? His actions? Her goals?

Are local institutional actors sufficiently aware of the challenge of sustainable tourism?

Is the involvement of public authorities sufficient?

Is the offer of sustainable / responsible tourism in your country sufficiently valued? Represented?

**4 / Economy**

In your activity, do you encounter particular problems? (On support, training, at local policy level ... to enforce responsible tourism?)

What relationship do you see between tourism and the local economy?

What about the economic stability and development of the country?

**5 / Company**

Are indigenous communities adequately represented?

Do they take place in tourism management decisions?

The distribution of tourism benefits paid to local people when the latter actively participate?

**6 / Environment**

Waste management: How are waste and wastewater managed in your region / country?

Overcrowding: Does your country face overcrowding problems in certain regions or tourist sites? If so, do you think of ways to unclog these sites? And on the other hand, promote the less frequented places?

Climate: Are you directly or indirectly affected by climate change?

If so, have you put in place actions to limit the damage? What are they?

**7 / Culture**

Is the local culture of the country sufficiently represented?

Recovery: Are there any risks of folklorisation (staging of customs and customs only for tourism)?

**8 / Ethical and practical advice for travelers**

Practical advice / habits and customs to respect in particular?

**[Acknowledgments, cordialities, greetings]**

**GUÍA DE MANTENIMIENTO:**

**1 / principales cuestiones relacionadas con el turismo responsable**

¿Qué definición le darías al turismo sostenible / responsable? ¿Qué elementos se caracterizan por?  
¿Cuál es su percepción de turismo responsable?  
¿Qué crees que es el turismo responsable en el mundo?  
¿Cómo crees que el turismo responsable en el mundo revela prácticas y percepciones diferenciadas?  
¿Cuáles son las fortalezas de su (agencia / región / país) en el turismo responsable / sostenible?  
¿Qué es el desarrollo sostenible para ti?  
¿Tiene enfoques de desarrollo sostenible?  
- Si es así, ¿cuáles son sus prioridades? (ambiental, social, económico)  
- ¿Qué acciones se pone en su lugar?  
- ¿Eres capaz de evaluar el impacto de tus acciones?  
Sus clientes son conscientes de turismo responsable?  
¿Selecciona proveedores de acuerdo a sus prácticas eco-responsables?  
¿Las asociaciones de desarrollo local están asociadas con sus proyectos?

**2 / Etiquetas y redes locales del país**

¿Hay uno en su país, una red local comprometida con el turismo responsable?  
Recuperación: Si es así, ¿eres parte de ello? Sino porque ?  
¿Estaría interesado en obtener una etiqueta local de turismo responsable?  
¿El proceso de etiquetado es simple para profesionales?

**3 / Sistema político y legal**

¿Existe una política de turismo en su región / país para el turismo sostenible?  
Recuperación: ¿Cómo funciona? Sus acciones? Sus objetivos?  
¿Están los actores institucionales locales suficientemente conscientes del desafío del turismo sostenible?  
¿Es suficiente la participación de las autoridades públicas?

¿Se valora suficientemente la oferta de turismo sostenible / responsable en su país? Representado?

**4 / Economía**

En tu actividad, ¿encuentras problemas particulares?  
Relanzamiento: ¿En apoyo, capacitación, a nivel de política local ... para hacer cumplir el turismo responsable?  
¿Qué relación ves entre el turismo y la economía local?  
¿Qué pasa con la estabilidad económica y el desarrollo del país?

**5 / Sociedad**

¿Están las comunidades indígenas adecuadamente representadas?  
¿Toman lugar en las decisiones de gestión turística?  
¿La distribución de los beneficios turísticos se paga a la población local cuando estos últimos participan activamente?

**6 / Ambiente**

Gestión de residuos: ¿Cómo se gestionan las aguas residuales y residuales en su región / país?  
Hacinamiento: ¿Su país enfrenta problemas de hacinamiento en ciertas regiones o sitios turísticos? Si es así, ¿piensa en maneras de desatascar estos sitios?  
¿Y por otro lado, promocionar los lugares menos frecuentados?  
Clima: ¿Te afecta directa o indirectamente el cambio climático?  
Si es así, ¿has puesto en marcha acciones para limitar el daño? Que son ellos

**7 / Cultura**

¿Está la cultura local del país suficientemente representada?  
Recuperación: ¿Existe algún riesgo de folclorización (escalonamiento de aduanas y aduanas solo para turismo)?

**8 / consejos éticos y prácticos para los viajeros**

Consejos prácticos / hábitos y costumbres a respetar en particular?  
[Agradecimientos, cordialidades, salud]

## ANNEXE C : RETRANSCRIPTIONS DES 15 ENTRETIENS

### Retranscription entretien – Organisation non gouvernementale Eco-Bénin

Date : 27 juin 2019

Durée : 50 minutes.

Lieu : Périgueux, France – Cotonou, Bénin.

**Profession** : Responsable d'une organisation non gouvernementale de tourisme responsable au Bénin

**Conditions d'entretiens** : L'entretien a été réalisé par téléphone. La communication n'était pas toujours audible.

#### Présentation de l'ONG :

Eco-Benin est une organisation non gouvernementale béninoise créée en 1999. Elle travaille pour la promotion de projets d'écotourisme et de développement local à travers le Bénin, pour un « développement humain responsable, équitable et solidaire ».

Eco-Benin utilise l'écotourisme comme pilier économique du développement des communautés locales, soit dans des régions où les revenus traditionnellement liés à la pêche ou à l'agriculture sont en baisse, soit dans des localités disposant d'un patrimoine naturel et culturel menacé de disparition ou mal exploité. Les activités de l'ONG visent à développer des services touristiques simples qui bénéficient avant tout aux communautés d'accueil et qui participent à la protection de leurs ressources naturelles et de leur identité culturelle.

#### Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Comment il se caractérise ?

Le tourisme responsable doit être à cheval sur trois éléments, le voyage, le profit au communauté et la protection du patrimoine.

#### Quelle est votre perception du tourisme responsable ?

Oui bien sûr, « responsable » tout le monde veut utiliser le concept donc les gens l'adaptent à leurs réalités et à leur business. Par exemple, il y a trois ans au Maroc on a organisé les journées nationales de tourisme responsable. Ça été fait à Sofitel, en disant voilà il faut rendre le tourisme responsable, et selon moi on le retourne dans tous les sens pour justifier le business, comme c'est devenu vendeur... Donc pour nous c'est une conception, si on veut mettre en place un service de tourisme responsable, c'est une conception de A à Z, c'est quelque chose qu'il ne faut pas confondre avec le tourisme classique. Je dirais qu'il y a un effort avec le tourisme durable, les gens en faisant tout type de tourisme durable en changeant certains comportements, au niveau de la réduction d'impacts, oui je peux comprendre cela car dans tous les cas il y a pas mal d'infrastructures classiques et ne pas travailler à ce qu'il y 'est une part de changement dans les comportements ou la réduction des impacts

ce serait suicidaire. Mais il faut au moins faire la différence entre le tourisme responsable et certains agissements dans le tourisme classique.

#### Quels sont les atouts de votre organisation en matière de tourisme responsable/durable ?

Tous les projets d'Eco-Benin sont gérés par les communautés hôtes, dans l'objectif qu'elles deviennent à terme autonomes dans l'organisation des activités d'écotourisme et sa chaîne de valeur dans leur village. Une part des recettes (entre 10 et 25% selon les activités et les projets) est destinée à la réalisation de projets d'intérêt communautaire (réfection d'une école, construction de latrines, etc.) ou à aider les familles les plus démunies. L'ensemble de ces projets a permis d'accueillir 6322 touristes en 2011. Ces projets comptent 227 bénéficiaires directs et 880 bénéficiaires indirects (dont 45% de femmes) avec des revenus socio-économiques importants.

#### Dans vos actions de développement durable pour vous, quelles sont vos priorités ? (Environnementales, sociales, économiques)

Pour nous l'aspect environnemental est très fort mais en même temps dans le contexte de notre pays en voie de développement vous ne pouvez pas dire aux gens de conserver la nature uniquement pour conserver la nature. Il faut trouver le moyen de générer des bénéfices à travers la nature, avec un développement économique derrière. Donc aujourd'hui, protection de l'environnement, de l'économie et du patrimoine sont presque sur le même palier pour un développement durable. Normalement, si on arrive à régler le problème, au niveau social ça va suivre. On ne peut pas faire du tourisme dans une zone sans qu'il y est de l'eau, de l'électricité, des routes et vous ne pouvez pas donner tout ça aux touristes sans que les communautés locales n'aient accès à cela, et aussi tout ce qui est création d'emplois etc.

Lorsqu'il y a un développement économique et la protection de l'environnement, ces éléments doivent suivre après il faut veiller à ce qu'il n'y est pas exploitation des employés, etc. Mais de plus en plus les gens prennent conscience de cela. Aujourd'hui, les réseaux sociaux permettent de dénoncer les mauvais

comportements concernant les problèmes sociaux et environnementaux.

#### **Quelles actions mettez-vous en place ?**

Nous intervenons dans tout le Bénin, du Nord au Sud et nous nous concentrons actuellement sur 3 types de projets : la promotion de 150 foyers améliorés pour économiser le bois dans le Nord du pays et dans le Sud du pays nous avons travaillé avec d'autres partenaires sur la création d'une réserve transfrontalière du Mono, une réserve MAB UNESCO. Notre organisation travaille en particulier sur la partie qui s'appelle « La Bouche du Roy », qui est une grande majorité de mangrove, dotées d'une partie marine. Nous avons des sites d'écotourisme dans une dizaine de localité au Bénin, comme le thé qui dispose d'un service écotouristique, donc d'hébergements, de petits restaurants, de boutiques artisanales, de circuits guidés, donc c'est une activité humaine pour compléter les revenus issus de l'agriculture ou de la pêche.

Dans le cadre de la réserve de la « Bouche du Roy », nous avons un certains nombres d'actions. Comme la mise en place des pépinières des plans de mangrove. On forme la population sur comment il faut faire une pépinière de mangrove, sur comment est-ce qu'il faut planter une mangrove et comment entretenir une zone de mangrove. »

Mais en plus de cela, nous travaillons avec les « notables » – les chefs traditionnels de ces villages-là pour assurer la protection des mangroves. Ils utilisent des rites traditionnels vaudous comme moyen de préserver la biodiversité, la sacralisation de la zone de mangrove pour une pêche durable.

On surveille l'utilisation des ressources et à ce que certaines espèces emblématiques soient protégés et ne soient pas capturés, comme les lamantins, les tortues marines, les loutres. Ces espèces doivent être protégés. Nous essayons de faire avec des éco gardes, des patrouilles, des surveillances et quand il y a des cas d'échouements, nous allons sauver ces espèces. D'autres travaux se font, comme la surveillance la nuit des tortues marines – nous faisons le tour de la plage pour voir si les tortues sont venues pondre et si les œufs sont en sécurité et si ce n'est pas sécurisé nous les ramassons et nous les mettons en incubation pendant 45 jours et les tortues sont libérés à la mer. Ceci se fait également avec des touristes, avec des visiteurs qui viennent nous voir.

Dans le Golfe du Bénin nous avons des espèces de poissons emblématiques (baleines, dauphins, tortues) qui migrent d'un pays à l'autre. Donc, nous avons constaté que si un pays seul fait des efforts pour leur protection cela ne sert à rien car ces espèces-là vont migrer dans un pays à côté et si la politique n'est pas

intéressante, forte, ces espèces seront détruites. Les ONG doivent se mettre ensemble pour travailler mais les états aussi. Pour travailler les conventions, les lois. Nous devons se mettre ensemble pour travailler sur la protection de nos ressources.

#### **Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Oui nous évaluons, chaque année on essaye. Nous avons un outil d'évaluation pour évaluer les retombées, sur la partie environnementale et sociale.

#### **Vos clients sont-ils sensibilisés au tourisme responsable ?**

Oui, c'est systématique lorsque les gens rentrent en contact avec nous. Surtout lors du processus d'inscription on explique aux visiteurs les commandements de l'écotourisme éventuellement. Mais ceux qui viennent sont souvent déjà sensibilisés à ces problématiques là... Lorsque ce sont des autres agences qui nous envoient des clients, on les sensibilise avant et pendant sur l'immersion culturelle. Mais aussi via les agences, les voyageurs sont déjà sensibilisés.

#### **D'autres associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Oui bien sûr, dans notre démarche de travail nous travaillons avec des associations villageoises pour sélectionner des prestataires, gérer l'implication en gestion de déchets, gestion de sécurités locales, des questions d'aménagements et lorsqu'il y a des associations on les soutient. Dans les communes dans lesquelles nous intervenons, nous avons souvent une convention cadre avec elles et nous contribuons au développement à travers des projets de développement local que nous menons comme ceux présentés avant. Donc nous agissons dans tout ce qui est protection de la biodiversité, protection climat, nous avons des crédits carbone que nous vendons à des entreprises. Après il y a l'appui à des jeunes entrepreneurs, des activités d'économie locale, etc....des facilitations d'accès aux crédits, aux financements.

#### **De quelle manière travaillez-vous avec la Fédération Béninoise des Organisations de Tourisme Responsable et Solidaire (FBO-TRS) ?**

Alors, nous avons été un des membres fondateurs de cette organisation. Donc c'est sur le développement de projet et depuis maintenant 3 ans on forme une vingtaine d'agents dans différents métiers (serveur, guide, restauration, cuisine) gratuitement. Nous avons aussi un projet d'accès à la promotion, au webmarketing, formation de tablettes pour communiquer directement avec les clients,

plateformes de réservations en ligne. Voilà certaines actions que nous faisons avec eux. Nous avons travaillé ensemble sur le label BTE (Bénin Tourisme Équitable) qui a un processus de certification, donc on a un référentiel et il faut passer les différentes étapes.

**D'accord. Et Eco-Bénin a obtenu le label BTE ou pas ?**

Oui nous on a été testé, [inaudible] mais après le label n'est pas géré par l'association Eco-Bénin, mais par l'État. Certains critères ont été mis et sont vraiment difficiles à respecter donc c'est l'état qui doit prendre des mesures pour régler cela.

**Le processus de labellisation au Bénin est-il simple pour les professionnels ?**

Non il n'est pas simple. [Inaudible] Nous avons testé le label canadien Village Monde mais on trouve que l'on dépasse un peu les prérequis, ce n'est pas suffisant pour nous.

**Existe t-il une politique touristique dans votre région/pays en matière de tourisme durable ?**

Nous avons fait du plaidoyer, depuis 2006 nous militons pour qu'il y est ce genre de choses, et ça c'est terminé par la mise en place d'un plan stratégique de développement de l'écotourisme, mais seulement, ce document que nous avons élaboré, ça été fait avec les nouveaux changements de gouvernement, de dirigeants et ce n'est pas encore mis en œuvre.

**L'implication des pouvoirs publics est-elle suffisante ?**

Actuellement, non ce n'est pas suffisant. Le pouvoir actuel lorsqu'ils sont arrivés ils nous ont demandé des propositions et rien ne se passe.

**L'offre de tourisme durable/responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

L'État même essaie de prendre des initiatives mais c'est très lent et parfois classique et mal dimensionné [inaudible].

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)**

Au niveau du cadre réglementaire on n'en a pas un « réglementé ». Il en faudrait une qui permet aux professionnels du tourisme responsable d'avoir une licence appropriée et ça ce n'est pas encore fait et concernant l'appui à la promotion, le gouvernement du Bénin investi un peu dedans mais pas assez.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

C'est très lié. La chaîne de valeur du tourisme, l'association des deux est un grand maillon là-dedans. Quand on dit tourisme, c'est tout ce qui est produit locaux, agro-alimentaire. C'est intimement lié et lorsqu'on ne prend pas en compte l'économie locale et la production locale il y a beaucoup de fuite et ça ne favorise plus un développement local et ça va profiter à beaucoup d'autres régions ou pays à qui on envoie ces produits là. C'est pour ça que nos actions à Éco Bénin intègrent beaucoup tout ce qui est production locale, pour amener les jeunes à investir, créer des entreprises. Donc c'est très lié.

**D'accord. Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Je ne comprends pas bien la question...

**Est-ce que le développement économique du pays, va venir influencer le tourisme ?**

Bien sûr, bien sûr, le tourisme c'est une activité qui dépend beaucoup de la création de richesse, du pouvoir d'achat des gens et aussi du niveau de paix social et économique donc c'est une activité qui dépend de ce facteur là. Il y a encore beaucoup d'autres problèmes à régler. Ce n'est pas forcément la priorité des gens. La priorité des gens c'est de manger... [Inaudible]. Le tourisme ça vient dans les derniers besoins, c'est pour ça qu'ici c'est davantage une clientèle étrangère que nous avons.

**Les communautés autochtones sont t'elles suffisamment représentées ? Prennent-elles place dans les décisions de gestions touristiques ?**

Euh, c'est ce que nous essayons de faire. C'est ce sur quoi nous travaillons. Les zones touristiques sont souvent dans des zones reculées et appartiennent souvent aux communautés locales et on s'aperçoit que ces gens là ne sont pas impliqués, ne sont pas consultés pour les aménagements des sites alors nous on travaille avec eux pour leur ouvrir les yeux, leur faire comprendre les enjeux du développement économique passant par le développement du tourisme et tous les gains et intérêts qui peuvent avoir. Les intérêts d'une activité touristiques. C'est ce que nous faisons. On ne peut pas dire que les gens ont conscience des avantages du développement touristique dans le pays. On travaille pour les sensibiliser à cela et à ce qui peuvent gagner en le faisant eux-mêmes.

**La répartition des bénéfices touristiques sont-ils reversés aux populations locales lorsque ces dernières y participent activement ?**

Oui ce sont des projets où ils sont propriétaires des infrastructures touristiques, ils tiennent eux-mêmes

les hébergements, des restaurants...certains sont formés pour être guides. C'est un des meilleurs mécanismes pour qu'ils bénéficient du tourisme.

**D'accord. Concernant la gestion des déchets et les eaux usées au Bénin, savez-vous comment cela fonctionne ?**

C'est un gros problème dans le pays. Actuellement il y a beaucoup de réformes, car il y a très peu d'organisation pour la gestion des déchets et les gens les laissent au premier pas donc on retrouve des déchets partout ça devient grave. Nous travaillons à sensibiliser nos partenaires.

**D'accord. Le Bénin fait-il face à des problèmes de surfréquentation dans certaines régions ou sites touristiques ?**

Oui, il y a un site tout près de la capitale. On ne dit pas qu'il y a une saturation mais le site est délaissé et les populations ne profitent pas du tourisme et ça devient un peu du zoo tourisme et les communautés protestent. Mais au Bénin nous n'avons pas encore d'overtourisme.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ?**

Oui bien sûr il y a plein de difficultés, sur la production, le temps, de fortes pluies...

**Vous avez mis des actions pour en limiter les dégâts il me semble ?**

Oui, nous avons une mission d'appui en énergies renouvelables. Ce projet devrait permettre d'accueillir et d'expérimenter des innovations technologiques en matière d'énergie renouvelable (fours solaires,

panneaux solaires, etc.). Nous souhaiterions aussi trouver des matériaux et faire des installations en modèle facilement reproductible à la portée de la bourse des communautés locales afin d'améliorer l'efficacité énergétique. Puis, former les populations locales à l'utilisation et l'entretien des installations.

**Super. La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ?**

Oui, ça reste encore un pays très authentique. Dans les grandes villes on peut voir beaucoup d'influences de la culture étrangère mais de manière générale c'est encore un pays très authentique.

**Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

Non, pas encore.

**Et dernièrement, avez-vous des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier au Bénin ?**

Lorsque les visiteurs arrivent déjà, ils ont droit à une séance d'immersion culturelle que nous faisons et nous leur expliquons tout ce qu'il faut respecter et faire ou ne pas faire. Ensuite, au niveau de la salutation, chez nous au Bénin c'est très important de saluer les gens surtout dans les villages. Après les aspects, de l'habillement, s'habiller très décemment lorsqu'on est dans les villages et après tout ce qui est lié à la culture vaudou, il y a beaucoup de règles, qu'il faut absolument respecter.

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Responsable du réseau de tourisme responsable en Colombie**

**Date :** 11 juin 2019

**Durée :** 50 minutes.

**Lieu :** Périgueux, France – Bogota, Colombie.

**Profession :** Responsable du réseau de tourisme responsable/durable en Colombie

Conditions d'entretiens : L'entretien a été réalisé par visioconférence en espagnol (traduction immédiate dans la retranscription).

**Présentation de l'organisation.**

Je suis Laura X je dirige une association de tourisme responsable de Colombie qui s'appelle ACOTUR, depuis 2015. ACTOUR est une association qui est née de la possibilité d'avoir une meilleure relation avec le gouvernement sur les politiques de développement qui change beaucoup dans notre pays. Cette association est née car tous les entrepreneurs qui l'ont fondée en 2011 étaient des étrangers qui souhaitaient faire du tourisme responsable en Colombie. À cette époque la Colombie était un pays avec beaucoup de

violences encore plus qu'aujourd'hui. Cela était difficile de promouvoir le pays alors l'idée était de se rassembler et de proposer un meilleur développement du tourisme. Ce n'était pas évident pour un pays en développement. Mais aujourd'hui en 2019, nous avons 84 membres associés. Dont 13 hôtels, 10 grossistes, 2 fondations et 59 opérateurs locaux.

Ils travaillent ensemble pour un tourisme responsable, le respect à la nature, aux communautés locales. Nous travaillons avec le ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme « MinCIT ». Nous essayons

d'identifier ensemble les problématiques actuelles et comment les solutionner, notamment sur le thème de la sécurité.

Nous avons des membres dans pratiquement tout le territoire, notamment dans les parties où il y avait beaucoup de guerre, mais petit à petit nous avons réussi à implanter le tourisme. Nous bénéficions du Programme suisse pour la promotion des importations (SIPPO). C'est un mandat reconnu du Secrétariat d'État aux Affaires économiques (SECO) dans le cadre de la **D'accord. Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

C'est une « durabilité » pas comme les panneaux solaires on n'y est pas mais les entreprises associées visent à avoir des relations justes, des paiements justifiés avec les communautés. Ils respectent les règles, cherchent à minimiser les impacts sur l'environnement en accord avec la protection de la nature. Nous essayons de respecter les trois piliers.

**En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Je pense que c'est pratiquement la même chose partout mais que chaque pays a ses spécificités et ses conditions. Par exemple les parcs nationaux au USA, la gestion des déchets, l'éducation. Les visiteurs qui viennent ici font un peu plus attention car ils viennent d'autres pays, ils ont appris des choses différentes. Alors qu'ici par exemple il n'y a pas toujours de ramassage des déchets. Les personnes n'étudient pas de la même façon, surtout concernant le plastique. Tous les gens jettent leurs déchets. Je pense que dans tous les pays cela arrive mais que dans les pays en développement la gestion est plus facile.

L'attention au tourisme est peut être plus présente, etc. L'aspect économique et culturel du pays est mis en valeur de façon différente suivant les territoires.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ? (Environnementales, sociales, économiques)**

Je pense qu'il y a comme trois points. Pour la partie sociale par exemple, l'aspect pratique et théorique, le respect des communautés locales, des guides, des chauffeurs, de tous les acteurs du tourisme. Après la partie environnementale, sur la bouteille en plastique, d'avoir sa propre bouteille, mais nous n'allons pas sauver le monde se sont de petites actions que nous faisons pour limiter les impacts. Et dans le thème économique, pour les associations membres, s'assurer qu'ils traitent bien leurs employés, que toutes les ressources soit bien utilisées, et comment l'aspect de développement durable est mis en avant.

coopération économique pour le développement. Nous avons fait l'an dernier des formations.

Cette année nous avons créé une application mobile ACOTUR, associée à Google pour mieux localiser les organismes de l'association.

Nous travaillons également avec TourCert qui accompagne les entreprises de tourisme sur la voie d'une plus grande responsabilité des entreprises (RSE), en les certifiant dans les principes éthiques du tourisme durable.

Le tourisme est un secteur à part, de services, sur lesquels les aspects environnementaux doivent être utilisés. Nous sommes partenaire avec Rainforest, par exemple nous avons 15% des entreprises certifiées pour leur aspect environnemental.

**Quels sont les atouts de votre réseau en matière de tourisme responsable/durable ?**

Nous sommes divisés en cinq groupes de travail :

- Le positionnement
- La formation
- Le guide du tourisme responsable
- Les avantages économiques
- Les actions stratégiques

Notre engagement est de travailler pour avoir une offre de plus en plus responsable de tourisme responsable en Colombie. L'objectif est que le tourisme responsable ne soit pas un moyen de locomotion alternatif, mais ouvert au grand public.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Non pas directement, mais indirectement nous en avons eu plus de 203 245 touristes en 2018 dont 147 680 étrangers. Autrement, nous n'avons pas évalué les retombées concrètement, j'aimerais présenter cela à nos membres, peut être sous forme d'un questionnaire pour connaître leurs retombées et attentes. Je suis dans ce processus je dirais.

**Selon quels critères est-il possible de faire partie de votre association ?**

Alors bien sûr avoir tous les documents légaux, le registre national du tourisme, la marque de commerce, disposer de son identifiant national etc. Après ils doivent être présentés par des membres déjà dans l'association, quelqu'un qui les connaît. Après, connaître comment ils font passer l'information du tourisme responsable, comment ils véhiculent leurs valeurs. Nous avons un entretien avec eux pour les interroger sur le sujet.

Finalement, ACOTUR est comme une famille, tout le monde se connaît, se comprend, c'est facile de travailler entre eux, ils déterminent qui peut rentrer dans l'association ou non. Et puis nous avons Procolombia qui réalise la vente et la promotion du

tourisme en Colombie. À travers différents services, campagnes et ressources, le pays est promu en tant que destination touristique et les entrepreneurs de cette branche sont encouragés à vendre leurs services. Cette année avec le nouveau premier ministre on essaie de voir comment s'associer à nouveau de manière plus accessible sur le développement durable. Les questions de corruptions compliquent les choses dans ce processus.

**Et le processus de labélisation est simple pour les professionnels ?**

Oui et c'est une partie importante, comment ACOTUR va toucher le plus de personnes possible. Après les touristes étrangers qui viennent ici viennent beaucoup pour le tourisme de nature, les oiseaux, les baleines, marcher dans les parcs. C'est pour ça que les entrepreneurs locaux visent à protéger et s'assurer que les ressources restent sur le territoire. Ce n'est pas la même chose que ceux qui choisissent un «package» ou tout est compris dedans. S'ils réservent un tour pour observer les oiseaux directement sur place cela n'aura pas le même impact. S'ils rencontrent la communauté les bénéfices leurs iront directement par exemple. L'impact de ce tourisme est plus important pour le développement du pays. Ce qui se passe c'est qu'ils ont tout intérêt à rejoindre ACOTUR pour bénéficier de cela. C'est un «cadenas» une sûreté, de faire du tourisme quelque chose de responsable et durable.

**Et il n'y a pas de concurrence entre eux ?**

Oui bien sûr, parfois je dois assumer un rôle de médiation afin de trouver une solution lorsqu'il y a des différences. Après il y a un comité éthique au sein de l'organisation et l'idée est de remettre les choses en place et si quelqu'un a un mauvais comportement il s'en va. Le secteur du tourisme comporte toujours des problèmes et dépend d'infimes raisons d'autant plus pour un pays comme la Colombie.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Il y en a quelques unes oui, par exemple dans la région de Chocó, il y a une association vraiment intéressante à Núqui. Après ces associations manquent d'organisations pour l'instant, après nous avons une entreprise de tourisme durable et communautaire qui fait partie d'ACOTUR et qui fait beaucoup de gestion avec le vice-ministre pour aider les communautés locales à s'organiser et à avoir un impact communautaire important. Il manque encore quelques éléments mais nous travaillons dessus. Cependant ce n'est pas facile ce sujet. Puis les communautés sont

assez «fermées» en Colombie, les communautés indigènes sont très méticuleuses et très prudentes.

**Existe-t-il une politique touristique dans votre région/pays en matière de tourisme durable ?**

Oui c'est une loi, comment devrais-je dire, d'«accomplissement», pour moi cela me paraît un peu ridicule. Il faut télécharger une page sur internet, il suffit de s'enregistrer «recycler le papier» par exemple. J'ai la signature des pompiers pour mon établissement. Ce qui se passe c'est que tout le monde le remplit, mais en réalité s'il y a un contrôle il ne va pas y avoir de vraies sanctions. Donc c'est un thème un peu de «motivation» comme quelqu'un qui certifie, qui le fait bien et obtient différentes choses que plutôt quelque chose d'obligatoire.

Par exemple, la réglementation pour les hôtels ou les agences de voyages qui sont ouvertes au public, doivent avoir une signature des pompiers, un processus de validation (extincteurs ok, etc.), toute la réglementation légale. Mais par exemple en Chocó il n'y a pas de pompiers. Donc c'est drôle parce que les gens le font, le gouvernement le sait, ce n'est pas un secret.

**Dans la région de Chocó, il y a l'écologie El Almejal non ?**

Oui exactement !

**D'accord ! J'allais effectuer mon stage là bas l'an dernier, mais compte tenu de la zone «rouge», je n'ai pas pu...!**

Oui...concernant la paix c'est une blague parce que ce n'est pas encore «réel». Il y a des lieux où tu peux être plus tranquille que d'autres.

**L'offre de tourisme durable/responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ?**

Non je pense que l'offre de tourisme durable passe par les organismes d'ACOTUR. Suivant le contexte colombien, ce qui existe ici, ceux qui proposent une vraie offre ce sont eux. Après il y a certaines régions qui ne savent pas qui est ACOTUR. Mais je travaillais seule jusqu'à la naissance de mon fils. Il y a une dame qui m'aide pour la partie administrative, opérationnelle, à voir qui paie, ne paie pas, et c'est tout.

Concernant les relations publiques pour expliquer qui est ACOTUR, je le fais seule. Les réunions avec le vice-ministre, les entrevues, etc. Par exemple nous avons un super vice-ministre du tourisme, on faisait un grand travail avec lui et il a renoncé il y a une semaine. Après on a eu un changement de gouvernement, et comme à chaque fois toute l'équipe va changer.

**Et justement, dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)*

À ACOTUR, en Colombie en général, la difficulté rencontrée est le manque de guide touristique. Il doit y en avoir 1240 guides sur tout le territoire. Personne ne s'en est préoccupé auparavant. Ce n'est pas un thème qui les intéresse. Mais quand on a commencé à présenter nos offres et travailler sur tout le territoire national et c'est une loi d'avoir un guide touristique dans ce pays, nous avons commencé à le faire entendre. Non seulement il n'y a pas de guide mais si nous prenons la région de Chocó (je prends toujours cet exemple mais c'est la région la plus touristique de Colombie) mais à un grand problème de conflits, c'est le plus touristique mais le moins développé alors c'est terrible. Et il y a des territoires encore moins développés ou le tourisme débute juste. Et à Chocó il y a zéro guide de tourisme. Alors imagine, le coût pour faire venir un guide, incluant les tickets, sachant que la région est difficile d'accès. Et on ne peut pas y aller sans guide, c'est la selva on peut s'y perdre. Et voilà, le vice-ministre du tourisme faisait un super travail pour améliorer cela mais il est parti. Ah oui, et pour obtenir la carte professionnelle, vous devez posséder au moins un diplôme d'enseignement supérieur de niveau technologique de guide touristique, certifié par le SENA ou par un établissement d'enseignement supérieur agréé par le gouvernement national et pour entrer là bas tu dois avoir un baccalauréat. Nous espérons qu'ils créent un autre système pour les prestataires touristiques. Il serait bien d'ouvrir une nouvelle catégorie de registre national du tourisme nouveau « hôtes de services touristiques » pour que les personnes des communautés locales en « après-conflit » et qui ne savent pas comment faire et souhaitent être formé à cela puissent le faire. Cela pourrait générer du tourisme communautaire au lieu du trafic de la feuille de coca et le narcotraffic.

Les personnes de la communautés nécessitant des formations ou autres choses, mais ce seront aussi des personnes ayant de l'expérience dans le tourisme et avec eux nous faisons un grand programme et nous attendons que les lois soient signées pour débiter.

Le vice-ministre ne peut pas prendre toutes les décisions sans concerter le gouvernement, donc le processus est un peu long.

Le nombre de guide est disproportionné par rapport aux opérateurs touristiques sur le territoire. L'idée est de former plus de guide locale pour éviter qu'ils viennent tous des villes.

Une étude a été menée auprès des guides l'an dernier. Parmi ceux qui ont répondu, seulement 8 guides

parlent anglais, 1 allemand, 4 français, 2 italiens, 2 portugais. Il existe 1 264 pour 2 451 opérateurs en 2017. Ils ont une basse qualité de formation avec peu d'options d'études. Le coût des honoraires ou des doubles contrats est élevé. Il n'y a aucune possibilité pour les communautés et les peuples autochtones. C'est pour ça que nous avons proposé l'ouverture d'une autre université, d'une autre formation technique. La situation est terrible.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Tout est proportionnel, le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafficant de ce pays.

Je pense que le tourisme peut être une bonne économie si l'on prend en compte une meilleure organisation, une meilleure connectivité, de générer une meilleure conscience, de minimiser les effets négatifs, faire un travaille avec les communautés locales. Ce n'est pas évident dans un pays en développement. Il y a des communautés qui tiennent des mauvaises pratiques concernant ses déchets, de la nourriture, d'éducation... ce sont des choses de bases mais la majorité est analphabète. Alors pour le tourisme, le fait de parler ou d'écrire peut être intéressant pour proposer un service touristique.

Le travail que ACOTUR fait est important et nous devons le faire.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Je pense que cela s'améliore, c'est une thématique politique, certaines sont mieux d'autres pires. Nous pouvons dire que avoir un pays en développement et avec tant de changements je pense que cela augmente de façon positive mais le thème de la corruption nous limite beaucoup. Mais compte tenu de notre passé conflictuel, le développement perpétue au niveau local.

**Les communautés autochtones sont t'elles suffisamment représentées en Colombie ? Prennent-elles place dans les décisions de gestions touristiques ?**

Non, non mais il y a des indigènes au congrès, les indigènes ont une loi ils sont simplement propriétaires de leurs propres lois. Alors ils font ce qu'ils veulent, par exemple à la Guajira, ils gèrent cela comme ils veulent. Au parc Tayrona ils souhaitent fermer davantage le parc à certaines périodes de l'année et c'est très important mais ils doivent déterminer à quelle année et que ce soit la même chose chaque année parce que les visiteurs qui planifient le voyage

un an à l'avance et qu'une fois sur place le parc est fermé, cela peut engendrer des soucis.

**La répartition des bénéfices touristiques sont-ils reversés aux populations locales lorsque ces dernières y participent activement ?**

Hm, concernant le parc Tayrona par exemple, ils ont une partie des bénéfices, mais c'est un parc national et on paye directement l'entrée au parc et il y a beaucoup de visites qui ne payent pas et ils perdent de l'argent. Mais s'ils ne contrôlent pas l'entrée au parc, l'enregistrement cela n'est pas bénéfique. Surtout que l'argent va une partie au parc, aux communautés et au gouvernement. Nous dénonçons ça notamment dans un parc de Chocó, nous avons un opérateur qui est rentré avec un groupe de 20 – 30 passagers et l'entrée est payée par 1 personne sur 5. Imagine tous les revenus perdus. Ils sont entrain de mettre un place un système d'enregistrement et de paiement en ligne pour minimiser ses erreurs.

Par exemple, il y a quelques années avant que je travaille à ACOTUR, je m'occupais d'accompagner des enfants en sortie pédagogique. Un jour, nous avons visité un parc nous étions 100 enfants. Nous avons payé en liquide et je suis sûr que la moitié s'est perdue. Ici, il n'y a pas de réelle volonté de protéger les parcs nationaux.

**Comment sont gérés les déchets et les eaux usées dans votre région/pays ?**

La gestion des déchets est nulle. Il y a des décharges et des poubelles, disons que dans la capital le tri des déchets basiques est fait, il y a certains bâtiments où c'est très bien géré, (le plastique, les papiers, les déchets, etc.) cela arrive dans les villes principales mais dans les villages ce n'est pas le cas beaucoup de choses finissent à la mer. Il existe un petit village proche de Leticia en Amazonie qui s'appelle Puerto Nariño, ils ont un système de gestion des déchets incroyable. Il n'y a pas de voitures, que des motos, et ils recyclent tout. C'est la première municipalité de Colombie dotée d'une certification environnementale, engagée à instaurer la paix. La municipalité a reçu 300 millions de dollars pour des programmes de gestion des déchets. Pour cela, le ministre de l'Environnement a annoncé des ressources pour 300 millions de pesos US pour mettre en œuvre des programmes qui découragent l'utilisation des sacs en plastique.

Ce territoire amazonien représente le potentiel le plus important du pays en termes de développement durable et alternatif.

Après un projet de loi est passé aux informations et interdirait le plastique à usage unique à San Andres, cela doit d'abord passer au congrès. Et nous avons aussi une campagne dans les supermarchés où on doit

payer pour les sacs plastiques. Donc il y a quelques actions mais le thème de la gestion des déchets ici est mortel.

**Existe-il une sensibilisation à ce sujet avec vos partenaires justement ?**

Oui nous avons une sensibilisation comme je te disais, certains font attention aux bouteilles plastiques. Puis nous travaillons avec COTELCO (Association hôtelière et touristique de Colombie) on fait un plan pour les aider sur ces questions-là. Ici en Colombie il y a question de l'eau potable donc ce sujet est très important et il y a beaucoup de sensibilisation au sein d'ACOTUR.

**Votre pays fait-il face à des problèmes de surfréquentation dans certaines régions ou sites touristiques ? Si oui, pensez-vous à des moyens pour désengorger ces sites ? Et en contre partie, promouvoir les lieux peu fréquentés ?**

Oui par exemple à la « Ciudad Perdida » nous avons le principe de capacité de charge.

L'avantage que nous avons c'est une grande saison d'opération, si le touriste international vient à une période qui n'est pas bonne pour la Colombie cela nous permet de visiter des régions à d'autres époques. Et si nous avons des mois « moins fréquentés » comme mai, nous proposons d'autres régions à visiter. Par exemple, le Cañon Cristales peut se visiter qu'à une certaine époque de l'année parce que la rivière à une certaine couleur, alors on ne peut y aller qu'à une époque et il y a une capacité de charge.

Donc, en ce moment nous avons un projet avec les USA, dans le cadre d'un programme de coopération américaine, qui s'appelle « Riqueza natural » (« Richesses naturelles ») avec lequel les opérateurs d'ACOTUR ainsi qu'un consultant, travaillent, sur un programme de formation pour les communautés en bas du Cañon Cristales, donc un autre secteur du parc pour utiliser la question de l'opérabilité, donc nous appuyons ce genre de projet. Le sujet le plus important est de le faire ensemble et que ACOTUR existe.

**Donc vos membres promouvent des lieux peu fréquentés ?**

Oui, bien sûr ainsi que des lieux fréquentés. Je ne sais pas si vous connaissez, le parc naturel Chili Kite, c'est un parc gigantesque. Mais ce parc est fermé pour plusieurs raisons. Il y a des communautés qui vivent dedans et qui ne souhaitent pas de contacts, ils sont protégés. Deuxièmement, il y avait beaucoup de guerre à l'époque du conflit. Ce samedi, ils ont commencé à avoir des autorisations de vols jusque-là. Et il y a une commission tarifaire entre eux, qui autorisent seulement 15 opérateurs touristiques qui

ont le droit de voler. Nous avons 6 agences d'ACOTUR qui peuvent le faire.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques en Colombie ? Si oui, avez-vous mis en place des actions pour en limiter les dégâts ?**

Je pense que malheureusement cela doit se faire au niveau de la politique nationale et pas que chaque personne. Les changements climatiques sont perceptibles au niveau de la température c'est indéniable. Il y a des moments où il pleut beaucoup, où les animaux ne peuvent pas vivre, mais je pense que c'est un fait qui arrive partout dans le monde. Les petites actions environnementales peuvent contribuer mais le gouvernement doit mettre en place une grande politique environnementale. Et malheureusement l'enjeu n'est pas assez pris en compte.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ?**

Il nous manque beaucoup, on commence mais c'est un travail qui prend de temps. Tous les ans il y a une

réunion avec plusieurs opérateurs touristiques et cela nous permet d'impliquer davantage le gouvernement. C'est processus long.

**Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

Oui, enfin dans différentes régions il y a des coutumes et des cultures différentes mais pas seulement pour le tourisme. C'est culturel.

**Des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier ?**

L'important et de bien se préparer avant de voyager, faire attention aux périodes pour le climat qui peut être très différent suivant les régions. C'est important de choisir des entreprises légales aussi, aux normes. Ne pas courir derrière un taxi dans la rue, des choses simples, demander la permission pour prendre des photos, se renseigner sur son voyage, faire attention aux communautés qui peuvent être envieuses des visiteurs. Donc faire attention avec ça : « NO DAR PAPAYA ».

[Remerciements, cordialités, salutations]

#### **Retranscription entretien – Entreprise sociale indienne Village Ways**

**Date :** 29 mai 2019

**Durée :** 50 minutes.

**Lieu :** Périgueux, France - Uttarakhand, Inde

**Profession :** Co-fondatrice et directrice général

**Conditions d'entretiens :** Réalisé en visio-conférence en anglais – retranscription en français directement.

La qualité audio n'étant pas très compréhensive certain passage sont inaudibles.

**Présentez vous ainsi que votre organisation.**

Je suis co-fondatrice et directrice générale de Village Ways. C'est une entreprise sociale, nous avons commencé en 2004 avec un projet pour des communautés locales dans les montagnes en Inde. Tenter d'améliorer leurs conditions de vies en proposant des projets communautaires. En 2005, cela a vraiment débuté. Pour faire du tourisme ils avaient besoins d'infrastructures, de leurs propres toilettes par exemple. Ensuite nous avons commencé à promouvoir nos activités. Maintenant, nous sommes une entreprise à valeur partagée qui soutient et profite aux communautés rurales dans le besoin grâce à la création d'entreprises de tourisme villageois. Nous cherchons à développer une forme de tourisme durable qui s'appuie sur les ressources locales. [Inaudible]

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

C'est vraiment tous ce qui représente les trois piliers d'un développement durable. L'aspect social est vraiment important. Cela permet de préserver les cultures locales. Nous ne voulons pas en revanche que les villageois arrête leur activité d'agriculture par exemple. Car s'ils sont dépendant du tourisme cela peut être vraiment très dangereux. C'est ce que j'appelle la durabilité dans le tourisme, se préserver tout en ayant une activité complémentaire avec le tourisme. L'aspect traditionnel et culturel est ainsi préservé.

**En quoi le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Non, enfin, je pense que c'est spécifique suivant les besoins du pays. Ce n'est pas la même chose en Inde, au Népal, etc.

**Quels sont les atouts de votre organisme en matière de tourisme responsable/durable ?**

Nous agissons dans différentes thématiques, en premier dans le soutien des communautés villageoises, le partenariat communautaire et le développement des compétences locales, et la favorisation de l'interaction culturelle. Par exemple, nous avons mis au point un fonds Village Ways pour permettre aux communautés d'étendre plus largement les bénéfices qu'elles tirent déjà directement des activités de Village Ways. Son objectif est de développer les compétences et les capacités des communautés rurales pour améliorer et améliorer leurs activités de subsistance. Depuis sa fondation en janvier 2008, le Fonds a aidé les villageois à se former, faciliter les projets générateurs de revenus et aider à des projets d'amélioration sociale.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ?** (Environnementales, sociales, économiques)

L'aspect environnemental et l'aspect social sont les deux plus importants pour nous. [Inaudible]

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Lorsque nous encourageons l'utilisation de leurs connaissances locales et de leurs compétences traditionnelles cela crée des opportunités économiques et permet ainsi aux villageois de rester au sein de leurs communautés plutôt que de migrer vers les villes à la recherche d'un emploi. Nous favorisons le développement des compétences artisanales des villageois, en fournissant une formation si nécessaire et des conseils pour la vente de produits artisanaux. La formation et le rôle des guides sont déterminants, et tous les guides maîtrisent suffisamment l'anglais pour pouvoir communiquer leurs connaissances aux touristes.

**Existe t-il une politique touristique dans votre région/pays en matière de tourisme durable ?**

Non pas vraiment, certains efforts sont faits mais ce n'est pas suffisant. [Inaudible]

**L'offre de tourisme durable/responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Il y a un début, mais l'impact social, les enjeux sociaux sont si importants que tout ne peut pas être pris en compte. L'important serait d'évaluer les trois piliers. [Inaudible]

**Vos clients sont-ils sensibilisés au tourisme responsable ?**

Oui ils sont sensibilisés sur ces questions là. Nous encourageons le respect de l'environnement local et sensibilisons les villageois et les touristes à l'environnement local, en fournissant une formation,

des informations et des échanges. Nous visons à faire des considérations environnementales un élément essentiel de toutes les décisions économiques à tous les niveaux des voies villageoises. Par le biais des comités de tourisme de village, nous sensibiliserons à des questions vitales telles que la pollution (en particulier les déchets), les économies d'énergie et la collecte de l'eau.

**Quelles nationalités viennent le plus ?**

La plupart viennent d'Angleterre, de France, d'Australie et des États-Unis.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Nous travaillons avec des prestataires en direct, le chauffeur taxi, ou des hôtels ou guesthouse, etc....pour l'instant nous en sommes là.

**Existe t-il un dans votre pays, un réseau local engagé pour un tourisme responsable ?**

Non. C'est entrain de changer mais pas encore. Ce n'est pas officiel. En dehors de WTR. On n'a pas d'équivalent. Le plan serait d'en avoir un ici.

**Êtes-vous en contact avec Outlook Responsible Tourism ?**

Oui, depuis le début nous travaillons ensemble.

**Les acteurs institutionnels locaux sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente le tourisme durable ?**

Oui, je dirais que c'est le début. Il y a des Initiatives locales, mais le gouvernement devrait s'associer et trouver des solutions durables ensemble. Ce n'est pas évident, nous espérons que les choses changent à l'avenir. Les gens font « comme ils veulent », tout le monde avance comme il a envie.

**L'offre de tourisme durable/responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Je pense que le tourisme responsable est un mouvement. Pas beaucoup de personnes le font, mais les gens sont plus conscients et on envie de prendre des initiatives. C'est le début, je ne dirais pas que tout le monde le fait, mais c'est une transition.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)*

Nous rencontrons surtout des problèmes pour la partie marketing, oui. On doit trouver aussi ce qu'est un « bon marketing ». Nous communiquons sur

internet via les réseaux sociaux mais nous aurions besoin de plus de visibilité. On doit maintenant le standardiser. On doit s'adapter aussi à plusieurs types de clientèles. On doit également maintenant en ordre les infrastructures tous les ans, surveiller cela. Donc maintenir un certain standard et faire du marketing sont nos plus grands challenges.

**Travaillez-vous avec d'autres agences internationales pour promouvoir votre activité ?**

Oui quelques unes et surtout via les réseaux sociaux (blog, Instagram, Facebook, articles).

[Inaudible]

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Je pense que le tourisme est une richesse dans le monde. Tout le monde veut voyager et explorer des pays. L'économie locale a une relation entre les consommateurs et les producteurs. Il y a un équilibre à respecter. Le tourisme est dans un certain niveau connecté à l'économie locale.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Le tourisme est une grande industrie. En Inde, il y a une grande dépendance au tourisme. C'est vraiment très lié avec l'économie du pays. Vous pouvez voir les impacts dans les magasins, hôtels, etc. Je pense que le tourisme impact vraiment sur l'économie du pays.

**Les communautés autochtones sont-elles suffisamment représentées ?**

Oui, après nous avons plusieurs communautés, mais le gouvernement essaie de les inclure autant que possible. Mais ce n'est pas si simple que cela de les encourager et de les initier.

**Prendent-elles place dans les décisions de gestions touristiques ?**

Pas toujours, mais lorsque nous faisons un projet nous les consultons bien entendu, nous leur expliquons ce que nous faisons et ce qu'elles veulent faire. Après le problème, c'est que lorsque des projets apparaissent de la part du gouvernement, cela met beaucoup de temps, et les communautés finissent par perdre la foi. Ce n'est pas encore ça mais c'est déjà un début.

**Comment sont gérés les déchets et les eaux usées dans votre région/pays ?**

Il y a de grandes initiatives pour recycler. Dans les grandes villes cela est bien plus développé que dans les petits villages, le ramassage des déchets... ils ont des systèmes de ramassage de déchets plus

développé. Don c'est vraiment au niveau local que cela se passe. Mais cela est entrain d'évoluer.

**Rencontrez-vous des problèmes de surfréquentation touristique ?**

Oui en Inde, nous avons pas mal de site saturé où la capacité de charge n'est pas respecté. Nous avons des parcs nationaux mais certaines régulations ne sont pas toujours respectées. Des sites vraiment touristiques comme le Taj Mahal bien sûr. Maintenant, plusieurs personnes décident de ne pas aller dans des endroits ultra touristiques, saturés. Mais nous avons besoin de plus d'options pour promouvoir des sites touristiques moins connus, plus calme. Mais la surfréquentation est un grand problème.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ? Si oui, avez-vous mis en place des actions pour en limiter les dégâts ? Quelles sont-elles ?**

Oui bien sûr, je pense que tout le monde est concerné, ceux qui travaillent dans les communautés agricoles, ils ont seulement une saison ou bien d'importante mousson.

Oui nous essayons de sensibiliser les gens sur ces changements climatiques. On explique les effets et les conséquences. [Inaudible]

Nous aidons aussi les communautés à trouver des solutions pour limiter les impacts. C'est notre devoir de faire cette part.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ? Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

La culture locale est représentée oui, nous avons beaucoup d'exemples en Inde. Cependant, nous avons des problèmes avec la drogue, l'alcool dans certains cas mais notre devoir est de rappeler également les effets néfastes du tourisme pour préserver au mieux cette culture locale. Ne pas dépendre du tourisme uniquement peut aider certaines communautés à mieux s'en sortir.

**Des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier ?**

Je dirais que le seul conseil serait de respecter le système local, c'est une chose importante. Et peu importe où l'on veut, c'est important de connaître la culture locale dans le pays dans lequel on se rend. Limiter les impacts négatifs que le tourisme peut amener. [Inaudible]

[Remerciements, cordialités, salutations]

## Retranscription entretien – Réseau tourisme responsable indien – Outlook Responsible tourism

Date : 29 mai 2019

Durée : 1h10

Lieu : Skype – Périgueux, France - Inde

Profession : Dans le cadre de l'entretien, tête de réseau tourisme responsable

Conditions d'entretien : Entretien réalisé en anglais – retranscription en français.

### Présenter vous ainsi que votre organisme.

Nous existons depuis maintenant 4 ans, presque 5 ans en Inde. Mais c'est une large communauté de médias un peu partout depuis 20 ans. Nous avons commencé avec un magazine de voyage appelé « Outlook traveller », on donnait des conseils aux gens sur où aller. On échangeait avec des voyageurs et des professionnels du tourisme sur la durabilité du tourisme et comment cela affectait les communautés locales. Surtout dans les endroits où les personnes dépendent maintenant du tourisme. On travaille avec des praticiens responsables, des dirigeants d'hôtels, de maisons d'hôtes, des tours opérateurs, des personnes des services publics officiels, le ministère du tourisme indien... Par exemple en Inde, nous avons différents états et ces états disposent de différents services touristiques. On travaille avec toutes ces personnes, nous sommes comme un grand pont entre tous ces acteurs. On a une conférence annuelle de récompense, de remise des prix où l'on invite tout le monde et où on célèbre le bon travail fait en Inde. On les encourage car ce n'est pas facile d'être « responsable ». Parfois ils ont les mêmes problématiques mais ne se connaissent pas donc nous les aidons à faire un lien.

### Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?

C'est vraiment clair, cela doit être social. Que les bénéfices aillent aux populations locales. Ils doivent bénéficier du tourisme et y participer. Et non pas seulement avoir des petits jobs. Mais aussi les meilleurs jobs dans le tourisme pour avoir la chance d'évoluer et d'être dans de bonnes conditions pour vivre. L'environnement bien sûr, surtout dans les pays les plus développés, comme le votre. Il y a des forêts mais il y a une tendance à détruire pour développer, construire plus de route, pour créer des infrastructures mais pour nous c'est aussi important que le tourisme garde un équilibre peut importe la destination. Donc préserver l'environnement, les ressources en eau, l'énergie, c'est très important. C'est deux aspects sont très importants. Le côté économique aussi, le fait que les bénéfices soient partagés entre tous les acteurs.

### En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?

Je pense que fondamentalement c'est le même partout. Mais la nature des pays est différente. Le notre par exemple, il y a plusieurs langues, il y a différentes autorités publiques, mais je pense que le challenge dans le monde est le même. On doit préserver les ressources naturelles on doit conserver les aspects culturels et on doit s'assurer que tous les voyageurs soient contents. Et puis les problèmes sont les mêmes partout : carbone, plastiques...

### Quels sont les atouts de votre organisme en matière de tourisme responsable/durable ?

Notre objectif est d'informer, d'éduquer les consommateurs. Mais de manière pédagogique. Car si tu dis à quelqu'un d'être « responsable », de ne pas faire ça, de faire ci, cela ne fonctionnera pas. Il y a des moyens de communiquer et de sensibiliser. Éduquer le consommateur et l'aider à faire les meilleurs choix. Aider les professionnels et les connecter avec les consommateurs. On fait de l'accompagnement, des cours où peut de monde vont. On met en réseau plusieurs profils d'acteurs pour essayer de faire du lobbying et les aider au mieux, créer une voie pour que le gouvernement entende. Ce n'est pas facile de faire en sorte que « tout » le pays soit dans une optique de tourisme durable en un jour. C'est un processus, mais petit à petit ça arrive et nous travaillons sur ça.

### Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ? (Environnementales, sociales, économiques)

Je dirais que l'environnement est en premier. [inaudible]. Donc je dirais qu'avec l'aspect social c'est 50 / 50. Mais dans un sens, si tu ne fais rien pour l'environnement que rester t-il pour l'aspect social ?

### D'accord. Et dans les actions que vous mettez en place, arrivez-vous à évaluer leurs retombées ?

C'est encore trop tôt, peut être l'an prochain nous arriverons à vraiment évaluer nos impacts. Pour dire précisément quels sont nos impacts. Mais on grandit d'années en années comme une communauté. Avec le WTM on est connecté à de plus en plus de monde. On ne célèbre pas juste des bonnes initiatives on parle d'elles.

Par exemple à Goa (destination – plage), c'est surfréquenté. Ça devient meilleur mais ce n'est pas encore ça. Mais beaucoup de personnes font du bon travail dans la protection et la conservation de la plage. Ils font partie de notre communauté. Beaucoup de personnes viennent à nos conférences et se rencontrent. Plein de personnes ne se battent plus seuls mais ensemble. Il y a une tendance à promouvoir un meilleur tourisme. Ainsi, l'on sait que l'on fait la différence et que nous avons un peu d'impacts.

#### **Sensibilisez-vous au tourisme responsable ?**

Nous ne sommes pas un tour opérateur, nous connectons les personnes ensemble mais oui dans nos magasins, sur nos réseaux sociaux, nous trouvons des initiatives de tourisme responsable. Surtout sur le plastique, sur comment consommer, à propos des déchets aussi. Des conseils comme par exemple, le fait qu'il faut supporter l'économie locale, respecter les cultures. Certains le font naturellement, lorsqu'ils vont dans un endroit. Mais beaucoup n'imaginent pas l'impact qu'ils ont. Alerter aussi sur la culture en Inde, dans certains villages ils ont beaucoup de toilettes sèches, donc prévenir aussi les visiteurs sur ces thématiques. Beaucoup de gens voyagent de plus en plus en voyage « d'aventures » et ne réalisent pas toujours leurs impacts. Ils s'attendent à un système de chasse d'eau « normal ». On les prévient sur ça, de ramasser leur déchet, limiter l'usage du plastique. Par exemple, il existe un trek vraiment populaire nommé « *opkund* » où les voyageurs ne se rendent pas compte de la quantité de déchet humain qui ne se désintègre pas etc. Il y a trop de pression sur ce trek, beaucoup de personnes y vont. Il n'y a pas de régulations. L'eau est contaminée et les personnes ne savent pas comment gérer cela. D'où l'intérêt d'expliquer l'importance de ne pas y aller tous en même temps et de réguler via un tourisme responsable. Tous les jours on essaie de prévenir, de dire de voyager doucement, etc.

#### **Sélectionnez-vous des prestataires selon leurs pratiques écoresponsables ?**

C'est long et difficile mais au début le plan était de mettre un système d'audit dans les différentes organisations. Pour voir ceux qui étaient responsables ou non. Mais on a réalisé que la certification était compliquée. Ce n'est pas facile et ça ne marche pas partout. Et tu dois le faire tous les 2 ou 3 ans pour être complètement sûr que l'audit est toujours valable. Alors tous les endroits que nous avons sélectionnés ont une personne qui vient vérifier avec beaucoup de documents. On les appelle et les visiteurs qui ont été dans ces endroits nous reportent aussi les faits. On appelle des personnes pour vérifier l'état des infrastructures, etc. Les personnes qui rapportent les

prix (les récompenses WTR) les ont après un long temps de travail, ça n'arrive pas comme cela. Il faut qu'ils aient plusieurs références, il y a différents critères et différentes thématiques. Après bien sûr aucun d'entre eux n'est à 100% responsables et/ou durables. Certains le sont déjà par des gestes au quotidien, d'autres veulent tendre vers cela et cherchent à s'améliorer. Par exemple sur l'électricité ou pas, voilà ça dépend. Mais ils ont déjà des alternatives. Alors on suit ça et pour les gagnants c'est un plus long processus mais nous n'avons pas de certification pour le moment.

#### **Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Oui nous avons des projets partout en Inde. L'événement annuel est un projet en soi, on invite différents acteurs. On fait aussi de la création de contenu, des articles, des vidéos, des podcasts, des story audio, des photos essayées, suivant des régions spécifiques et des besoins locaux. Et on le fait dans des perspectives de tourisme responsable.

#### **Existe-t-il un dans votre pays, un réseau local engagé pour un tourisme responsable ?**

Non, mais le gouvernement parle d'une certification depuis longtemps. Je parle avec eux depuis de nombreuses années maintenant, et ils n'ont pas commencé. Dans la région de Kerela ils ont commencé une sorte de système de certification pour les hôtels et les guesthouse en partenariat avec le GSTC mais la plupart n'ont pas cette certification.

#### **Seriez-vous intéressé pour obtenir un label local de tourisme responsable ?**

Ça dépend du travail, ça dépend de la régularité des audits, le processus etc., pourquoi pas.

#### **Travaillez-vous avec des organismes internationaux ?**

On travaille juste en Inde mais on est connecté avec le World Tourism Market Harold Goodwin, qui est un mentor pour nous, avec l'OMT, etc. mais nous n'avons de formelle relation, nous sommes en contact avec eux.

#### **Existe-t-il une politique touristique dans votre pays en matière de tourisme durable ? Comment opère-t-elle ? Ses actions ? Ses objectifs ?**

Oui, il y en a. C'est assez long à expliquer, c'est un long document mais oui le gouvernement met activement en place depuis 3 ou 4 ans des initiatives pour tenter d'améliorer le tourisme. Il y a d'abord des réglementations vis à vis de l'écotourisme, à propos de l'environnement. Ils ont une politique pour cela depuis longtemps. Après avec la mise en place du réseau

Airbnb, une communauté de « homestay » s'est mise en place. Ça devient important pour le gouvernement.

**Les acteurs institutionnels locaux sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente le tourisme durable ?**

Alors je dirais que c'est mieux que ce que ça n'a pu être. Mais ce n'est pas encore une connaissance commune, ça va prendre du temps avec que tout le monde monte à bord. C'est une grande industrie. En Inde, 90% du tourisme est privé. Donc les régulations sont difficiles à mettre en place, ce n'est pas facile. Mais les jeunes voyageurs sont quelques parts plus avertis, plus conscients comme voyageurs. À propos du changement climatique, de la protection de l'environnement, et recherchent des authentiques expériences parce qu'ils ne sont plus satisfaits avec Instagram, ils recherchent des nouveaux endroits où personne n'est allé. Ils recherchent des expériences durables.

**L'offre de tourisme durable/responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

C'est entrain de grandir mais ce n'est pas suffisamment représenté. La grande compagnie de voyage, "Make my trip" – ils avertissent sur un tourisme responsable, mais maintenant le marché n'est pas assez « responsable ». Les autres entreprises ont comme Thomas Cook, Tui, ils ont des politiques internationales, ils vendent des tours en Inde. Mais pour les agences locales ce n'est pas un marché suffisamment présent. Il y a quelques places c'est entrain d'évoluer.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?**

Oui bien sûr. C'est pour ça que nous travaillons pour former les gens. Pour réduire l'énergie utilisée par exemple. Après beaucoup de personne n'évalue pas assez l'importance de la culture. Les locaux ne comprennent pas toujours qu'un visiteur étranger ne veut pas manger des pâtes ou des pizzas mais de la nourriture locale. Il faut qu'il y es davantage cette « fierté locale ». On les entraine à partager le plus de traditions possibles. Leur expliquer que c'est important pour les visiteurs de découvrir les authentiques recettes ou du moins la culture du pays.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Je pense que c'est important que le tourisme soit un revenu complémentaire. Le tourisme n'est pas juste

une industrie, il influe sur beaucoup d'autres. Ce n'est pas que le monsieur du taxi, c'est aussi le patron de l'épicerie qui en bénéficie. Dans ce sens il y a beaucoup de connexions.

L'économie du tourisme doit revenir le plus possible au pays.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Le tourisme est grand, il grandi dans le pays. Tous les ans on grandi par un nombre important (local et international).

Ça va devenir encore plus important dans les années à venir d'où l'importance qu'il soit fait de la meilleure façon possible. S'assurer que les personnes vivent des authentiques expériences et reviennent visiter et restent longtemps, pour générer de l'économie pour les locaux. Il ne suffit pas d'être la première industrie. L'industrie du tourisme est celle qui évolue le plus avec celle de l'agriculture.

**Travaillez-vous avec Village Ways ?**

Oui, nous travaillons ensemble. Ils sont sur notre site web, on communique sur eux. On se comprend mutuellement et on essaie de réunir nos forces même si on travaille indépendamment.

**Les communautés autochtones sont t'elles suffisamment représentées ?**

Cela dépend des régions. À Kerala, Marastra, ces places permettent de générer de l'économie aux populations locales. Donc cela dépend où tu es en Inde et comment vont les activités. Le gouvernement de la région de Kerala s'assure que le tourisme soit dans une phase plus responsable, que tous les villages en bénéficient.

Il y a une tradition en Inde avec les feuilles de bananiers que nous mangeons dans des plats. C'est une tradition ancienne vraiment durable. Cela fait travailler beaucoup de personnes, il n'y a pas de plastiques ou de produits chimiques. Les petits et grands hôtels utilisent cela. Ce sont des belles initiatives qui font travailler plusieurs acteurs.

On travaille sur la façon dont l'Inde fait du tourisme. Si tu fais des petits efforts, les choses peuvent évoluer.

**La répartition des bénéfices touristiques sont-ils reversés aux populations locales lorsque ces dernières y participent activement ?**

Cela dépend des projets. Les personnes que l'on a identifiées et qui ont un impact local, permettent aux populations d'avoir des revenus. Autrement, on ne choisi pas de travailler avec des organismes qui ne les aideraient pas. Ou alors on ne communique pas sur eux.

**Comment sont gérés les déchets et les eaux usées dans votre région / pays ?**

Cela dépend des régions, l'Inde est un grand pays. Chaque région à ces normes spécifiques. Un nouveau rapport de la Travel Foundation est sorti, expliquant les villes les plus sèches en Inde. On a des moyens traditionnels pour le système de l'eau. Il y a des réglementations, et concernant les déchets il y a beaucoup de « ramassage » mais pas assez de recyclage. En revanche, le compost est une partie de notre culture. Les légumes servent pour les animaux, le jardin etc.... tout le monde compost. Mais les déchets solides sont nouveaux pour nous. Le plastique est nouveau. Dans les grandes villes le recyclage existe, cela évolue. Il y a des projets de conservation de l'eau. Il y a des programmes de sensibilisation, des stratégies ingénieuses pour irriguer les cultures etc. Les personnes en dehors du gouvernement ont de belles solutions. Par exemple, encore beaucoup de villages n'ont pas l'électricité, et des projets de panneaux solaires ont été mis en place. Vous pouvez partir pour un fantastique trek et utiliser votre monnaie pour participer à des projets solidaires de ce type. Il y a également des femmes qui ont créés un atelier textile et vous pouvez vivre avec ces femmes et apprendre. Donc l'Inde a beaucoup d'initiatives pour le tourisme solidaire et social. Donc j'espère que le gouvernement mettra aussi en place des politiques durables pour donner le dernier coup de pouce. Parce que le plastique est un lourd problème, l'assèchement de l'eau aussi.

**Votre pays fait-il face à des problèmes de surfréquentation dans certaines régions ou sites touristiques ?**

Oui, Goa est un exemple classique. La concentration de trop de personnes au même moment. L'an dernier à un endroit appelé « Shivla », un endroit très touristique. C'est une place où au moins tous les indiens sont allés. Sur les réseaux sociaux des formes de revendications sont apparus, du type : « laissez-nous, nous n'avons pas assez d'eau ». L'Inde commence à certains endroits à subir ces effets de surtourisme. Nous avons un parc national, une réserve, avec des régulations. Mais si tu n'en mets pas, il peut y avoir 1000 jeeps comme 20000 jeeps. Et 1000 ça peut faire la différence.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ?**

Oui beaucoup. Le réchauffement climatique, l'eau a réduit, la température en augmentation endommage

l'agriculture. Il y a de fortes pluies, des tsunamis, des cyclones, une saison sèche importante, la pollution devient plus importante, et ce n'est pas juste en ville. Ça affecte tout le monde.

**Avez-vous mis en place des actions pour en limiter les dégâts ? Quelles sont-elles ?**

Nous avons renforcé la sensibilisation, nous abordons les effets que cela engendre. Les gens savent qu'il y a des effets négatifs aux changements climatiques, mais ne veulent pas toujours voir. Toute notre communication est pour promouvoir les alternatives durables. Essayer d'orienter les visiteurs d'aller à un autre endroit moins saturé. Et si tu y vas à Goa essaie d'aller à une autre plage, à quelques kilomètres de là. On fait aussi cela. Parler à propos de nouvelles expériences durables et promouvoir les acteurs qui font ses efforts-là.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ? Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

Ça arrive. Oui, dans certains endroits de l'Inde. Certains visiteurs veulent voir les danses traditionnels, ou d'autres activités locales. Mais si ça devient un produit touristique c'est autre chose. Mais on essaie que ça ne dérive pas. On encourage à rencontrer les locaux, vraiment. Chaque partie de l'Inde est différente, différente culture, langues, nourriture, musiques. On encourage les gens à participer à cela.

**Des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier ?**

Je dirais qu'il serait super pour tous les voyageurs qu'ils soient indiens ou d'autres pays, qu'ils ouvrent leur esprit et leur cœur a de nouvelles expériences. On ne leur demande pas qu'elles soient durables ou de faire attention aux changements climatiques, parce que traditionnellement, le plastique ne fait pas partie de notre culture, donc juste de venir et de partager avec les locaux. Expérimenter quelque chose de nouveaux, pas ce qui a été fait un million de fois. Faire cet effort, de passer du temps de qualité. Encourager les locaux qui ont de belles initiatives. Le problème en Inde c'est que les gens pensent que c'est dangereux de voyager, ils sont inquiets, mais avec les technologies maintenant, c'est plus sûr. Et on peut se connecter avec les bonnes personnes. N'hésitez pas de demander aux opérateurs touristiques de faire une vraie expérience. C'est mon unique souhait.

[Remerciements, cordialités, salutations]

## Retranscription entretien – Association Italienne pour le Tourisme Responsable

Date : 13 août 2019

Durée : ---

Lieu : France – Italie – par email

Profession : Président de l'association italienne

**Conditions de l'entretien :** L'interlocuteur a préféré échanger ses réponses par email plutôt que par visioconférence étant donné sa disponibilité très limitée.

### **Présentation de AITR :**

AITR est une association qui rassemble différentes organisations au niveau italien. Les membres sont des ONG, des petits voyageurs, des associations culturelles, des coopératives, des éditeurs, des hôtels et campings responsables, des associations de lutte anti-mafia.... Lors de sa création, les membres fondateurs étaient 11. Nous sommes maintenant environ une centaine.

### **Quelle définition donneriez-vous au tourisme durable / responsable? Quels sont les éléments caractérisés?**

Dans notre définition (d'autres définitions existent), le tourisme responsable est axé sur les droits, les attentes et la souveraineté de la communauté locale.

### **Quelle est votre perception du tourisme responsable ?**

Un tourisme respectueux de l'environnement, du territoire et de la communauté qui y vit.

### **Que pensez-vous du tourisme responsable dans le monde ?**

Le concept de tourisme responsable (qui n'existait pas il y a 20 ans lors de la création de l'AITR) émerge lentement dans le monde grâce aux documents de l'OMT et d'autres institutions telles que l'Union européenne.

### **Comment pensez-vous que le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Oui, le concept a des nuances différentes, dans certains pays la durabilité de l'environnement prévaut, dans d'autres le travail est considéré comme très important, dans d'autres la défense de l'identité est la priorité.

### **Quels sont les points forts de votre association en matière de tourisme responsable / durable ?**

Nous sommes un groupe uni, qui partage les valeurs du tourisme responsable, même si nous avons des activités différentes et des idées différentes sur d'autres questions.

### **Quelles sont vos priorités dans vos approches de développement durable? (Environnemental, social, économique)**

Social d'abord, puis les deux autres.

### **Quelles actions mettez-vous en place ?**

Projets de coopération internationale pour le développement ; soutien à nos voyageurs ; entraînement ; organisation d'événements publics.

### **Êtes-vous en mesure d'évaluer l'impact de vos actions ?**

Oui, mais pas de manière scientifique.

### **Vos clients sont-ils au courant du tourisme responsable ?**

Oui bien sûr.

### **Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Oui, aussi bien dans les pays en développement qu'en Italie.

### **Le processus de labélisation est-il simple pour les professionnels ?**

Non, c'est difficile, cela demande beaucoup de travail et coûte cher.

### **Existe-t-il une politique du tourisme dans votre région / pays pour le tourisme durable? Comment ça marche? Ses actions? Ses objectifs?**

Il est difficile de répondre, nous travaillons dans beaucoup de régions et de pays ; en Italie, certaines régions protègent le paysage ou créent des parcs et d'autres zones protégées ; certaines régions et villes ont adopté une politique de qualité de l'eau de mer.

### **Les acteurs institutionnels locaux sont-ils suffisamment conscients du défi du tourisme durable ?**

Ça dépend, certains sont au courant, d'autres beaucoup moins.

### **L'implication des pouvoirs publics est-elle suffisante ?**

Non, certaines autorités ne comprennent pas que la durabilité améliore la compétitivité d'une destination.

**L'offre de tourisme durable / responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Pas encore, juste dans quelques cas limités (une petite vallée, un vieux village ....)

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problèmes particuliers (accompagnement, formation, politique locale... pour imposer un tourisme responsable?)**

Oui, mais parfois c'est notre faute, nous ne pouvons pas convaincre les différentes parties prenantes.

**Quelle relation voyez-vous entre le tourisme et l'économie locale ?**

Un tourisme très fort et responsable doit avant tout profiter à la communauté locale.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Sans stabilité, il est impossible de définir et d'atteindre des objectifs de développement et, malheureusement, mon pays n'est pas très stable ...

**La distribution des avantages touristiques est-elle payée aux populations locales lorsque ces dernières participent activement ?**

Notre tourisme responsable se veut juste et produit des bénéfices pour toute la communauté

**Comment les déchets et les eaux usées sont-ils gérés dans votre région / pays ?**

Il y a d'énormes différences entre le nord et les autres régions, au sud et à Rome.

**Votre pays est-il confronté à des problèmes de surpeuplement dans certaines régions ou certains sites touristiques ? Si oui, pensez-vous à des façons de désengorger ces sites? Et d'autre part, promouvoir les lieux les moins fréquentés ?**

Venise, Florence et les Cinque Terre sont fortement touchées par le surtourisme, certaines villes adoptent des actions contre le virus, mais ce n'est pas facile. La promotion des basses saisons et des zones moins fréquentées est l'une des actions, mais pas assez.

**Êtes-vous directement ou indirectement affecté par le changement climatique ?**

Pas encore beaucoup, mais certains glaciers disparaissent.

**Si oui, avez-vous mis en place des actions pour limiter les dégâts ? Que sont-ils ?**

Très peu d'actions jusqu'à présent ...

**La culture locale de l'Italie est-elle suffisamment représentée ? Existe-t-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

L'Italie jouit d'une très bonne réputation pour son patrimoine culturel, ses sites historiques, ses sites archéologiques, ainsi que pour sa cuisine, sa mode, son design, etc. bien sûr, il y a des risques de folklorisation comme partout dans le monde, très rarement les touristes étrangers sont capables de distinguer les différences entre les régions italiennes et l'industrie du tourisme s'adapte à leurs attentes (par exemple des chansons napolitaines chantées par des gondoliers à Venise).

**Des conseils pratiques / habitudes et coutumes à respecter en Italie en particulier ?**

Pas de graffiti, silence, vêtements appropriés, utilisation modérée de l'eau et de l'air conditionné, réduire le gaspillage alimentaire

[Remerciements, salutations.]

**Réseau de tourisme rural – chambres d'hôtes péruvienne**

**Date :** 3 juin 2019

**Durée :** 1h10.

**Lieu :** Périgueux, France – Arequipa, Pérou

**Profession :** Fondateur du premier réseau d'hébergements ruraux péruvien

**Conditions d'entretien :** L'interlocuteur a pris le temps de répondre aux questions, l'entretien s'est déroulé comme un échange, une discussion.

**Présentez-vous, ainsi que votre organisme.**

Alors je m'appelle Carlos X. je suis péruvien, j'ai 35 ans et je suis le fondateur de CASAS DEL PERU. Mais bien sûr avant de faire de projet j'ai étudié le tourisme. C'est la 6<sup>ème</sup> année de fonctionnement du réseau et c'est le premier réseau chez l'habitant au Pérou. J'ai

fait mon master à Paris, cela m'a permis de valider cette idée que j'avais.

Concernant le projet, c'est ma passion, c'est un bébé pour moi. C'est le résultat de beaucoup de sacrifices, beaucoup d'efforts comme tous projets. Mais on est contents car chaque année nous recevons de plus en plus de monde et plus de personnes adhèrent au

projet au Pérou afin de préserver le patrimoine naturel, culturel, matériel et cela permet de faire une sorte de « justice » au Pérou. Le but est de réduire la pauvreté et de générer des emplois grâce aux retombées du tourisme local, nous sommes allés à la rencontre des familles péruviennes souhaitant mettre des chambres chez eux à disposition des voyageurs.

CASAS DEL PERU compte aujourd'hui 35 hébergements dans tout le pays. On reçoit généralement des français, mais de plus en plus nous avons des demandes de Suisse, Belges, Etats-Unis car beaucoup de personnes cherchent maintenant un sens à leur voyage.

**D'accord. Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Le tourisme durable c'est bien sûr les trois piliers que l'on connaît tous nous qui travaillons dans le tourisme, mais le tourisme durable c'est notamment le fait que les locaux, et les visités soient responsables et respectueux les uns des autres. Chaque action des visiteurs doit prendre conscience de l'impact que cela peut générer avec les achats, les modes de consommation, les décisions qu'il va prendre, à qui cela va bénéficier par rapport à ses choix. Pour les locaux, penser à l'image que les visiteurs vont avoir après leur visite, comment on les reçoit, quel prix on annonce, quand on dit un discours touristique est-ce qu'on le respecte tel qu'il est, ou est-ce que c'est du greenwashing, voilà. Je considère que le tourisme responsable ça fait parti du tourisme durable. Sauf qu'avec cet spécificité de respect des uns aux autres. Il y a un accès humain très grand dans le tourisme responsable.

**En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Globalement c'est ça les concepts du tourisme responsable c'est à dire que les différents collègues des différents pays, on doit arriver dans les mêmes notions, dans les mêmes actions a menées après je pense que chaque pays a ses propres actions en fonction des réalités. Par exemple pour CASAS DEL PERU, pour les 3 axes qui englobent le tourisme durable, on est plus dans l'axe social et économique parce que justement notre pays c'est ce dont il souffre le plus, c'est le plus visible, donc on réagit par rapport à ça. Après si je prends le Costa Rica, ils sont très puissants sur la partie environnementale mais ça englobe les trois piliers quand même. Après la partie sociale elle est développée différemment. Nous par exemple au Pérou on va faire en sorte que les locaux puissent bénéficier de l'activité touristique. Après par exemple en France, de façon communale mais il n'y a

peut être pas les mêmes problématiques avec les communautés des Andes au Pérou, mais ce que je vois c'est un aménagement pour les personnes à mobilités réduites donc je pense que chaque territoire voit ses priorités en fonction de ses besoins finalement.

**Quels sont les atouts de votre organisme en matière de tourisme responsable/durable ?**

Notre intérêt pour ce métier est important et le fait que l'on soit le premier réseau d'hôte au Pérou. Nous avons le label de qualité pour les maisons d'hôtes et aussi on choisi des familles qui ont un projet. Cela fait parti des 3 axes, cela peut être, une famille qui revalorise le patrimoine immatériel, une famille qui revalorise une activité locale ou de protection sociale. Du coup on fait un réseau des familles porteuses de projets en fait. Après, on essaie vraiment de diversifier les flux touristiques, on va choisir des communautés qui ne sont pas très loin des grands sites mais où ne personne ne va, c'est assez étonnant où tout le monde semble concentré dans un même espace. Après, je suis vraiment content de notre équipe qui a le même feeling d'apporter du positif au pays. Après le fait d'encourager le tourisme positivement. L'impact est assez marquant donc les personnes de milieux ruraux qui considèrent leur activité et se sentent revalorisés. Cela évite l'exode rural.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ? (Environnementales, sociales, économiques)**

**Social – économique**

Oui, alors bien sûr on oublie pas la partie environnementale mais c'est moins travaillé malheureusement. Déjà amené le social et l'économique c'est assez gros mais l'environnemental aussi. On dit aux hôtes qu'ils doivent faire du compost, trier leurs déchets, ne pas laisser des ampoules qui vont leur faire consommer trop d'électricité. On forme les gens à recevoir. C'est notre 6<sup>ème</sup> année et dans le futur ça va continuer là dedans mais de façon plus global dans tout ce qui est tourisme responsable et durable. Après notre objectif serait aussi dans un futur proche, recevoir un public à mobilité réduite et ça c'est le plus dur. Cela va prendre du temps. Dans les politiques du gouvernement cela n'existe pas mais on ne va pas attendre qu'ils agissent pour agir.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ? Améliorations des conditions de vies etc. ?**

Ça dépend parce que l'amélioration des conditions de vies ça passe par le côté matériel mais nous on pense que ces gens là, se sentent valorisés, qu'ils sentent que leur travail est important. Ça c'est très important pour nous. Après, que chacun ait une économie alternative,

chaque famille, quand ils ont des enfants, pour l'école etc. après on voit qu'ils ont amélioré leur chambre, leur cuisine, ils veulent continuer dans cette activité et faire des efforts pour recevoir. Ils sont contents de recevoir, ils sont fiers.

Le fait également, qu'ils se sentent ambassadeur de leur coin, ils se sentent capable, ils se sentent maintenant pris en compte et capable de monter leurs activités. Après bien sûr il y a des guides mais ils vont savoir loger, nourrir les visiteurs et raconter des petites légendes, histoires etc. après concernant le chiffrage, on sait combien ils reçoivent de visiteurs par année. L'aspect humain est très important, le fait de garder contact, l'amitié internationale avec les touristes. La deuxième visite, ils sont amis. Et après peuvent peut être les recevoir dans leurs pays. Les rapports horizontales avec les propriétaires des maisons, car on sensibilise le visiteur mais aussi l'hôte pour bien recevoir. Et surtout que l'économie reste dans le Pérou. Comme notre slogan, « Il n'y a pas de tourisme sans patrimoine et il n'y pas de patrimoine sans habitants. » Le tourisme doit directement faire bénéficier les habitants. Et nous, d'une certaines façons on va revaloriser différemment. Nous sommes entrain de donner une autre alternative au tourisme, pour les péruviens et fait par des péruviens.

#### **Vos clients sont-ils sensibilisés au tourisme responsable ?**

Oui, communiquer la charte éthique surtout. Après on passe beaucoup de temps avec les visiteurs sur la préparation au voyage, pour cibler ce qu'ils aiment etc. On leur explique chez qui ils vont être reçu. Cela se fait autant avec les propriétaires autant avec les visiteurs.

#### **Sélectionnez-vous des prestataires selon leurs pratiques écoresponsables ?**

Pas forcément parce que ces pratiques de tourisme responsable elles ne sont pas très connues au Pérou. Du coup c'est nous qui choisissons par rapport au projet, au guide, au chauffeur, aux maisons d'hôtes, par rapport à leur sérieux. Après c'est nous qui faisons la formation et la sensibilisation. Cette année d'ailleurs on doit avoir notre première réunion internationale en décembre de CASAS DEL PERU. C'est là qu'on va expliquer aux gens la partie sociale, comment on doit se comporter pour des ambassadeurs d'un tourisme responsable.

#### **Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

En fait à ce niveau là, c'est vraiment les associations du coin où l'on passe. C'est à dire, la forêt, la montagne, on fait des liens avec les associations locales. C'est une façon se soutenir leur volonté locale, c'est vraiment

compliqué d'être une association au Pérou et encore plus dans les coins reculés donc on va les accompagner, c'est plutôt à ce niveau là. Après, il y a des collègues qui travaillent un peu de la même façon, mais on travaille dans notre coin malheureusement. Il n'y a pas de réseau d'acteur du tourisme durable comme il y a en France vous au moins il y a une volonté, une synergie des acteurs. Nous on a les mêmes volonté, faire bénéficier les locaux etc., mais on se voit jamais et c'est dommage. Après le côté associatif péruvien fonctionne moins bien que le côté associatif français. Mais dès que l'on voit une association locale on va lui proposer de travailler ensemble.

#### **D'accord, donc intégrer un réseau local engagé pour un tourisme responsable, vous intéressez ?**

Oui, c'était ça aussi une de nos idées, où que quelqu'un créer quelque chose, se serait l'occasion de se rapprocher de faire aussi un peu de lobbying, influencer les politiques locales péruvienne mais malheureusement c'est chacun de son côté.

#### **Je vois, et justement vos hébergements ils sont localisés où au Pérou ?**

Ils sont localisés principalement dans le Sud, on a du mal à faire décoller le nord du Pérou étant donné que toute la promotion du pays passe beaucoup par le Sud. On pense que ça va venir et que ça va fonctionner un peu plus.

#### **Existe-t-il une politique touristique dans votre pays en matière de tourisme durable ?**

Non, c'est tout le contraire. Notamment avec ce projet d'aéroport à Chinchero, on est très étonné et préoccupé. Il n'y a aucune notion de responsabilité dans le développement touristique. C'est un peu « la poule aux œufs d'or ». On va le presser comme une orange jusqu'à ce qu'il sorte la dernière goutte, et le Machu Picchu c'est déjà le cas, il est victime de son succès. La gestion des déchets sur le site, les problèmes également sur les autres sites touristiques (Pisac, etc..) par exemple pour aller au Machu Picchu vous avez trois files d'attente à faire. La première c'est pour le bus, la deuxième pour aller aux toilettes et la troisième pour rentrer sur le site même. Pour moi, c'est limite maltraiter les touristes, bien sûr tout le monde veut voir la merveille. Mais la promotion continue et bien sûr la politique péruvienne c'est clairement laisser derrière les politiques des mines, agricultures, les autres industries. Le tourisme vient derrière tout ça. Il n'y a pas de projet de faire des vols entre d'autres villes que d'être obligé de passer par Lima, il n'y a pas de projet de faire des autoroutes, faire fonctionner les trains comme avant. Le train on

pouvait l'utiliser mais c'est maintenant que pour les marchandises. Après, concernant les déchets, les cascades vers Chachapoyas (la cascade de la honte), Cusco, plein de chiens partout, aucune poubelles. Très peu d'établissement reçoit un public à mobilité réduite. C'est un pays très riche mais les professionnels c'est ce qui manque dans les places décisionnelles.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)*

Je pense que pour arriver à une politique locale avec ce feeling de tourisme responsable il faut avoir une politique nationale de tourisme responsable. Ça va s'enchaîner, nationale, régionale, locale. Je sais pas si on vous a déjà expliqué mais tous les professionnels de santé, de droit etc., ils doivent adhérer à un « collège » pour accéder à son diplôme. Il existe des collèges régionaux officiels (mais pas national) qui te donnent un certificat pour faire ta profession et pour le tourisme cela n'existe pas. C'est un grand scandale. Aujourd'hui ceux qui sont dans le secteur du tourisme au niveau du gouvernement par exemple, ce sont des économistes, des avocats, mais ce sont des gens autres. Le ministère du tourisme péruvien il n'a jamais eu de professionnels du tourisme. À l'université j'ai été formé avec des historiens, des sociologues mais pas des professionnels du tourisme. Mais c'est peut être la genèse et la réalité du tourisme au Pérou. Mais cette problématique de l'école nationale et quelque chose qui nous retard beaucoup, le manque de gens compétents.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Le tourisme est une activité transversale, pour l'économie aussi et bien sûr cela va jouer sur l'économie locale pour des sites qui ont une influence touristique. C'est un moteur économique clairement. C'est peut être pour ça qu'il n'a pas trop d'importance pour le tourisme au niveau planification. Nous les professionnels ont considéré que le Pérou a de la chance d'attirer beaucoup de personnes mais il n'y a pas de super infrastructures pour bien accueillir. Après, chaque vente que l'on fait c'est une estimation pour nous mais c'est aussi une préoccupation. Ce n'est pas normal qu'un professionnel qui arrive à vendre son produit, ait peur au final.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays ?**

Pour moi c'est un peu instable, quand on voit les nouvelles. Le président élu pour les années 2016 – 2021 a démissionné. L'actuel président va sûrement dissoudre l'assemblée nationale. On va sûrement se retrouver sans les personnes qui gèrent les lois. Donc cela fait ralentir les innovations qu'il peut y avoir. Mais les politiques avec l'éducation, c'est pour moi le premier aspect à travailler dans le pays. Politiquement parlant c'est instable.

**Et MINCETUR (le ministère du tourisme), ils ne font pas de régulations pour l'instant vis-à-vis d'un tourisme durable ?**

Non, hm, il y a deux possibilités. Soit, ils font parce qu'ils doivent faire parce que ce sont des employés publics finalement et je pense que parmi eux il n'y a pas de professionnels du tourisme, ce sont des personnes de l'administration ou autre. Mais il faut savoir que l'état il va donner des budgets aux différents ministères (mines, transports, etc.) et il me semble que le budget du tourisme fonctionne avec un budget minimal. Mais au delà de ça, il me semble qu'ils avaient fait un programme de tourisme social, mais bon. Mais lors de réunions avec le ministère, quand on leur dit, on dirait qu'ils ont peur de dire ok on va dire ça – mais ils ont peur de travailler beaucoup plus j'ai l'impression. La question des innovations, ils vont continuer leur programme mais sans donner trop d'importance à ce que l'on propose. J'avais présenté un projet au ministère mais ça n'a pas fonctionné. On leur dit de faire autrement le marketing sans trop montrer le Machu Picchu mais ça ne fonctionne pas. Si on leur dit de refaire des routes ils vont nous répondre que c'est au ministère des transports de gérer ça. Depuis les années 2000 le tourisme au Pérou a vraiment bien fonctionné, accroissement du tourisme, on a peut être augmenté de 15% et maintenant c'est 3%. Certains gouvernements se sont bien bougés mais c'est assez rare.

**Je vois... et les communautés autochtones au Pérou sont-elles suffisamment représentées ?**

Non, ce n'est pas du tout le cas...on a 80% du PIB qui représente le secteur de la mine au Pérou, l'économie c'est la mine. Dès qu'on peut enlever un peu dans les sites, dans les montagnes en méprisant la communauté du coin on va le faire, le gaz aussi. Le fait de couper les arbres, le pétrole.

Vous êtes sûrement au courant de ce qu'il s'est passé en Amazonie avec la police qui a tué des communautés indigènes. C'est la réalité mais parfois il y a des commissions au parlement pour « protéger » les communautés indigènes mais c'est juste la politique et voilà... après ça se voit clairement dans les écoles, des fois c'est pas bien organisé, l'éducation

dans les communautés, certains n'ont pas de route, etc. Après, l'anémie est un grand problème au Pérou. Le problème du froid dans les montagnes à haute altitude, on a des bébés, des personnes âgées ou des animaux qui vont mourir. On le sait tous et personne ne fait rien. Je pense qu'il n'y a pas de bonnes politiques au Pérou. Puis, aujourd'hui, le Pérou souffre du néocolonialisme. Les histoires de politique également ce n'est pas très beau. Tout est fait pour protéger les politiciens. Mais la grande mafia elle est dans l'élite des politiciens. Ils ont fait un pacte de « corruption » et se protègent tous entre eux (scandale Odebrecht).

**Prennent-elles place dans les décisions de gestions touristiques ?**

Non, je ne vois pas. Je pense que pour le tourisme il faut faire des infrastructures. Et par exemple à Mendoza, il y avait un aéroport, mais il ne fonctionne plus, pourquoi ?

Après concernant les destinations tant qu'il n'y a pas de bonnes politiques on ne peut pas trop améliorer les choses, même si en tant qu'acteur privé on fait changer les choses. Mais les trains, les routes, les vols internes, les itinéraires touristiques, on ne peut pas. Par exemple en France, le réseau « Les plus beaux Villages de France » et au Mexique par exemple, il existe le label « Les Pueblos Magicos », et au Pérou il y a rien. Mais concernant la corruption au Pérou ça existe depuis le 16<sup>ème</sup> siècle et depuis ça n'a pas arrêté.

**La répartition des bénéfices touristiques sont-ils reversés aux populations locales lorsque ces dernières y participent activement ?**

Ah non, c'est même angoissant. Le Machu Picchu il est physiquement au Pérou mais économiquement il est en dehors du Pérou. Le train et l'avion ne sont pas péruviens. Les hôtels 5 étoiles de Cusco appartiennent à d'autres investisseurs autres que péruviens ou encore les pharmacies « Inca Pharma » ne sont pas péruviennes, ou des plantations dans le sud, etc. Bref, il faut changer, j'ai de l'espoir. Dans les prochaines élections on espère que ça change. Peut être que je suis pessimiste, mais bon c'est la réalité.

Si chacun travaille à son échelle c'est déjà très bien. On peut y continuer avec l'éducation. Nous à CASA DEL PERÚ on travaille avec des volontaires dans des coins reculés.

**Vous avez des partenariats avec la France ?**

On en a eu avec une école à Cusco qui a fait des échanges avec la France. Ce sont les petits acteurs et les petits apports qui peuvent faire le changement.

**Comment sont gérés les déchets et les eaux usées dans votre région ou pays ?**

Cela dépend, en milieu rural, pour les eaux usées il y a des fosses septiques traitées avec un élément chimique.

Concernant les déchets c'est un gros problème. Il y a un endroit où ils mettent toutes les poubelles, il n'y a pas de tri et la sensibilisation des personnes n'est pas très présente donc ils ne vont pas hésiter à jeter. C'est une partie qu'il faut beaucoup travailler. Puis, la mine, ils vont travailler dans la montagne et pour obtenir les minéraux ils utilisent du mercure et ça va se propager dans la rivière et les poissons vont mourir. Des examens réalisés sur des enfants ou des habitants, ils ont également retrouvé des traces de mercures.

**Justement, sensibilisez-vous vos visiteurs concernant l'environnement, une démarche écoresponsables ?**

Oui, on leur dit de trier, qu'après c'est envoyé à des gens qui recycle. Après, c'est un autre défi que l'on doit mettre en place. Après en milieu rural les déchets, ils vont les brûler, ce qui n'est pas mieux...

**Que pensez-vous des problèmes de surfréquentation dans certains sites touristiques du Pérou ? Quels sont les moyens selon-vous pour désengorger ces sites ? Et en contre partie, promouvoir les lieux peu fréquentés ?**

Il existe plusieurs façons, la mise en valeur des autres sites. Par exemple à Paris, Promperu a investi dans des métros parisiens, ils mettent en avant le Machu Picchu. Et les autres pays, quand ils vont faire ça ils vont mettre en avant plusieurs sites, au moins deux. Ça montre des lieux alternatifs et ça permet de désengorger. Mais là, c'est difficile. Alors que au Pérou il existe évidemment d'autres sites. Mais ils ne sont pas capables de promouvoir autres choses. Après, une autre façon, c'est de donner des capacités de charges (comme l'a fait l'UNESCO sur le site du Machu). Après, réguler les flux avec l'argent, l'exemple des Galápagos qui sont préservé la nature de cette manière. Voilà ce sont vraiment ces trois façons, de bien les contrôler la capacité de charge des visiteurs – des hôtels, etc. Les hôtels au MP il n'y a aucune harmonie avec les paysages, ils construisent toujours plus.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ?**

Je pense que l'on est tous impactés directement. Par exemple à Arequipa, on sent de plus en plus de chaleur, il y a de moins en moins de neige, de lacs, ça disparaît. Le climat varie beaucoup également, ce qui impact la nourriture aussi.

**Avez-vous mis en place des actions pour en limiter les dégâts ? Si oui, quelles sont-elles ?**

Au niveau du gouvernement péruvien, l'interdiction d'utiliser des plastiques dans différentes villes du Pérou a été mise en place et nous on est content que ça existe. Après nous personnellement on essaie de ramener nos sacs en tissu pour acheter nos produits, faire attention aux verres en plastiques etc. Je le fais de mon côté et pour les voyages, notre organisation faite en sorte de réutiliser le papier etc. Actuellement j'habite en Allemagne actuellement et je travaille à distance. Après au bureau on réutilise tous les papiers, on fait un compost, tous les verres sont triés. Ce sont des petites démarches prises dans les bureaux après dans les maisons il faut contrôler. Pour vérifier dans les familles le déplacement engendre un coup, mais nous voulons créer un manuel de propriétaire – pour les aider dans les démarches à suivre. Savoir comment on fait etc.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ?**

*Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?*

Oui, c'est représenté, le Pérou est un pays qui a beaucoup de culture, cela passe par la danse, la gastronomie, par les cérémonies, les fêtes, donc oui au niveau local, national aussi. Après la disneylisation, la folklorisation ça ce fait aussi, c'est un peu le côté négatif du tourisme. Des personnes vont s'habiller parce que le touriste passe et parce que ça fait beau.

Après il y a des danses liées à des cérémonies mais c'est difficile de contrôler par rapport aux besoins que les gens ont, où le manque d'éducation.

Dans le Nord du Pérou, il y a des différences au niveau des habits locaux par exemple. À Cusco on voit des femmes se promener avec des alpagas en tenues traditionnelles et je ne trouve pas ça normal surtout maintenant qu'il y a de plus en plus sensibilité avec les animaux. Dans le Nord il y a beaucoup de potentiel et j'espère qu'ils vont éviter de prendre les mauvais exemples du Sud.

**D'accord. Avez-vous des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier ?**

Penser toujours à la part que les voyageurs vont faire (la consommation, la rencontre, à faire un voyage plus humain, à faire attention à l'environnement) et voilà. Et pour les péruviens, que chacun doit se considérer ambassadeurs – donner une image de son territoire – pour que les gens puissent nous recommander et partent en étant contents. Mais après surtout aux politiciens : qu'ils prennent au sérieux l'activité touristique – investir dans une meilleure éducation – que les décisions soient prises par les professionnels du tourisme – qu'ils puissent revoir la partie infrastructures (désengorger tous les sites, etc....) et faire une meilleure sensibilisation sur la partie écologique.

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Agence réceptive vietnamienne – Amica Travel**

**Date :** 4 juin 2019

**Durée :** 55 minutes.

**Lieu :** Périgueux, France – Hanoi, Vietnam.

**Profession :** Responsable du pôle développement durable d'une agence réceptive Vietnamienne.

**Conditions d'entretiens :** L'entretien a été réalisé par visioconférence en français mais l'interlocuteur n'a pas toujours saisi le sens des questions.

**Présentez-vous ainsi que votre mission dans l'organisme.**

Je m'appelle xx, je travaille dans cette agence locale, spécialiste des voyages sur mesure au Vietnam, Laos, Cambodge et Birmanie, depuis maintenant deux ans, au pôle de tourisme responsable durable créé il y a deux ans.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

La définition que nous donnons en tant qu'acteur du tourisme, les actions de Amica influence sur l'environnement (les habitants, les guides, les

chauffeurs, tous les acteurs qui participent au voyage. Nous souhaitons apporter un meilleur développement aux communautés locales. Le tourisme responsable, pour nous, devrait privilégier le contact direct avec les populations et ethnies locales. Ces dernières peuvent ainsi profiter des retombées du tourisme et améliorer de manière conséquente leur niveau et environnement de vie. Le tourisme responsable, c'est un état d'esprit.

Amica Travel, en tant qu'acteur du voyage, oeuvre depuis 10 ans, dans la mise en oeuvre d'une politique de tourisme responsable.

**En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

C'est une très bonne question, le tourisme responsable et durable au Vietnam sont encore des notions nouvelles. Nous sommes encore des notions, nous avons notre charte de tourisme responsable mais nous sommes encore dans la première démarche. Il existe des agences locales au Vietnam qui développe des circuits qui s'orientent vers des pratiques plus responsables. Et puis essayer de concilier la création de lien avec les différents acteurs.

**Quels sont les atouts de votre organisme en matière de tourisme responsable/durable ?**

Si vous parlez du produit touristique, nos atouts concernant le tourisme responsable, c'est notre première démarche. Nos actions, nos projets sont appliqués suivant notre charte. Les trois formes de tourisme alternatif que nous proposons, comme dormir chez l'habitant cela permet aux clients d'immerger dans le quotidien des habitants, ce n'est pas seulement y dormir, ils vivent avec eux, ils participent dans les activités de la vie quotidienne, qu'ils comprennent la culture, la différence, améliorer les rapports les uns aux autres, respecter l'environnement. C'est un point fort.

Nous avons 4 principes d'actions responsables. Sensibiliser, responsabiliser, mobiliser les parties prenantes. Ensuite, sur les enjeux liés aux environnements humains, culturels et naturels et l'implantation de projets durables.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ?** (Environnementales, sociales, économiques)

Les trois, nos actions doivent respecter les 3 critères. Environnemental, social et le développement économique locale. Nous avons des projets sur le volet de l'environnement, culturel et sur l'éducation.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Bien sûr, quand on fait des activités auprès de la communauté locale il y a des effets positifs. Par exemple, en 2018 nous avons un projet « ... », un projet sur le volet culturel et social.

Nous avons deux phases : le développement d'un club de danse et d'un cours d'anglais. Dans la région de la «... » à Nimbin. Les acteurs qui participent ont des actions positives auprès des clients, cela renforce l'image du développement du tourisme dans la région de Nimbin. Surtout les femmes qui peuvent garder leurs activités culturelles. Le cours d'anglais améliore leur capacité linguistique, ils pourront communiquer plus facilement avec les étrangers, les touristes. Ces

aspects à travers ce projet et les autres projets permettent de mieux comprendre la culture, cela a des bénéfices et des avantages pour tous.

**Sélectionnez-vous des prestataires selon leurs pratiques écoresponsables ?**

Normalement il y a des critères, nous choisissons les restaurants, les hôtels qui respectent des normes éco-environnementales, le plus possible. Mais comme c'est notre première démarche il y a des mélanges quand même, ce n'est pas tout à 100% responsable.

**Travaillez-vous avec le Club de Tourisme Responsable du Vietnam ?**

Oui, nous sommes membres – c'est un club qui regroupe toutes les agences de voyage qui souhaitent développer un meilleur tourisme, responsable. On peut discuter, changer, trouver des solutions sur comment développer le tourisme responsable au Vietnam, c'est un cercle, voilà.

**D'accord comme ATR en France. Et des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Nous avons reçu des demandes des associations, mais ce sont des associations étrangères – surtout françaises.

Nous avons des partenaires des associations (Espoir d'Asie ou Vietnam « ... ») on travaille avec eux pour la remise des bourses pour les enfants en difficultés. Après nous avons reçu des aides des associations françaises. Mais nos actions en Indochine sont menées par nos propres fonds. La cotisation de chaque client qui voyage avec notre agence.

**Existe t-il un dans votre pays, un réseau local engagé pour un tourisme responsable autre que RTC Club Vietnam ?**

Je crois que RTC Club est le seul avec nous travaillons, il existe peut être d'autres cercles mais nous n'avons pas fait les démarches.

En principe nous avons une caisse intérieure, chaque année l'argent est investie, nous pratiquons des projets responsables et durables dans chaque destination que nous proposons.

**Seriez-vous intéressé pour obtenir un label local de tourisme responsable ?**

Dans l'avenir, nous souhaitons avoir un label comme Agir pour un Tourisme Responsable. – Mais comme nous sommes dans les premières démarches, comme nous l'écrivons dans notre charte, ce n'est pas encore fait mais à l'avenir oui.

**Existe t-il une politique touristique dans votre région/pays en matière de tourisme durable ?**

En fait cela existe mais l'efficacité est à revoir. Les notions de voyage responsable et durable sont encore nouvelles au Vietnam. Alors pour le gouvernement et pour un ministère du tourisme, le temps de le faire et de l'appliquer c'est encore dans l'avenir.

**Les acteurs institutionnels locaux sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

C'est difficile de répondre – d'abord il faut comprendre ce qu'est le tourisme responsable et comment faire ? Les notions sont encore floues pour eux. Les enjeux exacts, les pratiques sont bien pas bien ? Qu'est-ce qu'on fait ? Nous n'avons pas encore de notions ou de politiques exactes auprès du tourisme responsable. Nous ne savons pas toujours quels sont les enjeux. Mais après deux ans de la démarche dans notre agence – les enjeux principaux sont liés aux infrastructures manquantes, la conscience et le manque des professionnels du tourisme responsable.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)*

Oui bien sûr, c'est beaucoup de difficultés, quand on travaille avec les autorités locales et les locaux aussi. Par exemple en janvier 2018 nous avons appliqués un projet (le bidon d'eau), on remplace toutes les bouteilles en plastique, mais après 3 mois de mise en place nous l'avons arrêté. Parce que les touristes quand ils lisent dans les guides les problématiques de l'eau, qu'elle doit avoir bouilli. Et dans les bidons d'eau, 90% sont prêts à boire l'eau en bidon mais en pratique 20% acceptent seulement. Puis les difficultés sont liées aux guides, aux chauffeurs, le circuit de voyage n'est pas avec le même chauffeur et comment mettre le bidon d'eau, contrôler, organiser, c'est difficile. Nous avons 80% des prestataires qui refusent de collaborer avec nous. C'est plus facile avec les chefs du village mais avec certains prestataires ce n'est pas évident.

**Je vois. Sensibilisation des populations locales ou des voyageurs ?**

Normalement la sensibilisation c'est plus pour l'aspect environnemental mais pour les autres l'aspect social, culturel, économique, ils voient plus les avantages mais concernant l'aspect environnemental c'est plus difficile. Concernant le traitement des déchets, les enfants sont plus faciles à sensibiliser que les personnes âgées par exemple.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

L'économie locale dans les provinces, ça dépend beaucoup, le tourisme apporte des bénéfices dans le développement de chaque voyage, lorsque les visiteurs viennent. C'est la réactivité – la rétroactivité.

**Au Vietnam, les communautés locales sont t'elles suffisamment représentées, mise en valeur ?**

Ça dépend de beaucoup de choses.

**D'accord. Et prennent-elles place dans les décisions de gestions touristiques ?**

Normalement oui, mais c'est une question difficile. Les ethnies minorités et les communautés locales jouent un rôle dans le développement du tourisme mais cela dépend.

**La répartition des bénéfices touristiques sont-ils reversés aux populations locales lorsque ces dernières y participent activement ?**

Cela va dépendre du projet mis en place, de ses objectifs, mais si votre projet c'est le maintien d'un métier ou développer l'aspect culturel. Par exemple, c'est difficile de voir les bénéfices directement mais en tout cas, chaque projet de développement responsable apporte des avantages pour les populations locales, de façon matérielle ou immatérielle.

**Comment sont gérés les déchets et les eaux usées dans votre pays ?**

Il y a beaucoup de sensibilisation, de campagne qui parlent des déchets plastique, de bien protéger l'environnement...mais dans les actions je n'en vois pas beaucoup. Dans notre agence nous avons le projet des bidons d'eau, ou d'autres petits projets qui concernent l'environnement mais ce sont justement de petites actions et pas un grand projet. Après, le traitement des déchets reste très faible au Vietnam. En France par exemple, les gens payent chers pour recycler, mais au Vietnam on ne recycle pas – on mélange tout.

Il y a beaucoup de pollution au Vietnam, à Hanoi surtout que dans les autres pays en Asie.

Pour les eaux usées, normalement il y a des usines de l'eau qui les traite, nous achetons de l'eau directement à l'usine.

**Votre pays fait-il face à des problèmes de surfréquentation dans certaines régions ou sites touristiques ? Et en contre partie, promouvoir les lieux peu fréquentés ?**

Oui, c'est normal dans les sites très connus comme la baie d'Halong, il y a beaucoup de touristes qui

viennent pour visiter, la région de Sapa également. Mais maintenant il n'y a pas beaucoup de politiques pour réduire les touristes. Il y a d'autres agences au Vietnam qui proposent également des circuits hors des sentiers battus, moins touristiques. Dans notre agence nous avons assez de produits, on privilégie des lieux moins fréquentés par les touristes. Dans le site « ... », il y a 10 personnes dans les groupes maximum pour proposer un voyage plus agréable. Ce sont des actions pour éviter le tourisme de masse.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ?**

Ce n'est pas que l'agence de voyage – mais toutes les personnes qui vivent dans le monde. Nous sommes tous des acteurs qui influençons le climat.

**Avez-vous mis en place des actions pour en limiter les dégâts ?**

Nous avons le projet pour la communauté « Renofist », c'est un projet à long terme. Dans notre agence nous avons mis en place des actions pratiques pour réduire les déchets plastiques et remplacer les plastiques par des produits à long terme. Nous sensibilisons ou nous organisons des solutions sur les effets négatifs du plastique – pour englober la conscience de nos employés. Puis dans certaines écoles et universités nous organisons des concours pour les sensibiliser sur l'aspect environnemental.

Il faut que nos employés comprennent qu'avant de pratiquer nos actions dans les communautés il faut que nous soyons les premiers à développer ces actions là.

**Génial. Concernant la culture locale du pays, est-elle suffisamment représentée ?**

**Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

Normalement, il faut bien cibler les objectifs de chaque projet responsables – durables. Nous développons des projets long terme avec les communautés locales pour que les touristes voient mais les premières personnes qui bénéficient de nos projets ce sont les communautés locales en premier lieu.

Par exemple, le Club de danse dans le projet local dont je vous parlais tout à l'heure c'est pour maintenir, garder, l'activité culturelle artistique et le proposer aux voyageurs mais c'est un bénéfice pour la communauté avant tout.

**Des conseils pratiques / des us et coutumes à respecter en particulier ?**

Normalement nous avons des recommandations pour nos voyageurs, qui leurs expliquent les choses à faire ou ne pas faire depuis 2017.

Le guide local peut donner des conseils pratiques sur le terrain également.

Développer le tourisme en gardant l'économie locale c'est une grande question, nous espérons recevoir des aides locales ou étrangères.

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Réseau d'entreprise de services professionnels – Easia Travel**

**Date :** 4 juin 2019

**Lieu :** Périgueux, France – Aéroport.

**Profession :** Cofondateur et directeur des ventes d'une agence réceptive au Vietnam

**Conditions d'entretiens :** L'interlocuteur était dans un aéroport

**Présentez-vous ainsi que votre organisme :**

Tout a commencé en 2000, on a développé la société, d'abord au Vietnam de 2003 à 2006, puis au Cambodge, au Myanmar et au Laos de 2006 à 2013. Easia ne s'est pas seulement limité à l'Asie du Sud-Est car on a étendu nos réseaux de représentation en Europe, en Amérique du Nord et en Australie, tout en ajoutant des bureaux à Bangkok et à Chiang Mai, en Thaïlande. Nous sommes une entreprise 100% BtoB, nous travaillons exclusivement avec des voyagistes et des agences de voyages.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Alors déjà pour information, on est en cours de certification Travel Life sur les 5 destinations et on sera certifié complètement fin d'année ou début d'année prochaine.

Mais bon cela n'est qu'un moyen, la durabilité c'est un long chemin permanent. Ensuite, je le définirai suivant plusieurs axes. On a structuré une équipe qui travaille sur ça et qui travaille en coordination avec tous les

bureaux etc. Mais pour simplifier, le tourisme durable, si je me place dans 5 ans ou dans 10 ans ce sera juste la norme. Si on veut avoir un avenir dans le tourisme, c'est quelque chose qui est clair pour nous. Tout ce qu'on fait doit être lié au tourisme durable. Il y a plusieurs aspects, l'aspect à l'entreprise, lié à l'environnement, sociétal, le partage, le bien être des populations avec qui on travaille et aussi ne pas détruire les populations avec lesquelles on travaille. Parce qu'à partir du moment où on introduit le tourisme quelque part automatiquement on change les équilibres sociétaux, l'équilibre social d'un village donc ça nécessite une réflexion en tant qu'acteur du tourisme.

**En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Oui bien sûr, la perception n'a rien à avoir entre les marchés et les destinations (nos 5 destinations par exemple). Les perceptions sont très différentes. Ensuite, partout il y a une ignorance forte, dans tous les domaines, de comprendre ce que ça veut dire mais si je devais prendre un comparatif c'est avec l'agriculture bio. Au début de la filière bio dans les années 2000, la réaction des gens c'était « moi, le bio j'y crois ou j'y crois pas » – c'était comme une religion, comme si on remettait en cause un nouveau mode de vie alors que c'est juste l'alimentation saine de nos grands-parents et un engagement pour l'environnement de pas faire n'importe quoi.

Pour moi le tourisme durable on en est à ce début là sauf que ça a une plus belle image. Pour l'instant personne veut payer plus cher pour voyager, c'est à dire que le tourisme durable reste à un périmètre légal et dedans on doit tout faire rentrer donc c'est complètement incohérent. Et c'est tout ce que l'on peut prendre dans nos comportements de consommation. Maintenant les gens se rendent compte de l'importance de manger mieux et plus sain. Alors que le tourisme on est purement sur du loisir, on n'est absolument pas essentiel donc à partir de là il y a une ignorance forte de la part des voyageurs qui ne comprennent pas encore ce que cela veut dire comme implication, et ce n'est pas seulement l'empreinte carbone. L'empreinte carbone c'est une des dimensions mais il y en a beaucoup d'autres. Et c'est là qu'on est sur un début d'un processus d'éducation comme pour l'agriculture bio.

Donc si vous prenez la destination Asie, les gens s'en rendent compte qu'il y a des problèmes de pollutions par exemple. Mais si vous parlez aux vietnamiens de la pollution au Vietnam et bien ils trouvent que c'est un peu pollué, ils commencent à le vivre mais ils n'ont pas repensé leur mode de vie en fonction de l'aspect

durable. Mais de la même façon que nous en Europe, on fait que parler du plastique. On avait une grande ignorance il n'y a pas si longtemps. Surtout que la moitié n'est pas recyclée et que l'on exporte une grande partie dans les pays en développement dont la Chine et la Malaisie.

**Quels sont les atouts de votre organisme en matière de tourisme responsable/durable ?**

Honnêtement j'en sais rien, on fait du mieux qu'on peut, et c'est juste un chemin. Maintenant on le valorise au niveau de la communication et pour nous c'est essentiel mais c'est une vision humaine au départ. Après les atouts ce n'est pas ça qui m'importe. Parce que le risque là-dedans c'est le greenwashing et ce qu'il faut c'est être cohérent. Parce que si je suis vraiment cohérent, c'est la décroissance, et il faut que je ferme ma société. Si je veux vraiment être cohérent. Sauf que je pense que le tourisme est très utile et surtout maintenant. Ça permet aux peuples de se comprendre les uns les autres, on a une utilité et pour faire vivre les populations locales.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ?**

(Environnementales, sociales, économiques)

Les trois, on s'efforce réellement de travailler sur les trois piliers en même temps. Parce que si l'on s'efforce à travailler sur le côté environnemental seulement ça n'a pas de sens, c'est un équilibre d'ensemble.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

On arrive à les évaluer de plus en plus, des choses ont vraiment changés. Après on a pas encore poussé suffisamment pour le principe d'évaluation. On n'est pas encore à un niveau d'expertise suffisante pour faire des évaluations.

**Vos clients sont-ils sensibilisés au tourisme responsable ?**

Nos clients ce sont les tours opérateurs. Certains sont sensibles sur le papier et après lorsqu'ils s'agit d'arriver en comportement de consommation vis-à-vis de leur client ils les subissent complètement.

Nous par exemple on est fournisseur depuis le début avec Double Sens. Et quand on travaille avec des gens comme Double sens c'est facile car tout est pensé là-dessus et les équipes sont super motivées de bosser avec eux. Donc ça c'est le cas merveilleux. Après on prend d'autres clients qui ont également une volonté de bien faire, mais sur la pratique sur place, l'aspect durable est mis en avant sur certains points, mais le client ne sera jamais « contraint ». Si on prend l'histoire des bouteilles en plastique, c'est compliqué. On avait eu un projet pour nettoyer la baie d'halong,

on avait mobilisés les acteurs – etc. mais quand il s'agit de lever des fonds c'était beaucoup plus compliqué – il fallait justifier de trop de choses, c'était une usine à gaz. Cela fait partie des contraintes pratiques.

Du point de vue des tours opérateurs je pense que le tourisme responsable est pensé comme du greenwashing pour l'instant. Le durable n'est pas intégré. Autant chez Double sens c'est intégré depuis le départ, autant pour les autres agences c'est un truc qui vient en plus.

#### **Après cela est entrain d'évoluer...**

Oui mais il faudrait que ça évolue plus vite...!

Un travail d'éducation du voyageur sans pour autant le culpabiliser.

#### **Sélectionnez-vous des prestataires selon leurs pratiques écoresponsables ?**

On a des critères là-dessus, c'est important. Après les équipes sont motivées. On n'a pas besoin de les briefier. Le frein il vient très souvent des dirigeants eux-mêmes et des peurs qu'on peut avoir. En Asie, tout le monde a envie de bouger, il y a une vraie sensibilité là-dessus. Après la difficulté dans les réceptifs qu'on a c'est qu'on se voit toujours comme des concurrents. Il y a vraiment du mal à partager nos idées.

#### **Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Oui tout à fait, on travaille toujours avec des ONG dans nos projets. On n'a pas la compétence d'une ONG, mon métier c'est d'être agent de voyage donc on va investir, on va mettre en place des ressources internes qui vont travailler dessus et on va toujours le faire avec des ONG et c'est comme ça qu'on travaille avec Double Sens d'ailleurs. Après on évalue chacune des ONG et leur sérieux. Et nos fournisseurs sont au courant des critères de Travel Life, on leur communique. Le problème qui va se poser c'est le programme de l'augmentation de prix pour avoir quelque chose qui est durable et 10% de la population des consommateurs qui sont heureux de payer plus chers.

#### **Travaillez-vous avec Responsible Tourism Club Vietnam (RTC) ?**

Non on ne travaille pas avec eux, je ne les connais même pas.

#### **Ou Amica Travel ?**

Non on ne travaille pas avec eux, et puis il y a une certaine méfiance. Quand on parle de durable dans nos produits on donne des critères sur nos produits, on va travailler avec telle ou telle famille mais je ne vais pas leur donner les familles avec qui je travaille.

On doit faire attention à toutes ces choses-là. Et puis on peut avoir des concurrents pas très sympas.

#### **Mais, c'est un peu paradoxal du coup ?**

Oui complètement, il y a une grande méfiance et puis on ne prend pas le temps de parler. Et là-dessus en plus, les autorités vietnamiennes ne font rien.

#### **Existe-t-il une politique touristique dans votre pays en matière de tourisme durable ?**

D'un point de vue du tourisme au Vietnam, les autorités se qui les intéressent c'est que les touristes augmentent en flèche. Il n'y a pas de démarches de qualité mais de quantité. Pour l'instant c'est d'avoir des bourses d'investissements qui viennent au Vietnam.

Si l'on prend la Bai d'Halong c'est le pire exemple qu'on puisse trouver. En Asie, les autorités ne font rien, que ce soit au Cambodge, c'est pareil. Toutes les initiatives viennent du privé. Ce sont des initiatives locales.

#### **Les acteurs institutionnels locaux sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente le tourisme durable ?**

Non ils s'en foutent, le but est d'avoir le plus de rentrée d'argent possible.

#### **Après, en Thaïlande ils ont beaucoup d'initiatives, non ?**

En Thaïlande oui ils ont plus de démarches – ils savent ce que c'est le tourisme de masse mais ceci dit, le tourisme sexuel ils continuent toujours autant. Il y a des actions par rapport à la nature etc., mais il y a toujours des paradoxes. L'intéressant serait qu'ils mettent en place des quotas pour les temples d'Angkor avec des heures de visites. Et autre chose aussi qui est difficile dans nos régions, c'est que la Thaïlande est associée à une destination « pas chère » alors que la Thaïlande en terme de coût c'est aussi cher que l'Italie. Si vous voulez du tourisme de qualité cela sera cher. Si vous voyagez en backpacker ce sera différent évidemment. Si vous prenez un voyage avec un chauffeur et un guide par jour les prix seront largement justifiés. Donc cette perception des occidentaux de l'Asie « pas chère » c'est pas vraie. Les salaires en 10 ans, ils ont doublés.

#### **Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)*

Le problème qu'on aura sur le tourisme local c'est « l'isolement » qu'on a en tant qu'entreprise sur place.

Après il y a GSTC qui pourrait être intéressant auquel on a participé cette année. Mais il faut avoir des dirigeants du tourisme responsable.

**Êtes-vous directement ou indirectement impacté par les changements climatiques ?**

Easia Travel soutien des projets conformes aux meilleures pratiques offrant une valeur ajoutée pour l'environnement et les communautés locales. Mesurer l'empreinte carbone associée aux déplacements en utilisant un calculateur d'émissions de carbone (de sociétés comme Carmacal), puis planifier la réduction de cette empreinte au moyen de produits alternatifs et en participant à des activités de compensation des émissions de carbone (comme planter des arbres). Nos projets de compensation volontaire visent à stimuler un développement économique efficace et des avantages environnementaux pour les communautés locales. Les bons projets de compensation des émissions de carbone ont ces avantages supplémentaires pour les communautés dans lesquelles ils se déroulent : ils stimulent le développement économique, améliorent la qualité de la vie et inspirent les projets de développement social.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée ?**

Conserver l'habit traditionnel ? J'en sais rien.

**Existe-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme) ?**

Déjà naturellement – tous les foyers ils ont la TV. Les séries qui passent ce sont les séries sud-coréennes et Hollywood. Donc cela à un effet d'uniformisation. Naturellement pour eux, le développement c'est de ressembler à un américain. On fait du mieux qu'on peut, on fait attention à ce qu'on fait mais les tendances macro on y peut rien. Par exemple, il y a

certaines lieux où je ne vais pas amener de touristes. Le lieu est tellement préservé que ce sera inutile. Si on prend la France de maintenant, est-ce qu'elle est moins authentique qu'il y a 30 ans ? Est-ce que ça veut dire rester à l'âge de pierre ? Est-ce que conserver l'habit traditionnel signifie conserver la culture antique traditionnelle ? J'en sais rien. Après quand on s'engage avec une famille ou une communauté, l'important c'est d'être sûr ce qu'on s'engage, de répondre aux attentes que l'on a discutées ensemble. Pour moi c'est l'aspect le plus important. Et vous avez toutes les natures humaines, ce sont qui sont généreux, ceux qui sont égoïstes, ceux qui sont opportunistes, ceux qui sont honnêtes, il y a toute la palette humaine. Nous avec ça, on va se faire un réseau sur place avec les gens qui vont nous ressembler, les gens avec qui on va bien s'entendre. Puis après regarder l'impact sur l'environnement, l'équilibre du voyage, qu'il n'y est pas qu'une famille qui s'accapare la richesse.

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Club de tourisme responsable au Vietnam (RTC)**

**Date** : 26 juin 2019

**Durée** : 50 minutes.

**Lieu** : Périgueux, France – Hanoï, Vietnam.

**Profession** : Collaboratrice du réseau de tourisme responsable au Vietnam

**Conditions d'entretiens** : L'entretien a été réalisé par visioconférence en anglais (traduction immédiate dans la retranscription).

**Pouvez-vous présenter rapidement le RTC ?**

Le Club du tourisme responsable du Vietnam (RTC) est une association informelle de différentes agences de voyages, ONG et individus voués à la construction, à la pratique et au développement de voyages responsables pour une croissance durable du tourisme

dans toutes les régions du Vietnam et nous existons depuis 2009. Cela fait 10 ans maintenant et nous sommes juste un club.

RTC n'est pas une association de formation ou une agence de marketing. Que ce soit un voyageur, une organisation ou un particulier, volontaire pour

rejoindre, partager et travailler ensemble pour promouvoir la croissance durable du tourisme au Vietnam.

Notre activité est concentrée sur le soutien à la communauté, des collaborations, parfois nous organisons des échanges sur la protection de l'environnement et la préservation de la culture.

Maintenant nous avons 24 membres avant on en avait plus, plus de 30 mais je ne sais pas pourquoi certains sont partis. Je suis ici depuis 2 ans en tant que coordinatrice. Peut être qu'ils n'ont pas trouvé ce dont ils ont besoin, ce qu'ils voulaient.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable-responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Pour moi, le tourisme durable, vous avez la politique, des restrictions et dans 5 ou 10 ans, quand vous développez votre entreprise vous ne pouvez pas détruire l'environnement. Les activités ne doivent pas avoir d'impacts négatifs sur l'environnement ou les cultures. C'est une balance entre les trois piliers.

En termes simples, je vois le voyage responsable comme une façon de créer de meilleurs endroits où vivre et de meilleurs endroits à visiter. Le tourisme responsable est en train de devenir une tendance mondiale.

**Que pensez du tourisme responsable dans le monde ?**

Je suis juste étudiante même si je fais partie du club et je n'ai pas beaucoup de perspectives d'ensemble. Mais dans mes recherches vis-à-vis du tourisme responsable, suivant les entreprises, ce que je peux voir en Europe, c'est que peut être qu'ils sont plus « conscients » à propos du tourisme durable et responsable mais au Vietnam et dans d'autres pays ici, on a commencé plus récemment, c'est un nouveau terme.

Beaucoup d'agences au Vietnam m'ont dit cela, et ils ne savent pas toujours comment faire en sorte que leur tour soient « responsables. » ou peut être que certains ne se soucient pas du tourisme responsable. Et la raison est que les entreprises étrangères avec lesquels ils travaillent (de France, des pays bas, Angleterre, etc.) les partenaires étrangers se soucient de la question du tourisme « durable ». Donc elles n'ont plus le choix que de s'en soucier aussi.

**En quoi selon-vous, le tourisme responsable dans le monde révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Comme je l'ai mentionné avant, les agences d'Europe, les pays développés se soucient plus du tourisme responsable et durable que ceux des agences dans les

pays en développement. Concernant les pratiques, je pense que ce sont les mêmes, parce qu'en fait, beaucoup ne comprennent pas ce qu'est le tourisme responsable ou comment faire. Je les avais interviewé sur leur perception, et même les dirigeants, peut-être qu'ils comprennent un peu mieux et ce qu'ils doivent faire, mais ce n'est pas toujours évident. Après certaines entreprises vont décider de développer des actions responsables, par exemple « on doit réduire le plastique, c'est mieux pour l'environnement ». Ils n'ont pas de politique stricte sur ce qui est bien ou pas bien à faire pour respecter l'environnement. Ils font par eux mêmes ce qu'ils pensent être bien.

**Quels sont les atouts de votre Club en matière de tourisme responsable-durable ?**

Je pense que nos forces c'est que nous avons commencé tôt à parler du sujet, dès 2009, grâce à notre président, cela fait 10 ans maintenant. Pas beaucoup d'entreprises étaient conscientes de ces enjeux là du tourisme responsable. Beaucoup d'entreprises travaillent avec des partenaires européens et peuvent ainsi apprendre comment pratiquer un tourisme plus responsable. Cela est notre force.

**Dans vos démarches de développement durable, avez-vous des priorités ? (environnementales, sociales, économiques)**

Nos priorités sont la formation à un tourisme responsable, l'échange d'informations et le renforcement des capacités de nos membres et d'autres parties prenantes du tourisme. Après la conservation de la faune et de la flore avec diverses activités ainsi que la préservation de la culture et de l'environnement. Parfois nous avons certains projets concernant l'environnement (projet de lancement avec Bali – pour réduire le plastique avec « Refill My Bottle – Refill The Future »). Donc l'équilibre des 3 piliers est le mieux mais cela dépend des projets.

**Quelles actions mettez-vous en place ?**

Notre activité ne consiste pas seulement à aider les populations ou protéger l'environnement. Nous avons des formations à disposition pour nos membres, avant c'était payant pour les chauffeurs, les guides, pour les tours opérateurs etc., sur comment faire un tourisme responsable ? On a commencé pour les prestataires de nos membres. Récemment, dans le club nous avons mis en place un système durable via Travelife, qui permet d'intégrer leurs critères, « comment implanter les critères pour nos membres ». On a aussi des formations payantes pour les étudiants qui ont comme projet de carrière d'évoluer dans ce secteur de façon durable et responsable, et qui souhaitent partager des

expériences pour les futurs étudiants intéressés. Certains sont aussi formés pour devenir des guides touristiques.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

En fait, après deux ans de travail chez RTC, je n'ai pas vu d'évaluation pour évaluer nos actions, on le fait juste et on n'évalue pas. Mais l'an dernier, en 2018 on a adapté les critères de Travelife à notre club et on a un effort à faire pour auditer nos membres sur ces critères mais nos actions n'ont pas été évaluées, mais on y pense on doit auditer nos membres.

**Sélectionnez-vous des prestataires selon leurs pratiques écoresponsables ?**

Quand une entreprise veut nous rejoindre, elle doit nous montrer ces actions en faveur d'un tourisme responsable. Autrement, on leur laisse une chance de nous rejoindre, et de s'améliorer sur leurs actions.

**Vos clients sont-ils sensibilisés au tourisme responsable ?**

Nous avons une charte de bonnes pratiques pour les voyageurs et on la donne à nos membres mais je n'ai pas demandé à nos membres si les voyageurs étaient sensibilisés au tourisme responsable ? On ne peut pas leur demander de la diffuser obligatoirement, on peut juste les encourager à informer leurs clients à propos d'un tourisme responsable, on ne peut pas les obliger à la diffuser ou à évaluer ses retombées.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Dans nos projets de développement on collabore avec d'autres organisations de développement à la mise au point de projets axés sur le tourisme afin d'augmenter les moyens de subsistance des communautés locales.

Après concernant les fournisseurs locaux de nos membres, les obstacles dans la mise en place d'un tourisme responsable, c'est que les fournisseurs locaux ne partagent pas leurs idées sur la culture, l'environnement ou l'économie locale, ils se concentrent simplement pour avoir plus d'argent et s'en fichent de l'environnement ou de la culture. Ce n'est pas le cas de tous mais voilà.

À propos du gouvernement, il y a une politique de soutien pour la recherche, des établissements et des études sur le tourisme responsable, donc peut être qu'ils commencent à s'en soucier.

**Quel genre d'entreprise rejoint votre Club ?**

La plupart sont de petites ou moyennes entreprises, des agences de voyage.

**Au Vietnam, existe-t-il un réseau local engagé pour un tourisme responsable ?**

Je ne sais pas combien il y a d'associations de ce genre au Vietnam, mais oui il existe un autre groupe, dans le sud du Vietnam, sur les impacts du tourisme, c'est une association, mais je n'ai plus le nom...

**D'accord. Et êtes-vous en lien avec le GSTC ?**

C'est nouveau pour moi, je ne les connais pas...

**Vous me parlez de Travelife ?**

Tous nos membres sont au courant de Travelife et nous essayons d'implanter leurs critères, on les encourage. Certains de nos membres ont le label Travelife, comme Amica Travel. On a mis en place un système de critères durables se basant sur les critères de Travelife. Ainsi, nos membres sont encouragés à mettre en place tous ces critères. On l'a mis en place l'an dernier en 2018.

**Existe-t-il une politique touristique au Vietnam en matière de tourisme durable ? Si oui, comment opère-t-elle ? Ses actions ? Ses objectifs ?**

Notre gouvernement est conscient de ces enjeux et en 2030 nous avons un projet avec la Commission Européenne, je vais vous envoyer le programme car je ne me souviens pas.

**L'offre de tourisme durable - responsable dans votre pays est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Le gouvernement est ouvert à mettre en place un tourisme durable.

**Dans votre club, rencontrez-vous des problèmes particuliers? (sur le soutien, la formation, au niveau de la politique locale pour un tourisme responsable?)**

Le problème le plus difficile auquel nous sommes confrontés consiste à expliquer aux communautés locales pourquoi elles doivent mettre en œuvre un tourisme responsable et les convaincre. Les gens sont surtout préoccupés par le profit économique.

**Quelle relation voyez-vous entre le tourisme et l'économie locale ?**

Le tourisme offre de nombreuses possibilités d'emploi aux communautés locales. Dans le passé, les jeunes de petits villages / provinces avaient tendance à chercher un emploi dans les grandes villes. Mais maintenant, ils peuvent faire du tourisme dans leur ville natale. Et le tourisme leur procure également de bons revenus.

Lorsque l'économie locale se développe, l'éducation et la perception des autochtones sont également plus élevées. Les communautés locales peuvent être un meilleur fournisseur pour le tourisme.

**Qu'en est-il de la stabilité économique et du développement du pays?**

À mon avis, lorsque l'économie locale est plus développée, la population locale a des emplois et une meilleure qualité de vie, il y a moins de criminels et le taux de chômage est plus bas.

**Au Vietnam, les communautés autochtones sont-elles bien représentées?**

(Je ne comprends pas vraiment cette question)

**Ont-ils lieu dans les décisions de gestion du tourisme?**

(Je ne comprends pas vraiment cette question)

**La distribution des avantages touristiques est-elle payée aux populations locales lorsque ces dernières participent activement?**

Je n'ai pas travaillé dans ce niveau donc je ne suis pas sûr de ça. Mais comme je vois, presque les entreprises de tourisme collaborent avec les communautés locales de deux manières : l'investissement et l'approvisionnement.

1) Investir : les entreprises travaillent avec les populations locales et investissent dans leurs ressources, logement chez l'habitant, bungalow, etc., puis elles paient pour les populations locales (en fonction de leur contrat)

2) Fourniture : les habitants construisent leur famille d'accueil, assurent leurs services seuls ou avec l'aide de consultants d'ONG. Ensuite, ils invitent les entreprises à collaborer avec eux. Ils décident du taux de services.

**Comment les déchets et les eaux usées sont-ils gérés au Vietnam ?**

C'est un énorme problème au Vietnam. Nous ne gérons pas sérieusement la classification des déchets et le traitement des eaux usées. Par conséquent, les gens ne s'en soucient pas beaucoup. Généralement, tous les types de déchets sont brûlés ensemble.

**Votre pays est-il confronté à des problèmes de surpeuplement dans certaines régions ou certains sites touristiques?**

Je pense que tous les pays sont confrontés à ce problème. Au Vietnam, le problème de la

surpopulation est également un gros problème. Certains sites touristiques célèbres ont été détruits dans le paysage car de nombreux logements ont été construits. Par exemple, Sapa, Nha Trang, Phu Quoc, etc. Cela pose également de nombreux problèmes environnementaux.

**Si oui, pensez-vous à des façons de désengorger ces sites? Et d'autre part, promouvoir les lieux les moins fréquentés?**

Nous sommes au niveau commercial et nous ne pouvons influencer que nos clients. Nous informons toujours nos clients des problèmes de surpopulation sur ces sites, et nous proposons un lieu alternatif pour un meilleur choix, tel que Pu Luong au lieu de Sapa, Phu Yen au lieu de Nha Trang, etc.

**Êtes-vous directement ou indirectement affecté par le changement climatique?**

Les deux, je pense. Les circuits basés sur la nature / météo / climat sont directement affectés.

**Si oui, avez-vous mis en place des actions pour limiter les dégâts? Que sont-ils ?**

Eh bien, je n'ai aucune idée de ce que les entreprises font pour limiter les dégâts. Mais je suppose qu'ils informeront leurs clients de ce risque avant la tournée.

**La culture locale du pays est-elle suffisamment représentée?**

Je ne comprends pas vraiment ce point.

**Existe-t-il des risques de folklorisation (mise en scène des us et coutumes uniquement pour le tourisme)?**

Beaucoup de spectacles sont conçus uniquement pour les touristes, alors peut-être qu'ils n'expriment pas le vrai sens de l'authentique.

**Des conseils pratiques / habitudes et coutumes à respecter en particulier?**

Nos guides ont toujours des conseils et informent nos clients du code de conduite de tous les sites touristiques.

[Remerciements, cordialités, salutations]

## Retranscription entretien – Professionnel du tourisme durable

Date : 28 mai 2019

Durée : 55 minutes.

Lieu : Skype – Périgueux et Lyon

Profession : Consultante – communication digitale, webmarketing

Conditions d'entretiens : L'interlocutrice a pris le temps de répondre aux questions, l'entretien s'est déroulé comme un échange, une discussion.

### Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ?

Dans mon article sur les 4R appliqués au tourisme durable, je développe ces définitions. « Refuser, Réduire, Remplacer, Recycler. » Bien sûr le tourisme durable est associé au développement durable, comment on applique les trois piliers au secteur touristique. Essayer de limiter ses impacts négatifs et ne pas faire du tourisme que pour l'argent. Favoriser les impacts positifs. Par exemple, en tant que webmarketing je travaille avec des gens avec qui je partage les mêmes valeurs. Je travaille avec des personnes qui ont osés se mettre à son compte. Le tourisme durable c'est vraiment l'application du développement durable au tourisme. Après suivant les priorités environnementales, sociales, économiques de l'entreprise, cela dépendra des besoins de sa destination ou alors par rapport à sa personnalité.

### Justement, quelles sont vos priorités à vous ?

Concernant mon activité, aujourd'hui, comment je gagne ma vie, c'est avec le consulting en communication digital, le webmarketing avec mes clients, les cours que je donne avec les étudiants, plus les projets annexes. Comment je traduis ça ? Et bien j'ai envie d'aider les petites entreprises qui souvent sont nulles en communication. Elles le font pour créer de l'emploi, elles traitent bien leur client, etc. J'ai envie de les aider à se développer, développer l'entrepreneuriat et quelque chose qui me touche. Je suis attachée à ma liberté en terme de déplacement, d'agenda, un sentiment d'épanouissement personnel. Et j'aime que les gens prennent le risque de développer leur entreprise à leur image. Lorsque je donne des cours aux étudiants pour les futurs professionnels du tourisme, c'est plus pour la sensibilisation et développer l'esprit critique. Ensuite, les missions que j'accepte à droite à gauche, je suis beaucoup dans la création de lien. On a plein de crise écologique, sanitaire et moi je parie beaucoup sur l'entraide, la création de lien. La bienveillance pour ne pas avoir peur de l'Autre. C'est un peu mon combat, donc je placerais l'aspect social en premier. Une chose importante est de ne pas rester dans l'entre soi, ne pas critiquer ceux qui ne font pas du tourisme durable, justement il faut rester ouvert. Il ne faut pas être qu'avec des gens qui nous ressemblent. C'est important

de ne pas donner des leçons mais de renseigner, expliquer, mettre en avant ce qui est bien. On ne peut pas tout révolutionner du jour au lendemain, c'est un processus.

### Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?

Oui par exemple, j'ai aidé une Agence labélisée ATEs à refaire son site internet, en proposant un questionnaire sur la page d'accueil – « quel type de voyageur êtes-vous ? » et ça fonctionne super bien. C'était le dénouement manquant, maintenant ils ont plein de devis, etc. Après c'est du webmarketing, donc c'est des petites graines qu'on sème et ça va mettre du temps avec d'avoir des retombées concrètes. Après ce que j'ai compilé sur mon site internet, c'est un questionnaire pour guider les acteurs suivant leur besoin. Malheureusement je ne peux pas donner des conseils gratuitement à tous, donc ce système là permet de les aiguiller quand même. Je leur envoie pleins d'idées de ce qui peuvent mettre en place, prendre le temps de lire ce que je leur envoie et pleins de pistes d'améliorations, des pistes d'actions réalisables.

### Que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme responsable/durable ?

Je trouve ça bien, je pense surtout à ATD, je trouve ça chouette une association qui permet à la fois de créer du lien, pour les gens qui portent ses valeurs. Elles peuvent se rendre compte qu'elles ne sont pas seules, ça fait du bien émotionnellement. Après pour le côté « bonnes pratiques » avec les Palmes du tourisme durable par exemple, ça permet de pas réinventer la roue à chaque fois mais d'avoir un endroit qui centralise les bonnes pratiques et d'avancer sur les réflexions ensemble. Lorsque les gens se réunissent, se rendre compte qu'à tous seuls on est plus forts. Parfois, faire un peu de lobbying pour porter des initiatives, c'est très important.

### D'accord, ainsi, que pensez-vous d'une synergie entre ATD ATR ATEs ?

Après c'est un peu différent, ATD c'est la grande famille, et c'est important d'avoir des groupes différents aussi.

Certaines personnes ont envies de porter leurs propres projets et ne veulent pas faire partie d'un tout. Et ça

c'est la même question que tu vas avoir au niveau sociétale, est-ce qu'on centralise tout ? Ou bien on laisse tout le monde gérer de son côté ?

Lorsque tu deviens plus gros tu perds un peu le contact, c'est difficile de t'intégrer à un groupe car tu perds un peu tes propres initiatives, car il faut faire des concessions, l'équilibre entre soit tout faire ensemble ou alors en entité séparé n'est pas forcément évident. Après, ils ont tous leurs places, ATD fait un peu l'ombrelle au niveau global national et l'ATES elle a se côté certification avec leur site internet spécialisé, c'est surtout des petites agences et ATR des grandes agences, c'est bien aussi. Et puis, plus tu as d'acteurs plus ça montre que le sujet est important.

C'est bien qu'il y est ATD, mais c'est bien aussi que chacun puisse porter ses initiatives à travers un réseau.

**Je vois. Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ? (Professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales)**

C'est important, mais c'est un sujet tellement vaste, transversal, lorsque tu parles de tourisme durable qui ne parle tellement pas aux gens. Même le terme « responsable », il y a un côté pénible là-dedans. Après il faut surfer sur plusieurs thématiques. Par exemple, la tendance du zéro déchet. Comment on peut l'appliquer au voyage ? Mais la base de tout, au niveau des voyageurs c'est la partie sobriété, réduire, revaloriser et moins prendre l'avion. Et puis la deuxième partie c'est consomm-acteur, c'est « où-est-ce que je dépense mon argent ? ». À chaque fois que je dépense mon argent je choisis le monde que je veux pour demain. Et ces deux parties de sobriété et de consommacteur sont les deux principaux leviers. Après tu as le comportement du voyageur sur place, avec la charte éthique du voyageur (ATR).

**Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

En fait, le problème c'est que personnes n'a envie de parler de décroissance ou de sobriété. Les institutions publiques comme Atout France, les OT, etc. eux ils veulent faire toujours plus. C'est là où c'est complexe. Sauf si des taxations sont faites sur l'aérien, donc par le prix. Mais le prix ce n'est pas juste non plus. Si tu penses au tourisme social, y a ceux qui pourront se permettre et ceux qui ne pourront pas se permettre. Soit il faudrait mettre un système de quotas, mais ce serait trop compliqué. Ce sera réservé à une élite ou alors les gens mettront de côté. Pour une fois dans leur vie, consacrer un voyage. Comme l'exemple des

aristocrates anglais à l'époque. Voilà pourquoi pas... il y a un vrai problème de consommation touristique. Après si tu reprends les 4R : la partie « refuser » ils peuvent mettre en place des lois, comme le tourisme sexuel, les animaux, etc. Après « réduire », je pense qu'il ne faut pas trop compter sur eux. Sauf quand ils font des promotions nationales. Par exemple la région Auvergne-Rhône-Alpes veut promouvoir la région au niveau local mais continue à la promouvoir à l'étranger, en Chine. S'ils étaient vraiment engagés ils feraient que de la promotion locale est n'utiliseraient pas l'argent public pour cela. Après le « remplacer » le consommacteur, ils disent aider l'entrepreneuriat en prônant « Lyon, capital du tourisme durable » et pourtant à l'OT personne ne t'accueille quand tu es porteur de projet. Ils ne valorisent pas assez l'entrepreneuriat. Ça dépend des endroits. Si tu prends des endroits où il n'y a pas de tourisme c'est différent et il y aura que de l'entrepreneuriat par exemple. Enfin, le « Recycler », c'est aussi aux institutions de faire bouger les entreprises.

**Et selon vous, l'offre de tourisme durable/responsable en France est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Il n'y a pas d'offre de tourisme durable, enfin ça veut dire quoi concrètement ? – Oui, il faudrait qu'Atout France porte haut et fort que c'est important. Après c'est nécessaire de faire du lien avec les professionnels du tourisme et l'écosystème ESS. Je suis entrain de monter une sorte de kit à Lyon, avec des outils pour que les professionnels puissent gagner du temps lorsqu'ils veulent mettre en place des initiatives. J'essaie de faire un lien, entre tous ces écosystèmes. Si tu prends les labels de qualité, certains critères sont en liens. Puis en France, on n'est pas sur les mêmes problématiques qu'en Amérique latine.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (Sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)**

Par exemple, dans les Meet-up que j'organise à Lyon, j'ai contacté les OT et ils ont tendances à vouloir faire leur truc à eux. Il y a un problème de conflit d'intérêt – il faut être adhérents – ils représentent et travaillent qu'avec les adhérents de l'OT. Alors que c'est censé être public. Ils sont assez opportunistes.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Le tourisme il permet d'arroser beaucoup de monde – ça touche à tellement de choses, entre l'agriculture – les restaurants doivent bien s'approvisionner. Après il

y a toute la chaînes d'achats qui n'est pas toujours folichonne – où tout n'est pas réinvesti sur place. Mais à la base le tourisme c'est quand même une activité que tu ne peux pas délocaliser.

**Quelle est votre perception du tourisme responsable en France ?**

C'est-à-dire, est-ce que les gens voyagent par rapport à l'offre ou à la demande ?

**Oui, comment cela évolue ?**

On a quand même des bonnes bases – on est pas un pays d'Amérique latine ou d'Asie, il y a déjà des choses qui sont mises en places – qui existent - des gens commencent à s'interroger de plus en plus – dans mon cercle d'amis, les gens sont toujours intéressés – par rapport à la question de l'avion. Après, il y a cette question de la décroissance qui ne sera jamais acceptée, qui est la base quand même aussi.

**Est-ce que les habitants/les populations locales sont suffisamment intégrés aux décisions touristiques ?**

Dans les endroits où il n'y a pas trop de tourisme oui sinon....dès que ça commence à fonctionner...en soi, Airbnb c'est génial, si t'occultes le fait qui ne paient pas leurs impôts et si t'enlève gens qui loue pour sous-louer – mais si tu prends juste Airbnb en mode « je sous-loue mon appartement parce que je suis pas là le week-end, c'est du tourisme communautaire. Et puis, ça permet à d'autres de partir en week-end parce que d'autres viennent. Et puis, tu réparties les touristes à plein d'endroits de la ville, tu as des conseils différents pour manger et visiter – le local peut tirer un bénéfice du tourisme – donc en soi je trouve cela top. Je dirais il faut plus d'hôtels et des gens qui sous-loue uniquement quand ils sont pas là et que la plateforme paie ses impôts.

**Quelle est selon vous, la place du tourisme responsable dans le monde ?**

C'est très difficile. Tu as une courbe de croissance, bien sûr tout le monde veut voyager donc pleins de populations veulent maintenant voyager.

**Est-ce qu'il révèle des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Pour moi, le tourisme durable ou le tourisme responsable c'est la même définition que tu sois n'importe où. Maintenant, sur la question du consommateur et de sobriété on est pas tous au même niveau de conscientisation suivant les pays. On dit qu'il ne faut pas déraciner les arbres en Amazonie – alors que nous on la déjà fait en Europe. Donc là faut dire, « faut pas voyager » alors que nous même on a bien voyagé, on en a bien profité.

**Quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme français sur l'environnement ?**

Le problème c'est qu'en France, est-ce que c'est vraiment le tourisme qui l'impact ? À part si on prend les histoires de Center parc...tu as quand même le tourisme de nature qui donne de la valeur économique aux parcs nationaux et c'est plutôt bon. Avec un bon réseau de parc protégé – nationaux – donc le tourisme est une opportunité pour continuer à le valoriser, à le protéger. Après c'est pas que le tourisme, c'est aussi le fait de construire, l'urbanisation, la population qui grandie. En France, les endroits qui sont protégés ils le sauront d'autant plus s'il y a du tourisme et les autres endroits sont déjà construits. Tu vois, par rapport à l'Amérique latine, on est entrain de couper des mangroves pour faire des resorts alors qu'en France on a quand même pas ça. Donc en France je le vois plutôt comme une opportunité plutôt qu'une menace – en dehors de pendre l'avion, les transports en générales quoi. Après ce qu'il faudrait c'est que tous les restaurants s'alimentent en bios et en locales, il faudrait une loi pour ça.

**Comment est prise en compte la gestion des déchets dans le secteur du tourisme en France ?**

Je pense que ça tu ne peux pas le différencier du système des déchets de manière global en France, un système qui est pas le meilleur mais qui est pas le pire. On est un peu entre deux mais ça c'est question par rapport aux déchets de manière globale.

**Quel est son avenir d'après-vous ?**

*Volonté suffisante de limiter les déchets, gestion responsable de l'eau, lutte contre le gaspillage, incitation à consommer responsables, faire vivre l'économie locale...*

Tout le monde veut mais faut pas que cela soit trop compliqué.

**Quel est votre avis sur la surfréquentation touristique ?**

On revient sur le R du réduire et de la sobriété, avec le « mieux gérer », « légiférer », « sensibiliser », « promouvoir autrement ».

**Des solutions ou améliorations pour l'avenir du tourisme face aux changements climatiques ?**

À nouveau, revaloriser – réduire – on part plus à l'autre bout du monde une fois par an ou monter dans un avion pour un city break. C'est toujours la question de la sobriété qui est le premier enjeu.

**Comment fait-on avec les personnes qui veulent désormais voyager ?**

Justement, on leur dit rien, on ne peut pas empêcher les gens – on est tellement en pleine croissance que c'est impossible. Je ne vois pas, c'est bien aussi d'être curieux. Après c'est développer l'offre en local, « rendre sexy » ce qui a aux alentours.

**Comment en faire selon vous, un levier de développement touristique durable ?**

Et bien proposer des alternatives qui donnent envies, développer l'offre en local. Il faut que cela évolue.

**Quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

Les bloggeurs ont un rôle à jouer aussi. En marketing il y a des rôles à jouer. Tu ne seras peut être pas autant dépaycé

si tu pars en France et encore ça dépend. Tu as des endroits qui te font penser à des endroits dans le monde et très beaux en France.

**Des conseils pratiques à respecter en particulier ?**

Ça revient aux 4R développés ☺

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Fondation Insolite Bâisseur Philippe Romero**

**Date :** 6 juin 2019

**Lieu :** Paris, France.

**Profession :** Directrice d'une fondation spécialisée en développement durable

**Conditions d'entretiens :** L'interlocutrice n'ayant pas beaucoup de temps, les questions lui ont été envoyées par email.

**Quel est votre rôle dans la Fondation Insolite Bâisseur ?**

Je suis Directrice. Je suis en charge de la gestion, de la communication et de l'animation des instances de gouvernance en lien avec le Président.

**Quel est votre rapport au tourisme responsable ?**

Avant ce poste, j'étais chargée de Mécénat pour Voyageurs du Monde et ai travaillé sur la sensibilisation des hôtels et des équipes au tourisme responsable.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Le tourisme responsable c'est l'inverse du tourisme de masse et de la consommation à outrance et irrespectueuse. Ce sont les piliers du développement durable appliqués au tourisme à savoir limiter les impacts négatifs sur l'environnement, le préserver, promouvoir les impacts positifs pour les communautés et une plus juste répartition de la richesse.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ? (Environnementales, sociales, sociétales, économiques, autres)**

Tout est intimement lié. Je dirais que la Fondation axe la majeure partie de son budget sur la préservation des forêts et la protection des populations (Environnementales, sociales, sociétales) mais aussi, sur l'aide au développement économique des pays du sud.

**Comment vous décidez d'un projet de solidarité ? D'une intervention dans tels pays/lieux/situations ?**

Tous les projets sont déposés par les salariés ou les partenaires locaux du groupe. Ils doivent ensuite répondre à nos missions et à certaines exigences juridiques. Ensuite, agir dans un pays dans lequel le groupe a des contacts via son activité. Enfin, l'urgence des missions, l'expérience du porteur de projet, la viabilité économique de la structure est également mis en avant. Nous tentons de répartir au mieux géographiquement nos aides.

**Les projets de solidarité climatique ont-ils également un levier de développement touristique durable ?**

*(Par exemple, les voyageurs du groupe Voyageurs peuvent aller à la rencontre de ces projets locaux par exemple ?)*

Oui nous leur offrons la possibilité. En revanche, ils ne le font que très peu à l'heure actuelle.

**Pouvez-vous mettre en avant une action de la fondation ? (Problématiques, acteurs impliqués, suivi mis en place, suites donner à cette action)**

**La Fondation Amazonia Viva au Pérou** - La province de Saint-Martin, située au Nord du Pérou dans les Andes amazoniennes, est constituée à 97% de forêts primaires. Pourtant, cette région souffre d'un fort taux de déforestation du à la pression démographique, aux infrastructures routières liées à l'activité humaine et notamment au commerce du bois. Depuis 2011, la Fondation Amazonia Viva coordonne la conservation et la restauration des forêts primaires d'Amazonie et le développement de l'agroforesterie en lien avec les communautés. Nous soutenons, aux côtés de Pur Projet, la préservation de 300 000 hectares de forêts dans la région de Martin Sagrado et participons à la mise en place de nouvelles méthodes de gestion

forestière. Les communautés, prennent en main l'entretien des arbres et leur surveillance et la légalisation des titres de propriété devrait permettre un meilleur suivi des pratiques commerciales et agricoles. La zone de conservation correspondant à notre projet a été désignée par l'UNESCO en 2016 comme la 5ème Réserve de Biosphère au Pérou. Celle-ci inclut également le Parc National de Rio Abiseo de 274 520 hectares classé patrimoine mondial de l'UNESCO (patrimoine culturel et naturel pré-inca). PUR Projet travaille en étroite collaboration avec l'ARA (Autorité Régionale Environnementale) et le SERFOR (Service National de la Forêt et de la Faune) pour faciliter les procédures juridiques et administratives relatives à la propriété foncière.

Il existe 18 repères pour délimiter les limites des concessions ont été installés, 25 à 30 gardes forestiers sont présents dans la zone du projet. Nous avons 3 postes de contrôle installés aux points d'entrée stratégiques, 6 patrouilles qui se relaient chaque mois dans les zones de conservation pour identifier les menaces de déforestation. Des formations continues permettent de développer des compétences des équipes techniques également.

Des activités économiques ont vu le jour, nous avons 83 apiculteurs qui ont été formés et produisent du miel, 29 unités de pisciculture sont gérées par 8 associations, 4 pépinières qui produisent 70 000 plants par an, 5318 plantes médicinales qui sont exploitées durablement dans le jardin botanique de Santa Rosa, et enfin 9 potagers communautaires biologique installés et une unité de production de fromage vient d'ouvrir.

En 2017 et 2018, un Plan de Gestion Forestière a été mis en place afin d'obtenir la certification FSC®. Les activités forestières sont ainsi réglementées et une filière bois durable voit le jour. Une entreprise sociale Amazonia Justa a été créée pour commercialiser les produits fermiers et le bois.

Les partenaires sont engagés sur 20 ans avec les communautés.

#### **Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Oui par l'intermédiaire d'un dossier de bilan que nos partenaires doivent nous remplir chaque année.

#### **De manière générale, que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme responsable/durable ?**

Je pense qu'il est nécessaire.

#### **Que pensez-vous d'une synergie entre ATD, ATR et l'ATES ?**

Ce serait un beau challenge.

#### **Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

Non malheureusement.

#### **L'offre de tourisme durable/responsable est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Non.

#### **Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

*(Sur l'accompagnement des projets, la formation, au niveau des politiques locales, pour faire appliquer un tourisme responsable, etc.)*

Oui bien sûr même si l'action de la Fondation n'a pas pour rôle le tourisme responsable mais bien le développement durable et les actions d'intérêts généraux.

#### **Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Le tourisme peut et doit contribuer au développement local et à la sensibilisation du grand public des activités durables génératrices de revenus menées par les communautés.

#### **Quelle est votre perception du tourisme responsable en France ?**

Il reste à développer pour répondre aux enjeux auxquels nous devons faire face.

#### **Quelle est la place du tourisme responsable dans le monde, selon vous ?**

Pas assez important.

#### **Quelle est la selon-vous, la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ?**

*(Concernant la gestion des déchets dans le secteur du tourisme...(Volonté de réduire, gestion responsable de l'eau, lutte contre le gaspillage, etc.).*

Une volonté existe.

#### **Selon-vous, quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

Il est essentiel, à commencer par les compagnies aériennes.

[Remerciements, cordialités, salutations]

## Retranscription entretien – Parcs naturels nationaux

Date : 5 juillet 2019

Durée : --

Lieu : France

**Profession** : Chargée de mission tourisme et accès à la nature – Parcs Naturels Nationaux

**Conditions de l'entretien** : L'interlocutrice n'ayant pas beaucoup de temps, les réponses ont été brèves à certaines questions posées.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Je préfère retenir la notion de durabilité, en fonction des 3 piliers.

**Quels sont les atouts des parcs nationaux en matière de tourisme responsable/durable ?**

Les parcs nationaux sont le plus haut système de protection de la nature en France, donc déjà très engagés sur le pilier environnement. Avec la nouvelle loi sur les parcs nationaux de 2006, qui ouvre des perspectives en matière d'élaboration de projet de développement durable des territoires à travers les chartes, nous sommes bien dans le coeur du sujet.

**Dans vos démarches de développement durable, quelles sont vos priorités ?** (*Environnementales, sociales, économiques*)

Pourquoi faire des priorités ? Il est vrai toutefois que les parcs nationaux ont des obligations de protection des patrimoines des coeurs alors qu'ils n'ont que des objectifs de développement durable dans les aires d'adhésion, mais c'est la loi qui fixe cette hiérarchie.

**Quels types d'actions mettez-vous en place ?**

Les parcs nationaux sont des établissements publics indépendants, donc chacun mènes sa politique en fonction de sa charte et de sa feuille de route, qui est fixée chaque année par le ministère de tutelle. Je peux par contre vous parler de 2 actions majeures qui ont été conduites à plusieurs parcs nationaux (la CETD voire à tous les PN (le déploiement de la marque Esprit parc national). Vous me direz si vous avez besoin de plus d'info par la suite.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées ?**

Il faut d'abord bien se mettre d'accord sur le mot retombé. Pour la CETD, le PN le plus ancien dans le dispositif est le parc national des Cévennes. Il y a quelques années, il a pu en effet mesurer quelques effets, par exemple la réduction des consommations d'eau et d'énergie de la part des entreprises engagées, une meilleure résistance face à certaines crises de fréquentation, ...

Pour ce qui concerne la marque EPN, nous entamerons une évaluation en 2019.

**Que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme responsable/durable ?**

Un réseau, c'est-à-dire ? A quelle échelle ?

**Que pensez-vous d'une synergie entre le réseau Acteur du Tourisme Durable (ATD), l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR) et l'Association de Tourisme Équitable et Solidaire (ATES) ?**

Pourquoi pas... Pour quels projets ?

**Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ?** (*Professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales*)

*Cela me paraît indispensable, si l'on veut lutter ou simplement atténuer les changements globaux, comme le réchauffement climatique. Par contre, je pense que jusqu'à présent, on a été maladroit dans la méthode, « on » dans un sens très générique, On n'a pas toujours bien adapté le discours en fonction des types d'acteurs, on a parfois utilisé un langage un peu moralisateur, etc.*

**Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

Non, je pense que très peu d'acteurs institutionnels du tourisme en ont bien conscience. Les choses commencent toutefois à bouger, mais c'est très timide. Il y a eu par exemple le souhait que le France s'organise autour d'un certain nombre de pôles d'excellence, dont un sur l'écotourisme - slow tourisme, mais cela n'a rien donné après. Cette année, il y a eu une journée d'échanges techniques organisée par la Direction Générale des entreprises, ...

**L'implication des pouvoirs publics sur ce segment est-elle suffisante ?**

Non.

**L'offre de tourisme durable/responsable en France est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Je pense surtout qu'elle est mal identifiée, donc mal mise en avant, valorisée auprès des clients, notamment du fait que les acteurs institutionnels ne

connaissent pas les démarches, les filières, les systèmes de reconnaissance possibles

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ?**

(Accompagnement, formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)

Non.

**D'après vous, quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ?**

Une recommandation : vous mélangez ici diverses notions, sur lesquelles on peut agir de manière concomitante : la gestion économe des ressources (je consomme moins d'eau donc il y en a moins à retraiter après), la réduction des impacts sur les milieux (des produits de nettoyage moins nocifs), l'utilisation d'énergies renouvelables, les circuits courts, les achats durables

**Quel est votre avis sur la surfréquentation touristique ? Quelles solutions vous semblent réalisables pour désengorger un site, une ville saturée ? (Étaler les flux, désaisonnaliser le tourisme autant que possible... (Dans le temps et dans l'espace.) ?**

La notion de surfréquentation est une notion difficile à qualifier. Le « trop » de fréquentation ne se définit pas

de la même manière selon les acteurs. Pour un acteur de l'environnement, trop de monde sur les sentiers peut générer des impacts sur les milieux, érosion des sentiers, écrasement de la végétation, ... alors que pour celui qui vend des boissons au départ des sentiers, il n'y a peut-être pas assez de monde pour que son activité soit rentable. La difficulté est donc de se mettre d'accord sur le niveau du « trop ». Des recherches sont actuellement en cours dans certains parcs nationaux. Il commence à y avoir consensus quand trop de monde génère des insatisfactions de la part des visiteurs.

**Quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

Les axes de travail portent sur la réduction des pollutions liées aux déplacements, et à la réduction de la consommation en énergies fossiles dans les bâtiments.

Sur les déplacements : tourisme de proximité, des voyages sans voiture, des mobilités douces sur place, l'itinérance à pied, en vélo. Sur la réduction des pertes énergétiques, tous les acteurs sont à mobiliser, y compris les communes qui gèrent beaucoup d'équipement.

[Remerciements, cordialités, salutations]

**Retranscription entretien – Parc national des Cévennes**

**Date :** 15 juillet 2019

**Durée :** 50 minutes.

**Lieu :** France – par téléphone

**Profession :** Chargée de mission tourisme – Parc national des Cévennes

**Conditions de l'entretien :** L'interlocutrice étant en poste depuis moins d'un an – elle n'était pas au courant de toutes les démarches du parc mais a tenté de répondre à l'ensemble des questions.

**Présentez-vous.**

Je m'appelle Armelle X. je suis chargée de mission tourisme durable au parc national des Cévennes depuis un peu plus d'un an. Le parc des Cévennes est pionnier en matière de tourisme durable, il s'est engagé dans la charte Européenne du tourisme durable à ces débuts dans les années 90. Il a participé à la rédaction de cette charte et aux documents d'application donc depuis le parc à toujours renouvelé son engagement auprès d'Europarc et il active les 3 volets de la charte européenne du tourisme durable donc le volet 1 les destinataires, le volet 2 il a créé l'association Cévennes Ecotourisme qui rassemble des professionnelles du tourisme dans les années 90 qui sont chargés de mettre en oeuvre le volet 2 de la CETD et après le parc s'est engagé dans le volet 3 de la CEDT avec les agences de voyages.

Depuis 2015 s'est rajouté par dessus la marque Esprit Parc National qui a été créé au niveau de l'inter parc et qui est une démarche d'écotourisme parallèle à la CEDT.

**Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?**

Un tourisme qui associe la population locale, qui est acteur de ce tourisme, qui bénéficie de ces premières retombées, économique notamment mais humaine aussi. Un tourisme qui respecte l'environnement, qui n'endommage pas les paysages et les espèces de par son activité.

**Quels sont les atouts des parcs nationaux en matière de tourisme responsable - durable ?**

Le Parc des Cévennes a été créé en 70 et c'est le seul parc habité de France métropole. En fait, il y avait eu un exode rural important et la première volonté de créer le parc c'était beaucoup le tourisme en fait, plus que les espèces. Du coup, à la base c'était un projet de parc culturel qui associait vraiment les habitants et comme il y a eu un exode rural et un abandon des fermes et de la culture d'autrefois donc la volonté était de maintenir le patrimoine agricole et les paysages entretenus par l'agropastoralisme donc le tourisme notamment rural il fait partie de l'ADN du parc et pour moi c'était les prémisses de l'écotourisme puisque dès le démarrage le monde rural a été associé au développement touristique, après dans les années 70 au moment de la création du parc il y a eu une vague de néo-ruraux qui sont arrivés et qui voulaient une nouvelle vie et vivre plus en accord avec la nature et ouvert sur le tourisme.

**Dans vos démarches de développement durable, avez-vous des priorités ? (environnementales, sociales, économiques)**

Nous on insiste pas mal sur les modes de déplacements doux, comme la randonnée, notamment en itinérance. La découverte des lieux naturels aussi, on est plus là dessus que sur le volet sportif par rapport à d'autres PNR comme le Vercors par exemple qui va miser sur le ski de fond, le VTT, nous on n'est pas trop là dessus. On est aussi pour élargir les dates de saison car l'activité est très concentrée, donc pour qu'il y est une viabilité économique, donc on recherche pas à augmenter la capacité pour juillet-août car les hébergements sont déjà pleins, on cherche plus à élargir sur les dates de saisons. Sinon, la montée en gamme des hébergements, après en matière de diversification de l'offre c'est assez sectorisé c'est à dire que l'on concentre sur les pôles de pleine nature les différents modes de découvertes (VTT, course d'orientation, etc.) on est un peu sur une sectorisation.

**D'accord. Et sur le volet social, est-ce qu'il y a des démarches également ?**

On a une démarche sur « rendre la nature accessible à tous », c'est dans la charte, mais honnêtement on n'est pas très actif sur ce sujet, c'est une vocation des parcs nationaux, on a des mécénats avec GMF pour l'accessibilité, on fait quelques actions mais voilà.

**D'accord. Et quels types d'actions mettez-vous en place ?**

Nous en matière d'actions concrètes on aménage des sentiers, notamment des sentiers de découvertes ou des belvédères. Ensuite, on a une plateforme qui s'appelle « destination parc national » où on met en avant tous les prestataires engagés dans l'écotourisme et l'offre

de découvertes qui est validée par le parc et qui ne pose pas de problèmes au niveau environnemental.

**Et de par ses actions vous arrivez à évaluer des retombées, notamment sur la question de la sensibilisation auprès de la population ou les visiteurs ?**

On a un programme d'animation, et on n'arrive pas assez à toucher le public local par exemple, ils ne se sentent pas concernés par ces actions-là. Le public scolaire on y arrive, ils sont captifs, mais assez les habitants.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Oui, donc on a Cévennes Écotourisme qui regroupe une cinquantaine de prestataires, après au niveau des associations on a toutes celles de la grande itinérance, la grande traversée du massif central (GTMS), toutes ces associations là on est partenaires. Après il y a des subventions sur le territoire en matière de culture pour les foyers ruraux. Ils ont des actions qui peuvent aussi attirer les touristes même si la cible initiale est plus pour les habitants.

**D'accord. Et que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme durable comme ATD ?**

Je les connais par les agences, comme on a l'agence Chamina, donc il nous ont parlé d'ATR, mais nous à notre niveau on a déjà pas mal de réseau au niveau de l'interparc national et au niveau des régions Occitanie mais on est pas dans ATD ou ATR mais les gros prestataires comme Chamina, ils ont beaucoup de procédures, ils font partie de la charte, d'ATR mais ça fait beaucoup.

**Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ? (Professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales)**

C'est quand même un engagement fort la CETD, c'est un diagnostic porté sur la prestation, la culture de l'entreprise, il y a environ 72 critères, un plan d'action signé par le parc, etc. Nos on touche à peu près 10% des prestataires pour le moment mais voilà ceux qui sont actifs et dans la démarche ils sont très convaincus. Après on touche pas tout le monde, on travaille avec les Offices de tourisme, des grands sites comme l'Occitanie, où eux ils essaient de tendre vers l'écotourisme. C'est assez nouveau cette démarche là.

**Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

Je dirais que au niveau des comités départementaux du tourisme et des offices de tourisme, qu'il y a encore

des marches de progrès. Moi ce qui me choque c'est quand ils me disent qu'ils doivent promouvoir tous les prestataires de la même façon, alors quand il y en a un qui propose des sorties en quad et quelqu'un qui propose une randonnée de découverte des paysages, je trouve qu'en matière de politiques publiques on devrait donner la priorité à ceux qui ont des démarches responsables. Nous au niveau du parc on le fait mais au niveau des OT ce n'est pas le cas.

**D'accord. Donc l'implication des pouvoirs publics sur ce segment est-elle suffisante ?**

Disons que non, j'ai été me promener sur le site du PNR de la Camargue et j'ai regardé l'offre famille et j'ai trouvé des activités/sorties très chères, style hélicoptère, quad etc. et qui me paraissent à côté de la plaque et moi ça me choque, parce que d'accord les prestataires privés ils participent aux financements de l'OT mais il y a aussi des financements publics et ça me choque qu'on donne pas la priorité aux activités responsables.

**L'offre de tourisme durable/responsable en France est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Justement, c'est la question que j'avais posée à l'OT comme ils s'intéressent à l'écotourisme ils voulaient recenser tous les labels, peut être même développer leur propre démarches écotouristiques mais ils veulent faire une communication à part. Moi je leur disais, « pourquoi vous valorisez pas dans vos offres les prestataires qui ont des démarches vertueuses » et c'est là qu'ils ont bloqué et qu'ils ont dit « non on peut pas, on doit traiter tout le monde de la même manière ». Donc moi ça me choque car il serait plus intelligent de diffuser des bonnes pratiques et qu'elles soient mises en avant dans l'offre générale parce que ça va tirer les autres vers le haut plutôt que de faire une communication à part où l'on va toucher des gens qui sont déjà attirés par le sujet.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (accompagnement, formation, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable ?)**

Toutes nouvelles activités en cœur de parc est soumises à autorisation, c'est à dire quelqu'un qui veut faire un élevage de lamas, il n'a pas le droit parce que c'est une espèce exotique ou par exemple, on a un accro-branche qui va être développé donc là c'est bon, mais il a un projet de carte électrique dans le cœur du parc ou des projets de canons à neige, et bien là on est en opposition avec le territoire et avec les porteurs privés. On va essayer de les orienter vers autre chose et proposer un tourisme durable et se diversifier en

matière d'offre. Mais sur le territoire on est confronté à des oppositions oui.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

Il y a un rapport immédiat, je crois que c'est la première activité économique dans les Cévennes après ce qu'on nous reproche c'est de freiner ce développement comme on a un pouvoir réglementaire et qu'on laisse pas faire n'importe quoi. Donc on nous accuse de mettre le territoire sous cloche et de vouloir en faire une réserve d'indien. En même temps, s'il n'y avait pas toutes les règles en matière d'urbanisme dans el cœur de parc il y aurait des lotissements, comme on peut voir avec les chalets en bois qui ont mal vieilli qui sont pas identitaires et qui n'attirent plus les gens maintenant. Alors que des villages très qualitatifs faits en pierres locales au milieu d'une châtaigneraie, ils tournent bien.

**Quelle est votre perception du tourisme responsable en France ?**

Toujours à titre personnelle, j'ai toujours essayé de pratiquer du tourisme durable, donc je dirais qu'il y a une offre qui existe si on veut la trouver, assez déployée. Moi j'ai l'impression que c'est entrain de se développer, notamment avec l'alimentation, le lien direct produit – producteur – consommateur, c'est un bon axe. Après l'axe bien être est entrain de se développer mais interpelle un petit peu. On a une prestataire qui propose du yoga, avec des chambres par deux et des douches mutualisées, on est dans un environnement magnifique avec des ressources en eau limitée donc pour elle s'est contradictoire que de vouloir avoir des installations un peu luxueuse, des piscines particulières ou il n'y a pas beaucoup d'eau et qu'il y a des rivières pour se baigner. En contradiction, on a quelqu'un qui voulait la marque, qui a développé des petits chalets en bois de manière écologique, mais avec chacun sa petite piscine privée, donc à ce moment-là ça interpelle. Pourquoi faire une piscine pour chaque personne, est-ce que c'est dans les valeurs du tourisme durable ?

**D'accord...Et en France, pensez-vous que les habitants (populations locales) soient suffisamment intégrés aux décisions touristiques ?**

Je ne pense pas non, je crois pas trop. Dans les schémas de développement touristique je ne crois pas trop.

**Quelle est selon vous, la place du tourisme responsable dans le monde ? En quoi révèle t'il des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Je dirais que dans les secteurs des pays pauvres, le tourisme durable peut vraiment inverser la tendance par rapport à la pauvreté des gens, donc encore plus que chez nous, ça devient plus nécessaires, après ça devient des démarches marginales malheureusement.

**D'après vous, quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ?**

Je pense à Chamina qui sont très exemplaires après en ce qui concerne le tourisme de masse je ne pense pas qu'ils le prennent en compte, ils voient plus l'environnement comme une ressource à exploiter, je suis pas sûr que la notion de préservation soit bien prise en compte.

**Comment est prise en compte la gestion des déchets dans le Parc des Cévennes ? Quel est son avenir d'après-vous ? (Volonté de limiter les déchets)**

Oui, cela fait partie des critères pour être labélisés – on prend ça en compte mais après on n'a pas d'actions spécifiques sur la collecte des déchets, ça ne fait pas partie de la compétence du parc, donc ce sont des actions individuelles avec les prestataires.

**Avec de la sensibilisation ?**

Après oui de ce côté là on sensibilise pour les déchets sur les sentiers de randonnée, mais on a pas trop de soucis les gens ont assez respectueux.

**Quel est votre avis sur la surfréquentation touristique ? Quelles solutions vous semblent réalisables pour désengorger un site, une ville saturée ? (Étaler les flux, désaisonnaliser le tourisme autant que possible... (Dans le temps et dans l'espace.) ?**

Nous on en a pas, mais je pense aux villes comme Barcelone, Dubrovnik, Amsterdam.. Peut être qu'on arrive à un pic et qu'après ça va redescendre mais oui il faut mettre en place des choses car c'est triste de voir des villes qui vendent que des goodies pour les touristes, après en terme de solutions, je serais plus sur une logique d'attirer sur les offres hors saisons, puis après il y a des outils, comme la course d'orientation c'est un moyen de diffuser cela se fait dans certaines villes pour que tous les gens ne se retrouvent pas tous aux mêmes endroits.

**Des solutions ou améliorations pour l'avenir du tourisme face aux changements climatiques ?**

Nous c'est au niveau du suivi des espèces (végétales et animales), on pour mission de préserver ses espèces. Alors on va interdire certaines activités à certains endroits après on développe l'accès en transports en commun, on promeut le plus possible cela, les prestataires mettent bien les accessibilités pour venir jusqu'à chez eux en dehors de la voiture. Ensuite on a

mis en place une navette pour les touristes l'été. On essaye de proposer un slow tourisme, promotionner des circuits touristiques juste à côté et pas à deux heures de routes, on leur propose quoi. Nous les prestataires avec qui on travaille ils sont sur c'est logique là. Après pour les city break – on n'est pas trop sur ce créneau d'attirer de la clientèle étrangère, mais ça nous intéresse à partir du moment où il y a des transports en communs (pour se rendre à Montpellier, Marseille, etc.). Et on propose des activités non motorisés dans le cœur de parc, c'est un axe qu'on défend beaucoup.

**Comment en faire selon vous, un levier de développement touristique durable ?**

Nous on structure l'offre sur le territoire, on un panel de circuit qui est bien balisé, bien entretenu, une offre complète, le vélo assistance électrique et qui permet à une nouvelle clientèle de se promener dans les Cévennes. On ne touche pas les gens qui veulent faire du vélo mais ceux qu'ils veulent découvrir le territoire. C'est une alternative à la voiture.

**Et vous avez une offre pour les personnes à mobilités réduites ?**

Franchement on n'est pas très bon sur ce sujet, on a un gîte étape qui gère le parc qui est accessible, donc ça on en fait la promotion, mais ça pourrait être davantage travaillé et à côté on a un belvédère accessible aménagés avec des outils de sensibilisation mais ce n'est pas encore bien structuré.

**Quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

L'impact il est énorme, je ne sais plus combien ça représente, 8 à 10%, donc c'est hyper important et ce n'est pas facile de conjuguer les deux, donc proposer des séjours plus long – des séjours relocalisés, on joue sur cette carte là en disant « venez vous dépayser dans les Cévennes car on a des paysages qui font penser à la Mongolie », et c'est en travaillant là-dessus qu'on aura vraiment l'impression d'être autre part. Après Chamina travaille sur la compensation carbone, donc au moins si on élimine le transport en avion, essayer de minimiser les transports à droite à gauche quand on est sur place, pas faire des sauts de puces. Après ce n'est pas évident de concilier les deux. Dans l'idéal il faudrait réduire nos trajets et en faire de l'exceptionnel et pas faire 3 jours à NYC – ça ne peut pas durer cela. Après je ne sais pas comment vous vous positionnez là-dessus ?

**Justement ATR dit depuis toujours qu'il faut voyager moins mais mieux, après voyager plus longtemps ça ne veut pas dire rajouter deux semaines, mais au**

moins deux trois jours par séjour. Le label évolue  
justement sur la compensation carbone.

[Remerciements, cordialités, salutations]

### Retranscription entretien : Réseau Grand Site de France

Date : 15 juillet 2019

Durée : 1 heure.

Lieu : France – Par téléphone

Profession : Chargée de communication au Réseau des Grands Sites de France

Conditions d'entretiens : L'interlocutrice a pris le temps de répondre à toutes les questions.

#### Présentez-vous.

Je m'appelle Camille X. responsable de la communication au réseau des Grands Sites de France. Je m'occupe entre autre de la communication d'un projet accès tourisme durable qui s'appelle « Les escapades nature sans voiture », un projet monté par le réseau il y a 5 ans de cela, l'objectif est de mettre en lumière les GSDF sans sa mobilité, montrer que l'on peut se rendre dans un grand site sans sa voiture personnelle. Voyager sans sa voiture constitue une expérience à part entière, on ne vit pas la même chose que lorsqu'on voyage en voiture, à pieds, en barque, en train, etc., on prend plus le temps, on est plus dans l'immersion. On a un escaladeur qui se rend sur le site et qui réalise un séjour de trois jours, à l'issue de cela il fait un compte rendu et on voit si c'est faisable de faire ce séjour sans sa voiture. Si c'est reproductible on le valorise. C'est un peu une vitrine d'une autre manière, de découvrir des espaces naturels c'est un peu le pendant du city break, on est sur un court séjour mais à la campagne, dans des milieux naturels. On est plusieurs à travailler sur la thématique du tourisme durable car cela fait partie de l'ADN des GSDF et des sites touristiques, ils ont un fort composant naturel et attirent énormément de monde de part la beauté de leur paysage donc l'idée c'est de trouver un équilibre entre cette forte fréquentation et le besoin de protéger et de gérer durablement ces sites là, donc c'est tout l'objet de la démarche GSDF, être dans cet équilibre là, faire en sorte que les retombées bénéficient aux territoires, que les professionnels, les associations et les habitants ne se sentent pas dépossédés de leur site par un tourisme qui soit trop prédateur ou pas en phase avec l'esprit des lieux, donc c'est un peu ce qui drive la démarche. Après, chacun à ses spécificités, ses contraintes, ses temporalités différentes mais la richesse de cette politique c'est qu'elle s'adapte à chaque territoires, c'est pas un cahier des charges strictes plaqués à l'identique pour chaque site, c'est vraiment construit au niveau local, le plan de gestion local, avec une concertation large, régulière avec l'ensemble des partenaires, que ce soit des personnalités du monde de l'environnement, du tourisme, de l'aménagement du territoire, de l'agriculture. L'idée c'est d'avoir une consultation la

plus large possible pour que ce soit le plus efficace et admis par tous.

#### Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable/responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?

Vaste question. Le tourisme durable on pourrait dire que c'est un tourisme dont les bénéfices économiques, mais pas uniquement, les bénéfices sociaux territoriales, patrimoniales puissent bénéficier à un large public. Il y a ce volet là, après faire en sorte que le tourisme ne soit pas prédateur pour les populations qui vivent sur ces sites là. Ensuite, le volet environnemental sous entendu dans le tourisme durable, le côté responsable, avec la sensibilisation, l'information des visiteurs à la fragilité des sites dans notre cas en tout cas. Certes il y a certaines contraintes d'accès mais en même temps ces petits gestes là font que le site est préservé et les gens auront envie de revenir. On retrouve le triptyque du développement durable, avec le côté économique – social – environnemental et nous on place aussi un autre triptyque, sur le fait que les actions mises en places sur le site, doivent bénéficier aux habitants.

#### Quels sont les atouts des GSDF en matière de tourisme responsable/durable ?

Nous on a un réseau qui met en relation les collectivités locales qui gèrent ses sites là, l'intérêt de cette mise en réseau c'est le partage d'expériences et de bonnes pratiques, il y a des initiatives qui ont été mises en place dans le Marais Poitevin qui peuvent inspirer le Puy de Dôme, etc. Chaque site même s'il a ses spécificités il y a des problématiques communes qui reviennent, la question de l'éco mobilité, l'accès sans voitures à un site, les aménagements qui soient pas impactant pour le site, la question des produits locaux vendus sur le site, que ce soit la vitrine de ce que l'on peut retrouver sur le territoire, le reflet du terroir, par exemple. Ce sont des expériences que nos membres mettent en place et que du coup on essaye de valoriser et partager au maximum pour que ça inspire d'autres expériences.

**Dans vos démarches de développement durable, avez-vous des priorités ?** (*Environnementales, sociales, économiques, autres*)

On essaye, enfin nos membres surtout, essaient de trouver un équilibre entre ces 3 volets-là. La démarche GSDF elle se veut vraiment transversale, l'idée c'est de mettre en place une gestion intégrée d'un territoire donné en se focalisant pas uniquement sur un des aspects du développement durable, c'est de faire travailler toutes ces synergies ensemble car chacune peut s'apporter mutuellement. Sur le volet économique, la majorité des territoires avec lesquels on travaille sont des territoires ruraux donc il y a un vrai enjeu de ramener ou maintenir l'économie et la collectivité locale qui gère le grand site à un peu se rôle de coordinateur, c'est lui qui impulse des projets économiques pour faire en sorte que cette activité dure, pour l'accompagner car certains ce sont des porteurs de projet qui ne rentrent pas dans les cases des modes d'accompagnements classiques, car ce sont des projets de microéconomie mais ce sont de l'économie qui continue à faire vivre le territoire au delà de la période touristique pour certains donc c'est aussi un cadre de vie vivant. Tout cela participe à préserver durablement le site.

**Quelles actions mettez-vous en place ?**

On a pas mal de choses, mais on a un ouvrage qui s'appelle le « Guide pratique du tourisme durable », on a référencé 20 expériences en matière de tourisme durable dans les grands sites. Par exemple, deux grands sites voir trois même qui ont repositionnés leur destination, ils se sont repositionnés sur ce qui fait la valeur de leur site, à la fois en terme de patrimoine, d'environnement, de savoir-faire et ils ont pris le parti de dire on va repositionner notre offre sur l'itinérance par exemple ou le slow-tourisme ou l'éco mobilité. D'autres ont repositionné leur offre de découverte, dans le Marais Poitevin, par exemple, la chose classique à faire c'est le tour en barque, et avant c'était de venir faire son tour et repartir donc un travail a été fait par le PNR pour former les bateliers pour les sensibiliser et être dans un circuit moins standardisé, mais plus singulier. Après, au Puy Marie, ils accompagnent les hébergeurs, dans le Cantal il y a un vrai enjeu de maintenir l'activité économique, donc le syndicat mixte du grand site a mis en place un accompagnement des hébergeurs pour qu'ils montent en qualité, les sensibiliser à l'environnement, au lieu où ils se trouvaient etc. Ils font vivre le territoire en remettant au goût du jour des anciennes activités.

**Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?**

Nous pas directement, on n'a pas de chiffres au niveau du réseau ou de données globales. Par contre au

niveau local ils ont plus de matière. Il y a un site en Bretagne, le Cap Fréhel, qui n'est pas encore labélisé mais qui est en phase de l'être, ils ont fait un grand travail de renaturation, de réaménagement du cap emblématique. Ils ont travaillé avec un paysagiste, le conservatoire du littoral etc., pour faire repousser la voiture, ils ont recréer des parkings plus loin et ça créer un paysage complètement différent. Il n'y a pas que les retombées économiques mais les constats c'est que les gens venaient et repartaient directement, alors que maintenant ils font des balades de deux heures et restent plus sur le site. Ils prennent le temps, donc c'est une autre forme de découverte.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

Ça dépend à chaque fois mais des associations en lien avec l'environnement, la réinsertion, on a beaucoup de sites qui ont des chantiers d'insertions ou de réinsertions. Par exemple, dans le Morbihan on a un site qui travaille avec le service pénitentiaire, ils emmènent un petit groupe de détenu pour faire un chantier nature et c'est une manière d'inclure ce type de population à la préservation du site, les sensibiliser à l'environnement. Ensuite, certains sites sont sur un public à la recherche d'emplois, donc il y a des chantiers d'insertions autour de la pierre sèche, c'est une technique de construction typique de certains sites et certaines régions. Les personnes repartent avec une formation, donc le volet social est assez mobilisé de la part des sites.

**En tant qu'administratrice ATD, que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme responsable/durable ?**

C'est une bonne chose, de même manière que nous aussi on est constitué en réseau, à plusieurs on est plus fort pour échanger sur les bonnes pratiques et s'inspirer de ce qui se fait ailleurs donc c'est très important. Puis pour être force de propositions, de lobbying, d'être en nombre ça a plus d'impacts.

**Que diriez-vous d'une synergie entre ATD, ATR, ATE ?**

Je ne peux pas me prononcer – quoi qu'il en soit on travaille déjà ensemble au sein d'ATD, mais je ne pourrais pas trop en dire plus.

**Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ?** (*professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales*)

C'est également une bonne chose, il y a beaucoup de travail à faire de côté là, même si l'on voit qu'il y a une prise de conscience de ces publics là, de l'intérêt, le

fait de s'intéresser à la question environnementale, notamment un certain nombre de professionnels s'intéressent à ces questions là, sur l'impact carbone notamment. Après, je ne suis pas en mesure de mesurer quelle est la typologie des acteurs du tourisme qui vont mettre en place des actions, est-ce que c'est que les petits acteurs ou les gros aussi, comment à leur taille est-ce que c'est suffisant ? Ce serait intéressant d'avoir un panorama de ces acteurs, après il y en a déjà qui font beaucoup. Après sur les pouvoirs publics il y a une prise de conscience aussi, et au niveau des visiteurs aussi mais est-ce que ce n'est qu'une impression ? Mais selon moi la question environnementale est quand même pensée. On parle d'overtourisme, de réchauffement climatique, de moins prendre l'avion, ce sont des sujets qui émergent donc j'espère qu'à terme il y aura des changements de comportements.

**Selon vous, les acteurs institutionnels sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

Pour parler de notre expérience au sein de notre réseau je dirais que oui, on a 2 ou 3 nouveaux membres chaque année, donc des collectivités locales qui se sont organisées et qui ont envie de s'engager dans une démarche de développement durable sur un site naturel très ou moyennement fréquentés qu'ils ont chez eux. Je pourrais pas le commenter pour l'ensemble des pouvoirs publics mais à notre échelle on le ressent.

**L'implication des pouvoirs publics sur ce segment est-elle suffisante ?**

Disons que localement elle est acceptée, certaines collectivités locales s'en emparent après au niveau national une vraie prise de position serait bien, du point de vue du gouvernement, du ministère, d'affirmer que « le tourisme oui, mais le tourisme mieux », ne pas être que dans la recherche du toujours plus mais du toujours mieux. Donc avoir cette impulsion nationale c'est vrai qu'après ça irrigue les politiques locales etc. Je pense qu'on peut toujours mieux faire à tous les niveaux.

**L'offre de tourisme durable/responsable en France est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

Je vais parler de mon expérience personnelle plutôt, étant une voyageuse sans voiture je suis toujours à la recherche de comment me déplacer en train, en transports en communs, et je constate que sur ce point là il y a encore des progrès à faire, en terme de visibilité, de propositions, d'offres sans voiture, de la même manière qu'on voit de plus d'offres végétariennes, sans gluten, donc ce serait intéressant

qu'il y est aussi une ADN de tourisme durable visible. Il faut vraiment que les acteurs du tourisme, les pouvoirs publics quand ils réfléchissent tourisme, ils mettent vraiment comme présupposée que ce sera du tourisme durable et l'offre et la communication proposée sera en adéquation avec ça. Certains le font très bien, notamment en Bretagne où c'est dans leur ADN avec le dispositif « Bretagne sans ma voiture », donc c'est un peu la seule destination où j'aurais des offres durables.

**Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (accompagnement, au niveau des politiques locales...pour faire appliquer un tourisme responsable et durable ?)**

Disons que je ne suis pas confrontée directement à des difficultés, c'est plus au niveau local, nos membres qui vont avoir des problèmes pour sensibiliser les professionnels, leurs élus. Je pense qu'il y a un gros travail de pédagogie à faire et c'est ça qui est un des freins. Parfois c'est juste une mauvaise information, ne serait-ce que pour nous, certains voient notre label GSDF comme une contrainte, une interdiction qu'on leur impose, donc c'est tout un travail, pour dire que le label c'est un outil et non pas une contrainte, c'est pour fédérer tout le monde autour d'un même projet, une reconnaissance à la fin du travail accompli et non pas une réglementation.

**Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

L'idée c'est que les deux soient liés, que ce ne soit pas un tourisme hors sol, qu'ils puissent y avoir des retombées durables pour un territoire, c'est tout l'enjeu du tourisme durable.

**Quelle est votre perception du tourisme responsable en France ?**

C'est quelque chose sur lequel on a intérêt à pousser, il y a une étude réalisée par la DG (Direction générale des entreprises), ils ont réalisés un peu une photographie sur ce qu'est le « slow tourisme », cette tendance du tourisme, avec de la lenteur. Cette étude a révélée quels étaient les professionnels qui font du « slow tourisme » sans le savoir, et ceux qui ont envie de développer leur activité dans ce sens. On se rend compte que les tenants et aboutissants du slow tourisme, il y a pas mal de choses que l'on retrouve en France avec le fait de pendre le temps, la découverte, mais aussi le savoir-faire, la gastronomie, les produits locaux, des réseaux de pistes cyclables qui sont très étoffés en France, on a des choses qui existent déjà et rentrent dans cette définition du slow tourisme. On a tout intérêt à ce qu'on se saisisse de ça et qu'on structure cette forme de tourisme. Beaucoup de

clientèle recherche ce type de tourisme. On a de la ressource c'est juste une question de la poussée, de manière plus politique. Comparé à d'autres destinations où ils sont très « nature », comme la Suisse où ils ont développés des moyens de transports interconnectés. Il ne faudrait pas qu'on soit à la bourre sur ces questions-là.

**Dans les régions GSDF les habitants (populations locales) sont-ils suffisamment intégrés aux décisions touristiques ?**

Au niveau touristique je ne sais pas, dans notre réseau, on pense aux habitants et aux visiteurs et du coup on est pas dans une politique touristique mais dans une politique de développement local avec un volet touristique. Nos membres essaient d'informer, de faire des réunions de concertation, des ateliers avec les habitants. Quasiment tous nos membres ont au moins organisés une réunion publique pour faire participer les habitants qui vivent sur le site. En tout cas nous concernant c'est un volet important.

On a un ouvrage sur la « mobilisation des habitants – démarches grands sites de France » ce n'est pas exhaustif mais on a développé des outils et des actions, pour participer des idées en matière de concertation.

**Quelle est selon vous, la place du tourisme responsable dans le monde ? En quoi révèle t'il des pratiques et des perceptions différenciées ?**

Certains pays ce sont déjà emparés du sujet et on mit en place des actions et pas que en plus pour les touristes – et c'est ce qui fait la force de ce genre de pratique – car si c'est juste appliqué au secteur touristique le côté responsable et durable il y a un risque que ce soit marketing alors que quand c'est la thématique de la préservation de l'environnement de manière générale appropriée par l'ensemble des acteurs, que c'est porté par la collectivité locale, sur le volet touristique c'est presque naturel. Encore une fois, il y a certains pays (les Pays bas - Scandinave) ils ont vraiment ça dans leur ADN, ils sont très forts, on peut se déplacer que en vélo etc. Je ne serais pas dire à l'échelle du monde mais ça semble plus crédible quand la thématique de développement durable est portée dès le départ par les structures en charge d'un site, d'un territoire ou d'une destination.

**Quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ? (la gestion des déchets dans les RGSDF)**

Je ne serais pas trop dire, on travaille pas en direct avec les professionnels, mais nos membres sont peut être sensibilisés, mais ce n'est pas quelque chose sur lequel on a beaucoup de spécificité. En revanche

beaucoup d'actions sont mises en place par nos membres sur la question de la transition énergétique ou la mise en place de panneaux solaires, la réhabilitation d'un éco habitat, mais la réduction des déchets je ne sais pas.

**Quel est votre avis sur la surfréquentation touristique ? Quelles solutions vous semblent réalisables pour désengorger un site, une ville saturée ?**

*(Étaler les flux, désaisonnaliser le tourisme autant que possible ?)*

Dans la mesure où on est dans une approche vraiment transversale du site, c'est de se dire qu'on peut agir sur cette question par plusieurs leviers, encore une fois, suivant la typologie du site. Il n'y a pas une recette miracle qu'on applique d'un site à l'autre, mais compte tenu de l'emplacement du site et du point de surfréquentation on peut imaginer mettre en place un système de navette, faire reculer les parkings pour inciter les gens à utiliser la navette, développer tout ce qui est pistes cyclables et circuits de randonnée, de mettre en place des espaces d'accueil pour après rénover vers le territoire, communiquer sur les sites autour du hot spot, le volet médiation qui sensibilise les scolaires, les familles pour préserver le site, c'est assez multimodale et vaste mais c'est un débat qui est complément d'actualité. La fréquentation touristique ne cesse d'augmenter et c'est un enjeu au delà de la France, c'est un enjeu mondial. Nos prochaines rencontres vont porter sur « l'équilibre entre fréquentation touristique et vie locale » dans les paysages d'exceptions donc les grands sites de France mais pas que. On va être à la fois sur les conflits d'usages, sur comment faire accepter certaines mesures de limiter l'accès, de diffuser la fréquentation, comment le faire accepter localement. Au Massif du Canigou ils ont fait en sorte de reculer les parkings et faire en sorte qu'on y monte plus en 4x4, pour préserver l'environnement, etc. mais il y a tout un travail à faire pour faire accepter cela.

**Des solutions ou améliorations pour l'avenir du tourisme face aux changements climatiques ?**

On a pas mal de choses qui sont mis en place sur les grands sites – au niveau de la transition énergétique, il y a des choses qui concernent le tourisme mais pas forcément, aussi des actions qui ne sont pas en liens avec le tourisme. Lorsque l'on parle d'éco – construction etc., après réduire l'impact de la voiture par les modes de découvertes par les mobilités douces, l'utilisation des énergies renouvelables, les énergies solaires, puis il y a tout le volet accompagnement et études des changements climatiques. On a plusieurs sites qui ont des zones humides, des observatoires de la biodiversité. On a des

sites côtiers, concernés par l'érosion, donc on essaye d'appréhender tous ces changements là, par un plan de gestion – une prise en compte, une anticipation – un aménagement du territoire en prenant ça en compte. Après il y a des programmes d'actions spécifiques – comme le Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI). Le but ce n'est pas d'endiguer l'érosion du trait de côte car elle est inévitable mais en limiter les risques.

#### **Quel est le rôle des acteurs du tourisme responsable pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

Chacun en fonction de ses activités à un rôle à jouer et en fonction de ses moyens, ça va aller de l'hébergeur qui va avoir une attention particulière pour réduire ses déchets et donc réduire son empreinte carbone ou encore le TO qui va faire en sorte de s'associer vraiment avec les populations locales pour proposer des séjours qui bénéficient aux populations locales, donc chacun peut agir à son niveau, à son échelle.

#### **Des conseils pratiques à respecter en particulier ?**

On a un peu ce parti pris en matière de tourisme de dire que c'est important de fonder tous les projets qui soient, sur vraiment ce qui fait la singularité du site, on appelle cela « l'esprit des lieux » – au delà de l'aspect réglementaire – chaque grands sites à un cœur emblématique classé (loi ancienne de 1930) et ce classement dit que ce territoire mérite vraiment une protection au niveau nationale et on ne peut pas faire n'importe quoi dessus. Ce site révèle différentes autorisations s'il vient à être modifié, etc. Nous on a rajouté à cela, quelque chose qui dit « qu'est-ce qui caractérise le site et qu'est-ce qu'on a envie de préserver pour les générations futures ? » et quand on parle d'esprit des lieux, on a quelque chose d'un peu moins objectif mais plus personnel. On oriente vraiment les sites là dessus, pour que leur projet d'aménagement soit vraiment en phase avec l'esprit du site. On est plus à se dire, comment faire en sorte d'avoir l'impression d'être le premier à découvrir ce site – et ne pas être dans une chose standardisée, que l'on se sente vraiment immergé dans le site. S'appuyer sur les valeurs du site, sa singularité. Les visiteurs auront vraiment l'impression d'apprendre quelque chose. Est-ce que ce sera cohérent par rapport à l'esprit du site, etc.

[Remerciements, cordialités, salutations]

## Retranscription entretien – Agence de développement touristique française – Atout France

Date : 15 juillet 2019

Durée : 54 minutes.

Lieu : France – par téléphone

Profession : Responsable projet - ingénierie et développement des territoires

Conditions d'entretiens : L'interlocutrice a pris le temps de répondre aux questions, l'entretien s'est déroulé comme un échange, une discussion

### Présentez-vous.

Je travaille pour Atout France, l'Agence de développement touristique de la France et je suis responsable projet au sein de la direction l'ingénierie, je mène à la fois des missions d'accompagnements et de conseils auprès de collectivités sur différents sujets et puis je rédige des publications sur différents thèmes également. Je gère plus particulièrement une approche intégrée en matière de développement durable du tourisme.

### Quelle définition donneriez-vous du tourisme durable - responsable ? Par quels éléments se caractérise-t-il ?

Pour moi ce n'est surtout pas une niche de marché contrairement à ce que l'on peut voir, ce n'est pas quelque chose à part, moi je défends vraiment une vision qui est intégrée et on devrait même pas parler de tourisme durable, ça devrait faire partie de l'approche du tourisme puisque c'est la condition de la pérennité de l'activité. Voilà, donc je suis vraiment dans une approche d'intégration. Après le développement durable, ce sont les trois piliers, environnemental, social et économique, maintenir cet équilibre entre ces trois dimensions.

### Dans vos démarches de développement durable quelles sont vos actions au sein d'Atout France ?

Moi je peux vous parler à mon niveau, donc ce n'est pas nécessairement la vision globale de l'agence, mais si vous voulez, nous au sein de l'ingénierie on est là pour défricher différents sujets et sensibiliser les professionnels sur différents enjeux et leur permettre d'améliorer leurs offres. On va intégrer les enjeux de développement durable à tous les sujets. Si je fais une publication sur la mise en lumière des villes, je vais forcément parler des questions de pollutions lumineuses, d'implication des habitants dans les stratégies de développement touristique, donc je vais intégrer ces questions de développement durable dans ma réflexion. Lorsque je fais une publication sur la randonnée pédestre je vais aussi prendre en compte le fait que c'est un tourisme peut émetteur, mais qu'il

faut préserver le patrimoine naturel exceptionnel qui constitue nos sentiers de randonnées, voilà tout cela est intégré. En dernier exemple, j'ai travaillé sur le tourisme de proximité – peut être le sujet le plus intégralement durable dans la mesure où lorsqu'on parle de développement durable on pense forcément au marché cible, le marché émetteur. Le tourisme de proximité c'est un des leviers essentiels si l'on veut baisser le bilan carbone du secteur tourisme, c'est aussi en thème sur lequel j'aborde le développement durable de façon transversal.

### Avez-vous des priorités ? (environnementales, sociales, économiques)

À nouveau je parle en mon nom propre, aujourd'hui, au niveau de l'État, c'est à dire des ministères, il n'y a pas de politique en matière de tourisme durable, il y a une politique en matière de tourisme, mais pas de politique spécifique en matière de tourisme durable. Donc moi en mon nom propre je suis particulièrement sensible aux questions environnementales mais de toutes façons les questions sociales sont très présentes, avec les problèmes du surtourisme, les prix de locations qui s'envolent en raison de Airbnb, donc tout cela est corrélé, c'est difficile de dire que l'on travaille que sur un pilier. Mais au niveau de l'État il n'y a pas de priorités claires, il n'y a pas de politique spécifique écrite.

### Quelles actions mettez-vous en place ?

À mon niveau mes actions ça consiste à mener des actions de conseils et la rédaction de publications, c'est de la sensibilisation des professionnels, de la diffusion de bonnes pratiques, c'est du benchmark pour montrer comment d'autres travaillent et font des choses intéressantes.

### Arrivez-vous à évaluer les retombées de vos actions ?

Je trouve qu'on est à un tournant et qu'on a vraiment aujourd'hui une sensibilité qui est partagée y compris auprès d'acteurs qu'on n'aurait pas imaginé sur ces dimensions là, et au niveau de l'État s'il n'y a pas de politique, au niveau des territoires il y a vraiment une prise en compte de ces enjeux en matière de développement durable et depuis quelques années ça

va crescendo. Finalement les territoires ils sont tous engagés en dehors du tourisme sur des politiques en matière de développement durable (gestion des déchets, de l'eau...), le tourisme prend conscience à l'échelle des territoires qu'il y a des enjeux en la matière. Par exemple, la région Auvergne Rhône Alpes – le CRT travaille aujourd'hui sur ces questions. En Occitanie il y a une mobilisation très forte, la Nouvelle-Aquitaine s'y intéresse aussi. Les territoires sont vraiment en premières lignes en la matière et c'est vraiment intéressant ce qu'il s'y passe aujourd'hui. Certains territoires vont jusqu'à interroger les actions marketing qui sont menées sur des marchés lointain. Donc moi je sens que c'est entrain de bouger.

**Des associations de développement local sont-elles associées à vos projets ?**

On travaille avec les autres institutions du tourisme principalement, donc les CRT, les CDT, les partenaires privés mais mi beaucoup avec les CRT.

**Que pensez-vous de la pertinence d'un réseau de tourisme durable comme ATD ?**

Ce sont deux choses différentes, mais la dynamique de réseau est très positive, très active et ATD c'est très bien, ils ont un site internet, ils fédèrent. ATR, c'est un peu différent, cela part d'une initiative d'opérateurs privés, c'est une très bonne chose mais ça concerne le secteur privé des tours opérateurs, maintenant des grands comme TUI ont intégrés l'association il me semble ? Moi je travaille plus sur la dimension territorial, on est moins concernés par ça mais c'est très bien que les acteurs privés agissent.

**Que pensez-vous de la sensibilisation, de l'éducation et de la vulgarisation du tourisme responsable auprès de tous les acteurs ? (professionnels du tourisme, voyageurs, populations locales...)**

Au niveau des touristes à nouveau, ce que je n'aime pas ce sont les discours, « il y a une niche de marché et un potentiel marché à saisir », encore une fois je n'aime pas ça je trouve que ça veut rien dire, je ne pars pas en vacances de tourisme durable, je pars en vacances (rire) donc ça n'a pas tellement sens. Après les études montrent – et notamment une étude Accor publiée il y a 3 ans – que les clientèles, d'une façon générale on est tous dans notre vie quotidienne plus sensible à ces questions de tri des déchets, d'économie d'eau, etc. et qu'il n'y a pas de rupture entre la vie quotidienne et la vie en vacances et qu'on s'attend à faire pareil dans les lieux où l'on va, donc je pense que ça va devenir la norme standard et les clients seront étonnés si un établissement ne propose

pas cela. Après c'est pas un positionnement marketing, ce n'est pas parce que l'on tri ses déchets que l'on aura plus de client mais ça va jouer sur la qualité d'expérience. Les personnes ne vont pas choisir leur hébergement parce qu'il est éco-labélisé mais ils seront plus satisfaits et auront tendances à plus le recommander. Après sur l'expérience client, il y a des passerelles qui peuvent se faire, sur toute la dimension bio, circuit court, produit du terroir, ce sont des choses qui peuvent être promues. Mais sans pour autant être une expérience de tourisme durable.

Sinon sur la sensibilisation des professionnels il y a encore beaucoup à faire, l'argument à mettre en avant il sera économique – si l'on veut vraiment un changement d'échelle, le discours « mettez en place un tri sélectif et vous contribuerez à sauver la planète » il passe pas toujours, il est pas assez impactant, en revanche, « arrêter les doses unique de shampoing ainsi vous allez réduire vos coûts de manière significative et mettez des économiseurs d'eau et vos charges vont baisser » on a plus de chance de toucher tout le monde. C'est de la pédagogie sur l'économie oui.

**Selon vous, les acteurs institutionnels français sont-ils suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable ?**

Au sein des territoires, vraiment pas tous, mais il y en a quand même qui sont confrontés à des difficultés majeurs, l'érosion du trait de côte c'est pas dans 20 ans c'est aujourd'hui, la disparition des plages c'est aujourd'hui, le sentier littoral qui se casse la figure, c'est aujourd'hui. Donc déjà, les stations littorales et les submersions marines c'est aujourd'hui, les stations littorales notamment sur la côte Aquitaine elles se prennent ça en pleine figure et ont des enjeux majeurs à gérer aujourd'hui. Donc, déjà ça crée un contexte de sensibilisation important. Les problèmes de surtourisme – bien sûr c'est très localisé – ça concerne pas tout le monde mais des villes comme Bordeaux, le Pays-Basques, le Mont Blanc, il y a plein de sites qui sont directement concernés par des problématiques de surtourisme avec des mouvements de protestations de la part des habitants, des difficultés à maintenir des prix au mètre carré qui sont accessibles aux habitants, un problème de logement saisonnier, donc beaucoup de problèmes aujourd'hui auxquels sont confrontés les professionnels du tourisme, donc la prise de conscience elle se fait par ce biais là. Après ce n'est pas homogène par exemple sur les difficultés d'enneigement, j'ai encore eu un échange il y a peu avec un TO britannique en l'occurrence, mais c'était surréaliste, après plusieurs saisons d'enneigement très

mauvaise il pense que c'est cyclique et que de toute façon c'est pas grave, il veut se repositionner sur les stations d'altitudes et puis le business avant tout, il ne remet pas en cause son modèle en se disant « dans 10 ans je vais faire quoi ? » voilà, donc je trouve qu'au niveau des institutions du tourisme ça va dans le bon sens mais pas chez tout le monde, surtout sur la montagne, beaucoup sont un modèle à l'ancienne.

#### **L'implication des pouvoirs publics sur ce segment est-elle suffisante ?**

Elle est inégale et elle n'est pas toujours très cohérente.

#### **L'offre de tourisme durable - responsable en France est-elle suffisamment valorisée ? Représentée ?**

À nouveau, je n'aime pas beaucoup cette terminologie mais si l'on prend en compte les offres d'hébergements éco labélisés, c'est une goutte d'eau dans l'offre globale. Donc, ils sont assez peu valorisés comme sur les moteurs de recherches tel que Booking par exemple, il n'y a pas de critère de sélection sur la dimension « durable », mais parce que le client ce n'est pas ce qu'il recherche, il recherche où il est situé et quel est son prix. Donc je ne suis pas sûr que ce soit là que ça se joue, l'idée c'est plutôt de faire évoluer le secteur tourisme dans son ensemble plutôt que de... C'est toujours bien qu'il y est des démarches exemplaires, l'écolabel européen mais je ne suis pas sûr qu'un jour ça prenne une part très importante.

#### **Après il faut bien commencer quelque part pour que justement l'offre devienne globale et pas seulement restreinte...**

Je pense que ce serait plus efficace de prendre certaines mesures simples mais efficaces mais qui s'adressent à tous. Sur l'hébergement où je ne sais pas il faudrait faire une mesure d'impacts mais ça peut être les économiseurs d'eau, la fin absolue des doses à usage unique des savons, des ampoules LED partout voilà il faudrait voir ce qui est le plus impactant. Mais si on applique ça à toute l'offre d'hébergement on aura un effet levier intéressant et un impact environnemental intéressant. Plutôt que d'être hyper exigeants comment l'est l'Écolabel sur plein de mesures, mais finalement aujourd'hui il y a 500 hébergements qui sont éco-labélisés sur des milliers donc ça représente pas grand chose. C'est très bien et il faut que ça continue attention mais ça reste marginal.

#### **Atout France a-t-elle la volonté de faire de la France « la destination de tourisme durable » ?**

Je pense que ça va bouger, on est quand même corrélé aux politiques nationales et on voit bien qu'au niveau national, les élections européennes l'ont montrées – c'est pas très satisfaisant mais on voit qu'il y a une prise en compte à l'échelle nationale donc je vois pas comment le tourisme pourrait y échapper.

#### **Dans votre activité, rencontrez-vous des problématiques particulières ? (sur l'accompagnement, la formation, au niveau des politiques locales...pour initier un tourisme plus responsable et durable par exemple ?)**

Oui après il y en a des tonnes des problèmes, quand on pense à la régulation des flux, un des outils pour réguler les flux c'est la question des tarifs donc là ça pose des vraies questions d'éthiques et sociales parce que si on augmente les tarifs on va réguler les flux mais on va rendre le site accessible uniquement aux plus riches.

#### **Après promouvoir dans le temps et dans l'espace, avec l'aspect de la dessaisonnalisation permettrait de ne pas avoir seulement cet aspect là comme solution...**

Bien sûr qu'il y a d'autres techniques, mais ce que je veux dire par là, c'est que c'est « un exemple de problématique qui peut être posé », ça peut être régulé, on peut travailler sur des plannings de réservation, étaler dans le temps, voilà, mais il faut le prendre en compte. Sur la montagne on est quand même sur une logique de rentabiliser les investissements des remontées mécaniques en construisant toujours plus d'hébergements, donc, ce n'est pas hyper durable comme fonctionnement. Après le paradoxe de mener des actions de promotion sur des marchés très lointain, l'Asie, les États-Unis... je pense que cela va changer, moi ça me tient à cœur, mais l'intérêt serait de mieux valoriser les richesses et les beautés de la France auprès des clientèles de proximités y compris les français. Mais aujourd'hui cela ne rentre pas dans les missions d'Atout France. En revanche, les territoires et les régions ont de plus en plus un travail auprès des clientèles proches, notamment la fusion des régions à inciter à retravailler sur des clientèles intra-régionales. Il faut savoir que les médias parlent beaucoup des destinations lointaines, alors que les clientèles européennes c'est 80% de la fréquentation de la France. Sachant que au niveau du PIB, 2/3 sont les français et 1/3 les étrangers (dont 80% d'européens). Donc voilà ça replace les choses à leur échelle. Certes, les taux de croissance importants ont les retrouvent en Asie mais ça représente une goutte d'eau en terme de contribution au PIB. Il y a

quand même des voix qui s'élèvent au sein des territoires qui disent « il faut qu'on garde les français en France » qui ont tendance à partir de plus en plus à l'étranger, donc ça c'est un levier en effet, de stimuler la demande des français en France.

Je ne refais pas la politique de l'État, j'échange juste avec vous sur les leviers et les enjeux.

### **Quel rapport percevez-vous entre tourisme et économie locale ?**

C'est direct, ça fait parti des volontés d'un développement durable du tourisme, il y a un enjeu de répartir les retombées économiques faire en sorte qu'elles ne soient pas limitées aux points d'attractivités principaux mais qu'elles se diffusent au sein d'un territoire élargi. Il y a beaucoup cette notion de diffusion des flux sur un territoire élargir, il y a des outils qui vont dans ce sens, comme les contrats de destinations par exemple, développés par l'État, pour gérer au mieux les flux, il y en a plus d'une vingtaine qui ont été signés. Dans leurs raisons d'être il y a vraiment une ambition de diffuser les flux, de mieux répartir l'offre française. Aujourd'hui les flux internationaux ils sont quand même concentrés sur Paris et sur la côte d'Azur. Par exemple, il y a un contrat de destination qui s'appelle « Paris ville augmentée » et ils ont créé un site qui s'appelle « Explore Paris », le partenariat avec l'office de tourisme de Paris, le CDT des Hautes de Seine, Saint-Denis, Seine et Marne et l'idée est de désengorger Paris pour proposer des offres alternatives sur un périmètre élargi. Les contrats de destinations remontent à 2014.

### **Quelle est votre perception du tourisme responsable et durable en France ?**

J'ai du mal à répondre, parce qu'il n'y a pas eu d'études au global qui ont pu quantifiées le nombre d'acteurs engagés, bien sûr les grands groupes sont de toute façon engagés par la loi NRE qui les obligent à avoir un rapport développement durable, et les groupes coté en bourse type Accor, Club Med ils ont des politiques en matière de RSE, on a aussi plein de petits très acteurs très engagés, mais je ne me rends pas compte.

### **Quelle est selon vous, la place du tourisme responsable dans le monde ?**

À l'étranger, je suis en train de faire un benchmark à l'étranger, il y a pas mal de choses intéressantes, notamment en Europe du nord, il faut regarder en Norvège. Après c'est quand même une question que se pose pas mal de destinations, on voit les mesures

qui sont prises pour fermer certains sites en Asie, en raisons de l'impact négatifs de la surfréquentation, ce sont des questions qui se posent aussi dans les villes de plein de grandes villes (Barcelone – Dubrovnik), mais à Barcelone il y a quand même eu un virage important, un changement politique, une réflexion sur le C to C, les Airbnb, les croisiéristes. Aujourd'hui en Catalogne ils ne résonnent plus du tout en matière de visiteurs, ce n'est pas un indicateur insuffisant, mais plus sur les questions de retombées économiques, sur ce que les touristes dépensent sur le site, le panier moyen en quelque sorte, car il vaut mieux avoir moins de touristes mais qui dépensent plus. Ils raisonnent aussi sur un indice de déconcentration, un étalement des flux sur la Catalogne, alors eux c'est le fait d'anticiper les problématiques. Alors est-ce que l'on est meilleure en France ou moins bon ?

### **Chaque pays accordent aussi son importance suivant ses besoins spécifiques...**

Oui et en France en matière de réglementation on est assez bien lotis au niveau de la protection (PNR, PNN, la loi littoral, la loi montagne, etc.)

### **Et justement, en France, pensez-vous que les habitants soient suffisamment intégrés aux décisions touristiques ?**

Et bien ça c'est un enjeu justement, ils ne le sont pas suffisamment. C'est compliqué aussi, les habitants qui portent leur voie ? Comment les intégrer ? Après il y a des initiatives très intéressantes, avec les greeters, sur un certains nombres de destinations, mais comment intégrer leur voie dans la gouvernance touristique, ça ce n'est pas toujours très abouti, il y a des expériences. Mais, tout comme les acteurs de l'environnement, j'ai eu des échanges avec eux dans des colloques dédiés, « acteurs du tourisme », « acteurs de l'environnement », pourtant il y a des politiques communes en matière de gestion des risques naturels par exemple et il n'y a pas tellement d'habitude de travail collaboratif, les acteurs de l'environnement ont leur dispositif, travaillent sur leur plan de gestion des risques et ne pensent pas à mettre autour de la table le directeur de l'OT de la destination qui pourtant lui aussi est en contact avec les touristes.

### **Après le réseau Grand Site de France ou encore les PNR ont quand même des initiatives sociales d'intégration...**

Oui bien sûr, ils se passent des choses indéniablement.

### **D'accord et selon vous, quelle est la prise en compte des acteurs du tourisme sur l'environnement ? Dans**

**la gestion des déchets par exemple ?** (*Réduction du gaspillage et des déchets*)

Là où c'est compliqué, c'est que les acteurs du tourisme ce sont des comités régionaux du tourisme et les politiques déchets sont gérées par la région donc les acteurs du tourisme n'ont pas la main dessus, je ne me rends pas bien compte s'ils collaborent à ce sujet.

Moi je n'ai pas mené de missions spécifiquement là-dessus, quand je travaille sur un territoire on va s'intéresser à la propreté des lieux bien sûr, mais je ne peux pas vous répondre, je ne sais pas concernant les déchets des touristes.

**Quel est votre avis sur la surfréquentation touristique ? Quelles solutions vous semblent réalisables pour désengorger un site, une ville saturée ?**

(*Étaler les flux, désaisonnaliser le tourisme autant que possible...dans le temps et dans l'espace ?*)

De toute façon c'est vraiment le travail que mène à la fois Atout France et les CRT et les CDT, de valoriser une offre autre que celles des principaux sites touristiques. Donc, c'est du marketing, montrer qu'il existe à la fois des offres en dehors de la haute saison, montrer qu'il existe des offres sur un périmètre élargi sous réserve d'avoir des infrastructures de mobilité qui permettent de les desservir. Moi je ne vois pas de solutions miracles en la matière et je trouve intéressant le fait d'obliger à réserver – et à anticiper en mettant en place des quotas et ça va se généraliser. Encore faut-il que ce soit des sites où l'on peut surveiller la surfréquentation.

**Comment en faire selon vous, un levier de développement touristique durable ? Dans le temps, comment gérer les flux de visiteurs ?**

Ces questions sont sur la table – donc je pense que la prise de conscience est de plus en plus partagée mais c'est une vraie problématique, le fait de résonner de façon quantitative ce n'est pas tenable. À nouveau je ne porte pas un discours politique, mais ne résonner que sur un objectif d'accueil quantitatif de plus de touristes ce n'est pas suffisant. Donc des initiatives comme ce que fais « Explore Paris » en disant plutôt que d'aller à la tour Eiffel, aller faire du bateau sur le canal de la Villette, c'est proposer des activités différentes et désengorger les sites.

**Après certains visiteurs pourront accepter le fait de faire autre chose mais certains diront indéniablement, « je viens à Paris, alors je vais à la tour Eiffel »**

Vous avez tout à fait raison et certains visiteurs vont être difficile à convaincre mais ça peut être un choix stratégique à faire, de cibler des « repeters », des

personnes qui reviennent. Je donne un exemple de levier mais plutôt que de faire venir les classes moyennes chinoises c'est peut-être plus intéressant de faire revenir un anglais, qui lui, a déjà vu la tour Eiffel et qui n'a aucun envie d'y retourner.

Peut-être que à terme on peut s'attendre ce qu'il se passe des choses au niveau de l'aérien, à l'échelle internationale, d'ici 20 ou 30 ans, pour l'instant il y a une explosion du trafic aérien, pas de taxation du kérosène, ça ne va pas pouvoir continuer, on va toucher les limites du système un jour, et dans pas si longtemps, donc on va s'attendre qu'il y est une relocalisation des flux pour des limites de ressources naturelles. Puis on parle de plus en plus de la honte de voler, etc.

**D'accord et des solutions ou améliorations pour l'avenir du tourisme face aux changements climatiques ?**

Oui, après ce qui faut voir c'est que lorsque l'on fait le bilan carbone d'une destination touristique, 80% des émissions c'est le transport. Alors on aura beau travailler sur l'éco-labélisation des hébergeurs mais le levier il est pas là, il est sur d'où viennent les clientèles et comment se rendent-elles à destination ? Donc on revient à nos questions de marchés cibles et de tourisme de proximité.

**Où alors compenser...?**

Où alors compenser, ça c'est le discours que tiennent les voyageurs, notamment JF Rial, qu'on entend beaucoup.

Après au niveau de ATR il n'y a pas de compensation obligatoire ?

**Si à partir de l'année prochaine les membres seront obligés de compenser leurs émissions carbone (clients et collaborateurs).**

C'est super ça, d'accord !

**Quel est le rôle des acteurs du tourisme pour diminuer l'impact du secteur sur le climat ?**

Il est fondamental – c'est à la fois une question pour les acteurs institutionnels et privés, à nouveau de marché cible et de valorisation d'une offre, donc c'est bien eux qui vont inciter...Le tourisme c'est un marché d'offre, donc en valorisant certains types d'offres etc., que l'on va changer les comportements.

**Quelles sont les forces d'Atout France en matière de tourisme responsable et durable ?**

Alors nous on est un opérateur – on suit la politique de l'État et on ne fait pas les choix politiques, on est le bras

armé de l'État pour mettre en œuvre la politique de l'état. J'ai un discours opérationnel. Un rapport du Sénat – sorti il n'y a pas longtemps – quelques paragraphes sont consacrés au tourisme et montrent que au niveau politique le tourisme est une illustration du manque de transversalité des politiques en matière de développement durable. Ils expliquent que le tourisme est rattaché au MAE (Ministère des Affaires étrangères) et que les grandes politiques en matière de DD sont pilotés par le ministère de la transition écologique mais que ça reste encore trop cloisonné,

qu'il n'y a pas de prise en compte très fluide des enjeux de DD dans les politiques de développement touristique comme ce n'est pas géré par les mêmes ministères. Aujourd'hui ce n'est pas très abouti et une agence comme Atout France pourrait faire plein de chose, mais il faut que ce soit décidé au niveau politique.

[Remerciements, cordialités, salutations]

## ANNEXE D : ANALYSES THÉMATIQUES DU RÉCIT PAR PAYS ET PAR ACTEURS

Verbatim = Extrait d'entretien\*

BÉNIN : Analyse de l'entretien avec le responsable de l'ONG « ÉCO-BÉNIN » :

Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE ET DURABLE : UN ÉQUILIBRE ENTRE LES 3 PILIERS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE		Thème 2 : LE TOURISME DÉPEND DE LA CRÉATION DE RICHESSE, DU POUVOIR D'ACHAT		Thème 3 : UNE IMPLICATION DES POUVOIRS PUBLICS PAS SUFFISANTE	
<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme responsable, un changement d'échelle	<u>Sous-thème 2 :</u> Le respect de l'environnement pour répondre aux besoins sociaux	<u>Sous-thème 1 :</u> Favoriser un développement local	<u>Sous-thème 2 :</u> Les populations locales bénéficiant du tourisme	<u>Sous-thème 1 :</u> Le gouvernement met du temps à mettre en place un tourisme durable	<u>Sous-thème 2 :</u> Un manque de rigueur en matière de réglementation touristique
<u>Verbatim :</u> « Le tourisme responsable doit être à cheval sur trois éléments, le voyage, le profit au communauté et la protection du patrimoine. »  « [...] Je dirais qu'il y a un effort avec le tourisme durable, les gens en faisant tout type de tourisme durable en changeant certains comportements, au	<u>Verbatim :</u> « Pour nous l'aspect environnemental est très fort mais en même temps dans le contexte de notre pays en voie de développement vous ne pouvez pas dire aux gens de conserver la nature uniquement pour conserver la nature. Il faut trouver le moyen de générer des bénéfices à travers la nature, avec un développement économique derrière. »	<u>Verbatim :</u> « [...] Dans les communes dans lesquelles nous intervenons, nous avons souvent une convention cadre avec elles et nous contribuons au développement à travers des projets de développement local que nous menons comme ceux présentés avant. »  « [...] Après il y a l'appui à des jeunes entrepreneurs, des activités d'économie locale, etc....des facilitations d'accès aux crédits, aux financements. »	<u>Verbatim :</u> « [...] Nos actions à Éco Bénin intègrent beaucoup tout ce qui est production locale, pour amener les jeunes à investir, créer des entreprises. Donc c'est très lié. »  « [...] Le tourisme ça vient dans les derniers besoins, c'est pour ça qu'ici c'est davantage une clientèle étrangère que nous avons. »  « Les zones touristiques sont souvent dans des zones reculées et appartiennent souvent aux communautés locales et on s'aperçoit que ces gens là ne sont pas impliqués, ne sont pas	<u>Verbatim :</u> « [...] Nous avons fait du plaidoyer, depuis 2006 nous militons [...] et ça c'est terminé par la mise en place d'un plan stratégique de développement de l'écotourisme, mais seulement, ce document que nous avons élaboré, ça été fait avec les nouveaux changements de gouvernement, de dirigeants et ce n'est pas encore mis en œuvre. »  « Actuellement, non ce n'est pas suffisant. Le	<u>Verbatim :</u> « Les ONG doivent se mettre ensemble pour travailler mais les états aussi. Pour travailler les conventions, les lois. Nous devons se mettre ensemble pour travailler sur la protection de nos ressources. »  « Au niveau du cadre réglementaire on n'en a pas un « réglementé ». Il en faudrait une qui

<p>niveau de la réduction d'impacts [...] il y a pas mal d'infrastructures classiques et ne pas travailler à ce qu'il y est une part de changement dans les comportements ou la réduction des impacts ce serait suicidaire. Mais il faut au moins faire la différence entre le tourisme responsable et certains agissements dans le tourisme classique.</p> <p>«</p>	<p>« [...] Donc aujourd'hui, protection de l'environnement, de l'économie et du patrimoine sont presque sur le même palier pour un développement durable. »</p> <p>« [...] Aujourd'hui, les réseaux sociaux permettent de dénoncer les mauvais comportements concernant les problèmes sociaux et environnementaux. »</p>	<p>« [...] ce sont des projets où ils sont propriétaires des infrastructures touristiques, ils tiennent eux-mêmes les hébergements, des restaurants...certains sont formés pour être guides. C'est un des meilleurs mécanismes pour qu'ils bénéficient du tourisme. »</p> <p>« Nous avons une mission d'appui en énergies renouvelables. Ce projet devrait permettre d'accueillir et d'expérimenter des innovations technologiques en matière d'énergie renouvelable locales. »</p>	<p>consultés pour les aménagements des sites alors nous on travaille avec eux pour leur ouvrir les yeux, leur faire comprendre les enjeux du développement économique passant par le développement du tourisme et tous les gains et intérêts qui peuvent avoir. Les intérêts d'une activité touristiques. On ne peut pas dire que les gens ont conscients des avantages du développement touristique dans le pays. On travaille pour les sensibiliser à cela et à ce qui peuvent gagner en le faisant eux-mêmes. »</p>	<p>pouvoir actuel lorsqu'ils sont arrivés ils nous ont demandé des propositions et rien ne se passe. »</p> <p>« L'État même essaie de prendre des initiatives mais c'est très lent et parfois classique et mal dimensionné »</p>	<p>permet aux professionnels du tourisme responsable d'avoir une licence appropriée et ça ce n'est pas encore fait et concernant l'appui à la promotion, le gouvernement du Bénin investi un peu dedans mais pas assez. »</p>
--	--	---	--	--	---

**Commentaires :** L'interlocuteur définit le tourisme responsable comme devant être un équilibre entre les trois piliers du développement durable. Cependant, d'après lui, il se dissocie du tourisme dit « classique ». Il place le pilier environnemental au cœur des décisions puisque sans cet aspect là, ses objectifs ne pourront répondre aux besoins sociaux. Il voit en ce premier pilier, une façon de conserver l'environnement tout en gérant des bénéfices pour les communautés locales. Une communication relativement positive entre les différents acteurs locaux engagés semble avoir lieu. L'ONG Éco-Bénin travaille avec des associations locales et des réseaux locaux. Le soutien et l'éducation d'un développement durable du tourisme sont apportés aux communautés locales, grâce à l'organisation. Une réelle volonté de changement d'échelle est mise au point par le gouvernement avec la mise en place d'un plan stratégique de développement pour un écotourisme. Cependant, cette politique ne semble pas encore mise en place. En revanche, l'organisation prend très à cœur les impacts du changement climatique et propose par conséquent des missions d'appui aux énergies renouvelables et ceux, sans attendre l'action du gouvernement mis en place. Le gouvernement béninois commence depuis peu à promouvoir la destination. Un travail plus important doit encore émerger. L'interrogé connaît le secteur du tourisme durable depuis de nombreuses années, il est très lucide sur l'activité complémentaire que ce dernier doit apporter. Le tourisme contrairement à d'autres pays, est relativement au début dans le pays, d'où l'importance de miser directement sur un tourisme durable et profitable à long terme, à tous.

**COLOMBIE : Analyse de l'entretien avec la responsable de l'association colombienne de tourisme responsable (ACOTUR)**

<b>Thème 1 : UN TOURISME RESPONSABLE POUR MAINTENIR LA PAIX</b>		<b>Thème 2 : UNE INSTABILITÉ GOUVERNEMENTALE COMPROMETTANT LE SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE</b>		<b>Thème 3 : LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DU PAYS SONT MIS EN VALEUR DE FAÇON DIFFÉRENTE SUIVANT LES TERRITOIRES</b>	
<u>Sous-thème 1 :</u> Un développement local relativement positif	<u>Sous-thème 2 :</u> Un tourisme responsable ouvert à tous	<u>Sous-thème 1 :</u> Une volonté locale parfois compromise par le gouvernement	<u>Sous-thème 2 :</u> Une incohérence en matière de gestion touristique	<u>Sous-thème 1 :</u> Des communautés locales méfiantes	<u>Sous-thème 2 :</u> Un tournant dans la gestion touristique durable du pays
<u>Verbatim :</u> « ACTOUR est une association qui est née de la possibilité d'avoir une meilleure relation avec le gouvernement sur les politiques de développement qui change beaucoup dans notre pays »  « [...] Nous pouvons dire que avoir un pays en développement et avec tant de changements je pense que cela	<u>Verbatim :</u> « Notre engagement est de travailler pour avoir une offre de plus en plus responsable de tourisme responsable en Colombie. L'objectif est que le tourisme responsable ne soit pas un moyen de locomotion alternatif, mais ouvert au grand public. »  « Tout est proportionnel, le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux	<u>Verbatim :</u> « Cette année avec le nouveau premier ministre on essaie de voir comment s'associer à nouveau de manière plus accès sur le développement durable. Les questions de corruptions compliquent les choses dans ce processus. »  « Le nombre de guide est disproportionné par rapport aux opérateurs touristiques sur le territoire. »  « Ils ont une basse qualité de formation avec peu d'options d'études. Le coût des honoraires ou des doubles contrats est élevé. Il n'y a aucune possibilité pour	<u>Verbatim :</u> « Par exemple nous avons un super vice-ministre du tourisme, on faisait un grand travaille avec lui et il a renoncé il y a une semaine. Après on a eu un changement de gouvernement, et comme à chaque fois toute l'équipe va changer. »  « La région de Chocó (je prends toujours cet exemple mais c'est la région la plus touristique de Colombie) mais à un grand problème de conflits, c'est le plus touristique mais le moins développé alors c'est terrible. Et il y a des territoires encore moins	<u>Verbatim :</u> « L'impact de ce tourisme est plus important pour le développement du pays. »  « Je pense que le tourisme peut être une bonne économie si l'on prend en compte une meilleure organisation, une meilleure connectivité, de générer une meilleure conscience, de minimiser les effets négatifs, faire un travaille avec les communautés locales. »  « Ce n'est pas évident dans un pays en	<u>Verbatim :</u> « Ce qui se passe c'est qu'ils ont tout intérêt à rejoindre ACOTUR pour bénéficier de cela. C'est un « cadenas » une sûreté, de faire du tourisme quelque chose de responsable et durable. »  « [...] le tourisme que l'on propose génère des bénéfices aux communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafiquant de ce pays. » « Après un projet de loi est passé aux informations et interdirait le plastique à usage unique à San Andres, cela doit d'abord passer au congrès. Et nous avons aussi une campagne dans les

<p>augmente de façon positive mais le thème de la corruption nous limite beaucoup. Mais compte tenu de notre passé conflictuel, le développement perpétue au niveau local. »</p> <p>« Nous essayons d'identifier ensemble les problématiques actuelles et comment les solutionner, notamment sur le thème de la sécurité. »</p>	<p>communautés locales, nous avançons positivement dans le conflit post-narcotrafiquant de ce pays. »</p> <p>« Tous les ans il y a une réunion avec plusieurs opérateurs touristiques et cela nous permet d'impliquer davantage le gouvernement. C'est processus long. »</p>	<p>les communautés et les peuples autochtones. [...] La situation est terrible. »</p> <p>« Par exemple, la réglementation pour les hôtels ou les agences de voyages qui sont ouvertes au public, doivent avoir une signature des pompiers, un processus de validation (extincteurs ok, etc.), toute la réglementation légale. Mais par exemple en Chocó il n'y a pas de pompiers. Donc c'est drôle parce que les gens le font, le gouvernement le sait, ce n'est pas un secret. »</p>	<p>développés ou le tourisme débute juste »</p> <p>« le vice-ministre du tourisme faisait un super travail pour améliorer cela mais il est parti. »</p> <p>« Nous espérons qu'ils créent un autre système pour les prestataires touristiques »</p> <p>« Les petites actions environnementales peuvent contribuer mais le gouvernement doit mettre en place une grande politique environnementale. Et malheureusement l'enjeu n'est pas assez pris en compte. »</p>	<p>développement. Il y a des communautés qui tiennent des mauvaises pratiques concernant ses déchets, de la nourriture, d'éducation... ce sont des choses de bases mais la majorité est analphabète. »</p> <p>« Alors pour le tourisme, le fait de parler ou d'écrire peut être intéressant pour proposer un service touristique. »</p> <p>« Le secteur du tourisme comporte toujours des problèmes et dépend d'infimes raisons d'autant plus pour un pays comme la Colombie. »</p>	<p>supermarchés où on doit payer pour les sacs plastiques.</p> <p>« Donc il y a quelques actions mais le thème de la gestion des déchets ici est mortel. »</p> <p>« [...] nous avons une sensibilisation [...] certains font attention aux bouteilles plastiques. Puis nous travaillons avec COTELCO (Association hôtelière et touristique de Colombie)..Il y a question de l'eau potable donc ce sujet est très important et il y a beaucoup de sensibilisation au sein d'ACOTUR. »</p> <p>« Puis les communautés sont assez « fermées » en Colombie, les communautés indigènes sont très méticuleuses et très prudentes. »</p>
---	--	---	--	---	--

**Commentaires :** L'interlocutrice prône le tourisme responsable en Colombie comme un facteur de paix social. Ce dernier semble être un levier de développement local important. L'équilibre des trois piliers du développement durable semble être recherché de la part des acteurs du réseau ACOTUR. Cependant, suivant les spécificités et les conditions des pays, il ne sera pas géré de la même façon. La personne interrogée place l'éducation au cœur des pratiques du tourisme responsable, elle fait référence à la gestion des déchets qui n'est pas la même suivant les pays et les systèmes mis à disposition. Selon elle, l'aspect économique et culturel du pays est mis en valeur de façon différente suivant les territoires. Cependant, l'instabilité politique vient ralentir le développement des activités, notamment pour le processus de labélisation. Des réglementations gouvernementales sont mises en place mais pas nécessairement contrôlées. Le changement d'équipe survenu récemment au gouvernement ne permet pas de poursuivre un projet correctement ou maintenir au niveau national un tourisme plus durable. Les actions se font par les acteurs locaux engagés dans ces démarches-là. Ainsi, le tourisme ne semble pas être la priorité du gouvernement, le narcotrafic est encore très présent au sein du pays.

INDE : Analyse avec la responsable de l'entreprise sociale « VILLAGE WAYS »

ENTREPRISE SOCIALE VILLAGE WAYS	Thème 1 : LE TOURISME, UNE ACTIVITÉ COMPLÉMENTAIRE		Thème 2 : LE TOURISME RESPONSABLE ET DURABLE, SPÉCIFIQUE À UN PAYS		Thème 3 : UN DÉBUT DE PRISE EN COMPTE LOCALE EN MATIÈRE DE TOURISME DURABLE	
	<u>Sous-thème 1 :</u> Les aspects traditionnels et culturels sont préservés	<u>Sous-thème 2 :</u> Une forme de tourisme durable qui s'appuie sur les ressources locales	<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme responsable adaptable suivant le contexte socioculturel	<u>Sous-thème 2 :</u> Les populations considérées autant que possible	<u>Sous-thème 1 :</u> Une transition locale au sein du gouvernement	<u>Sous-thème 2 :</u> Une certaine sensibilisation
	<u>Verbatim :</u> « C'est vraiment tous ce qui représente les trois piliers d'un développement durable. L'aspect social est vraiment important. Cela permet de préserver les cultures locales. Nous ne voulons pas en revanche que les villageois arrête leur activité d'agriculture par exemple. Car s'ils sont dépendant du tourisme cela peut être vraiment très dangereux. »  « C'est ce que j'appelle la durabilité	<u>Verbatim :</u> « Tenter d'améliorer leurs conditions de vies en proposant des projets communautaires. »  « [...] Nous agissons dans différentes thématiques, en premier dans le soutien des communautés villageoises, le partenariat communautaire et le développement des compétences locales, et la favorisation de l'interaction culturelle. »	<u>Verbatim :</u> « L'aspect environnemental et l'aspect social sont les deux plus importants pour nous. »  « Oui, après nous avons plusieurs communautés, mais le gouvernement essaie de les inclure autant que possible. Mais ce n'est pas si simple que cela de les encourager et de les initier. »  « Il y a des	<u>Verbatim :</u> « Nous favoriserons le développement des compétences artisanales des villageois, en fournissant une formation si nécessaire et des conseils pour la vente de produits artisanaux. »  « [...] développer les compétences et les capacités des communautés rurales pour améliorer et améliorer leurs activités de subsistance. [...] le Fonds a aidé les villageois à se former, faciliter les projets générateurs de revenus	<u>Verbatim :</u> « [...] certains efforts sont faits mais ce n'est pas suffisant. »  « Il y a un début, mais l'impact social, les enjeux sociaux sont si importants que tout ne peut pas être pris en compte. L'important serait d'évaluer les trois piliers. »  « Je pense que le tourisme responsable est un mouvement. Pas beaucoup de personnes le font, mais les gens sont plus conscients et on envie de prendre des	<u>Verbatim :</u> « Nous encouragerons le respect de l'environnement local et sensibilisons les villageois et les touristes à l'environnement local, en fournissant une formation, des informations et des échanges. »  « Oui nous essayons de sensibiliser les gens sur ces changements climatiques. On explique les effets et les conséquences. [Inaudible] Nous aidons aussi les communautés à

	<p>dans le tourisme, se préserver tout en ayant une activité complémentaire avec le tourisme. L'aspect traditionnel et culturel est ainsi préservé. »</p> <p>« Lorsque nous encourageons l'utilisation de leurs connaissances locales et de leurs compétences traditionnelles cela crée des opportunités économiques et permette ainsi aux villageois de rester au sein de leurs communautés plutôt que de migrer vers les villes à la recherche d'un emploi. »</p>	<p>« [...] nous avons mis au point un fonds Village Ways pour permettre aux communautés d'étendre plus largement les bénéfices qu'elles tirent déjà directement des activités de Village Ways. »</p> <p>« Son objectif est de développer les compétences et les capacités des communautés rurales pour améliorer et améliorer leurs activités de subsistance. Depuis sa fondation en janvier 2008, le Fonds a aidé les villageois à se former, faciliter les projets générateurs de revenus et aider à des projets d'amélioration sociale. »</p>	<p>Initiatives locales, mais le gouvernement devrait s'associer et trouver des solutions durables ensemble. Ce n'est pas évident, nous espérons que les choses changent à l'avenir. Les gens font « comme ils veulent », tout le monde avance comme il a envie. »</p>	<p>et aider à des projets d'amélioration sociale. »</p> <p>« [...] Lorsque nous faisons un projet nous les consultons bien entendu, nous leur expliquons ce que nous faisons et ce qu'elles veulent faire. Après le problème, c'est que lorsque des projets apparaissent de la part du gouvernement, cela met beaucoup de temps, et les communautés finissent par perdre la foi. Ce n'est pas encore ça mais c'est déjà un début. »</p> <p>« [...] nous avons plusieurs communautés, mais le gouvernement essaie de les inclure autant que possible. Mais ce n'est pas si simple que cela de les encourager et de les initier. »</p>	<p>initiatives. C'est le début, je ne dirais pas que tout le monde le fait, mais c'est une transition. »</p> <p>« Nous visons à faire des considérations environnementales un élément essentiel de toutes les décisions économiques à tous les niveaux des voies villageoises. Par le biais des comités de tourisme de village, nous sensibiliserons à des questions vitales telles que la pollution (en particulier les déchets), les économies d'énergie et la collecte de l'eau. »</p>	<p>trouver des solutions pour limiter les impacts. C'est notre devoir de faire cette part. »</p> <p>« Cependant, nous avons des problèmes avec la drogue, l'alcool dans certains cas mais notre devoir est de rappeler également les effets néfastes du tourisme pour préserver au mieux cette culture locale. Ne pas dépendre du tourisme uniquement peut aider certaines communautés à mieux s'en sortir. »</p>
--	---	--	---	--	---	---

**Commentaires :** Cette association indienne place l'aspect social au cœur de ces problématiques. Bien que notre interlocutrice décrive le tourisme responsable et durable comme les trois piliers du développement durable, le critère social permet de préserver les cultures locales et le tourisme opère comme une activité secondaire. Le tourisme responsable diffère d'un pays à l'autre suivant les besoins du pays. L'entreprise intervient afin de développer les compétences et les capacités des communautés rurales pour améliorer leurs activités. L'aspect environnemental et l'aspect social sont les deux plus importants piliers selon eux. Concernant les politiques touristiques, certains efforts sont faits, tout dépend des régions du pays, mais cela reste encore peu suffisant. Une sensibilisation à un tourisme responsable est menée auprès des clients et des villageois via des formations et des échanges, ceux qui montrent l'engagement de l'entreprise en faveur d'un développement local durable. Cependant, au niveau national les initiatives existent de toutes sortes. Les acteurs évoluent et agissent à leur niveau avec les moyens dont ils disposent. Le tourisme en Inde impact grandement sur l'économie, c'est une grande industrie qui n'est pas évident de gérer toujours convenablement selon l'interrogée. Ainsi, dans le cadre de leur projet, Village Ways promeut l'autonomisation des populations locales et la préservation de la culture en réponse à un tourisme durable.

**INDE : Analyse de l'entretien avec la responsable du réseau de tourisme responsable « OUTLOOK RESPONSIBLE TOURISM »**

RÉSEAU OUTLOOK RT	Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE, UNE CONNOTATION SOCIALE EN PREMIER LIEU		Thème 2 : UN RÉSEAU LOCAL, UN VRAI CHANGEMENT D'ÉCHELLE		Thème 3 : LES AUTORITÉS LOCALES SE MOBILISENT PEU À PEU	
	<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme doit bénéficier aux populations locales	<u>Sous-thème 2 :</u> Un équilibre entre les 3 piliers du DD	<u>Sous-thème 1 :</u> Éduquer, sensibiliser les parties prenantes	<u>Sous-thème 2 :</u> Initier un tourisme « alternatif » aux circuits classiques	<u>Sous-thème 1 :</u> Un mouvement lent mais sûrement	<u>Sous-thème 2 :</u> Les initiatives de tourisme responsable sont différentes suivant les régions
	<u>Verbatim :</u> « C'est vraiment clair, cela doit être social. Que les bénéfices aillent aux populations locales. Ils doivent bénéficier du tourisme et y participer. Et non pas seulement avoir des petits jobs. Mais aussi les meilleurs jobs dans le tourisme	<u>Verbatim :</u> « L'environnement bien sûr, surtout dans les pays les plus développés, comme le votre. [...] préserver l'environnement, les ressources en eau, l'énergie, c'est très important. C'est deux aspects sont très	<u>Verbatim :</u> « On les encourage car ce n'est pas facile d'être « responsable ». Parfois ils ont les mêmes problématiques mais ne se connaissent pas donc nous les aidons à faire un lien. »  « Notre objectif est d'informer,	<u>Verbatim :</u> « Toute notre communication est pour promouvoir les alternatives durables. Essayer d'orienter les visiteurs d'aller à un autre endroit moins saturé. Et si tu y vas à Goa essaie d'aller à une autre plage, à quelques kilomètres de là. On fait aussi	<u>Verbatim :</u> « Il y a une tendance à promouvoir un meilleur tourisme. Ainsi, l'on sait que l'on fait la différence et que nous avons un peu d'impacts. »  « Le gouvernement met activement en place depuis 3 ou 4 ans des initiatives pour	<u>Verbatim :</u> « Le gouvernement de la région de Kerala s'assure que le tourisme soit dans une phase plus responsable, que tous les villages en bénéficient. »  « Le gouvernement parle d'une certification depuis longtemps. Je parle avec eux depuis de

	<p>pour avoir la chance d'évoluer et d'être dans de bonnes conditions pour vivre. »</p> <p>« Je pense que c'est important que le tourisme soit un revenu complémentaire. Le tourisme n'est pas juste une industrie, il influe sur beaucoup d'autres. »</p> <p>« L'économie du tourisme doit revenir le plus possible au pays. »</p> <p>« On les entraîne à partager le plus de traditions possibles. Leur expliquer que c'est important pour les visiteurs de découvrir les authentiques recettes ou du moins la culture du pays. »</p> <p>« Certains visiteurs veulent voir les danses traditionnels,</p>	<p>importants. Le côté économique aussi, le fait que les bénéfices soient partagés entre tous les acteurs. »</p> <p>« Il faut qu'il y est davantage cette « fierté locale ».</p>	<p>d'éduquer les consommateurs. Mais de manière pédagogique. Car si tu dis à quelqu'un d'être « responsable », de ne pas faire ça, de faire ci, cela ne fonctionnera pas. Il y a des moyens de communiquer et de sensibiliser. Éduquer le consommateur et l'aider à faire les meilleurs choix. Aider les professionnels et les connecter avec les consommateurs. »</p> <p>« On fait de l'accompagnement, des cours où peut de monde vont. On met en réseau plusieurs profils d'acteurs pour essayer de faire du lobbying et les aider au mieux, créer une voie pour que le gouvernement entende. Ce n'est pas facile de faire en</p>	<p>cela. Parler à propos de nouvelles expériences durables et promouvoir les acteurs qui font ses efforts-là. »</p> <p>« C'est entrain de grandir mais ce n'est pas suffisamment représenté »</p> <p>« L'industrie du tourisme est celle qui évolue le plus avec celle de l'agriculture. »</p>	<p>tenter d'améliorer le tourisme. Il y a d'abord des réglementations vis à vis de l'écotourisme, à propos de l'environnement. Ils ont une politique pour cela depuis longtemps. »</p> <p>Après avec la mise en place du réseau Airbnb, une communauté de « homestay » s'est mise en place. Ça devient important pour le gouvernement. »</p> <p>« [...] ça va prendre du temps avec que tout le monde monte à bord. »</p> <p>« C'est une grande industrie. En Inde, 90% du tourisme est privé. Donc les régulations sont difficiles à mettre en place, ce n'est pas facile. »</p> <p>«L'Inde a beaucoup</p>	<p>nombreuses années maintenant, et ils n'ont pas commencé. Dans la région de Kerela ils ont commencé une sorte de système de certification pour les hôtels et les guesthouse en partenariat avec le GSTC mais la plupart n'ont pas cette certification. »</p>
--	--	--	--	--	---	--

	<p>ou d'autres activités locales. Mais si ça devient un produit touristique c'est autre chose. Mais on essaie que ça ne dérive pas. On encourage à rencontrer les locaux, vraiment. »</p>		<p>sorte que « tout » le pays soit dans une optique de tourisme durable en un jour. C'est un processus, mais petit à petit ça arrive et nous travaillons sur ça. »</p> <p>« Les locaux ne comprennent pas toujours qu'un visiteur étranger ne veut pas manger des pâtes ou des pizzas mais de la nourriture locale. »</p>		<p>d'initiatives pour le tourisme solidaire et social. Donc j'espère que le gouvernement mettra aussi en place des politiques durables pour donner le dernier coup de pouce. Parce que le plastique est un lourd problème, l'assèchement de l'eau aussi. »</p>	
--	---	--	---	--	--	--

**Commentaires :** Le réseau indien est relativement récent mais son histoire initiale est ancrée depuis déjà une vingtaine d'années dans le pays. Des échanges entre voyageurs et professionnels du tourisme sur la durabilité de ce dernier et comment cela affecte les communautés locales, sont des sujets actifs depuis déjà un moment. Ce dernier accompagne, forme et met en relation différents acteurs du tourisme. Au sein du réseau, le tourisme responsable à une connotation très sociale, les bénéficiaires doivent aller aux populations locales. L'aspect environnemental et économique arrivent en suivant, avec le respect des ressources et le partage des bénéfices auprès de tous les acteurs. Dans le cas ici présent, le tourisme responsable et durable est considéré comme semblable partout, avec les mêmes objectifs : préserver les ressources naturelles ou encore s'assurer que les voyageurs soient contents. Le réseau permet de connecter les acteurs ensemble, d'éduquer, d'informer de manière pédagogique les aspects d'un tourisme responsable. Ainsi, il agit à un niveau local mais relativement large et permet de faire entendre leurs actions auprès du gouvernement afin que ce dernier se mobilise davantage. Grâce à ses initiatives locales il y a une tendance à promouvoir un meilleur tourisme en Inde.

Il n'existe pas de phase contrôle, d'audit pour vérifier qui est « responsable » ou non parmi les acteurs faisant parti du réseau. Cependant, un système de prix est mis en place, avec des vérifications de documents et les visiteurs rapportent également les faits vécus directement sur place. L'opportunité de s'améliorer est laissée à l'appréciation de tous les membres du réseau. La grande industrie du tourisme en Inde est à 90% dans le secteur privé, pour cette raison, l'engouement pour un tourisme responsable se fait progressivement. Les initiatives de tourisme responsable sont différentes suivant les régions du pays. Les problématiques environnementales (assèchement de l'eau ou encore la gestion des déchets) doivent être prises en compte au risque de venir compromettre l'avenir du tourisme.

ITALIE : Analyse de l'entretien avec le président de l'association Italienne pour le tourisme responsable (AITR)

Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE DOIT BÉNÉFICIER À LA POPULATION LOCALE		Thème 2 : LA POLITIQUE TOURISTIQUE EST RESPONSABLE SUIVANT LES RÈGLES ET DÉCISIONS DES PARTIES PRENANTES		Thème 3 : L'OFFRE DE TOURISME DURABLE N'EST PAS HOMOGENÈME SUR LE TERRITOIRE
Sous-thème 1 : Le tourisme responsable, une protection sociale	Sous-thème 2 : Un tourisme différent suivant le contexte socioculturel	Sous-thème 1 : Une cohésion de groupe aux valeurs communes et idées différentes	Sous-thème 2 : Les réglementations dépendant d'un endroit à l'autre	Sous-thème 1 : L'offre de tourisme « durable » peu représentée
<p><u>Verbatim</u> :</p> <p>« Dans notre définition (d'autres définitions existent), le tourisme responsable est axé sur les droits, les attentes et la souveraineté de la communauté locale. »</p> <p>« Un tourisme respectueux de l'environnement, du territoire et de la communauté qui y vit. »</p> <p>« Un tourisme très fort et responsable doit avant tout profiter à la communauté locale. »</p> <p>« Notre tourisme responsable se veut juste et produit des bénéfices pour toute la communauté »</p>	<p><u>Verbatim</u> :</p> <p>« Le concept de tourisme responsable (qui n'existait pas il y a 20 ans lors de la création de l'AITR) émerge lentement dans le monde grâce aux documents de l'OMT et d'autres institutions telles que l'Union européenne. »</p> <p>« Oui, le concept a des nuances différentes, dans certains pays la durabilité de l'environnement prévaut, dans d'autres le travail est considéré comme très important, dans d'autres la défense de l'identité est la priorité. »</p>	<p><u>Verbatim</u> :</p> <p>« Nous sommes un groupe uni, qui partage les valeurs du tourisme responsable, même si nous avons des activités différentes et des idées différentes sur d'autres questions. »</p> <p>« Oui, mais parfois c'est notre faute, nous ne pouvons pas convaincre les différentes parties prenantes. »</p> <p>« La promotion des basses saisons et des zones moins fréquentées est l'une des actions, mais pas assez. »</p>	<p><u>Verbatim</u> :</p> <p>« nous travaillons dans beaucoup de régions et de pays, en Italie, certaines régions protègent le paysage ou créent des parcs et d'autres ont des zones protégées, certaines régions et villes ont adoptées une politique de qualité de l'eau de mer. »</p> <p>« Venise, Florence et les Cinque Terre sont fortement touchées par le surtourisme, certaines villes adoptent des actions contre le virus, mais ce n'est pas facile. La promotion des basses saisons et des zones moins fréquentées est l'une des actions, mais pas assez. »</p> <p>« (gestion des déchets) Il y a d'énormes différences entre le nord et les autres régions, au sud et à Rome. »</p>	<p><u>Verbatim</u> :</p> <p>« Non, certaines autorités ne comprennent pas que la durabilité améliore la compétitivité d'une destination. »</p> <p>« Pas encore, juste dans quelques cas limités (une petite vallée, un vieux village) »</p> <p>« Sans stabilité, il est impossible de définir et d'atteindre des objectifs de développement et, malheureusement, mon pays n'est pas très stable ... »</p>

**Commentaires :** L'entretien est très court car il a été réalisé par email. L'interlocuteur n'avait pas le temps de réaliser une visioconférence. Cela nous permet toutefois d'avoir des éléments de réponse à analyser. Ainsi, nous constatons que la définition qu'il donne au tourisme responsable est semblable aux autres mais se spécifie davantage sur les aspects sociaux à préserver. En ce qui concerne l'association, cette dernière dispose de membres relativement unis aux idées différentes. L'offre de tourisme durable sur le territoire n'est pas homogène, et si l'on prend en compte les dires de notre interlocuteur, les réglementations et engouements pour ce type de tourisme se font en fonction des régions et des parties prenantes portant ou non l'intérêt d'un développement durable. Certaines autorités locales ne voient pas les bienfaits d'un tourisme plus durable, il existe un changement d'échelle mais l'instabilité du pays vient compromettre les démarches de progrès selon le président de l'association.

**PÉROU : Analyse de l'entretien avec le responsable du réseau de chambre d'hôte « CASAS DEL PERÚ » :**

Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE, UN ASPECT HUMAIN		Thème 2 : UNE POLITIQUE LOCALE INSTABLE		Thème 3 : LE TOURISME RESPONSABLE : UNE NOTION PROPRE À L'ENTREPRISE	
<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme durable, au travers des 3 piliers du DD	<u>Sous-thème 2 :</u> Une responsabilité partagée entre les visiteurs et les visités	<u>Sous-thème 1 :</u> Incohérence en matière de politique touristique	<u>Sous-thème 2 :</u> Une offre ne correspondant pas à la demande	<u>Sous-thème 1 :</u> Vers une autonomisation des populations locales	<u>Sous-thème 2 :</u> Une mauvaise synergie entre les acteurs locaux
<u>Verbatim :</u> « Le tourisme durable c'est bien sûr les trois piliers que l'on connaît tous nous qui travaillons dans le tourisme, mais le tourisme durable c'est notamment le fait que les locaux, et les visités soient responsables et respectueux les uns des autres »  « Globalement c'est ça les concepts du tourisme »	<u>Verbatim :</u> « [...] le tourisme durable c'est notamment le fait que les locaux, et les visités soient responsables et respectueux les uns des autres. »  « Je considère que le tourisme responsable ça fait parti du tourisme durable. Sauf qu'avec cet spécificité de respect des uns aux autres. Il y a un	<u>Verbatim :</u> « Nous sommes entrain de donner une autre alternative au tourisme, pour les péruviens et fait par des péruviens. » « La politique péruvienne c'est clairement laisser derrière les politiques des mines, agricultures, les autres industries. Le tourisme vient derrière tout ça. » « C'est un pays très riche	<u>Verbatim :</u> « [...] on a du mal à faire décoller le nord du Pérou étant donné que toute la promotion du pays passe beaucoup par le Sud. On pense que ça va venir et que ça va fonctionner un peu plus. »  « Il n'y a aucune notion de responsabilité dans le développement	<u>Verbatim :</u> « On forme les gens à recevoir. »  « [...] l'amélioration des conditions de vies ça passe par le côté matériel mais nous on pense que ces gens là, se sentent valorisés, qu'ils sentent que leur travail est important. Ça c'est très important pour nous. »	<u>Verbatim :</u> « Après, il y a des collègues qui travaillent un peu de la même façon, mais on travaille dans notre coin malheureusement. Il n'y a pas de réseau d'acteur du tourisme durable comme il y a en France vous au moins il y a une volonté, une synergie des acteurs. »  « Nous on a les mêmes

<p>responsable c'est à dire que les différents collègues des différents pays, on doit arriver dans les mêmes notions, dans les mêmes actions a menées après je pense que chaque pays a ses propres actions en fonction des réalités. »</p> <p>« Par exemple pour CASAS DEL PERU, pour les 3 axes qui englobent le tourisme durable, on est plus dans l'axe social et économique parce que justement notre pays c'est ce dont il souffre le plus, c'est le plus visible, donc on réagit par rapport à ça »</p> <p>« Oui, alors bien sûr on oublie pas la partie environnementale mais c'est moins travaillé malheureusement. Déjà amené le social et l'économique c'est assez gros mais l'environnemental aussi. On dit aux hôtes qu'ils doivent faire du</p>	<p>accès humain très grand dans le tourisme responsable. »</p> <p>« Chaque action des visiteurs doit prendre conscience de l'impact que cela peut générer avec les achats, les modes de consommation, les décisions qu'il va prendre, à qui cela va bénéficier par rapport à ses choix. Pour les locaux, penser à l'image que les visiteurs vont avoir après leur visite, comment on les reçoit, quel prix on annonce, quand on dit un discours touristique est-ce qu'on le respecte tel qu'il est, ou est-ce que c'est du greenwashing ? [...] »</p> <p>« Il n'y a pas de tourisme sans patrimoine et il n'y pas de patrimoine sans habitants. »</p> <p>« Le tourisme doit directement faire bénéficier les</p>	<p>mais les professionnels c'est ce qui manque dans les places décisionnels. »</p> <p>« Je pense que pour arriver à une politique locale avec ce feeling de tourisme responsable il faut avoir une politique nationale de tourisme responsable. »</p> <p>« Le ministère du tourisme péruvien il n'a jamais eu de professionnels du tourisme. À l'université j'ai été formé avec des historiens, des sociologues mais pas des professionnels du tourisme. Mais c'est peut être la genèse et la réalité du tourisme au Pérou. »</p> <p>« Mais les politiques avec l'éducation, c'est pour moi le premier aspect à travailler dans le pays. Politiquement parlant c'est instable. »</p> <p>« Le Machu Picchu il est</p>	<p>touristique. »</p> <p>« Le tourisme est une activité transversale, pour l'économie aussi et bien sûr cela va jouer sur l'économie locale pour des sites qui ont une influence touristique. C'est un moteur économique clairement. C'est peut être pour ça qu'il n'a pas trop d'importance pour le tourisme au niveau planification. »</p> <p>« Nous les professionnels ont considéré que le Pérou a de la chance d'attirer beaucoup de personnes mais il n'y a pas de super infrastructures pour bien accueillir. »</p> <p>« Après concernant les destinations tant qu'il n'y a pas de bonnes politiques on ne peut pas trop améliorer les choses, même si en tant qu'acteur privé on fait changer les</p>	<p>« Le fait également, qu'ils se sentent ambassadeur de leur coin, ils se sentent capable, ils se sentent maintenant pris en compte et capable de monter leurs activités. »</p> <p>« [...] ces pratiques de tourisme responsable elles ne sont pas très connues au Pérou. Du coup c'est nous qui choisissons par rapport au projet, au guide, au chauffeur, aux maisons d'hôtes, par rapport à leur sérieux. Après c'est nous qui faisons la formation et la sensibilisation. »</p> <p>« Si chacun travaille à son échelle c'est déjà très bien. On peut y continuer avec l'éducation. Nous à CASA DEL PERÙ on travaille avec des volontaires dans des coins reculés. »</p> <p>« Nous par exemple au Pérou on va faire en</p>	<p>volonté, faire bénéficier les locaux etc., mais on se voit jamais et c'est dommage. Après le côté associatif péruvien fonctionne moins bien que le côté associatif français. Mais dès que l'on voit une association locale on va lui proposer de travailler ensemble. »</p> <p>« [...] c'était ça aussi une de nos idées, où que quelqu'un créer quelque chose, se serait l'occasion de se rapprocher de faire aussi un peu de lobbying, influencer les politiques locales péruvienne mais malheureusement c'est chacun de son côté »</p>
--	--	--	---	--	--

<p>compost, trier leurs déchets, ne pas laisser des ampoules qui vont leur faire consommer trop d'électricité. »</p>	<p>habitants. » « [...] on passe beaucoup de temps avec les visiteurs sur la préparation au voyage, pour cibler ce qu'ils aiment etc. On leur explique chez qui ils vont être reçu. Cela se fait autant avec les propriétaires autant avec les visiteurs. »</p>	<p>physiquement au Pérou mais économiquement il est en dehors du Pérou. Le train et l'avion ne sont pas péruviens. Les hôtels 5 étoiles de Cusco appartiennent à d'autres investisseurs autres que péruviens ou encore les pharmacies « Inca Pharma » ne sont pas péruviennes, ou des plantations dans le sud. »</p>	<p>choses. » « Alors que au Pérou il existe évidemment d'autres sites. Mais ils ne sont pas capables de promouvoir autres choses. »</p>	<p>sorte que les locaux puissent bénéficier de l'activité touristique. »  « [...] je pense que chaque territoire voit ses priorités en fonction de ses besoins finalement. »</p>	
--	---	--	---	--	--

**Commentaires :** Le responsable du réseau d'hébergements ruraux « Casas Del Perú », définit le tourisme durable comme une responsabilité partagée entre les visiteurs et les visités, ainsi un aspect humain important. Quant à la perception du tourisme responsable à travers le monde, il exprime les mêmes actions a menées selon lui, mais en fonction de chaque pays, ce dernier aura ses propres réalités qui l'entourent. Le tourisme est également décrit ici comme une activité i aux revenus principaux générés par les familles qui reçoivent les visiteurs. Une volonté d'autonomisation des populations locales est également souhaitée, à travers la valorisation des activités, de la culture et des traditions de ces derniers. L'aspect environnemental concernant la gestion des déchets est un point que le réseau souhaite améliorer. Ces pratiques de tourisme responsable ne sont visiblement pas très connues au Pérou, ainsi les initiatives proviennent directement des acteurs locaux engagés. Cependant, un manque de synergie entre les acteurs est notable. D'après le responsable, il n'y a pas de réseau d'acteur du tourisme durable comme il en existe en France, avec cette volonté d'une synergie des acteurs. Ensuite, la politique instable du pays et la mauvaise gestion du développement touristique vient mettre en péril les bienfaits d'un tourisme durable. Le discours est relativement pessimiste quant à la stabilité économique touristique du pays, cependant il correspond aux réalités sociales et politiques du Pérou selon l'interrogé.

VIETNAM : Analyse de l'entretien avec l'agence réceptive Amica Travel

AGENCE RÉCEPTIVE AMICA TRAVEL	Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE, UNE NOTION NOUVELLE		Thème 2 : UN TOURISME RESPONSABLE, RELATIVEMENT SOCIAL		Thème 3 : LE TOURISME RESPONSABLE, UNE NOTION ENCORE FLOUE POUR LE GOUVERNEMENT	
	<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme responsable est un état d'esprit	<u>Sous-thème 2 :</u> Le tourisme responsable, une première démarche	<u>Sous-thème 1 :</u> Une valorisation des populations locales	<u>Sous-thème 2 :</u> Un tourisme de proximité pour mieux en comprendre la culture	<u>Sous-thème 1 :</u> Une politique touristique où l'efficacité est à revoir	<u>Sous-thème 2 :</u> Des infrastructures touristiques manquantes
	<u>Verbatim :</u> [...] les actions de Amica influence sur l'environnement (les habitants, les guides, les chauffeurs, tous les acteurs qui participent au voyage. Nous souhaitons apporter un meilleur développement aux communautés locales. »  « Le tourisme responsable, pour nous, devrait privilégier le contact direct avec les populations et ethnies locales. Ces dernières peuvent	<u>Verbatim :</u> « [...] le tourisme responsable et durable au Vietnam sont encore des notions nouvelles. Nous sommes encore des notions, nous avons notre charte de tourisme responsable mais nous sommes encore dans la première démarche. »  « Il existe des agences locales au Vietnam qui développe des circuits qui s'orientent vers des pratiques plus	<u>Verbatim :</u> « Nous avons 4 principes d'actions responsables. Sensibiliser, responsabiliser, mobiliser les parties prenantes. Ensuite, sur les enjeux liés aux environnements humains, culturels et naturels et l'implantation de projets durables. »  « Bien sûr, quand on fait des activités auprès de la communauté locale il y a des effets positifs. Par exemple, en 2018 nous avons un projet sur le volet culturel et social. »  « Les acteurs qui	<u>Verbatim :</u> « Ces aspects à travers ce projet et les autres projets permettent de mieux comprendre la culture, cela a des bénéfices et des avantages pour tous. »  « L'économie locale dans les provinces, ça dépend beaucoup, le tourisme apporte des bénéfices dans le développement de chaque voyage, lorsque les visiteurs viennent. C'est la réactivité – la rétroactivité. »	<u>Verbatim :</u> « En fait cela existe mais l'efficacité est à revoir. Les notions de voyage responsable et durable sont encore nouvelles au Vietnam. Alors pour le gouvernement et pour un ministère du tourisme, le temps de le faire et de l'appliquer c'est encore dans l'avenir. »  « Les notions sont encore floues pour eux. Les enjeux exacts, les pratiques sont bien pas bien ? Qu'est-ce qu'on fait ? Nous n'avons pas encore de notions ou de politiques exactes auprès du tourisme responsable. Nous ne savons pas	<u>Verbatim :</u> « Mais après deux ans de la démarche dans notre agence – les enjeux principaux sont liés aux infrastructures manquantes, la conscience et le manque des professionnels du tourisme responsable. »  « [...] nous avons appliqués un projet (le bidon d'eau), on remplace toutes les bouteilles en plastique, mais après 3 mois de

	<p>ainsi profiter des retombées du tourisme et améliorer de manière conséquente leur niveau et environnement de vie. »</p> <p>« Le tourisme responsable, c'est un état d'esprit. »</p> <p>« nos actions doivent respecter les 3 critères. Environnemental, social et le développement économique locale. Nous avons des projets sur le volet de l'environnement, culturel et sur l'éducation. »</p>	<p>responsables. Et puis essayer de concilier la création de lien avec les différents acteurs. »</p> <p>« nos atouts concernant le tourisme responsable, c'est notre première démarche. »</p> <p>« Il faut que nos employés comprennent qu'avant de pratiquer nos actions dans les communautés il faut que nous soyons les premiers à développer ces actions là. »</p>	<p>participent ont des actions positives auprès des clients, cela renforce l'image du développement du tourisme dans la région de Nimbin. Surtout les femmes qui peuvent garder leurs activités culturelles. »</p> <p>« Le cours d'anglais améliore leur capacité linguistique, ils pourront communiquer plus facilement avec les étrangers, les touristes. »</p> <p>« Les ethnies minorités et les communautés locales jouent un rôle dans le développement du tourisme mais cela dépend. »</p>	<p>« [...] chaque projet de développement responsable apporte des avantages pour les populations locales, de façon matérielle ou immatérielle. »</p> <p>« Nous développons des projets long terme avec les communautés locales pour que les touristes voient mais les premières personnes qui bénéficient de nos projets ce sont les communautés locales en premier lieu. »</p>	<p>toujours quels sont les enjeux. »</p> <p>« c'est beaucoup de difficultés, quand on travaille avec les autorités locales et les locaux aussi. »</p> <p>« Il y a beaucoup de sensibilisation, de campagne qui parlent des déchets plastique, de bien protéger l'environnement...mais dans les actions je n'en vois pas beaucoup. »</p> <p>« Il n'y a pas beaucoup de politiques pour réduire les touristes. »</p>	<p>mise en place nous l'avons arrêté. »</p> <p>« Nous avons 80% des prestataires qui refusent de collaborer avec nous. C'est plus facile avec les chefs du village mais avec certains prestataires ce n'est pas évident. »</p> <p>« [...] d'abord il faut comprendre ce qu'est le tourisme responsable et comment faire ? »</p>
--	---	--	--	---	--	---

**Commentaires :** Amica Travel, en tant qu'acteur du voyage, oeuvre depuis 10 ans, dans la mise en oeuvre d'une politique de tourisme responsable. L'interlocuteur le définit comme un état d'esprit. Selon lui il est important de privilégier le contact direct avec les populations et ethnies locales afin que ces dernières profitent des retombées du tourisme et améliorer de manière conséquente leur niveau et environnement de vie. Ce sont des notions encore nouvelles au Vietnam. Les démarches existent depuis une dizaine d'années, cependant ce sont encore des notions, de la sensibilisation des actions de la part de l'entreprise, mais pas une intégration de la part de tous les acteurs. Les projets proposés par l'agence sont majoritairement social et visent à rendre autonome les populations locales et à valoriser leur savoir faire et leur culture.

L'intérêt de ces populations passe avant l'intérêt des voyageurs. Amica Travel fait parti du Club de Tourisme Responsable Vietnamien et tente d'embarquer avec lui, des professionnels du tourisme dans des démarches de développement durable. Concernant les politiques touristiques locales, le Vietnam est encore au début de ces démarches de tourisme durable. L'interrogé pense que le gouvernement n'a pas encore bien saisi l'enjeu d'un tourisme responsable et ne sait pas comment s'y prendre. Le manque d'infrastructures et de professionnalisme des acteurs du tourisme viennent compromettent un développement vertueux. Ainsi, le tourisme responsable est propre à l'entreprise et aux acteurs qui s'engagent à agir collectivement. Des projets environnementaux ont été conduits puis arrêté car les acteurs n'étaient pas tous engagés dans la démarche. Lors de l'entretien, notre interlocuteur mentionne que 80% des prestataires refusent de collaborer avec eux. La sensibilisation ne semble pas toujours évidente concernant l'aspect environnemental. Cependant, les prestataires trouvent leur intérêt dans l'aspect économique et social. De même pour les autorités, bien que des actions de prévention soient réalisées et mises en place, le manque d'organisation quant à la gestion des déchets, n'est pas propre à l'entreprise mais au gouvernement mis en place. L'agence de voyage a mis en place des actions pour réduire ses déchets plastiques et remplacer les plastiques par des produits à long terme. Ils sensibilisent et organisent des solutions sur les effets négatifs du plastique.

**VIETNAM : Analyse de l'entretien avec le Club de Tourisme Responsable Vietnamien (RTC)**

RESPONSABLE CLUB OF VIETNAM	Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE UN NOUVEAU TERME MONDIAL		Thème 2 : UN RÉSEAU MOTEUR DANS LE PAYS		Thème 3 : UNE DÉMARCHE RESPONSABLE EN COURS	
	<u>Sous-thème 1</u> : Le tourisme responsable, une tendance mondiale	<u>Sous-thème 2</u> : Le tourisme responsable, une influence européenne	<u>Sous-thème 1</u> : Une initiative locale depuis 10 ans	<u>Sous-thème 2</u> : Pas encore de système d'évaluation, mais des actions concrètes	<u>Sous-thème 1</u> : L'intérêt économique avant l'aspect environnemental	<u>Sous-thème 2</u> : Un gouvernement conscient des enjeux d'un tourisme responsable

	<p><u>Verbatim :</u> « En termes simples, je vois le voyage responsable comme une façon de créer de meilleurs endroits où vivre et de meilleurs endroits à visiter. Le tourisme responsable est en train de devenir une tendance mondiale. »</p> <p>« Les activités ne doivent pas avoir d'impacts négatifs sur l'environnement ou les cultures. C'est une balance entre les trois piliers. »</p>	<p><u>Verbatim :</u> « Mais dans mes recherches vis-à-vis du tourisme responsable, suivant les entreprises, ce que je peux voir en Europe, c'est que peut être qu'ils sont plus « conscients » à propos du tourisme durable et responsable mais au Vietnam et dans d'autres pays ici, on a commencé plus récemment, c'est un nouveau terme. »</p> <p>« [...] les agences d'Europe, les pays développés se soucient plus du tourisme responsable et durable que ceux des agences dans les pays en développement. »</p> <p>« Ils n'ont pas de politique stricte sur ce qui est bien ou pas bien à faire pour respecter l'environnement. Ils font par eux mêmes ce qu'ils pensent être bien. »</p> <p>« Pas beaucoup d'entreprises étaient</p>	<p><u>Verbatim :</u> « Nos priorités sont la formation à un tourisme responsable, l'échange d'informations et le renforcement des capacités de nos membres et d'autres parties prenantes du tourisme. »</p> <p>« Parfois nous avons certains projets concernant l'environnement. Donc l'équilibre des 3 piliers est le mieux mais cela dépend des projets. »</p> <p>« [...] Notre activité ne consiste pas seulement à aider les populations ou protéger l'environnement. Nous avons des formations à disposition pour nos membres. »</p> <p>« On a aussi des formations payantes pour les étudiants qui ont comme projet de carrière d'évoluer dans ce secteur de façon durable et</p>	<p><u>Verbatim :</u> « En 2018 on a adapté les critères de Travelife à notre club et on a un effort à faire pour auditer nos membres sur ces critères mais nos actions n'ont pas été évaluées, mais on y pense on doit auditer nos membres. »</p> <p>« Quand une entreprise veut nous rejoindre, elle doit nous montrer ces actions en faveur d'un tourisme responsable. Autrement, on leur laisse une chance de nous rejoindre, et de s'améliorer sur leurs actions. »</p> <p>« Nous avons une charte de bonnes pratiques pour les voyageurs et on la donne à nos membres mais je n'ai pas demandé à nos membres si les voyageurs étaient sensibilisés au tourisme responsable. »</p> <p>« Nous sommes au</p>	<p><u>Verbatim :</u> « Après concernant les prestataires locaux de nos membres, les obstacles dans la mise en place d'un tourisme responsable, c'est que les fournisseurs locaux ne partagent pas leurs idées sur la culture, l'environnement ou l'économie locale, ils se concentrent simplement pour avoir plus d'argent et s'en fichent de l'environnement ou de la culture. Ce n'est pas le cas de tous mais voilà. »</p> <p>« Le problème le plus difficile auquel nous sommes confrontés consiste à expliquer aux communautés locales pourquoi elles doivent mettre en œuvre un tourisme responsable et les convaincre. Les gens sont surtout préoccupés par le profit économique. »</p>	<p><u>Verbatim :</u> « Notre gouvernement est conscient de ces enjeux et en 2030 nous avons un projet avec la Commission Européenne »</p> <p>« Le gouvernement est ouvert à mettre en place un tourisme durable. »</p>
--	---	---	---	--	--	--

	<p>« Notre activité est concentrée sur le soutien à la communauté, des collaborations, parfois nous organisons des échanges sur la protection de l'environnement et la préservation de la culture. »</p>	<p>conscientes de ces enjeux là du tourisme responsable. Beaucoup d'entreprises travaillent avec des partenaires européens et peuvent ainsi apprendre comment pratiquer un tourisme plus responsable. »</p> <p>« Lorsque l'économie locale se développe, l'éducation et la perception des autochtones sont également plus élevées. Les communautés locales peuvent être un meilleur fournisseur pour le tourisme. »</p>	<p>responsable, et qui souhaitent partager des expériences pour les futurs étudiants intéressés. »</p> <p>« Dans nos projets de développement on collabore avec d'autres organisations de développement à la mise au point de projets axés sur le tourisme afin d'augmenter les moyens de subsistance des communautés locales. »</p> <p>« À mon avis, lorsque l'économie locale est plus développée, la population locale a des emplois et une meilleure qualité de vie, il y a moins de criminels et le taux de chômage est plus bas. »</p>	<p>niveau commercial et nous ne pouvons influencer que nos clients. Nous informons toujours nos clients des problèmes de surpopulation sur ces sites, et nous proposons un lieu alternatif pour un meilleur choix, tel que Pu Luong au lieu de Sapa, Phu Yen au lieu de Nha Trang, etc.</p>		
--	--	---	--	---	--	--

**Commentaires :** L'interlocutrice a dû interrompre notre rendez-vous pour des raisons personnelles. Cependant les dernières questions ont lui été envoyées c'est pour cette raison qu'à la fin de l'entretien, les réponses sont moins complètes. Le tourisme responsable apparaît ici, comme un concept nouveau, émergent d'Europe. Également propre à une entreprise, notamment aux membres faisant parti du Club RTC. Aucune exigence n'ait demandée de la part du club, si ce n'est que de montrer des actions en faveur d'un développement durable et être cohérent dans ces façons de faire du tourisme.

VIETNAM : Analyse de l'entretien avec le cofondateur de l'agence réceptive Easia Travel

AGENCE RÉCEPTIVE EASIA TRAVEL	Thème 1 : LE TOURISME DURABLE DEVIENDRA UNE NORME		Thème 2 : UN MANQUE DE COLLABORATION ENTRE LES ACTEURS TOURISTIQUES		Thème 3 : LE TOURISME RESPONSABLE, UNE FORTE IGNORANCE	
		<p><u>Sous-thème 1 :</u> Un équilibre entre les 3 piliers du développement durable</p> <p><u>Verbatim :</u> « le tourisme durable, si je me place dans 5 ans ou dans 10 ans ce sera juste la norme. »  « Si on veut avoir un avenir dans le tourisme, c'est quelque chose qui est clair pour nous. Tout ce qu'on fait doit être lié au tourisme durable. »  « Il y a plusieurs aspects, l'aspect à l'entreprise, lié à l'environnement, sociétal, le partage, le bien être des populations avec qui on travaille et aussi ne</p>	<p><u>Sous-thème 2 :</u> Le tourisme est un facteur de paix avec des incohérences</p> <p><u>Verbatim :</u> « Parce qu'à partir du moment où on introduit le tourisme quelque part automatiquement on change les équilibres sociétaux, l'équilibre social d'un village donc ça nécessite une réflexion en tant qu'acteur du tourisme. »  « [...] Parce que si je suis vraiment cohérent, c'est</p>	<p><u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme responsable, un critère propre à chacun</p> <p><u>Verbatim :</u> « Du point de vue des tours opérateurs je pense que le tourisme responsable est pensé comme du greenwashing pour l'instant. Le durable n'est pas intégré. »  « Autant chez Double sens c'est intégré depuis le départ, autant pour les autres agences c'est un truc qui vient en plus. »  « Si vous voulez du tourisme de qualité cela sera cher. »  « Le problème qu'on</p>	<p><u>Sous-thème 2 :</u> Une méfiance paradoxale</p> <p><u>Verbatim :</u> « En Asie, tout le monde a envie de bouger, il y a une vraie sensibilité là-dessus. »  « Après la difficulté dans les réceptifs qu'on a c'est qu'on se voit toujours comme des concurrents. Il y a vraiment du mal à partager nos idées. »  « Quand on parle de durable dans nos produits on donne des critères sur nos produits, on va travailler avec</p>	<p><u>Sous-thème 1 :</u> Les perceptions sont différentes d'un pays à l'autre</p> <p><u>Verbatim :</u> « Les perceptions sont très différentes. Ensuite, partout il y a une ignorance forte, dans tous les domaines, de comprendre ce que ça veut dire mais si je devais prendre un comparatif c'est avec l'agriculture bio. »  « Pour l'instant personne veut payer plus cher pour voyager, c'est à dire que le tourisme durable reste à un périmètre légal et dedans on doit tout faire rentrer donc c'est complètement incohérent. »</p>

	<p>pas détruire les populations avec lesquelles on travaille. »</p> <p>« [...] on s'efforce réellement de travailler sur les trois piliers en même temps. Parce que si l'on s'efforce à travailler sur le côté environnemental seulement ça n'a pas de sens, c'est un équilibre d'ensemble. »</p> <p>« On le valorise au niveau de la communication et pour nous c'est essentiel mais c'est une vision humaine au départ. »</p>	<p>la décroissance, et il faut que je ferme ma société. Si je veux vraiment être cohérent. Sauf que je pense que le tourisme est très utile et surtout maintenant. »</p> <p>« Ça permet aux peuples de se comprendre les uns les autres, on a une utilité et pour faire vivre les populations locales. »</p>	<p>aura sur le tourisme local c'est « l'isolement » qu'on a en tant qu'entreprise sur place. Après il y a GSTC qui pourrait être intéressant auquel on a participé cette année. Mais il faut avoir des dirigeants du tourisme responsable. »</p> <p>« Easia Travel soutien des projets conformes aux meilleures pratiques offrant une valeur ajoutée pour l'environnement et les communautés locales. »</p>	<p>telle ou telle famille mais je ne vais pas leur donner les familles avec qui je travaille. On doit faire attention à toutes ces choses-là. Et puis on peut avoir des concurrents pas très sympas. »</p> <p>« [...] il y a une grande méfiance et puis on ne prend pas le temps de parler. Et là-dessus en plus, les autorités vietnamiennes ne font rien. »</p>	<p>« [...] le tourisme on est purement sur du loisir, on n'est absolument pas essentiel donc à partir de là il y a une ignorance forte de la part des voyageurs qui ne comprennent pas encore ce que cela veut dire comme implication, et ce n'est pas seulement l'empreinte carbone. »</p> <p>« [...] on est sur un début d'un processus d'éducation comme pour l'agriculture bio. »</p>	<p>autorités se qui les intéressent c'est que les touristes augmentent en flèche. »</p> <p>« Il n'y a pas de démarches de qualité mais de quantité. Pour l'instant c'est d'avoir des bourses d'investissements qui viennent au Vietnam. »</p> <p>« Si l'on prend la Bai d'Halong c'est le pire exemple qu'on puisse trouver. En Asie, les autorités ne font rien, que ce soit au Cambodge, c'est pareil. Toutes les initiatives viennent du privé. Ce sont des initiatives locales. »</p> <p>« Ils s'en foutent, le but est d'avoir le plus de rentrée d'argent possible. »</p>
--	---	--	---	--	---	---

**Commentaires :** Selon l'interrogé, le tourisme durable apparaît comme une futur norme, si l'on veut que l'activité perdure. La définition que ce dernier apporte, respecte également l'équilibre entre les 3 facteurs du développement durable, avec une référence à la filière de l'alimentation biologique. Cette dernière s'est petit à petit intégré dans les esprits et le quotidien de tous. Il pense que le chemin du tourisme durable est entrain d'évoluer de la même façon, avec pour difficulté, d'être une activité de loisir et non vitale. Cependant, le tourisme permet au peuple de se comprendre les uns les autres et d'agir ainsi, comme un facteur de paix. Les perceptions et les pratiques du tourisme responsable sont différentes d'un pays à l'autre et surtout propre à chaque individu, il n'est pas intégré par tous. Un manque de cohérence entre les acteurs du territoire semble avoir lieu, Easia ne connaît pas le Club RTC de tourisme responsable et n'est pas forcément d'avis de travailler avec eux, selon lui, le fait de se voir comme des concurrents est un risque pour son activité. Les autorités ne rentrent pas en compte dans ce type de secteur de développement touristique durable, ce qui les intéresse est le côté quantitatif du tourisme et non le qualitatif, d'après notre interrogé. Toutes les initiatives viennent du privé. Ce sont des initiatives locales.

FRANCE : Analyse des entretiens avec la fondation Insolite Bâisseur Philippe Romero

Thème 1 : LE TOURISME RESPONSABLE, UNE CONSOMMATION RESPECTUEUSE		Thème 2 : UN TOURISME RESPONSABLE, GÉRÉ PAR LES COMMUNAUTÉS LOCALES	
<p><u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme responsable définit par les trois piliers du développement durable</p>	<p><u>Sous-thème 2 :</u> Une répartition des aides en fonction des besoins</p>	<p><u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme contribue au développement local</p>	<p><u>Sous-thème 2 :</u> Une protection des populations via l'accompagnement</p>
<p><u>Verbatim :</u></p> <p>« Le tourisme responsable c'est l'inverse du tourisme de masse et de la consommation à outrance et irrespectueuse. »</p> <p>« Ce sont les piliers du développement durable appliqués au tourisme à savoir limiter les impacts négatifs sur l'environnement, le préserver, promouvoir les impacts positifs pour les communautés et une plus juste répartition de la richesse. »</p>	<p><u>Verbatim :</u></p> <p>« La Fondation axe la majeure partie de son budget sur la préservation des forêts et la protection des populations (Environnementales, sociales, sociétales) mais aussi, sur l'aide au développement économique des pays du sud. »</p> <p>« Nous tentons de répartir au mieux géographiquement nos aides. »</p>	<p><u>Verbatim :</u></p> <p>« Le tourisme peut et doit contribuer au développement local et à la sensibilisation du grand public des activités durables génératrices de revenus menées par les communautés. »</p> <p>« Les partenaires sont engagés sur 20 ans avec les communautés. »</p>	<p><u>Verbatim :</u></p> <p>« Les communautés, prennent en main l'entretien des arbres et leur surveillance et la légalisation des titres de propriété devrait permettre un meilleur suivi des pratiques commerciales et agricoles. »</p> <p>« Des formations continues permettent de développer des compétences des équipes techniques également. »</p>

**Commentaires :** L'entretien ne nous a pas permis d'extraire beaucoup d'informations car ce dernier a été effectué par email étant donné que notre interlocutrice n'avait pas beaucoup de temps. La Fondation Insolite Bâisseur Philippe Romero s'engage pour la préservation de l'environnement, la protection des populations et l'aide au développement et souhaite inciter les entreprises du tourisme à partager ses valeurs. Ces projets sont en faveur de l'environnement et des communautés locales principalement. La personne interrogée, définit le tourisme responsable comme l'inverse au tourisme de masse en appliquant le principe des trois piliers du développement durable. En France, une volonté existe concernant la prise en compte des acteurs sur l'environnement. La perception du tourisme responsable en France est à développer, compte tenu des enjeux auxquels nous devons faire face et qu'à travers le monde, sa place n'est pas assez importante. Les acteurs institutionnels ne sont visiblement pas suffisamment conscients de l'enjeu que représente un tourisme durable, mais l'interrogée ne donne pas plus de détails à ce sujet. La fondation n'agit pas directement pour un tourisme responsable mais bien pour le développement durable et les actions d'intérêts généraux. Cependant d'après elle, le tourisme peut et doit contribuer au développement local et à la sensibilisation du grand public des activités durables génératrices de revenus menées par les communautés.

FRANCE : Analyse des entretiens avec une professionnelle du tourisme durable – consultante en webmarketing

Thème 1 : LE TOURISME DURABLE, PROPRE À CHACUN		Thème 2 : DES INITIATIVES RECONNUES EN MATIÈRE DE TOURISME DURABLE		Thème 3 : UNE GESTION TOURISTIQUE AMBIGÜE	
<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme respecte les trois piliers du développement durable	<u>Sous-thème 2 :</u> Le tourisme, comme création de lien	<u>Sous-thème 1 :</u> L'environnement relativement préservé	<u>Sous-thème 2 :</u> Des réseaux d'acteurs qui créent du lien	<u>Sous-thème 1 :</u> Une décroissance du tourisme	<u>Sous-thème 2 :</u> Une incohérence gouvernementale
<p><u>Verbatim :</u> « Bien sûr le tourisme durable est associé au développement durable, comment on applique les trois piliers au secteur touristique. Essayer de limiter ses impacts négatifs et ne pas faire du tourisme que pour l'argent. Favoriser les impacts positifs. »</p> <p>« Le tourisme durable c'est vraiment l'application du développement durable au tourisme. »</p> <p>« Après suivant les priorités environnementales, sociales, économiques de l'entreprise, cela dépendra des besoins de sa destination ou alors par rapport à sa personnalité. »</p>	<p><u>Verbatim :</u> « On a plein de crise écologique, sanitaire et moi je parie beaucoup sur l'entraide, la création de lien. La bienveillance pour ne pas avoir peur de l'Autre. C'est un peu mon combat, donc je placerais l'aspect social en premier. »</p> <p>« Une chose importante est de ne pas rester dans l'entre soi, ne pas critiquer ceux qui ne font pas du tourisme durable, justement il faut rester ouvert. »</p> <p>« On ne peut pas tout révolutionner du jour au lendemain, c'est un processus. »</p> <p>« le local peut tirer un</p>	<p><u>Verbatim :</u> « (En France) tu as quand même le tourisme de nature qui donne de la valeur économique aux parcs nationaux et c'est plutôt bon. »</p> <p>« avec un bon réseau de parc protégé – nationaux – donc le tourisme est une opportunité pour continuer à le valoriser, à le protéger. »</p> <p>« En France, les endroits qui sont protégés ils le sauront d'autant plus s'il y a du tourisme et les autres endroits sont déjà construits. »</p> <p>« en France je le vois plutôt comme une</p>	<p><u>Verbatim :</u> « ATD, je trouve ça chouette une association qui permet à la fois de créer du lien, pour les gens qui portent ses valeurs. »</p> <p>« Lorsque les gens se réunissent, se rendre compte qu'à tous seuls on est plus forts. Parfois, faire un peu de lobbying pour porter des initiatives, c'est très important. »</p> <p>« [...] plus tu as d'acteurs plus ça montre que le sujet est important. »</p>	<p><u>Verbatim :</u> « C'est important, mais c'est un sujet tellement vaste, transversal, lorsque tu parles de tourisme durable qui ne parle tellement pas aux gens. Même le terme « responsable », il y a un côté pénible là-dedans. »</p> <p>« En fait, le problème c'est que personnes n'a envie de parler de décroissance ou de sobriété. »</p> <p>« [...] revaloriser – réduire – on part plus à l'autre bout du monde une fois par an ou monter dans un avion pour un city break. C'est toujours la question de la sobriété qui est le premier enjeu. »</p>	<p><u>Verbatim :</u> « Les institutions publiques comme Atout France, les OT, etc. eux ils veulent faire toujours plus. C'est là où c'est complexe. »</p> <p>« il y a un vrai problème de consommation touristique. »</p> <p>« Après, il y a cette question de la décroissance qui ne sera jamais acceptée, qui est la base quand même aussi. »</p> <p>« [...] la région Auvergne-Rhône-Alpes veut promouvoir la</p>

<p>« Puis en France, on n'est pas sur les mêmes problématiques qu'en Amérique latine. »</p> <p>« Pour moi, le tourisme durable ou le tourisme responsable c'est la même définition que tu sois n'importe où. Maintenant, sur la question du consommateur et de sobriété on est pas tous au même niveau de conscientisation suivant les pays. »</p> <p>« On revient sur le R du réduire et de la sobriété, avec le « mieux gérer », « légiférer », « sensibiliser », « promouvoir autrement ».</p>	<p>bénéfice du tourisme. »</p> <p>« Après c'est nécessaire de faire du lien avec les professionnels du tourisme et l'écosystème ESS. »</p> <p>« Mais à la base le tourisme c'est quand même une activité que tu ne peux pas délocaliser. »</p> <p>« [...] si tu prends juste Airbnb en mode « je sous-loue mon appartement parce que je suis pas là le week-end, c'est du tourisme communautaire. Et puis, ça permet à d'autres de partir en week-end parce que d'autres viennent. »</p>	<p>opportunité plutôt qu'une menace – en dehors de pendre l'avion, les transports en générales quoi. »</p> <p>« il y a déjà des choses qui sont mises en places – qui existent - des gens commencent à s'interroger de plus en plus. »</p>	<p>« C'est bien qu'il y est ATD, mais c'est bien aussi que chacun puisse porter ses initiatives à travers un réseau. »</p> <p>« Après c'est du webmarketing, donc c'est des petites graines qu'on sème et ça va mettre du temps avec d'avoir des retombées concrètes. »</p>	<p>« Maintenant, sur la question du consommateur et de sobriété on est pas tous au même niveau de conscientisation suivant les pays. »</p> <p>« C'est très difficile. Tu as une courbe de croissance, bien sûr tout le monde veut voyager donc pleins de populations veulent maintenant voyager. »</p> <p>« Sauf si des taxations sont faites sur l'aérien, donc par le prix. Mais le prix ce n'est pas juste non plus. Si tu penses au tourisme social, y a ceux qui pourront se permettre et ceux qui ne pourront pas se permettre. »</p>	<p>région au niveau local mais continue à la promouvoir à l'étranger, en Chine. S'ils étaient vraiment engagés ils feraient que de la promotion locale est n'utiliseraient pas l'argent public pour cela »</p> <p>« Par exemple, dans les Meet-up que j'organise à Lyon, j'ai contacté les OT et ils ont tendances à vouloir faire leur truc à eux. Il y a un problème de conflit d'intérêt. »</p>
---	--	--	---	---	--

**Commentaires :** L'interlocutrice est très claire quant à la définition du tourisme durable, ce dernier englobe les trois piliers du développement durable. Il intervient comme l'application du développement durable au tourisme. En outre, suivant les priorités environnementales, sociales, économiques de l'entreprise, cela dépendra des besoins de sa destination ou alors par rapport à la personnalité, l'intérêt des personnes désireuses de respecter ces critères de développement. Dans tout l'entretien, le tourisme durable semble apparaître comme une volonté propre à chaque individu. L'interrogée mise beaucoup sur l'entraide, la création de lien, la bienveillance pour ne pas avoir peur de l'Autre. Le fait de ne pas rester dans l'entre soi, ne pas critiquer ceux qui ne font pas du tourisme durable, mais rester ouvert, ne pas être qu'avec des gens qui nous ressemblent. L'importance de ne pas donner des leçons mais de renseigner, expliquer, mettre en avant ce qui est bien en matière de tourisme durable. De plus, le tourisme durable semble un sujet vaste pour le grand public, avec le terme « responsable » relativement « contraignant ». Il existe une incohérence avec la volonté de protéger l'environnement et répondre à la demande touristique. Ainsi, la seule sobriété et décroissance pour un tourisme plus durable semble être la seule solution selon l'experte.

FRANCE : Analyse des entretiens avec la chargée de mission tourisme des parcs naturels nationaux (PNN)

Thème 1 : LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DU TOURISME DURABLE	Thème 2 : UNE SENSIBILISATION AU TOURISME RESPONSABLE		Thème 3 : LES ACTEURS INSTITUTIONNELS ONT UNE MAUVAISE APPROCHE DU TOURISME DURABLE	
<u>Sous-thème 1 :</u> Une connotation environnementale	<u>Sous-thème 1 :</u> Une éducation au tourisme durable moralisatrice	<u>Sous-thème 2 :</u> La surfréquentation touristique dépend des situations	<u>Sous-thème 1 :</u> Le mouvement s'accélère lentement	<u>Sous-thème 2 :</u> Une offre de tourisme durable mal identifiée
<u>Verbatim :</u> « Je préfère retenir la notion de durabilité, en fonction des 3 piliers. »  « Les parcs nationaux sont le plus haut système de protection de la nature en France, donc déjà très engagés sur le pilier environnement. »  « Les parcs nationaux ont des obligations de protection des patrimoines des coeurs alors qu'ils n'ont que des objectifs de développement durable dans les aires d'adhésion, mais c'est la loi qui fixe cette hiérarchie. »	<u>Verbatim :</u> « si l'on veut lutter ou simplement atténuer les changements globaux, comme le réchauffement climatique. Par contre, je pense que jusqu'à présent, on a été maladroit dans la méthode, « on » dans un sens très générique, On n'a pas toujours bien adapté le discours en fonction des types d'acteurs, on a parfois utilisé un langage un peu moralisateur, etc. »	<u>Verbatim :</u> « La notion de surfréquentation est une notion difficile à qualifier. Le « trop » de fréquentation ne se définit pas de la même manière selon les acteurs. »  « Pour un acteur de l'environnement, trop de monde sur les sentiers peut générer des impacts sur les milieux, érosion des sentiers, écrasement de la végétation, alors que pour celui qui vend des boissons au départ des sentiers, il n'y a peut-être pas assez de monde pour que son activité soit rentable. »  « La difficulté est donc de se mettre d'accord sur le niveau du « trop ». Des recherches sont actuellement en cours dans certains parcs nationaux. Il commence à y avoir consensus quand trop de monde génère des insatisfactions de la part des visiteurs. »	<u>Verbatim :</u> « Non, je pense que très peu d'acteurs institutionnels du tourisme en ont bien conscience. Les choses commencent toutefois à bouger, mais c'est très timide. Il y a eu par exemple le souhait que le France s'organise autour d'un certain nombre de pôles d'excellence, dont un sur l'écotourisme - slow tourisme, mais cela n'a rien donné après. Cette année, il y a eu une journée d'échanges techniques organisée par la Direction Générale des entreprises »	<u>Verbatim :</u> « Je pense surtout qu'elle est mal identifiée, donc mal mise en avant, valorisée auprès des clients, notamment du fait que les acteurs institutionnels ne connaissent pas les démarches, les filières, les systèmes de reconnaissance possibles »

**Commentaires :** L'entretien ne nous a pas permis d'extraire beaucoup d'informations car ce dernier a été effectué par email étant donné que notre interlocutrice n'avait pas beaucoup de temps et les réponses aux questions n'ont pas toutes été complétées. Elle définit le tourisme durable avec la notion de durabilité en fonction des 3 piliers du développement durable, mais en accord avec les principes des parcs nationaux, la connotation environnementale est davantage représentée. Concernant la sensibilisation à un tourisme responsable, elle prétend que ce dernier peut avoir un sous-entendu moralisateur. L'implication des pouvoirs publics n'est pas suffisante selon l'interrogée, mais elle n'a pas étendu sa réponse. Les actions commencent à se développer. La chargée de mission pense que l'offre de tourisme durable est mal identifiée, mal mise en avant et pas suffisamment valorisée auprès des clients, notamment du fait que les acteurs institutionnels ne connaissent pas les démarches, les filières, les systèmes de reconnaissance possibles.

**FRANCE : Analyse des entretiens avec la chargée de mission tourisme du parc national des Cévennes (PNN)**

Thème 1 : LES PRÉMICES DE L'ÉCOTOURISME FRANÇAIS		Thème 2 : UNE DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE GRANDISSANTE		Thème 3 : UNE OFFRE ET DES CHOIX STRATÉGIQUES PEU COHÉRENT	
<u>Sous-thème 1 :</u> Un tourisme facteur de développement local	<u>Sous-thème 2 :</u> Un projet culturel pour associer les habitants	<u>Sous-thème 1 :</u> L'environnement pris en compte	<u>Sous-thème 2 :</u> Des locaux peu investis	<u>Sous-thème 1 :</u> Une offre durable cloisonnée	<u>Sous-thème 2 :</u> Une marche de progrès nécessaire pour une offre durable
<u>Verbatim :</u> « Un tourisme qui associe la population locale, qui est acteur de ce tourisme, qui bénéficie de ces premières retombées, économique notamment mais humaine aussi. Un tourisme qui respecte l'environnement, qui n'endommage pas les paysages et les espèces de par son activité. »  « Nous on insiste pas mal	<u>Verbatim :</u> « la première volonté de créer le parc c'était beaucoup le tourisme en fait, plus que les espèces. »  « c'était un projet de parc culturel qui associait vraiment les habitants et comme il y a eu un exode rural et un abandon des fermes et de la culture d'autrefois donc la	<u>Verbatim :</u> « On est aussi pour élargir les dates de saison car l'activité est très concentrée, donc pour qu'il y est une viabilité économique, donc on recherche pas à augmenter la capacité pour juillet-août car les hébergements sont déjà pleins, on cherche plus à élargir sur les dates de saisons. »	<u>Verbatim :</u> « On a une démarche sur « rendre la nature accessible à tous », c'est dans la charte, mais honnêtement on n'est pas très actif sur ce sujet, c'est une vocation des parcs nationaux, on a des mécénats avec GMF pour l'accessibilité, on fait quelques actions mais voilà. »  « On a un programme	<u>Verbatim :</u> « [...] l'OT comme ils s'intéressent à l'écotourisme ils voulaient recenser tous les labels, peut être même développer leur propre démarches écotouristiques mais ils veulent faire une communication à part. »  « Moi je leur disais, « pourquoi vous valorisez pas dans vos offres les prestataires qui ont des	<u>Verbatim :</u> « Je dirais que au niveau des comités départementaux du tourisme et des offices de tourisme, qu'il y a encore des marches de progrès. »  « Moi ce qui me choque c'est quand ils me disent qu'ils doivent promouvoir tous les prestataires de la même façon, alors quand il y en a un qui propose des sorties en quad et

<p>sur les modes de déplacements doux, comme la randonnée, notamment en itinérance. »</p> <p>« La découverte des lieux naturels aussi, on est plus là dessus que sur le volet sportif par rapport à d'autres PNR comme le Vercors par exemple qui va miser sur le ski de fond, le VTT, nous on n'est pas trop là dessus »</p> <p>« Je dirais que dans les secteurs des pays pauvres, le tourisme durable peut vraiment inverser la tendance par rapport à la pauvreté des gens, donc encore plus que chez nous, ça devient plus nécessaires, après ça devient des démarches marginales malheureusement. »</p>	<p>volonté était de maintenir le patrimoine agricole et les paysages entretenu par l'agropastoralisme »</p> <p>« [...] le tourisme notamment rurale il fait partie de l'ADN du parc et pour moi c'était les prémisses de l'écotourisme. »</p> <p>« Alors on va interdire certaines activités à certains endroits après on développe l'accès en transports en commun, on promeut le plus possible cela, les prestataires mettent bien les accessibilités pour venir jusqu'à chez eux en dehors de la voiture. »</p>	<p>« on n'a pas d'actions spécifiques sur la collecte des déchets, ça ne fait pas partie de la compétence du parc, donc ce sont des actions individuelles avec les prestataires. »</p> <p>« Je pense à Chamina qui sont très exemplaires après en ce qui concerne le tourisme de masse je ne pense pas qu'ils le prennent en compte, ils voient plus l'environnement comme une ressource à exploiter, je suis pas sûr que la notion de préservation soit bien prise en compte. »</p> <p>« On propose des activités non motorisés dans le cœur de parc, c'est un axe qu'on défend beaucoup. »</p>	<p>d'animation, et on n'arrive pas assez à toucher le public local par exemple, ils ne se sentent pas concernés par ces actions-là. Le public scolaire on y arrive, ils sont captifs, mais assez les habitants. »</p> <p>« Après il y a des subventions sur le territoire en matière de culture pour les foyers ruraux. Ils ont des actions qui peuvent aussi attirer les touristes même si la cible initiale est plus pour les habitants. »</p> <p>« Après on touche pas tout le monde, on travaille avec les Offices de tourisme, des grands sites comme l'Occitanie, où eux ils essaient de tendre vers l'écotourisme. C'est assez nouveau cette démarche là. »</p>	<p>démarches vertueuses » et c'est là qu'ils ont bloqué et qu'ils ont dit « non on peut pas, on doit traiter tout le monde de la même manière. »</p> <p>« Donc moi ça me choque car il serait plus intelligent de diffuser des bonnes pratiques et qu'elles soient mises en avant dans l'offre générale parce que ça va tirer les autres vers le haut plutôt que de faire une communication à part où l'on va toucher des gens qui sont déjà attirés par le sujet. »</p> <p>« Toujours à titre personnelle, j'ai toujours essayé de pratiquer du tourisme durable, donc je dirais qu'il y a une offre qui existe si on veut la trouver, assez déployée. Moi j'ai l'impression que c'est entrain de se développer, notamment avec l'alimentation, le lien direct produit / producteur/ consommateur, c'est un bon axe. »</p>	<p>quelqu'un qui propose une randonnée de découverte des paysages, je trouve qu'en matière de politiques publiques on devrait donner la priorité à ceux qui ont des démarches responsables. »</p> <p>« Nous au niveau du parc on le fait mais au niveau des OT ce n'est pas le cas. »</p> <p>« [...] j'ai été me promener sur le site du PNR de la Camargue et j'ai regardé l'offre famille et j'ai trouvé des activités/sorties très chères, style hélicoptère, quad etc. et qui me paraissent à côté de la plaque et moi ça me choque, parce que d'accord les prestataires privés ils participent aux financements de l'OT mais il y a aussi des financements publics et ça me choque qu'on donne pas la priorité aux activités responsables. »</p>
---	--	--	--	---	---

**Commentaires :** L’interlocutrice étant en poste depuis moins d’un an – n’était pas au courant de toutes les démarches du parc mais a tentée de répondre à l’ensemble des questions.

Elle décrit le parc des Cévennes comme une des premières initiatives d’écotourisme avec l’objectif d’intégrer les populations locales, avant le facteur de protection de l’environnement. Sa définition du tourisme durable est semblable aux autres personnes interrogées, elle intègre les principes de durabilité d’un développement durable. La chargée de mission parle d’un changement d’échelle quant à l’offre de tourisme dit « écoresponsables », mais encore trop peu promotionné de la part des offices de tourisme. Le parc s’engage dans des politiques de développement durable étant donné son statut de premier parc national aux démarches vertueuses. De manière très honnête, l’interrogée avoue que les actions du parc ne sont pas très actives concernant le volet social « rendre la nature accessible à tous », quelques actions sont faites mais ce n’est pas la priorité du parc actuellement. Concernant la sensibilisation, le public local ne se sent pas assez concernés, seulement le public scolaire. Concernant l’offre de tourisme durable, elle est selon elle trop cloisonnée et pas assez représentée. Il y a une incohérence en matière de développement touristique. La priorité n’est pas assez donnée aux prestataires qui ont de réelles démarches durables, c’est donc un progrès à mettre en place selon l’interrogée.

**FRANCE : Analyse des entretiens avec la chargée de communication du réseau des Grands Sites de France**

<b>Thème 1 : ÉQUILIBRE ENTRE FRÉQUENTATION TOURISTIQUE ET PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT</b>		<b>Thème 2 : UN RÉSEAU, UNE SYNERGIE POSITIVE</b>		<b>Thème 3 : LES POUVOIRS PUBLICS ONT UN RÔLE À JOUER</b>	
<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme durable se veut bénéfique à tous	<u>Sous-thème 2 :</u> Conserver pour mieux admirer	<u>Sous-thème 1 :</u> Un volet social important	<u>Sous-thème 2 :</u> La pertinence d’un réseau national	<u>Sous-thème 1 :</u> Une sensibilisation plus importante à mener	<u>Sous-thème 2 :</u> Des collectivités locales de plus en plus engagées
<u>Verbatim :</u>  « On est plusieurs à travailler sur la thématique du tourisme durable car cela fait partie de l’ADN des GSDF et des sites touristiques. »  « l’idée c’est de trouver un équilibre entre cette	<u>Verbatim :</u>  «[...] le volet environnemental sous entendu dans le tourisme durable, le côté responsable, avec la sensibilisation, l’information des visiteurs à la fragilité des sites dans notre cas en tout cas.»	<u>Verbatim :</u>  « La démarche GSDF elle se veut vraiment transversale, l’idée c’est de mettre en place une gestion intégrée d’un territoire donné en se focalisant pas uniquement sur un des aspects du développement	<u>Verbatim :</u>  « C’est une bonne chose, de même manière que nous aussi on est constitué en réseau, à plusieurs on est plus fort pour échanger sur les bonnes pratiques et s’inspirer de ce qui se fait ailleurs donc c’est	<u>Verbatim :</u>  « [...] il y a beaucoup de travail à faire de côté là, même si l’on voit qu’il y a une prise de conscience de ces publics là, de l’intérêt, le fait de s’intéresser à la question environnementale, notamment un certain nombre de professionnels s’intéressent à ces questions	<u>Verbatim :</u>  « [...] des collectivités locales qui ce sont organisées et qui ont envie de s’engager dans une démarche de développement durable sur un site naturel très ou moyennement fréquentés qu’ils ont chez eux. Je pourrais pas le commenté

<p>forte fréquentation et le besoin de protéger et de gérer durablement ces sites là. »</p> <p>« [...] faire en sorte que les retombées bénéficient aux territoires, que les professionnels, les associations et les habitants ne se sentent pas dépossédés de leur site par un tourisme qui soit trop prédateur ou pas en phase avec l'esprit des lieux, donc c'est un peu ce qui drive la démarche. »</p> <p>« faire en sorte que le tourisme ne soit pas prédateur pour les populations qui vivent sur ces sites là. »</p> <p>« Le tourisme durable on pourrait dire que c'est un tourisme dont les bénéfices économiques, mais pas uniquement, les bénéfices sociaux territoriales, patrimoniales puissent</p>	<p>« Certes il y a certaines contraintes d'accès mais en même temps ces petits gestes là font que le site est préservé et les gens auront envie de revenir. »</p> <p>« L'idée c'est que les deux soient liés, que ce ne soit pas un tourisme hors sol, qu'ils puissent y avoir des retombées durables pour un territoire, c'est tout l'enjeu du tourisme durable. »</p> <p>« Je ne serais pas dire à l'échelle du monde mais ça semble plus crédible quand la thématique de développement durable est portée dès le départ par les structures en charge d'un site, d'un territoire ou d'une destination. »</p> <p>« Chacun en fonction de ses activités à un rôle à jouer et en fonction de ses moyens, ça va aller</p>	<p>durable. »</p> <p>« [...] faire travailler toutes ces synergies ensemble car chacune peut s'apporter mutuellement. »</p> <p>« Les personnes repartent avec une formation, donc le volet social est assez mobilisé de la part des sites. »</p> <p>« le label c'est un outil et non pas une contrainte, c'est pour fédérer tout le monde autour d'un même projet, une reconnaissance à la fin du travail accompli et non pas une réglementation. »</p> <p>« Au niveau touristique je ne sais pas, dans notre réseau, on pense aux habitants et aux visiteurs et du coup on est pas dans une politique touristique mais dans une politique de développement local avec un volet</p>	<p>très important. Puis pour être force de propositions, de lobbying, d'être en nombre ça a plus d'impacts. »</p> <p>« Il faut vraiment que les acteurs du tourisme, les pouvoirs publics quand ils réfléchissent tourisme, ils mettent vraiment comme présumée que ce sera du tourisme durable et l'offre et la communication proposait sera en adéquation avec ça. »</p> <p>« c'est plus au niveau local, nos membres qui vont avoir des problèmes pour sensibiliser les professionnels, leurs élus. Je pense qu'il y a un gros travail de pédagogie à faire et c'est ça qui est un des freins »</p>	<p>là, sur l'impact carbone notamment. »</p> <p>« Après sur les pouvoirs publics il y a une prise de conscience aussi, et au niveau des visiteurs aussi mais est-ce que ce n'est qu'une impression ? Mais selon moi la question environnementale est quand même pensée. On parle d'overtourisme, de réchauffement climatique, de moins prendre l'avion, ce sont des sujets qui émergent donc j'espère qu'à terme il y aura des changements de comportements. »</p> <p>« ce serait intéressant qu'il y est aussi une ADN de tourisme durable visible. »</p> <p>« On a tout intérêt à ce qu'on se saisisse de ça et qu'on structure cette forme de tourisme. Beaucoup de clientèle recherche ce type de tourisme. »</p>	<p>pour l'ensemble des pouvoirs publics mais à notre échelle on le ressent. »</p> <p>« Disons que localement elle est acceptée, certaines collectivités locales s'en emparent après au niveau national une vraie prise de position serait bien, du point de vue du gouvernement, du ministère, d'affirmer que « le tourisme oui, mais le tourisme mieux », ne pas être que dans la recherche du toujours plus mais du toujours mieux. »</p> <p>« [...] avoir cette impulsion nationale c'est vrai qu'après ça irrigue les politiques locales etc. Je pense qu'on peut toujours mieux faire à tous les niveaux. »</p> <p>« On a de la ressource c'est juste une question de la poussée, de manière plus politique. Comparé à d'autres destinations où ils sont très « nature »,</p>
--	---	---	--	---	--

<p>bénéficier à un large public. »</p> <p>« L'idée c'est d'avoir une consultation la plus large possible pour que ce soit le plus efficace et admis par tous. »</p>	<p>de l'hébergeur qui va avoir une attention particulière pour réduire ses déchets et donc réduire son empreinte carbone ou encore le TO qui va faire en sorte de s'associer vraiment avec les populations locales pour proposer des séjours qui bénéficient aux populations locales, donc chacun peut agir à son niveau, à son échelle. »</p>	<p>touristique. »</p> <p>« Nos membres essaient d'informer, de faire des réunions de concertation, des ateliers avec les habitants. Quasiment tous nos membres ont au moins organisés une réunion publique pour faire participer les habitants qui vivent sur le site. En tout cas nous concernant c'est un volet important. »</p>			<p>comme la Suisse où ils ont développés des moyens de transports interconnectés. Il ne faudrait pas qu'on soit à la bourre sur ces questions-là. »</p>
---	--	--	--	--	---

**Commentaires :** Pour le réseau grand site de France, le tourisme durable vise à préserver tout en rendant accessible des sites touristiques au fort composant naturel, trouver un équilibre entre une forte fréquentation et la nécessité de gérer et conserver. Trouver un équilibre également entre les trois piliers du développement durable. Promouvoir la France autrement, en mettant les richesses du patrimoine locale et les populations locales, en tant qu'actrice de cette gestion des territoires. La pertinence d'un réseau national comme le RGSDF avec cette volonté d'acteurs engagés et ses parties prenantes vient promouvoir un meilleur tourisme. La question environnementale semble évoluée dans les mentalités, les acteurs institutionnels ont davantage conscience des enjeux de développement durable, particulièrement au niveau local selon la chargée de communication. Cependant, au niveau national il y a un vrai effort à faire pour changer réellement d'échelle. Certains acteurs engagés portent le tourisme durable en ADN, ce qui n'est pas le cas de tous. L'offre n'est pas très visible, des progrès sont encore à faire. Un grand travail de pédagogie est à initier pour toutes les parties prenantes. L'idée serait de penser « développement durable » avant de penser tourisme, ainsi, les démarches seraient naturelles et intégrées en amont. Selon l'interrogée, tous les acteurs peuvent agir à leur échelle.

FRANCE : Analyse des entretiens avec la responsable projet - ingénierie et développement des territoires d'Atout France

Thème 1 : LE TOURISME DURABLE N'EST PAS UNE NICHE DE MARCHÉ		Thème 2 : UNE POLITIQUE EN MATIÈRE DE TOURISME DURABLE INEXISTANTE		Thème 3 : CHANGER LES COMPORTEMENTS PAR L'OFFRE DE MARCHÉ	
<u>Sous-thème 1 :</u> Le tourisme durable une vision intégrée	<u>Sous-thème 2 :</u> Les actions durables du tourisme sont propres à chacun	<u>Sous-thème 1 :</u> Une absence de politique spécifique définie	<u>Sous-thème 2 :</u> Une prise en compte au sein des territoires	<u>Sous-thème 1 :</u> Des mesures simples et efficaces à prendre en compte	<u>Sous-thème 2 :</u> Changer son discours pour mieux sensibiliser
<u>Verbatim :</u> « Pour moi ce n'est surtout pas une niche de marché contrairement à ce que l'on peut voir, ce n'est pas quelqu'un chose à part, moi je défends vraiment une vision qui est intégrée »  « [...] on devrait même pas parler de tourisme durable, ça devrait faire partie de l'approche du tourisme puisque c'est la condition de la pérennité de l'activité. »  « je suis vraiment dans une approche d'intégration. Après le développement durable, ce sont les trois piliers, environnemental, social	<u>Verbatim :</u> « nous au sein de l'ingénierie on est là pour défricher différents sujets et sensibiliser les professionnels sur différents enjeux et leur permettre d'améliorer leurs offres. On va intégrer les enjeux de développement durable à tous les sujets. »  « [...] mes actions ça consiste à mener des actions de conseils et la rédaction de publications, c'est de la sensibilisation des professionnels, de la diffusion de bonnes pratiques, c'est du benchmark pour montrer comment d'autres travaillent et font des	<u>Verbatim :</u> « À nouveau je parle en mon nom propre, aujourd'hui, au niveau de l'État, c'est à dire des ministères, il n'y a pas de politique en matière de tourisme durable, il y a une politique en matière de tourisme, mais pas de politique spécifique en matière de tourisme durable. »  « [...] en mon nom propre je suis particulièrement sensible aux questions environnementales mais de toutes façons les questions sociales sont très présentes, avec les problèmes du surtourisme, les prix de locations qui s'envolent en	<u>Verbatim :</u> « Je trouve qu'on est à un tournant et qu'on a vraiment aujourd'hui une sensibilité qui est partagée y compris auprès d'acteurs qu'on n'aurait pas imaginé sur ces dimensions là, et au niveau de l'État s'il n'y a pas de politique, au niveau des territoires il y a vraiment une prise en compte de ces enjeux en matière de développement durable et depuis quelques années ça va crescendo. »  « Finalement les territoires ils sont tous engagés en dehors du tourisme sur des politiques en matière de développement durable	<u>Verbatim :</u> « Après c'est pas un positionnement marketing, ce n'est pas parce que l'on tri ses déchets que l'on aura plus de client mais ça va jouer sur la qualité d'expérience. »  « Les personnes ne vont pas choisir leur hébergement parce qu'il est éco-labélisé mais ils seront plus satisfaits et auront tendances à plus le recommander. »  « Après sur l'expérience client, il y a des passerelles qui peuvent se faire, sur toute la dimension bio, circuit court, produit du terroir,	<u>Verbatim :</u> « Sinon sur la sensibilisation des professionnels il y a encore beaucoup à faire, l'argument à mettre en avant il sera économique – si l'on veut vraiment un changement d'échelle, le discours « mettez en place un tri sélectif et vous contribuerez à sauver la planète » il passe pas toujours, il est pas assez impactant, en revanche, « arrêter les doses unique de shampoing ainsi vous allez réduire vos coûts de manière significative et mettez des économiseurs d'eau et vos charges vont baisser » on a plus de

<p>et économique, maintenir cet équilibre entre ces trois dimensions. »</p> <p>« Au niveau des touristes à nouveau, ce que je n'aime pas ce sont les discours, « il y a une niche de marché et un potentiel marché à saisir », encore une fois je n'aime pas ça je trouve que ça veut rien dire, je ne pars pas en vacances de tourisme durable, je pars en vacances (rire) donc ça n'a pas tellement sens. »</p> <p>« [...] en France en matière de réglementation on est assez bien lotis au niveau de la protection (PNR, PNN, la loi littoral, la loi montagne, etc.) »</p> <p>« De toute façon c'est vraiment le travail que mène à la fois Atout France et les CRT et les CDT, de valoriser une offre autre que celles</p>	<p>choses intéressantes. »</p> <p>« [...] quand on pense à la régulation des flux, un des outils pour réguler les flux c'est la question des tarifs donc là ça pose des vraies questions d'éthiques et sociales parce que si on augmente les tarifs on va rendre le site accessible uniquement aux plus riches. »</p> <p>« Je ne refais pas la politique de l'État, j'échange juste avec vous sur les leviers et les enjeux. »</p> <p>« Ces questions sont sur la table – donc je pense que la prise de conscience est de plus en plus partagée mais c'est une vraie problématique, le fait de résonner de façon quantitative ce n'est pas tenable. À nouveau je ne porte pas un discours politique, mais ne résonner que sur un objectif d'accueil</p>	<p>raison de Airbnb, donc tout cela est corrélé, c'est difficile de dire que l'on travaille que sur un pilier. Mais au niveau de l'État il n'y a pas de priorités claires, il n'y a pas de politique spécifique écrite. »</p> <p>« (L'offre) Elle est inégale et elle n'est pas toujours très cohérente. »</p> <p>« À nouveau, je n'aime pas beaucoup cette terminologie mais si l'on prend en compte les offres d'hébergements éco labélisés, c'est une goutte d'eau dans l'offre globale. »</p> <p>« Après le paradoxe de mener des actions de promotion sur des marchés très lointain, l'Asie, les États-Unis... je pense que cela va changer, moi ça me tient à cœur, mais l'intérêt serait de mieux valoriser les richesses et les beautés de la France auprès des clientèles de proximités y</p>	<p>(gestion des déchets, de l'eau...), le tourisme prend conscience à l'échelle des territoires qu'il y a des enjeux en la matière. »</p> <p>« Certains territoires vont jusqu'à interroger les actions marketing qui sont menées sur des marchés lointain. Donc moi je sens que c'est entrain de bouger. »</p> <p>« C'est toujours bien qu'il y est des démarches exemplaires, l'écolabel européen mais je ne suis pas sûr qu'un jour ça prenne une part très importante. »</p> <p>« Je pense que ça va bouger, on est quand même corrélé aux politiques nationales et on voit bien qu'au niveau national, les élections européennes l'ont montrées – c'est pas très satisfaisant mais on voit qu'il y a une prise en compte à l'échelle nationale donc je vois pas</p>	<p>ce sont des choses qui peuvent être promues. Mais sans pour autant être une expérience de tourisme durable. »</p> <p>« Je pense que ce serait plus efficace de prendre certaines mesures simples mais efficaces mais qui s'adressent à tous. »</p> <p>« [...] aujourd'hui il y a 500 hébergements qui sont éco-labélisés sur des milliers donc ça représente pas grand chose. C'est très bien et il faut que ça continue attention mais ça reste marginal. »</p> <p>« En revanche, les territoires et les régions ont de plus en plus un travail auprès des clientèles proches, notamment la fusion des régions à inciter à retravailler sur des clientèles intra-régionales. »</p>	<p>chance de toucher tout le monde. C'est de la pédagogie sur l'économie oui. »</p> <p>« Au sein des territoires, vraiment pas tous, mais il y en a quand même qui sont confrontés à des difficultés majeurs, l'érosion du trait de côte c'est pas dans 20 ans c'est aujourd'hui, la disparition des plages c'est aujourd'hui, le sentier littoral qui se casse la figure, c'est aujourd'hui. Donc déjà, les stations littorales et les submersions marines c'est aujourd'hui, les stations littorales notamment sur la côte Aquitaine elles se prennent ça en pleine figure et ont des enjeux majeurs à gérer aujourd'hui. »</p> <p>« [...] beaucoup de problèmes aujourd'hui auxquels sont confrontés les professionnels du</p>
--	---	--	--	--	---

<p>des principaux sites touristiques. »</p> <p>« Alors on aura beau travailler sur l'éco-labélisation des hébergeurs mais le levier il est pas là, il est sur d'où viennent les clientèles et comment se rendent-elle à destination ? Donc on renvoie à nos questions de marchés cibles et de tourisme de proximité. »</p> <p>« Le tourisme de proximité c'est un des leviers essentiels si l'on veut baisser le bilan carbone du secteur tourisme, c'est aussi en thème sur lequel j'aborde le développement durable de façon transversal. »</p>	<p>quantitatif de plus de touristes ce n'est pas suffisant. »</p> <p>« au niveau des institutions du tourisme ça va dans le bon sens mais pas chez tout le monde, surtout sur la montagne, beaucoup sont un modèle à l'ancienne. »</p>	<p>compris les français. »</p> <p>« c'est du marketing, montrer qu'il existe à la fois des offres en dehors de la haute saison, montrer qu'il existe des offres sur un périmètre élargi sous réserve d'avoir des infrastructures de mobilité qui permettent de les desservir. »</p> <p>« Alors nous on est un opérateur – on suit la politique de l'État et on ne fait pas les choix politiques, on est le bras armé de l'État pour mettre en œuvre la politique de l'état. »</p>	<p>comment le tourisme pourrait y échapper. »</p> <p>« il n'y a pas de prise en compte très fluide des enjeux de DD dans les politiques de développement touristique comme ce n'est pas géré par les mêmes ministères. Aujourd'hui ce n'est pas très abouti et une agence comme Atout France pourrait faire plein de chose, mais il faut que ce soit décidé au niveau politique'. »</p>	<p>« Il faut savoir que les médias parlent beaucoup des destinations lointaines, alors que les clientèles européennes c'est 80% de la fréquentation de la France. »</p> <p>« Le tourisme c'est un marché d'offre, donc en valorisant certains types d'offres etc., que l'on va changer les comportements. »</p>	<p>tourisme, donc la prise de conscience elle se fait par ce biais là »</p> <p>« Il y a quand même des voix qui s'élèvent au sein des territoires qui disent « il faut qu'on garde les français en France » qui ont tendance à partir de plus en plus à l'étranger, donc ça c'est un levier en effet, de stimuler la demande des français en France. »</p>
---	--	---	---	---	--

**Commentaires :** Dans cet entretien, le tourisme durable n'est pas défini comme une niche de marché mais comme intégré au secteur du tourisme. L'interrogée complète ces propos en mettant au cœur de la discussion le développement durable et ses trois piliers qui doivent être maintenus en équilibre. D'après elle on ne devrait même pas parler de « tourisme durable ». Elle défend une approche intégrée puisque c'est une condition pour que cette activité soit pérenne. Les propos de responsable de projet sont relativement propres au pôle d'ingénierie d'Atout France et non propres à l'ensemble de l'agence. Selon elle, les actions durables du tourisme sont propres à chacun et ne sont pas intégrées chez toutes les parties prenantes. De plus, l'offre dite « durable », n'est pas toujours très cohérente d'après elle. Elle fait référence notamment au paradoxe avec le fait de mener des actions de promotion sur des marchés lointains au lieu de promouvoir les richesses de la France.



## FICHE : CUBA

*"Siempre que llueve escampa" - (« Après chaque pluie revient le soleil »)*

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

État insulaire des Caraïbes formant l'île de Cuba (la plus grande île des Antilles), l'île de la Jeunesse (appelée île aux Pins jusqu'en 1976) et d'environ 1600 autres petites îles. Situé, au nord des Antilles, à la confluence de la mer des Caraïbes, du golfe du Mexique et de l'océan Atlantique, au sud des États-Unis et des Bahamas et à l'est du Mexique. Cuba est la deuxième île la plus peuplée des Caraïbes.

Superficie : 106 449 km<sup>2</sup>

Population : 11 484 000 habitants (Banque mondiale, 2017)

Densité : 110 hab. /km<sup>2</sup>

Capitale : La Havane (2 130 000 hab.)

Villes principales : Santiago de Cuba, Villa Clara, Holguín, Camagüey

Indice de développement humain : 0,775 (69e rang mondial PNUD, 2016)

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 42 visiteurs pour 100 habitants

**Effets positifs du tourisme :** Le tourisme est une des principales sources de revenus. Le tourisme durable à Cuba est axé sur trois dimensions fondamentales :

- Développement économique résultant d'une croissance quantitative et qualitativement durable
- Développement social garantissant la participation de la communauté à l'activité dans les différentes zones de destination
- Le développement de la composante naturelle en respectant la capacité de charge des écosystèmes, en préservant les ressources naturelles et la biodiversité, en réduisant les déchets et en évitant la pollution

**Effets négatifs du tourisme :** Les Forces armées cubaines contrôlent l'industrie touristique cubaine à travers le conglomérat Gaviota qui fait partie du Gaesa. L'offre touristique ne répond pas à la demande (manquent de chambres, de transports en commun, restaurants encombrés), Les prix élevés des hôtels pour un niveau souvent moindre des installations et du service, Disponibilités alimentaires limitées, Les Cubains n'ont pas accès aux produits manufacturés (quels que soient leur travail ou leur salaire)

**Enjeux majeurs (selon ATR) :** Ressources en eau peu abondantes due à la sécheresse

La communauté "Las Terrazas" (1968), premier projet de tourisme durable, un exemple clair du développement de l'écotourisme dans le domaine de l'écodéveloppement rural avec une large participation directe de la communauté à la gestion durable des ressources environnementales basée sur le tourisme durable.

- 1) L'insertion harmonieuse et intégrée de l'infrastructure de construction dans l'environnement naturel dans lequel vit l'hôtel «La Moka», avec la conservation des espèces d'arbres in situ dans le hall d'installation
- 2) L'intégration de la communauté à la gestion durable des ressources et des conditions de l'environnement local en termes de tourisme durable et de développement socio-économique de la communauté
- 3) La conservation et la protection du patrimoine naturel et culturel du territoire conformément aux principes du développement durable



Source : Les Maisons du Voyage

### Labels et réseaux locaux

Association Cuba Coopération France (1995), développe les liens de solidarité et d'amitié, contribue à inscrire la coopération entre les peuples et les nations comme un facteur de paix et d'amitié. Elle accompagne les collectivités, entreprises, mécènes, organisations, qui souhaitent développer des actions de coopération avec les diverses institutions cubaines et financer des projets concrets de développement. Responsible and Ethical Cuba Travel (RESPECT), association professionnelle américaine qui réunit des entités à but non lucratif, des agents de voyage, des voyageurs et d'autres prestataires de services de voyage voués à la pratique et à la promotion de voyages éthiques et socialement responsables à Cuba. Association française CUBA LINDA (1998) voyageuse, elle a pour but de faciliter les initiatives individuelles et les échanges entre les hommes.

### Système politique et juridique

#### Infos et histoire du régime :

Nom officiel : République de Cuba

Nature du régime : régime socialiste à parti unique

Chef de l'État : Miguel Díaz-Canel, Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres

Premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC) : Raúl Castro

Langue officielle : espagnol

Monnaies : Peso cubain et peso convertible (parité fixe par rapport au dollar)

Durant la première moitié du XXème siècle, l'histoire du tourisme cubain tient une place dominante dans l'économie cubaine. Lors de la révolution de 1959, le tourisme a perdu son importance. Face à la crise économique des années 90, les autorités ont décidé de relancer ce secteur pour appuyer l'économie de la nation. L'arrivée au pouvoir de Fidel Castro en 1959 a entraîné un cataclysme dans le secteur du tourisme. La rupture des relations entre Cuba et les États-Unis a rapidement réduit le nombre de touristes américains. L'embargo décidé en 1962 leur a même interdit de se rendre sur l'île. En 1994, la création du ministère du tourisme (MINTUR) et l'approbation de la loi sur l'investissement étranger en 1995 ont stimulé la création d'entreprises mixtes. Les nouveaux investissements ont permis l'augmentation des capacités hôtelières et l'amélioration de leur qualité. Ainsi, l'industrie touristique cubaine est devenu la principale source de revenus du pays tout autant que son principal moteur économique.

Le respect des droits humains : le rapport d'Amnesty International indique que l'État continu d'utiliser son contrôle en tant que principal employeur du pays et en tant que régulateur du secteur privé - pour étouffer les critiques les plus subtiles du gouvernement. Les droits humains fondamentaux y sont restreints (liberté d'opinion et d'expression notamment), et les déplacements à l'étranger également.

Droit du tourisme : en ce qui concerne la licence ou équivalent pour les réceptifs, chaque année, l'agrément en chambre de commerce doit être validé par une structure d'État les représentant auprès du Mintur – par exemple Gaviota Tours. L'État Cubain connaissant les pratiques utilisées dans le tourisme avec des entreprises étrangères installées sur place, a mis en place un système d'imposition, correspondant à environ 1 mois de ces gratifications à régler une fois par an.

Les assurances : Responsabilité Civile, en cas d'accident ou tout problème important pouvant survenir sur place.

Système sociaux complémentaires : le système de retraite est géré exclusivement par l'État.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 47/100 (61e rang sur 180 pays)*

### Économie

Le tourisme représente 10% du PIB en 2018

Nombre d'emplois : sur 10 personnes actives, 1 travaille dans ce secteur

Au premier trimestre 2019, l'île a déjà atteint son premier million de visiteurs. Le tourisme est un secteur d'activité qui emploie plus de 500 000 personnes et contribue à 10% du PIB

Nombres de visiteurs : 4,7 millions personnes en 2018 versus 4,2 millions en 2017

Nationalités des touristes internationaux : 619.523 visiteurs américains en 2017, soit plus du triple (+217%) de 2016.

Sous l'administration Obama, les restrictions de voyage avaient empêché la plupart des citoyens américains de se rendre à Cuba, une fois assouplies les Américains se sont précipités pour en profiter.

Salaire moyen mensuel : En moyenne, le salaire moyen à Cuba est de 27,78 €, moins de 30 CUC par mois. Cette donnée est issue de la moyenne des salaires moyens renseignés par les internautes habitant dans le pays. La différence avec le salaire moyen en France est de 98%.

Recettes du tourisme : 2,8 milliards de revenus en 2016.

Rémunération recommandée par ATR en 2018 pour les professionnels du tourisme : rémunération mensuelle minima de 550 USD par personne, sachant que chacun d'eux recevra de son employeur officiel la somme moyenne de 390 CUP (24 fois moins que le dollar US, soit un peu plus de 16 USD mensuels.

Pourboire : Le pourboire est laissé à votre appréciation. Pour toutes les personnes intervenant dans le cadre des prestations achetées par notre intermédiaire, vous avez l'assurance qu'il ne se substituera jamais au salaire. Néanmoins, il est d'usage dans la quasi-totalité des pays au monde de donner un pourboire lorsque l'on a été satisfait du service ([Voyageurs du Monde](#)).

Le secteur du tourisme est l'un des plus importants au sein de l'économie de cette nation insulaire des Caraïbes, et reçoit le plus gros volume d'investissements étrangers et domestiques du pays. (Veille Info Tourisme)

## Société

Religions : Catholique (10 % de la population se déclare croyante, 3 % pratiquante), Santera (cultes afro-caribéens). Environ 90% des Cubains ont l'espagnol pour langue maternelle, les 10% restant parlent le chinois, le portugais, le créole. En 1742, Cuba était peuplé d'autochtones. Diego Velázquez, à l'origine de la conquête de Cuba, créa les premières villes. Les villes comme Baracoa, Santiago de Cuba, ou la Santísima Trinidad, San Cristóbal et Santa María, furent bâties à cette période. Une population africaine fut introduite et réduite à l'esclavage pour effectuer les tâches dans des conditions difficiles. La colonisation durera jusqu'en 1898, année où le pays est occupé par les États-Unis. En 1902 est instaurée la République néocoloniale, puis en 1959 la Révolution renverse le régime en place. La guerre pour l'indépendance débute en 1868. Les États-Unis continuent de dominer Cuba jusqu'en 1934, date à laquelle commence une période de bon voisinage. Fidel Castro fait abdiquer Fulgencio Batista, considéré comme un dictateur, en 1959 au bout de trois ans de lutte avec une armée de rebelles. Il est au pouvoir de Cuba et en 2006, c'est son frère Raúl Castro qui devient président par un vote de l'Assemblée nationale en 2008. En 2009, les Cubains ont fêté les cinquante ans de la révolution, avec des fêtes à Santiago le 1er janvier.

## Culture

Cuba est réputée pour son histoire, les cigares, notamment les Habanos et les Cohiba, cigares cubains de renommée mondiale ou encore le rhum. La musique cubaine a produit un grand nombre de genres musicaux dont le mambo et le cha-cha-cha. Aujourd'hui, elle s'exprime avant tout par la timba (proche de la salsa) et le reggaeton. Elle s'inspire aussi de la rumba congolaise, pour cause, la forte communauté originaire d'Afrique centrale (ex-Zaïre) depuis l'esclavage. Les années 1970 ont vu apparaître la nueva trova, liée au mouvement engagé de la nueva canción d'Amérique du Sud. Quant à la salsa, après l'avoir considérée comme un avatar plus ou moins dégénéré de leur musique originale, les artistes cubains ont fini par l'adopter.

## Environnement

Le pays compte 211 zones protégées identifiées et presque toutes, à l'exception de quatre réserves naturelles, peuvent être utilisées dans différents types de tourisme, tels que les parcs nationaux, les réserves écologiques, les refuges pour la faune, entre autres.

Le parc national Alejandro de Humboldt est l'une des régions où l'équilibre écologique, l'endémisme, la conservation et la biodiversité sont les plus importants de Cuba et des Caraïbes insulaires. Il a été déclaré site du patrimoine mondial naturel par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation en 2001.

À Cuba, 5% de tous les investissements sont consacrés à la question de l'environnement, l'objectif étant de consolider des programmes éco-durables et harmonieux avec l'environnement.

La loi n° 81 du 11 juillet 1997 sur l'environnement comprend les ressources marines, la zone côtière et sa zone de protection, les baies, les estuaires et les plages, la plateforme insulaire, les fonds marins et les ressources naturelles vivantes et non vivantes contenues dans les eaux maritimes et leurs zones émergentes et établit les principes généraux pour leur conservation et leur amélioration conformément à la politique globale de développement durable du pays et aux principes énoncés au chapitre 17 de l'Agenda 21, adopté Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992.

Région de l'archipel Sabana-Camagüey (Jardines del Rey) : biodiversité et environnement naturel le mieux préservé du pays. La politique environnementale visant à la mise en œuvre du tourisme durable dans cette région, compte tenu de sa fragilité environnementale, vise à favoriser l'afflux de visiteurs avec des attentes combinant un intérêt pour les éléments purement récréatifs et ceux de l'écotourisme lors de leur mise en contact avec les richesses naturelles de l'environnement.

## Gestion des déchets

Union des entreprises de recyclage des matières premières (UERMP) entité cubaine chargée de la collecte, du traitement et de la commercialisation des matériaux et des déchets recyclables générés par l'industrie, les services et la communauté.

La loi 1 288 en vigueur en vertu de laquelle les entreprises d'État sont tenues de collecter les déchets qu'elles produisent et de les remettre à l'Entreprise des matières premières, n'est pas toujours respectée, si bien que la plupart des déchets finissent dans des décharges. Des actions d'informations et des campagnes de sensibilisation au recyclage sont menées auprès de la population.

À l'heure actuelle, de nombreux déchets solides sont abandonnés dans la nature et constituent des sources polluantes. Afin de remédier à ce problème, une étude a été réalisée à Cuba pour appliquer des technologies de recyclage internationalement reconnues. Dans le cadre de ces investissements, il a été convenu d'appliquer un système intégral de gestion des déchets solides, un plan préconisant le tri des déchets à la source et la collecte des différents types de déchets (organiques et inorganiques).

On compte également 4 000 familles qui exercent cette activité vitale pour la société. Et, de façon encore expérimentale, il existe 15 coopératives non agricoles de recyclage, qui se sont spécialisées dans le ramassage des déchets qu'elles revendent ensuite à une entreprise pour leur traitement. Environ 6 250 hommes et femmes travaillent dans l'industrie du recyclage. Le système de recouvrement couvre plus de trois mille sociétés d'État et institutions sociales du pays, divisées en deux grands sous-systèmes.

<http://fr.granma.cu/cuba/2017-08-24/le-recyclage-laffaire-de-tous> (Organe officiel du comité central du parti communiste cubain).

### Surfréquentation

La péninsule de Hicacos, zone touristique de haute valeur environnementale. Avec sa célèbre plage de Varadero elle constitue actuellement la principale destination du soleil et de la plage du pays.

Deux problématiques à prendre en compte :

- Le grand afflux de visiteurs étrangers et nationaux coïncidant dans un environnement relativement petit en extension
- La grande fragilité écologique due à son état de longue bande de plage située sur une péninsule

La stratégie développée en matière de tourisme durable vise quatre domaines d'action fondamentaux :

- Les travaux de conservation des plages ont mis l'accent sur la nécessité de prendre soin de la dune côtière en tant qu'élément naturel de protection. L'Office pour la conservation et la valorisation de la plage, entité rattachée au ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement de Cuba, chargé de la surveillance et du travail de protection-récupération de plage.
- L'intégration des infrastructures dans l'environnement, en respectant autant que possible les valeurs naturelles de la biodiversité de la région
- L'intégration progressive de la communauté dans la dynamique de l'activité touristique avec une approche socioculturelle impliquant une éducation et une formation environnementales de la communauté
- L'instrumentation des pratiques propres dans la gestion des hôtels et des extra-hôtels se reflète dans l'utilisation rationnelle de l'eau, de l'énergie

Les biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font objet de vigilance :

#### Culturel :

Centre historique de Camagüey (2008) Centre historique urbain de Cienfuegos (2005)

Château de San Pedro de la Roca, Santiago de Cuba (1997)

Paysage archéologique des premières plantations de café du sud-est de Cuba (2000)

Trinidad et la vallée de Los Ingenios (1988)

Vallée de Viñales (1999)

Vieille ville de La Havane et son système de fortifications (1982)

#### Naturel :

Parc national Alejandro de Humboldt (2001)

Parc national Desembarco del Granma (1999)

Quelques exemple de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- National Schools of Art, Cubanacán (2003)
- Ciénaga de Zapata National Park (2003)
- Reef System in the Cuban Caribbean (2003)

### Changements climatiques

Face à l'augmentation du niveau de la mer (estimation de 27 cm d'ici à 2050), le Conseil d'État cubain a décrété en 2000 une loi sur la protection du littoral, dont les dispositions visent à protéger les zones côtières et à y promouvoir des activités durables. La loi sur les côtes (Ley Costa) régit la distance qui devrait exister entre les installations hôtelières et la zone côtière, ainsi que la hauteur des bâtiments.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corréliser la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

**Exemple** : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 7600 km pour se rendre à Cuba / 10 jours de séjour = 760

### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Privilégier l'alimentation locale
- Destinations majeures du tourisme sexuel. Selon le gouvernement castriste, la prostitution a été éradiquée à Cuba à la fin des années 1990. Le tourisme sexuel concerne aussi les enfants
- Soyez sensible et ouvert d'esprit sur le sujet de la politique. Les Cubains aiment discuter de la politique et de leur vie quotidienne dans un État communiste, mais l'histoire n'est pas noire ([Responsible Travel](#)).

### Bonnes pratiques

- Mettre en place un affichage des gestes « écoresponsables » dans chaque hébergement

### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Fiche pays Cuba Amnesty International
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)

- <https://www.responsibletravel.com/holidays/cuba>
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- Indice de la paix mondiale 2018 : 81/163 (France 61/163 pays) : <https://www.transparency.org/cpi2018>



## FICHE : INDE

« La terre n'est pas un don de nos parents, ce sont nos enfants qui nous la prêtent » - Proverbe indien

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

L'Inde occupe la majeure partie du sous-continent indien avec ses 3 287 590 km<sup>2</sup> (près de six fois la France). C'est le deuxième pays le plus peuplé au monde et il occupe le 7<sup>e</sup> rang en superficie. Le littoral indien s'étend sur plus de 7 500 kilomètres. L'Inde a des frontières communes avec six pays : le Pakistan, la Chine, le Népal, le Bhoutan, le Bangladesh et la Birmanie. Les îles Maldives, le Sri Lanka et l'Indonésie sont situés non loin de ses côtes. Sa géographie est très variée passant des hauts sommets enneigés de l'Himalaya et son point culminant du Kangchenjunga à 8 600 mètres d'altitude aux plaines des majestueux fleuves du Gange et du Brahmapoutre, du désert sablonneux de Thar aux forêts denses de l'Himachal Pradesh et jusqu'aux rivages du Kerala et ses longues plages.

Densité : 445 habitants/km<sup>2</sup>

Croissance démographique : 1,60%/an

Capitale : New Delhi.

Villes principales : New Delhi, Bombay (Mumbai), Calcutta (Kolkata), Madras (Chennai), Bangalore (Bengaluru), Hyderabad, Ahmedabad, Pune, Surat.

Deux langues officielles nationales : anglais et hindi.

Vingt-deux langues constitutionnelles : assamais, bengali, bodo, dogri, gujarati, hindi, kannada, cachemiri, konkani, maithili, malayalam, manipuri (ou meitei), marathi, népalais, oriya, ourdou, pendjabi, sanskrit, santali, sindhi, tamoul, télougou.

Population : 1 358 408 567 habitants (2019)

Visiteurs : 15 543 000 (2017)

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 1,14 visiteurs pour 100 habitants

**Effets positifs du tourisme :** Le tourisme joue un rôle important dans l'économie du pays, Croissance économique exponentielle, Fort développement de l'activité touristique et du nombre d'arrivées internationales, Diversification des destinations

**Effets négatifs du tourisme :** Les problématiques liées au tourisme varient suivant les régions, dans la plupart des cas, les problèmes sont liés à la pauvreté et aux inégalités sociales. Impact culturel : la commercialisation tend à faire disparaître l'authenticité des traditions artisanales au profit de la fabrication en masse à plus bas coût. Abandon de la pièce unique élaborée au profit « d'objets souvenirs ». Des cérémonies peuvent être dépouillées de leur signification religieuse et des représentations de danses ou musique drastiquement raccourcies pour répondre à la demande des touristes. Le problème des déchets : l'organisation des récupérations des déchets étant très mal prises en compte par les autorités, ce sont souvent des associations qui les prennent en charge. Elles sont trop peu nombreuses pour parvenir à gérer ce problème majeur en Inde, qui doit nécessairement commencer par l'éducation des enfants dès l'école. Un accroissement rapide du nombre de touristes qui n'est pas toujours suivi d'une augmentation comparable du nombre de guides compétents et formés, d'hôtels convenables pour certaines régions. Problème des transports réseau ferroviaire pas assez développé et très lent. Routes encore en très mauvais état sur une grande partie du territoire

**Enjeux majeurs (selon ATR) :** Le tourisme constitue une part importante de l'économie indienne, mais une augmentation du tourisme pose de nombreuses problématiques concernant la gestion des déchets même si des initiatives locales sont présentement active, La qualité de l'air se détériore de façon assez alarmante dans plusieurs grandes villes, dont Delhi, Pénurie d'eau – sécheresse dans les régions du sud du pays, Maltraitance animale dans le cadre d'activité touristique ou parfois en lien avec la population locale

Le Kerala, premier État indien à se voir attribuer le plus prestigieux prix des Nations Unies, le prix Ulysses de l'OMT pour l'innovation en matière de politique publique et de gouvernance, la plus haute distinction décernée aux organismes gouvernementaux pour avoir façonné le leadership mondial et lancé des initiatives novatrices en faveur du tourisme durable.

Le projet novateur «Tourisme responsable» (RT) à Kumarakom » a permis de relier la communauté locale avec le secteur de l'hôtellerie et les ministères, créant ainsi un modèle pour l'autonomisation et le développement des habitants de la région tout en maintenant un tourisme respectueux de l'environnement.



Source : *Les Maisons du Voyage*

#### Labels et réseaux locaux

Le réseau ICRT India Network (International Centre for Responsible Tourism – 2017), aider les praticiens du voyage responsable ou les nouvelles entreprises qui se consacrent au travail positif dans le domaine du tourisme responsable en Inde. Le réseau Outlook Responsible Tourism Initiative, se mobilise pour protéger et préserver le patrimoine de l'Inde en célébrant et en soutenant les sociétés de voyage, les hôtels et les familles d'accueil respectueux de la planète ainsi qu'en informant les voyageurs. Le réseau Village ways, tourisme responsable et communautaire, des maisons d'hôtes ont été aménagées dans les villages pour permettre des randonnées itinérantes ou semi-itinérantes de village en village. Agence réceptive, Reality Tours and Travel, entreprise sociale qui utilise un modèle de partage des bénéfices pour financer son ONG partenaire Reality Gives. The Blue Yonder (2004), activité pionnière du tourisme responsable en Inde, organisateur de voyages kéralais. Il a reçu le prix du tourisme responsable lors de la World Travel Market 2006 à Londres et le World Savers Award délivré par le magazine touristique Conde Nast en 2007. Projet Open Eyes (2011), entreprise sociale, création d'emplois pour les femmes aveugles et malvoyante, opportunités de tourisme responsable et des expériences de voyage inoubliables et authentiques.

#### Système politique et juridique

##### Infos et histoire du régime :

Nom officiel : République de l'Inde.

L'organisation des institutions politiques de l'Inde découle en grande partie des institutions introduites lors de la colonisation britannique, auxquelles se mêlent des caractéristiques propres. Ainsi, l'Inde est une république fédérale qui combine un système parlementaire fondé sur le suffrage universel et l'existence de droits particuliers pour certaines castes.

Chef de l'État : Ram Nath Kovind, Président de la République (depuis le 17 juillet 2017).

Chef du Gouvernement : Narendra Modi, Premier ministre (depuis le 26 mai 2014).

République parlementaire fédérale fondée sur le suffrage universel qui résulte en partie des institutions introduites par les Britanniques. Le président de l'Inde élu au suffrage indirect tous les cinq ans a un rôle principalement représentatif.

Le réel pouvoir exécutif dépend du cabinet que dirige le Premier Ministre. Il est choisi pour un mandat de cinq ans par les membres du parlement du parti de la majorité issu des élections législatives. Le parlement est composé de deux chambres : la Lok Sabha ou Chambre du Peuple élue au suffrage universel pour cinq ans, et le Rajya Sabha ou Conseil des États, élu au suffrage indirect pour six ans, renouvelé par tiers tous les deux ans. L'Inde est divisée en 29 États et 7 territoires. Les États gèrent principalement l'économie, l'éducation, la justice.

Droit du tourisme : Les Tour-opérateurs travaillent avec des acteurs locaux justifiant d'une licence « Approved Tour Operator » et ayant contracté une assurance véhicule, une assurance pour les dommages matériels et vols et une assurance sociale pour l'ensemble du personnel embauché.

Il existe 432 Tour Opérateurs licenciés pour accueillir les touristes étrangers.

L'Association indienne des voyagistes (IATO) est l'organe national le plus performant de l'industrie du tourisme. Il compte plus de 1600 membres couvrant tous les segments de l'industrie du tourisme. Fondée en 1982, l'IATO a aujourd'hui une acceptation et des liens internationaux.

Les grandes agences indiennes sont également membre de l'Association PATA (Pacific Asia Travel Association), association établie en 1974, et dont l'Inde est l'un des membres les plus important.

Il n'existe pas en Inde vraiment de lois incontournables concernant le tourisme.

Tous les grands TO et grandes agences ont un encadrement légal fiable comprenant licence, assurance pour leurs employés et les voyageurs eux-mêmes. Mais ceci peut être contournée par de petites agences.

En principe : Les guides travaillant pour les agences ont une licence de guide, la grande majorité est free lance. En période de très haute saison il peut être fait appel à des guides escort sans licence, mais les guides locaux à chacune des étapes, licenciés eux, seront en soutien. Les guides approuvés ont besoin d'une licence de département de tourisme pour laquelle ils doivent réussir l'examen. Alors seulement ils sont autorisés à travailler aux monuments.

Les agences indiennes ont : une licence du gouvernement, une assurance qui couvre leurs employés et les voyageurs, un certificat d'incorporation, une reconnaissance lato, département du tourisme, Certification lata, Assurance valide, etc. en cas d'urgence.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 41/100 (78e rang sur 180 pays)*

### Économie

L'Inde accueille 1,2% des touristes du monde. Le secteur touristique emploie 25,4 millions de personnes pour un revenu de 27,31 milliard US\$ (en augmentation de 19,1%), pour 9,6% du PIB total.

Depuis la libération de l'économie en 1991, le tourisme est devenu le premier secteur économique du pays créant un emploi toutes les 2,4 secondes.

Le nombre de touristes internationaux a augmenté de 33% environ ces cinq dernières années (Banque mondiale, 2016)

Nombre de touristes en Inde en 2017 : 10,4 millions, en hausse de 14% (en 1981 l'Inde recevait seulement un peu plus de 57000 visiteurs étrangers).

- 1<sup>er</sup> pays le Bangladesh avec 2,16 M de visiteurs (21,49% du nombre total de touristes)
- 2<sup>ème</sup> pays USA 1,38 M de visiteurs (13,72%)
- 3<sup>ème</sup> pays l'Angleterre 0,99M de visiteurs (9,83%)

La France vient en 10<sup>ème</sup> position avec 0,25M (2,49%). Près de 40% ont entre 45 ans et 64 ans. 13% plus de 64 ans  
30% des touristes viennent d'Asie / 21,6% d'Europe occidentale

Devise : Roupie indienne

Taux de croissance du PIB, prix constant : 2018 : + 7,6 % : 2017 : + 7,1 %

Revenu national/hab. en parité de pouvoir d'achat (USD, 2016) (2) : 6 490

Salaire moyen mensuel : 408.49 € en moyenne. La différence avec le salaire moyen en France est de 78%.

Le gouvernement indien a établi un salaire minimum de 150 roupies indiennes (INR), ce qui correspond à moins de deux euros par jour.

Pourboire : Les pourboires ne sont pas obligatoires, mais cela fait partie des usages quotidiens

### Société

Religions : hindouisme (79,8%), islam (14,2%), christianisme (2,3%), sikhisme (1,7%), bouddhisme (0,7%), jaïnisme (0,4%), zoroastrisme, judaïsme (recensement 2011).

L'Inde est l'un des foyers de civilisations les plus anciens du monde. Les premières occupations humaines y sont attestées dès 9 000 ans av. J., et la civilisation de la vallée de l'Indus s'y est développée vers 3 000 ans av. J.C. Quatre religions majeures y ont pris naissance : l'hindouisme en premier lieu, puis le jaïnisme, le bouddhisme et le sikhisme. Plus tardivement le zoroastrisme, le christianisme et l'islam se sont implantés.

Le pays demeure aujourd'hui majoritairement hindou (80% de la population). De nombreux empires s'y sont succédé au fil des siècles se partageant le vaste territoire, jusqu'au tournant majeur de l'histoire de l'Inde avec les conquêtes musulmanes, le règne du sultanat de Delhi et surtout de l'empire Moghol au début du XVIe siècle qui gouverne presque l'ensemble du pays. Les Européens commencent à cette période à créer des comptoirs sur le littoral (français, portugais, néerlandais, Anglais). Au milieu du XIXe siècle l'Angleterre triomphe de ses rivaux pour installer sa puissance et mettre en place une administration coloniale. L'Inde accèdera à l'indépendance en 1947 et le pays se divise : le Pakistan est alors créé pour les musulmans. Depuis 1950 l'Inde, la plus grande démocratie du monde, est une république parlementaire fédérale.

### Culture

L'histoire de la culture indienne s'est vue enrichie de coutumes, traditions et rituels apportés par les envahisseurs et immigrants. Beaucoup de coutumes indiennes, pratiques culturelles et langues sont des exemples de ce mélange à travers les siècles. Avec l'invasion des dirigeants islamiques, la culture indienne a été fortement influencée par les cultures perses, arabes et turques. Cette dernière vieille de 5000 ans et aussi ancienne que variée. Cependant, on peut voir l'unité dans la diversité, mantra principal de civilisation indienne, en observant simplement les diverses formes d'art et de traditions.

Les Bishnoïs, membres d'une communauté vishnouïte présente dans l'État du Rajasthan, majoritairement dans les régions de Jodhpur et de Bikâner. Créée par le guru Jambeshwar Bhagavan, appelé communément Jambaji (1451-1536). Ces derniers suivent vingt-neuf principes édictés par leur gourou. Ils se caractérisent par leur végétarisme, leur respect strict de toute forme de vie (non-violence, ahimsâ), leur protection des animaux et des arbres, leur tenue vestimentaire particulière. On les définit souvent comme ayant une forte conscience écologique. Les Bishnoïs vivaient paisiblement dans des villages isolés loin des centres de peuplement, mais depuis une dizaine d'années, ils sont de plus en plus nombreux à vivre en ville. Ces derniers sont prêts à perdre leur vie pour défendre la Terre, ils militent activement pour changer les mauvaises habitudes.

Respect des droits humains : Selon le rapport d'Amnesty International, les communautés autochtones adivasi ont continué d'être confrontées au déplacement de leurs projets industriels. Le gouvernement a acquis des terres pour l'extraction du charbon en vertu d'une loi spéciale sans demander le consentement libre, préalable et éclairé d'Adivasis. Un panel du ministère de l'Environnement a déclaré que les mines de charbon cherchant à augmenter leur capacité de production jusqu'à 40% n'avaient pas à consulter les communautés touchées.

## Environnement

Le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique (MEFCC) est l'organisme central de la structure administrative du gouvernement central chargé de la planification, de la promotion, de la coordination et de la supervision de la mise en œuvre des politiques et programmes indiens en matière d'environnement et de foresterie.

Les principales préoccupations du Ministère sont la mise en œuvre de politiques et de programmes relatifs à la conservation des ressources naturelles du pays, y compris ses lacs et rivières, sa biodiversité, ses forêts et sa faune, garantissant le bien-être des animaux, ainsi que la prévention et la réduction de la pollution. Lors de la mise en œuvre de ces politiques et programmes, le ministère est guidé par le principe du développement durable et de l'amélioration du bien-être humain.

Il existe différents programmes de conservation mis en place comme « Tiger project » et « Elephant project ».

Le projet Tiger a réussi à augmenter la population des tigres. Le nombre est passé de 1 200 à environ 5 000. L'équipe du projet s'acquitte de sa tâche avec dévouement et tous les parcs nationaux s'efforcent de mener à bien ce projet. Une cinquantaine de parcs nationaux et de sanctuaires sont impliqués dans ce projet.

Le projet Elephant a quant à lui été lancé en 1992 afin de fournir un soutien financier et technique aux efforts de gestion de la faune sauvage menés par les États en faveur de leurs populations d'éléphants d'Asie sauvages en liberté. Le projet vise à assurer la survie à long terme des populations d'éléphants viables dépendantes de la conservation dans leurs habitats naturels en protégeant les éléphants, leurs habitats et leurs couloirs de migration. Le projet Elephant vise également à soutenir les recherches sur l'écologie et la gestion des éléphants, à sensibiliser la population locale à la conservation, à fournir de meilleurs soins vétérinaires aux éléphants en captivité.

Dans les années 80, en Inde du sud au Kerala, le gouvernement décide de développer son activité touristique selon les principes inédits en Inde « Justice, équité et environnement ». Les objectifs sont de pérenniser les bénéfices du tourisme et améliorer les conditions de vie des habitants par des retombées économiques locales directes. Pour ce faire, différents moyens ont été mis en place ; la valorisation des arts et traditions séculaires notamment au travers d'échanges positifs entre les voyageurs et les populations locales, la préservation de l'environnement et la formation professionnelle et création d'emplois.

Le Kerala possède deux parcs nationaux et dix réserves naturelles préservés dans la région d'Idukki.

Afin d'assurer la croissance durable du tourisme dans l'État, le Kerala a adopté une perspective «valeur élevée, faible volume» (Banerjee, 2013). Une stratégie de gestion du tourisme qui aide à contrôler les impacts globaux du tourisme tout en garantissant que l'industrie reste l'un des plus performants sur le plan économique pour la région. Grâce à cette politique, le Kerala a limité la quantité de touristes entrant dans l'État tout en surveillant sa qualité pour s'assurer qu'ils sont sensibles à la culture, respectueux de l'environnement et économiquement viables.

## Gestion des déchets

L'État de Goa (destination balnéaire) a connu le plus grand afflux de touristes au cours des dernières années. La question de la réduction de la taille des terres pour l'agriculture est due à l'augmentation du tourisme. Les habitants ont commencé à utiliser leurs terres pour le tourisme commercial plutôt que pour l'agriculture. Ainsi, le système de gestion des déchets inefficace a créé d'énormes décharges, ce qui représente également un gaspillage total des terres.

Dans la ville de Sri Nagar, l'augmentation des activités des péniches touristiques, l'évacuation des déchets dans les lacs et les rivières et la consommation inégale des ressources locales ont commencé à causer de graves dommages à l'environnement. De même, dans ville de Jaisalmer, une gestion des déchets inefficace a entraîné une accumulation de dépôts de déchets plastiques dans diverses parties de la ville. Cela a également conduit au problème de l'eau toxique s'infiltrant dans les murs du Fort de Jaisalmer, un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

À Darjeeling, un système d'élimination des déchets instable causé par une forte augmentation de la fréquentation touristique, affecte également l'environnement. Le pays produit chaque année environ 6 millions de tonnes de déchets plastiques non recyclables

L'Inde génère 5,5 millions de tonnes de déchets plastiques chaque année et se pose en leader du recyclage, malgré le chemin à parcourir. La ville de Delhi, l'une des plus polluées du monde, interdit les sacs et emballages en plastique depuis 2009, hors cette interdiction reste théorique et les bidonvilles sont submergés de déchets ([Les voix du monde](#)).

Dans les villes des terrains sont réservés pour accueillir des montagnes de déchets, parfois plus hautes que des immeubles de 16 étages, qui transforment le paysage urbain. Certaines décharges sont sauvages. Il arrive qu'elles prennent feu, tuant ceux qui les fouillent à la recherche d'objets recyclables. D'autres meurent ensevelis.

L'incinération des ordures est la troisième cause d'émission de gaz à effet de serre en Inde, accélérant ainsi le réchauffement climatique. La quantité de déchets augmente, tout comme la part de ceux qui sont considérés comme « solides » (50 % du total), plus difficilement recyclables dans le contexte indien. Le pays manque cruellement d'usines d'incinération.

La collecte des ordures est traditionnellement dévolue aux kabaadi, les chiffonniers. Ils arpentent les rues armés d'un crochet, un sac sur l'épaule. D'autres collectent les déchets chez les résidents chaque matin, mais la grande majorité d'entre eux travaillent sous la coupe de sous-traitants.

Près de 40 % des 2 à 4 millions de kabaadi en Inde seraient âgés de moins de 18 ans. Ils sont marginalisés, souffrent de malnutrition et ne bénéficient d'aucune protection sociale ou d'assurance santé.

Des acteurs privés engagés tentent d'améliorer les conditions sociales et environnementales du pays :

- Plastics For Change, aide des millions de récupérateurs indiens à percevoir des revenus justes et constants et à atténuer la crise de la pollution plastique. La plateforme aide à rompre le cycle de la pauvreté et à créer un changement durable en leur offrant de contractualiser leur métier et d'obtenir une reconnaissance sociale et professionnelle.

- I Got Garbage (2013), aider les "ramasseurs de déchets du secteur informel". IGG est présent dans 5 villes indiennes et, grâce à des transactions effectuées par des partenaires sur la plateforme numérique, plus de 10 millions de kilogrammes de déchets ont été recyclés et compostés.

- Start up Rimagined, fabrication d'objets à partir de déchets recyclés.

Ces récupérateurs contribuent de manière significative à l'environnement en détournant près de 15% des déchets quotidiens des décharges. Ils sont également exposés à des intoxications chimiques et à des infections biologiques en raison des conditions inhumaines et dangereuses dans lesquelles ils travaillent.

L'Association Waste Warriors (2012), œuvre pour le recyclage des déchets principalement à Dehradun, Dharamsala, le parc national de Corbett, dans les États de Goa et de l'Himachal Pradesh.

#### Gestion de l'eau :

La région de Shimla a connu son tout premier problème de pénurie d'eau. Pendant huit jours d'affilés les habitants ont dû survivre sans eau. La station de montagne a manqué d'eau en raison d'une utilisation excessive par les hôtels et les centres de villégiature. La ville a également connu un développement imprévu à grande échelle au cours des dernières années en raison de l'afflux croissant de touristes entrants et nationaux.

La crise de l'eau touche gravement Chennai (Sud Est de l'Inde) : la ville de plus de 4,5 millions d'habitants a été laissée à la dépendance des puits et de l'eau amenée par camion. Des milliers de puits creusés à travers la ville entraînent une chute rapide du niveau de la nappe phréatique. De nouveaux puits sont creusés à une profondeur de 1 000 pieds. Une grande partie de l'eau qu'ils produisent n'est même pas potable.

Bangalore : Karnataka est confronté à une grave crise de l'eau due à un déficit pluviométrique en 2018. Environ 47 villes et 625 villages dépendent entièrement du fleuve Cauvery pour les besoins quotidiens en eau car le niveau de l'eau dans les réservoirs est inférieur au niveau requis.

#### Surfréquentation

Plusieurs parcs nationaux en Inde sont confrontés au problème de surfréquentation.

Dans le parc national de Ranthambore, bien que le gouvernement ait tenté de mettre en place de nouvelles règles pour les transports, il a été vivement protesté par Ranthambore Bachao Sangharsh Samiti. Les Samiti ont en outre demandé d'augmenter le nombre de touristes et de véhicules dans le parc national.

Dans la région de Agra, le nombre croissant de visiteurs a entraîné une déforestation à grande échelle pour la construction d'hôtels et de pensions. La qualité de l'air à Varanasi est une des villes les plus toxiques au monde. Des centaines de pèlerins et de touristes se rendent à Varanasi pour découvrir l'essence de ce pays spirituel.

La rivière est polluée par des dépôts de plastique, de fleurs et de déchets industriels. L'augmentation de la fréquentation touristique devient malsaine pour le développement global de cette ville.

En avril 2018, le gouvernement indien imposait un nombre limité de visiteurs quotidiens pour la visite du Taj Mahal, classé patrimoine de l'humanité par l'UNESCO. Environ 70.000 visiteurs les jours de week-end et en grande majorité des Indiens viennent visiter ce lieu sacré. Ce volume de touristes met en danger les fondations en bois du temple.

Les autorités indiennes ont augmenté le prix d'entrée du Taj Mahal passant de 50 roupies (0,65 €) à 250 roupies (3,2 €) pour les touristes indiens. Les touristes étrangers payent désormais 1 300 roupies (environ 16,5 euros contre 14 jusqu'à présent). Les objectifs sont de limiter la fréquentation touristique et d'obtenir les fonds nécessaires à la restauration du site endommagé par la surfréquentation touristique.

Des exemples de biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font objet de vigilance :

#### Culturel :

- Abris sous-roche du Bhimbetka (2003)
- Chemins de fer de montagne en Inde (1999,2005, 2008)
- Cité de Jaipur, Rajasthan (2019)
- Grottes d'Ellora (1983)
- Jantar Mantar, Jaipur (2010)
- L'Œuvre architecturale de Le Corbusier, une contribution exceptionnelle au Mouvement Moderne (2016)
- Le Taj Mahal (1983)
- Les grands temples vivants Chola (1987,2004)
- Monuments bouddhiques de Sanchi (1989)
- Parc archéologique de Champaner-Pavagadh (2004)
- Qutb Minar et ses monuments, Delhi (1993)
- Rani-ki-Vav (Le puits à degrés de la Reine) à Patan, Gujarat (2014)
- Site archéologique Nalanda Mahavihara à Nalanda, Bihar (2016)
- Temple du Soleil à Konarak (1984)
- Tombe de Humayun, Delhi (1993)
- Ville historique d'Ahmedabad (2017)

#### Naturel :

- Aire de conservation du Parc national du Grand Himalaya (2014)
- Ghâts occidentaux (2012)
- Parc national de Kaziranga (1985)
- Parc national de Keoladeo (1985)
- Parc national des Sundarbans (1987)
- Parcs nationaux de Nanda Devi et de la Vallée des fleurs (1988,2005)
- Sanctuaire de faune de Manas (1985)

#### Quelques exemple de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- Temples at Bishnupur, West Bengal (1998)
- Mattanchery Palace, Ernakulam, Kerala (1998)
- Group of Monuments at Mandu, Madhya Pradesh (1998)
- Ancient Buddhist Site, Sarnath, Varanasi, Uttar Pradesh (1998)
- Sri Harimandir Sahib, Amritsar, Punjab (2004)
- River Island of Majuli in midstream of Brahmaputra River in Assam (2004)
- Namdapha National Park (2006)
- Wild Ass Sanctuary, Little Rann of Kutch (2006)
- Neora Valley National Park (2009)
- Desert National Park (2009)

Changements climatiques : Les inondations se multiplient dans certaines régions où la population est dense et pauvre. En revanche, en juin 2019, 65% des réservoirs d'eau de l'Inde sont à sec. Des faibles moussons et des températures particulièrement élevées plusieurs mois d'affilés sans une seule pluie dans certains États, se conjuguent pour assécher les réserves. Selon le département météorologique indien, 44% du territoire devrait souffrir de sécheresse.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélér la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivalait à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 7400 km pour se rendre en Inde / 10 jours de séjour = 740

Indice de performance du changement climatique 2018 : 14/60 : L'indice surveille le développement des émissions de gaz à effet de serre des 56 pays et de l'UE qui sont évalués dans le Climate Change Performance Index (CCPI). Réalisé par Newclimate Institute, Climate Action Network International et Germanwatch, le rapport présente les actions des pays du monde entier pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°. Cette année encore, aucun pays n'a atteint l'une des trois premières places du classement.

« Avec une note élevée dans les catégories d'émissions et d'utilisation d'énergie, l'Inde a obtenu la 14e place du classement. Avec ses émissions par habitant encore faibles, le niveau d'émission du pays montre une compatibilité avec une trajectoire bien au-dessous de 2 ° C. Pourtant, les émissions au cours des dernières années ont augmenté relativement fortement. L'Inde se situe au milieu de la catégorie de la politique climatique avec ses plans pour promouvoir davantage les énergies renouvelables.

Malgré le déploiement important des énergies renouvelables en Inde, le pays devrait encore améliorer les objectifs pour cette catégorie. »

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

**ANIMAUX SAUVAGES** : Dans les parcs nationaux où vivent des animaux en toute liberté, ainsi que dans certaines zones naturelles fragiles, certaines règles s'imposent dans le cadre de la protection de l'environnement :

Limiter la durée quotidienne des safaris, ne pas sortir des routes balisées ni des sentiers, afin de ne pas perturber la vie animale ou marcher sur la flore locale souvent protégée, garder une distance d'observation, privilégiez une atmosphère silencieuse, ne pas caresser ou nourrir les animaux, ne pas interférer dans une chasse entre animaux en cours

Suivre strictement les consignes des guides naturalistes ou des rangers

Accepter avec plaisir de partager un véhicule commun avec d'autres voyageurs, au lieu de la jeep privée, dans les parcs nationaux afin de limiter autant que faire se peut la gêne des animaux

#### EAU :

Évitez d'utiliser les baignoires au profit de la douche. Les hôteliers indiens favorisent de plus en plus l'installation de douche pour remplacer les baignoires (difficile décision pour les hôteliers souhaitant conserver leur clientèle américaine et japonaise peu encline à se passer de baignoire)

Fermer les robinets autant que possible, sous la douche, pendant le brossage des dents, en se lavant les mains

Vérifier l'égouttement ou la fuite lors de l'enregistrement dans un hôtel (dans un tel cas, signalez immédiatement au personnel de l'hôtel)

Éviter le changement quotidien, voire bi quotidien, des draps et serviettes de toilettes dans les hôtels (de plus en plus souvent les hôteliers mettent en place des propositions en ce sens)

Éviter la consommation de bouteilles en plastique et préférez l'usage de gourde dès que possible

#### ÉNERGIE :

Adoptez les mêmes gestes d'économie d'énergie que chez soi : réduire la climatisation ou le chauffage dans la chambre, éteindre les lumières, ne pas laisser brancher les appareils une fois la charge de la batterie complétée

EXPLOITATION SEXUELLE : Dénoncer l'exploitation sexuelle aux autorités compétentes. Dans plusieurs pays dont la France, des lois poursuivent les délits sexuels commis à l'étranger.

GASTRONOMIE : Voyager c'est aussi découvrir la gastronomie traditionnelle locale. Privilégiez-la, ceci permettant aux ingrédients locaux en circuit court d'être utilisés en majorité. En règle générale de nombreux buffets sont proposés pour les repas, ils sont si appétissants qu'on peut parfois être tenté de se servir trop copieusement en oubliant que la satiété est proche...La finalité étant de toujours éviter le gaspillage alimentaire.

GESTION DES DÉCHETS : Tous les effets personnels non biodégradables (sacs plastiques, piles et batteries, plaquettes de médicaments, tubes et pots de crèmes cosmétiques etc.) devront être rapportés en France, si le pays visité ne possède pas d'infrastructures de recyclage. Pour les pays où le recyclage est actif, respecter scrupuleusement les consignes de tri local. Dans le cadre des déchets courant, ne jetez rien hors des poubelles, en particulier dans les réserves naturelles.

GUIDES : La majorité des guides francophones n'ont jamais séjourné dans notre pays et ont appris notre langue à l'école, à l'Alliance française ou au cours de leur formation professionnelle. Leur maîtrise est inégale. Soyez indulgents à cet égard et respectueux de leur effort pour maîtriser notre langue complexe.

MENDICITÉ : Préférez le don aux associations compétentes, aux écoles, aux chefs de villages, plutôt que de favoriser la mendicité, notamment celle des enfants (si vous le souhaitez nous vous communiquerons leurs contacts).

SAVOIR VOYAGER : C'est avoir un esprit ouvert, en essayant de comprendre l'autre, en acceptant les différences, en respectant les mentalités locales et les durées légales de travail ainsi que les contraintes inhérentes au pays visité (à titre d'exemple : savoir patienter si le service n'est pas assez rapide dans un restaurant, supporter des temps de route parfois longs en raison de distances inévitables, de conditions météorologiques, de travaux intempestifs, d'embouteillages etc., subir des coupures d'eau ou d'électricité, respecter les tenues appropriées à chaque lieu de culte.

SOUVENIRS : Cela peut paraître surprenant mais néanmoins utile de rappeler, veillez à respecter le patrimoine naturel et historique des pays visités, en évitant les collectes sauvages (fleurs, sable, pierres, pièces archéologiques), les achats issus du trafic d'objets d'art (en général vendus dans la rue) ou ceux provenant d'espèces protégées. Si le marchandage est un moyen de créer du lien, il doit être respectueux et tenir compte de la réalité économique du pays visité. Privilégiez les achats d'artisanat traditionnel au lieu des articles fabriqués industriellement à l'extérieur du pays. N'emportez que l'essentiel et gardez de la place dans votre valise, pour rapporter quelques souvenirs fabriqués localement.

RELIGION : Les religions sont multiples. De nombreuses fêtes célèbrent les croyances de ces peuples. Respectez leurs rites, leurs coutumes et portez les tenues appropriées à chaque lieu de culte.

PHOTOGRAPHIES : Avant de photographier une personne, il est indispensable de prendre le temps de lui demander l'autorisation et profiter de l'occasion pour nouer le dialogue. Ne monnayer pas vos photographies avec les enfants.

#### Bonnes pratiques

- Mettre en place un affichage des gestes « éco responsables » dans chaque hébergement
- Privilégier des modes de transports alternatifs à l'avion = inciter aux transports doux

#### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Fiche pays Inde Amnesty International
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- UNESCO : <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/in>
- <https://www.keralatourism.org>
- Article « 7 Destinations in India that needs Responsible Tourism instead of 'Overtourism » : <https://www.tripoto.com/trip/7-destinations-in-india-that-needs-responsible-tourism-instead-of-overtourism-5c59fbaaeabef>
- Responsible Travel : <https://www.responsibletravel.com/holidays/india/travel-guide/responsible-tourism-in-india>
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- Indice de la paix mondiale 2018 : 136/163 (France 61/163 pays) <https://www.transparency.org/cpi2018>

## FICHE : ISLANDE

*Premier pays au monde à proposer un accord tacite avec ses visiteurs pour les inciter à avoir un comportement respectueux :  
« Le serment islandais »*

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

État insulaire de l'océan Atlantique Nord, situé entre le Groenland et la Norvège. L'Islande se trouve sur la dorsale médio-atlantique séparant les plaques tectoniques eurasienne et nord-américaine et compte de nombreux volcans et d'immenses glaciers. L'Islande est une île volcanique située en bordure du cercle polaire et à 250 km seulement du sud-est du Groenland. L'île est entièrement formée de roches volcaniques (130 volcans, actifs pour certains).

Superficie : 103 000 km<sup>2</sup>

Densité :

Capitale : Reykjavik

Villes principales : Akureyri, Keflavík, Egilsstaðir, Hafnarfjörður, Kópavogur

Population : 348 450 habitants (2018)

Nombre total de visiteurs : 2 224 000 (2017)

Langues : Islandais. L'anglais et le danois sont aussi largement parlés

Indice de développement humain (Classement PNUD 2014) : 0,895 (13e rang).

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 638 visiteurs pour 100 habitants

L'office du tourisme a lancé une campagne de sensibilisation : Le serment islandais.

C'est le premier pays au monde à proposer un accord tacite avec ses visiteurs pour les inciter à avoir un comportement respectueux. Chaque voyageur est invité à signer cette charte avant de partir à la découverte de l'île.

Effets positifs du tourisme : Économie plus forte, Construction de nouvelles infrastructures dans les secteurs hôteliers, des activités et de la restauration, Construction de nouvelles routes et sentiers pédestres

Effets négatifs du tourisme : Surfréquentation, risque de détérioration des sites, Risque de perdre aussi la promesse client d'un pays "désert", grands espaces sauvages, Augmentation des prix plus rapides que l'offre de structure d'accueil, Économie plus fragile, L'afflux touristique est responsable de l'explosion des prix des produits, de la saturation des complexes hôteliers, des établissements de location, des infrastructures locales

Enjeux majeurs (selon ATR) : Le pays se plaint des comportements non respectueux de certains visiteurs, La plateforme Airbnb promeut l'inégalité sociale dans le pays : plus de 60% des propriétaires Airbnb enregistrés, situés dans la capitale islandaise, sont concentrés dans les rues du centre de Reykjavik, Des infrastructures d'accueil limitées et une écologie menacée



Source : Transat

### Labels et réseaux locaux

Iceland Nature Conservation Association (INCA) – 1997, organisation non gouvernementale, oeuvrant dans la conservation et la protection de la nature sauvage en Islande. Elle s'est battue pour établir un parc national dans les Hautes terres qui constituent 40% des 103.000 km<sup>2</sup> de l'Islande. Grâce à l'INCA, le Parc national du Vatnajökull a été établi en 2008. De plus, elle s'est fortement impliquée dans le débat public sur l'utilisation durable et judicieuse des ressources hydrauliques et géothermiques.

Vakinn, un système de qualité et environnemental officiel du tourisme islandais. Seules les entreprises touristiques qui appliquent des normes élevées dans tous les aspects des pratiques commerciales et qui répondent aux critères d'évaluation complets de Vakinn ont obtenu le droit de porter le label de qualité officiel de Vakinn.

L'objectif est de renforcer la sensibilisation à la qualité, à la sécurité et à l'environnement dans le tourisme islandais, par le biais de conseils, d'un soutien et d'une responsabilité sociale des prestataires de services touristiques. Pour ses membres, Vakinn est un outil efficace pour améliorer la qualité et la sécurité en fournissant divers matériels supplémentaires, directifs, donnés et listes de contrôle utiles pour améliorer les procédures et le service opérationnels. Icelandic Mountain Guides Environmental Fund (un des partenaires d'Allibert Trekking), la défense de l'environnement et le tourisme responsable sont des valeurs fondamentales de l'entreprise depuis sa création en 1994.

### Système politique et juridique

#### Infos et histoire du régime :

Nom officiel : République d'Islande

Nature du régime : République parlementaire

Chef de l'État : Guðni Th. Jóhannesson (1er août 2016)

Chef du gouvernement : Katrín Jakobsdóttir (30 novembre 2017)

Monnaie : Couronne islandaise (ISK) – taux de change : 1 EUR = 138,1 ISK (novembre 2018)

Le respect des droits humains : Les droits de l'homme sont une priorité de longue date de la diplomatie islandaise, avec une attention particulière aux questions LGBT et à la défense des droits des enfants et des femmes ([France Diplomatie](#)).

Le système éducatif islandais a été une pierre importante pour survivre et faire progresser la société islandaise durant des années. Le pays a le plus haut taux d'alphabétisation du monde.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 77/100 (13e rang sur 180 pays)*

### Économie

Le tourisme en Islande représente un **secteur important de l'économie** avec presque **1 million de visiteurs étrangers en 2014**, soit le triple de la population du pays. En 2008, l'activité touristique représentait 14 % des revenus du pays et 5,2 % des emplois. Actuellement, le tourisme représente **30% du PIB en 2018** contre 12% en 2010.

La crise financière de 2008 a été particulièrement douloureuse pour l'Islande, elle a marqué un coup d'arrêt à l'internationalisation rapide de l'économie des années 2000. La menace de la faillite du système bancaire qui, dans sa chute, aurait sans doute entraîné l'économie tout entière, a conduit les autorités islandaises à fermer les canaux financiers entre l'Islande et le reste du monde par un contrôle des capitaux strict.

Neuf ans plus tard, l'amélioration des paramètres économiques (croissance, inflation, balance commerciale, taux de change) a permis de poursuivre la libéralisation progressive des échanges financiers, avec notamment la finalisation en 2017 de la levée du contrôle des capitaux par un nouveau gouvernement élu à la suite du scandale des Panama Papers.

La mise en place d'un environnement macroéconomique résilient, en termes de politique budgétaire et de politique monétaire et de change, est une étape maîtresse de l'ajustement de l'économie islandaise aux flux financiers internationaux dont elle a besoin pour financer ses investissements et pour l'internationalisation de ses entreprises.

#### Nationalités des touristes internationaux :

1<sup>er</sup> visiteurs : USA

2<sup>ème</sup> visiteurs : Angleterre

3<sup>ème</sup> visiteurs : Allemagne

4<sup>ème</sup> visiteurs : Canada

5<sup>ème</sup> visiteurs : France

Salaire moyen mensuel : En moyenne, le salaire moyen en Islande est de 2755.93 €. Cette donnée est issue de la moyenne des salaires moyens renseignés par les internautes habitant dans le pays. La différence avec le salaire moyen en France est de 45%.

Rémunération recommandée par ATR en 2018 pour les professionnels du tourisme :

Pourboire : Service inclus en Islande - Pourboire à la discrétion des clients (relativement malvenus)

### Société

Peuplée d'immigrants Norvégiens et Celtes (écossais et irlandais) durant les IX<sup>ème</sup> et X<sup>ème</sup> siècles, l'Islande possède la plus ancienne assemblée législative (930). Indépendante pendant plus de 300 ans, l'Islande a ensuite été sous la tutelle norvégienne puis danoise. En 1875, l'éruption du volcan Askja dévasta l'économie islandaise et provoqua la famine. Au cours des années suivantes, 20% de la population émigra, principalement au Canada et aux États-Unis. Le Danemark accorda une certaine autonomie en 1874 et l'indépendance complète en 1944 (par référendum).

À l'arrivée du catholicisme, vers l'an mille, s'est adapté à la mythologie norroise d'Islande. À partir de cette époque médiévale apparaissent les sagas islandaises racontant la colonisation de l'île.

Religions : protestants luthériens (76,2 %), catholiques (3,4 %)

### Culture

L'Islande est un pays à l'histoire millénaire, disposant d'une forte culture très ancrée, malgré une certaine américanisation de la société.

La langue est encore préservée, elle fait partie de celle qui ont le moins évolué en 1000 ans. La culture islandaise, c'est aussi une littérature en plein développement, la musique folklorique et contemporaine, ainsi qu'une grande part de tradition avec les mythes et légendes qui imprègnent encore fortement la culture de l'Islande.

Les Vikings ont importé avec eux leur langue, leurs écrits, leurs mythologies (avec le panthéon scandinave), mais aussi quelques créatures légendaires comme les elfes, les trolls ou encore les revenants.

Les Celtes ont eux aussi emporté dans leur valise quelques touches de leur culture quand ils furent ramenés de force par les Vikings.

### Environnement

Le Ministère Islandais de l'Environnement et des Ressources Naturelles (Ministry for the Environment and Natural Resources) élabore et applique la politique du gouvernement islandais en matière d'environnement.

Le ministère supervise les affaires relatives à la nature en Islande, à la conservation et aux loisirs de plein air, aux parcs nationaux islandais, au changement climatique, à la protection des animaux, à la gestion de la vie sauvage, à la prévention de la pollution, à la planification et à la construction, à la prévention des incendies, aux prévisions météorologiques et aux avalanches.

La protection de l'environnement fait partie des priorités de l'Islande, un pays qui dépend fortement de la gestion durable de ses ressources naturelles. L'Islande exploite les énergies vertes. Étant donné le poids économique de l'exportation de poissons et de fruits de mer, la culture durable des ressources marines vivantes est une nécessité aussi bien économique qu'écologique.

L'Islande affiche un engagement ancien sur les questions environnementales mais en même temps le pays a augmenté de 25 % ses émissions de gaz à effet de serre. Il présente un taux de carbone par habitant parmi les plus élevés au monde, ce qui s'explique notamment par une industrie lourde (aluminium, silicium) très consommatrice d'énergie, par une flotte de bateaux de pêche très importante et polluante et enfin par une croissance importante des échanges aériens.

Le pays souhaite une mise en œuvre conjointe de son engagement dans la lutte contre le changement climatique avec l'UE. Elle s'est donnée pour objectif, à l'horizon 2050, de devenir le premier pays au monde totalement indépendant des ressources fossiles et polluantes. Aujourd'hui, c'est le seul pays où la production d'électricité est entièrement d'origine renouvelable ([France Diplomatie](#)). De plus, 80% de la consommation énergétique provient des énergies vertes.

### Gestion des déchets

Les déchets plastiques représentent 1% des déchets en Islande. Les deux sources principales de production de déchets sont la production de métaux industriels et les déchets solides municipaux, représentant respectivement 19% et 18% (Statistics Iceland, 2016).

174 000 tonnes de déchets solides municipaux produits en 2007 – 67% ont été envoyés à la décharge (2013)

Les déchets recyclables sont exportés et traités ailleurs. Le pays met l'accent sur la prévention des déchets, en particulier pour les déchets biodégradables, principale source de traitement local. Un programme de prévention des déchets a été lancé en 2016. Le pays n'envoie que 0,7% à 2,5% des déchets de déchets urbains aux sites d'enfouissement (Hafstad, 2016). Cependant, les deux pays brûlent les ordures pour produire de l'énergie.

Les ordures ménagères ont également augmenté de 13% entre 2015 et 2016. En moyenne, chaque personne jette jusqu'à 660 kilogrammes de déchets ménagers par année, ce qui est comparable à la quantité d'ordures ménagères produite avant la crise économique.

Plus d'un million de tonnes de déchets ont été produites en Islande en 2016, une augmentation de 23% par rapport à l'année précédente, mais aussi la plus grande quantité de déchets jamais produite dans le pays.

Entre 2014 et 2015 il n'y a eu une augmentation de 7% de la production de déchets. Les déchets de ce type ont augmenté de plus de 135 000 tonnes par rapport à l'année précédente. ([Agence pour l'environnement d'Islande](#))

La ville de Reykjavík offre aux citoyens divers choix en matière de collecte des déchets ménagers et de payer en conséquence. Les citoyens peuvent choisir d'utiliser les centres de collecte des déchets ou les zones de collecte des déchets Sorpa pour les matériaux recyclables ou de les récupérer à leur domicile.

### Surfréquentation

L'Islande est de plus en plus confrontée au nombre limité des infrastructures d'accueil et à des problèmes environnementaux.

Le canyon de Fjadrargljúfur situé dans le sud de l'Islande, a été fermé au public pendant un certain temps, par l'Agence islandaise pour l'environnement. La fréquentation du lieu a augmenté de 50 à 80% par an depuis 2016, avec environ 300 000 visiteurs sur le site en 2018.

La vallée de Reykjadalur et ses sources chaudes avaient été provisoirement fermées pour des raisons similaires en avril 2019 et le chemin de randonnée qui surplombe la cascade Skógafoss est actuellement interdit au public.

**Adoption de nouvelles mesures dans l'industrie touristique:** des nouvelles réformes envisagées par le gouvernement indiquent l'augmentation de la TVA (de 11 % actuellement à 21 % en 2018), la limitation du nombre de visiteurs et la possibilité de faire payer des licences aux touristes pour explorer les sites les plus prisés. La mise en application effective de ces mesures est annoncée pour le 1er juillet 2018. La TVA devrait connaître une hausse d'environ 4 % en moyenne du coût global d'un visiteur lors de son séjour en Islande. ([Islande-Explora](#))

Les biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font objet de vigilance :

Culturel :

Parc national de Þingvellir (2004)

Naturel :

Parc national du Vatnajökull – la nature dynamique du feu et de la glace (2019)

Surtsey (2008)

Quelques exemple de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- Breiðafjörður Nature Reserve (2011)

- Mývatn and Laxá (2011)
- VIKING MONUMENTS AND SITES / Þingvellir National Park (2011)
- Þingvellir National Park (2011)
- The Turf House Tradition (2011)
- Torfajökull Volcanic System / Fjallabak Nature Reserve (2013)

### Changements climatiques

L'Islande s'est engagée à atténuer les changements climatiques en vertu du protocole de Kyoto et de l'accord de Paris. Ces mesures d'atténuation visent à limiter les émissions de gaz à effet de serre et la séquestration du carbone de l'atmosphère par le boisement et la re-végétalisation ([Gouvernement Islandais](#)).

En 2014, l'agence réceptive Icelandic Mountain Guides a développé un Fond pour l'environnement. Ce dernier permet de redonner à la vie en soutenant des projets qui préservent sa beauté pour les générations à venir. Actuellement, le Fonds pour l'environnement se concentre sur la restauration et la conservation du sentier Laugavegur, le sentier le plus populaire en Islande. Comme beaucoup de gens marchent le long du sentier chaque été, le sentier a été endommagé et le sol s'est érodé à de nombreux endroits.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corréliser la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

**Exemple** : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 2500 km pour se rendre en Islande / 10 jours de séjour = 370

### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

Il est important de respecter les savoir-vivre et coutumes du pays en question.

Par exemple, en Islande on enlève ses chaussures en entrant dans les maisons. Souvent un petit panneau le rappelle, mais dans le doute, toujours demander à l'hôte.

- Dans la vie quotidienne, les Islandais s'appellent par leur prénom

- Les maisons n'ont pas de volets

L'eau potable est très pure en Islande, elle provient directement des rivières d'eau douce qui prennent leur source dans les montagnes et les glaciers.

Pour inciter les visiteurs à limiter leur consommation de plastique à usage unique, l'Islande a créé une image de luxe associée à son eau courante.

L'organisme de promotion Inspired by Iceland et The Environment Agency of Iceland lancent la première marque d'eau courante : Kranavatn (qui signifie eau du robinet en islandais) et invitent aussi les visiteurs à relever le Kranavatn Challenge qui engage le signataire à consommer l'eau courante plutôt que d'acheter des bouteilles à usage unique lors d'un séjour en Islande.

### Bonnes pratiques

Icelandic Mountain Guides propose des Tours neutres en carbone. L'un des projets environnementaux comprend la promotion de la restauration écologique et du reboisement par le biais d'un programme de plantation d'arbres de l'entreprise. En 2018, le carburant utilisé pour les excursions d'une journée représente environ 176 tonnes de CO2 libéré. Au printemps 2019, l'agence a compensé ses émissions en plantant près de 2 000 arbres de différentes tailles et espèces qui neutraliseront ces émissions. Pour 2019, il est également prévu de neutraliser les émissions de carbone de toutes les visites de plusieurs jours. De plus, l'agence agit sur la gestion des déchets (par le guide et son groupe) ainsi qu'une gestion des véhicules (consommation, suivi entretien, optimisation itinéraire...)

Les conseils du TO sont disponibles dans ses Roadbook Liberté/sur-mesure.

### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs MAE
- Office du tourisme : <https://fr.visiticeland.com> (site disponible en version française)
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- UNESCO : <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/is>
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- [Indice de la paix mondiale 2018 : 1/163 \(France 61/163 pays\)](https://www.transparency.org/cpi2018) <https://www.transparency.org/cpi2018>

## FICHE : SRI LANKA

*La Sri Lanka Ecotourism Foundation, association nationale qui vise à créer un large réseau d'acteurs de l'écotourisme à travers le pays.*

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

Le Sri Lanka est un État insulaire du sous-continent indien, situé à environ 31 km du Sud-Est de l'Inde, les deux pays étant séparés par le détroit de Palk, mais quasiment reliés par le pont d'Adam. Le Sri Lanka est appelé en forme longue république démocratique socialiste du Sri Lanka, il a porté auparavant les noms de Tambapanni par les premiers habitants, Taprobane par les Grecs, Serendip (ou Serendib) par les Arabes, puis Ceylan jusqu'en 1972.

Le pays possède une diversité religieuse, culturelle et linguistique marquée. Ainsi, le Sri Lanka possède deux langues officielles reconnues par la Constitution du pays à parts égales, le cingalais et le tamoul. La première est prédominante dans la plus grande partie du pays, car environ 73,8 % de locuteurs sont cingalais, pour environ 26,1 % de tamouls.

Superficie : 65 610km<sup>2</sup>

Densité : son taux d'urbanisation s'élève à 18% du territoire actuel

Population : 21,4 millions

Indice de développement humain : 0,76 (73ème)

Nombre de touristes internationaux : 2,3 millions

Nombre total de visiteurs : 2 116 407 (2017)

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 9,77 visiteurs pour 100 habitants

Effets positifs du tourisme : Recettes du tourisme en hausse, Développement relativement récent, Les initiatives responsables se multiplient grâce aux acteurs du tourisme sur place, Des atouts culture et nature

Effets négatifs du tourisme : Promenade à dos d'éléphant trop souvent inclus dans les voyages + trafic des éléphants pour vendre aux parcs, zoos et élevages : exploitation, cruauté envers l'animal, torture, Pollution des mers et plages, Détérioration de la faune et la flore marine suite à l'augmentation de la fréquentation touristique,

Les grands établissements luxueux situés sur les bords de mer : les populations locales ont bien souvent été expulsées au nom d'un développement économique et touristique auquel elles ne sont pas associées. Le gouvernement a pour objectif d'attirer 4,5 millions de touristes au Sri Lanka en 2020. Il a identifié 45 « zones touristiques » à développer prioritairement sur le littoral ou à l'intérieur du pays. Les petits agriculteurs doivent « céder » tout ou partie de leurs terres. Les pêcheurs, eux, n'ont plus accès à la mer. De nombreuses entreprises de tourisme au Sri Lanka sont associées à des individus et à des organisations impliqués dans des crimes de guerre ou de graves violations des droits de l'homme

Enjeux majeurs (selon ATR) : Les conséquences économiques des attaques terroristes survenu en avril 2019 compromettent les arrivées des visiteurs



Source : Transat

### Labels et réseaux locaux

La Sri Lanka Ecotourism Foundation (abrégée SLEF), association nationale du Sri Lanka qui vise à créer un large réseau d'acteurs de l'écotourisme à travers le pays. Cette fondation utilise le tourisme comme un outil de stimulation du développement économique et social des communautés rurales à travers le Sri Lanka. La fondation a mené des programmes d'éradication de la pauvreté via l'écotourisme et motive les communautés pauvres à s'engager dans des projets d'écotourisme et de conservation de la nature.

La Sri Lanka Tourism Development Authority (SLTDA). Elle représente l'autorité gouvernementale chargée de la planification, du développement, de la réglementation et de la mise en œuvre des politiques touristiques et des industries connexes. À travers le tourisme durable, elle cherche à garantir une économie viable dans le secteur du tourisme avec la préservation et la protection des ressources sri-lankaises (patrimoine culturel et naturel).

Cette structure a réalisé une première étape en créant, avec le soutien des Nations Unies, un système national de certification du tourisme durable (NSTCS). Avec une première sensibilisation en mai 2018 avec tous les acteurs du tourisme sri-lankais. Le label se développe aujourd'hui auprès des différents hébergements ayant participé à l'enquête de durabilité. Cependant ces deux structures n'ont pas encore réalisées de projet concret pour le développement touristique durable. Le label reçu par un de nos partenaires au Sri Lanka se nomme « Travelife ». Une organisation basée dans l'UE. Elle délivre ce label après une formation approfondie et un audit des pratiques commerciales. A l'heure actuelle, uniquement 12 à 15 entreprises ont reçu ce label au Sri Lanka.

Une norme est mise en place pour la sélection des différents établissements basée sur des thèmes et des problématiques du développement durable : Efficacité énergétique et conservation environnementale, Eau et gestion des déchets, Émissions de gaz à effet de serre, Pratiques au travail, Droits de l'homme, Relations avec les communautés locales, Conservation des écosystèmes, Impacts culturels, Santé et sécurité, Pratiques éthiques dans les affaires et Protection des consommateurs.

ONG Sri Lanka Campaign, soutenue par l'Asian Human Rights Commission, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, sensibilise les touristes sur l'envers du décor sri lankais. Elle voudrait alerter les éventuels voyageurs sur la militarisation progressive du secteur du tourisme dans l'île, notamment dans le nord.

### Système politique et juridique

#### Infos et histoire du régime :

À partir de 1983, un conflit armé l'oppose au gouvernement. Malgré des compromis et quelques trêves, il continue de déchirer le Sri Lanka au tournant du XXIe siècle.

La victoire du gouvernement ne se concrétise qu'en 2009, mettant un terme aux revendications séparatistes ainsi qu'à un conflit qui aurait fait des centaines de milliers de morts et de réfugiés. Le pays profite également d'un nouvel élan sur le plan économique.

Depuis 1945, ce pays a été marqué par l'affrontement avec 4 groupe(s), faction(s) ou territoire(s) ayant fait, pendant les périodes indiquées, au moins 25 morts par année:

- Front de libération du peuple
- Front de libération révolutionnaire du peuple Eelam
- Organisation de libération Tamil Eelam
- Tigres de libération de l'Îlam Tamoul

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative. Le système électoral est du type proportionnel (liste). Le droit de vote pour les femmes a été reconnu en 1931.

Le respect des droits humains : Le rapport d'Amnesty International indique que le Sri Lanka a poursuivi ses engagements de 2015 en faveur de la justice, de la vérité, de la réparation et des garanties de non-répétition des crimes allégués au regard du droit international, mais les progrès ont ralenti et des signes de régression ont été enregistrés. Le Parlement a adopté une loi modifiée sur le Bureau des personnes disparues, destinée à aider les familles des personnes disparues à la recherche de parents portés disparus. La loi sur la prévention du terrorisme n'a pas été abrogée; il était encore utilisé pour arrêter et détenir des suspects. La torture et les autres mauvais traitements en garde à vue se sont poursuivis. Des menaces contre des minorités religieuses et ethniques et des défenseurs des droits de l'homme ont été rapportées.

Des arrestations illégales, tortures, disparitions, exécutions extrajudiciaires devenues monnaie courante dans ce pays. Mais aussi les discriminations continues dont sont encore victimes les populations tamoules du nord, qui voient leurs terres toujours confisquées par les militaires et leur vie quotidienne, économique, religieuse, soumise au bon, ou, pour être plus exact, au mauvais vouloir des Forces armées sri lankaises.

Dans les régions nord et nord-est, la construction des hôtels et le développement du tourisme s'est faite aux dépens des populations locales expulsées de leurs terres pendant la guerre qui a opposé Tamils et Cinghalais de 1983 à 2009. Cette guerre a fait une centaine de milliers de morts et plus de trois cent mille déplacés internes. Certains hôtels, boutiques et restaurants sont contrôlés par l'armée, qui s'est accaparé les terres des personnes déplacées pendant la guerre.

La Sri Lanka Campaign est un mouvement mondial non partisan qui vise à :

- Réaliser une réconciliation authentique basée sur la responsabilité pour les violations du droit international
- Construire le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit
- Soutenir les efforts de la société civile sri lankaise pour promouvoir une paix juste et durable

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 38/100 (89e rang sur 180 pays)*

### Économie

Le tourisme représente 11,6% du PIB en 2018, un élément essentiel de la croissance du pays. En 2018, le ministère français de l'Économie et des Finances révèle que cette sphère rapporte plus de 4 milliards de dollars au Sri Lanka.

Le secteur représente 1 million d'emplois.

Nombres de visiteurs : 2 050 832 en 2016

Nationalités des touristes internationaux :

En 2016, les 10 nationalités les plus présentes en tant que voyageur au Sri Lanka : Inde, Chine, Royaume-Uni, Allemagne, France, Maldives, Australie, Russie, États-Unis, Canada.

Salaire moyen mensuel : 59455,31 en roupie sri-lankaise (300 en €), 338\$ RNB par mois

Recettes du tourisme : 3518,5 milliards USD en 2016.

Rémunération recommandée par ATR en 2018 pour les professionnels du tourisme :

Pourboire : Contrairement à la France, le pourboire reste encore très présent au Sri Lanka. Indépendant du niveau de salaire, le pourboire est considéré comme un signe d'appréciation. Il n'est nullement obligatoire et dépend donc de votre satisfaction et de votre bon cœur, mais les équipes locales attendent ce signe de reconnaissance.

Concernant les "pourboires quotidiens" (bagagistes, guides locaux pendant les randonnées, chauffeurs des jeeps dans la réserve d'Udawalawe, gardiens de temples...), pour la tranquillité de tous, une cagnotte pourra être constituée et confiée à votre guide qui vous demandera alors en début de voyage un forfait en fonction du nombre de participants, ce qui lui permettra ainsi de gérer tous les petits pourboires quotidiens. Pour la totalité du voyage, la moyenne se situe entre 40 et 60€ environ par personne.

### Société

La société sri-lankaise est de tradition plutôt conservatrice, ce qui se traduit par beaucoup de pudeur dans les comportements et les tenues vestimentaires.

**Religion** : Le bouddhisme (70% des habitants, dont 90% de Cinghalais), l'hindouisme (15%, dont 80% de Tamouls), puis viennent l'islam (8%) et le catholicisme (7%, partagés entre Cinghalais et Tamouls).

### Culture

La culture du Sri Lanka a été grandement influencée par le bouddhisme et l'hindouisme. Elle a conservé beaucoup de coutumes et rituels, vieux de 2000 ans, dont la transmission a été assurée de génération en génération. Le yoga, la méditation et l'ayurveda sont pratiqués au quotidien par de nombreux Sri Lankais.

Bien que certains considèrent la pratique des asanas (ou postures) comme une gymnastique ou une façon de rester en forme, les anciens yogis les utilisaient pour préparer le corps à la méditation, afin de s'asseoir longuement sans aucune gêne (Le Routard)

La culture locale est également teintée d'une influence indienne et européenne. Cela résulte respectivement du mariage entre les rois sri-lankais et les princesses indiennes, et de l'invasion des Hollandais, Portugais et Britanniques sur le territoire.

### Environnement

Le Sri Lanka va interdire les importations de tronçonneuses et fermer les scieries afin de protéger ses forêts, a annoncé vendredi le bureau du président Maithripala Sirisena (juin 2019).

Le site écotouristique Ecolanka défend le patrimoine naturel forestier de cette région et propose aux locaux un moyen de subsistance respectueux de ses traditions et de l'environnement. Une partie des recettes est reversée à l'association du développement culturel et social du village de Halpola.

### Gestion des déchets

Le Sri Lanka compte 5,10 kilos de déchets par personne et par jour.

Une démarche pour le recyclage des déchets est établie à travers différentes sensibilisations :

- Aide afin d'adopter un système de recyclage dans les communes sri-lankaises, une collaboration avec l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (Jica's World) en octobre 2018.

- Sensibilisation dans les écoles sri-lankaises au développement durable et aux risques environnementaux du pays

Les agences réceptives de certains membres ATR pratiquent la réutilisation du papier, le tri sélectif pour le recyclage du papier, du verre, du plastique. Ces actions sont également respectées dans les différentes structures des hôtels et bureaux. La réduction des déchets est également prise en compte, elle se fait en fournissant un filtre à eau dans leur établissement et également dans les autobus, pour réduire l'utilisation des bouteilles d'eau.

L'ensemble des fournitures proviennent de sources responsables avec la certification FSC et des cadeaux provenant de matériaux recyclés.

Pour évoluer toujours dans un développement touristique durable, les agences sont également engagées dans d'autres actions : le soutien des communautés locales en faisant des dons aux écoles, l'approvisionnement auprès des communautés locales et des gens pour les aider à se développer, le ramassage des déchets au bord des plages et dans les eaux pour la préservation des coraux, le travail avec des petites entreprises familiales pour l'hébergement et les repas.

Les agences conseillent également aux futurs voyageurs de venir avec une gourde en verre afin d'éviter l'achat de petites bouteilles d'eau et de ne pas jeter les déchets dans la nature. Des actions concrètes peuvent également être réalisées durant le voyage comme la plantation d'arbres pour la protection de l'environnement à Kuda Oya.

Les employés réfléchissent également à des projets futurs par la réduction du plastique dans les communautés locales, la préservation des paysages du Sri Lanka avec la plantation d'arbres et des plages exemptes de plastique et de pollution, le nettoyage des plages alentour.

Selon la Waste Management Authority et la Central Environmental Authority, en 2017 le pays génère 7 000 millions de tonnes de déchets solides par jour. La province de l'ouest représentant près de 60% de la production de déchets et chaque personne génère en moyenne 1-0,4 kg de déchets par jour, parmi cela seule la moitié des déchets générés est collectée.

### Surfréquentation

Quelques sites touristiques populaires comme le parc national de Yala, le fort de Sigiriya Rock, le pic d'Adam, quelques plages comme Unawatuna, Hikkaduwa pendant la saison haute, souffrent de l'over-tourisme.

Le parc national de Yala est surpeuplé de véhicules de safari, avec des problèmes de pollution, de files d'attente et de stress pour la faune et l'environnement.

Certaines agences réceptives privilégient alors la visite de parc moins populaire mais garantissant une expérience unique et respectueuse, le parc Udawalawe dans les différents programmes.

Les biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font objet de vigilance :

#### Culturel :

- Cité historique de Polonnaruwa (1982)

- Temple d'Or de Dambulla (1991)
- Vieille ville de Galle et ses fortifications (1988)
- Ville ancienne de Sigiriya (1982)
- Ville sacrée de Kandy (1988)
- Ville sainte d'Anuradhapura (1982)

#### Naturel :

- Hauts plateaux du centre de Sri Lanka (2010)
- Réserve forestière de Sinharaja (1988)

Le site Sigiriya a été le plus touché par le surtourisme pendant la haute saison. Aucune démarche n'a été réalisée pour le moment.

Quelques exemples de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- Seruwila Mangala Raja Maha Vihara (2006)
- Seruwila to Sri Pada (Sacred Foot Print Shrine), Ancient pilgrim route along the Mahaweli river in Sri Lanka (2010)

#### Changements climatiques

Le réchauffement climatique a provoqué certains changements : les moussons ne sont pas aussi régulières au cours des dernières années. Elles sont souvent décalées et varient en fonction des régions. Les pluies sont plus fortes et les inondations peuvent survenir en 30 minutes. Les températures pendant la saison sèche sont plus élevées et certains mois il fait plus chaud qu'en moyenne.

**Projet de conservation de la mangrove :** Seacology, une organisation de protection de l'environnement à but non lucratif, aide le Sri Lanka à devenir le premier pays de l'histoire à préserver et à replanter toutes ses forêts de mangroves.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélérer la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

**Exemple :** un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 8500 km pour se rendre au Sri Lanka / 10 jours de séjour = 850

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Privilégier l'alimentation locale
- Privilégiez les petites structures familiales, les hôtels ou restaurants de tourisme « communautaire »
- Évitez les grands établissements luxueux situés sur les bords de mer
- Évitez les hôtels tenus par des militaires dans le nord et le nord-est de l'île
- Connaître et respecter la culture et l'environnement locaux
- Employer et faire du bien à la population locale
- En savoir plus sur les enjeux politiques, sociaux et environnementaux locaux
- S'assurer que vos dépenses contribuent à la conservation de la région
- Aider à préserver un habitat spécial tel que la faune, l'agriculture, la nature, l'eau, etc.
- Apprendre et reprendre de nouvelles idées pour influencer votre propre environnement
- Soyez toujours correctement vêtu, retirez vos chaussures en entrant dans un temple, apportez un petit cadeau
- Si invitation dans un village, donner la main droite, la main gauche étant réservée aux tâches impures.

#### Bonnes pratiques

- Les membres invitent leur clients à respecter les coutumes locales
- Dans les temples de Ceylan, notamment à Kandy : adoptez une tenue vestimentaire correcte et un comportement décent, par respect pour ces lieux de culte

#### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Fiche pays Sri Lanka Amnesty International
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)  
<https://ccfd-terresolidaire.org/nos-combats/partage-des-richesses/tourisme-responsable-sri-lanka>
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique :  
<https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- <https://www.srilankacampaign.org>
- **Indice de la paix mondiale 2018 : 67/163 2019 : 72/163 (France 61/163 pays)**  
<https://www.transparency.org/cpi2018>

## FICHE : MAROC

« On ne connaît la valeur d'une chose que lorsqu'elle devient rare » – Proverbe marocain

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

Situé au nord-ouest du continent africain, le Royaume du Maroc est voisin avec l'Algérie de 1350 km et de 650 km entre l'est du Sahara occidental et la Mauritanie. À l'ouest, ses côtes sur l'Océan Atlantique s'étendent sur 2950 km. Au nord, le Détroit de Gibraltar : 500 km de côtes le long de la Méditerranée. Le Maroc est un pays montagneux, avec la chaîne de l'Atlas qui le parcourt du nord au sud (Moyen-Atlas), culminant à 4165m.

Superficie : 446.550 Km<sup>2</sup>

Population : 35,7 millions d'habitants (2018)

Densité : 76 habitants /km<sup>2</sup>

Croissance démographique : +1%

Indice de développement humain : 0,667, 123e (classement 2018)

Capitale : Rabat

Villes principales : Casablanca, Fès, Tanger, Meknès, Marrakech, Salé, Agadir

Langue(s) officielle(s) : arabe, tamazight

Langue(s) courante(s) : arabe dialectal (darija), langues berbères, français (commerce, politique, diplomatie)

Nombre total de visiteurs : 67 millions en 2018

Pays le plus visité d'Afrique avec 12,3 millions de touristes par an.

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 32 visiteurs pour 100 habitants

Le Ministère du Tourisme cherche à faire émerger des sites touristiques alternatifs, comme celui de Taghazout, un village de pêcheurs au nord d'Agadir. Ce village incarne la nouvelle stratégie touristique marocaine, plus centrée sur les enjeux environnementaux et sociaux ([Agence Française du Développement](#))

Effets positifs du tourisme : Le secteur touristique occupe une place importante dans l'économie marocaine, Développement et mise à niveau des infrastructures, dans le cadre de la politique des « Grands Chantiers » : réseaux routiers, lignes ferroviaires (arrivée du TGV), ouvrages d'art (ponts), Professionnalisation des métiers du tourisme : intégration de l'informel via des recrutements au niveau national (guides de montagne, guides de ville), Mise en place de process pour réguler le flux de touristes « nature » : autorisation exigée, contrôle des agréments, sécurisations des sites

Effets négatifs du tourisme : Surfréquentation entraînant des dégâts environnementaux (déchets, destruction de la flore), Multiplication des raids, rallyes (auto, moto, quad) détruisant les espaces naturels (dunes, pistes), Surconsommation d'eau, dans un pays souffrant de grande sécheresse (multiplication des hébergements touristiques, des golfs, des parcs aquatiques), Augmentation du prix de l'immobilier en ville, rendant difficile l'accession à la propriété pour la population locale, Hausse du coût de la vie, surtout dans les régions les plus touristiques (Marrakech, Tanger, Agadir)

Enjeux majeurs (selon ATR) : Le pays s'est investi dans un tourisme durable, avec un plan ambitieux quant aux énergies renouvelables. Soutenu par l'Office national marocain du Tourisme le pays s'inscrit dans une boucle vertueuse pour toute sa politique touristique. Lorsqu'il vise à améliorer les énergies renouvelables dans sa capacité de production totale (ambition de 52 % en 2030), il vise ainsi à rendre le tourisme plus écologique.



Source : Atalante

### Labels et réseaux locaux

Le Comité Marocain du Tourisme Responsable (CMTR)

Les Trophées Maroc du Tourisme Durable

Le Réseau de Développement du Tourisme Rural (RDTR – 2011), né d'une volonté commune des acteurs locaux et régionaux afin de promouvoir le tourisme rural à l'échelon de la région Souss-Massa. L'objectif primordial du RDTR était de procéder à la structuration et l'organisation du secteur du tourisme rural, mais aussi valoriser le potentiel touristique rural à base d'un développement touristique durable.

La Charte Marocaine du Tourisme Responsable (2006), s'appuie sur le code mondial de l'éthique du tourisme de l'OMT

La nouvelle charte marocaine du tourisme durable, signée en date du 25 Janvier 2016 à l'occasion de la célébration de la 1ère édition de la journée Marocaine du Tourisme Durable et Responsable, se veut un cadre référent et un outil fédérateur de l'ensemble des parties prenantes du secteur autour des principes et valeurs d'un tourisme durable

Elle s'articule autour de 4 principes :

1. La Protection de l'environnement et de la biodiversité
2. La Pérennisation de la Culture et patrimoine
3. La Priorisation du Développement local et respect des communautés d'accueil
4. L'Adoption des principes d'équité, d'éthique et de responsabilité sociale

### Système politique et juridique

#### Infos et histoire du régime :

Nature du régime : Monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : le Roi Mohammed VI (intrônisé le 30 juillet 1999)

Chef de gouvernement : M. Saad Eddine El Othmani (nommé depuis le 5 avril 2017)

Le Parlement est bicaméral : une chambre de 325 députés, élus tous les cinq ans au suffrage universel, et une chambre de 270 conseillers, élus au suffrage indirect par les autorités locales, les organisations professionnelles et les syndicats, renouvelables par tiers tous les neuf ans.

Le respect des droits humains : Le rapport d'Amnesty International indique que les droits à la liberté d'expression et de réunion ont été fortement restreints, principalement en raison de manifestations pacifiques dans les villes d'Al Hoceima et de Jerada, dans le nord du pays.

Droit du tourisme : Au Maroc, l'activité d'agent de voyages est régie par la loi n° « 31.96 » portant statut des agences de voyages. Elle précise les conditions de délivrance et d'exploitation des licences d'agences de voyages. Aussi, le cadre réglementaire est complété par le décret n°2-97-547 du 25 Joumada II 1418 (28octobre 1997) qui fixe les modalités d'application de ladite loi.

Le métier de guide de tourisme est régi par la loi n°05-12 réglementant la profession de guide de tourisme. Ladite loi fixe les conditions d'accès et d'exercice de la profession, nécessaires pour professionnaliser le métier et assurer des standards de qualité des prestations offertes.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 43/100 (73e rang sur 180 pays)*

### Économie

Le tourisme représente 11% du PIB marocain et emploie 5 % de la population active, générant 70 milliards de dirhams de recettes en devises. Ce secteur clé de l'économie est reparti à la hausse depuis 2016 après une baisse sensible en 2015, et ne cesse de croître, avec notamment l'arrivée de « nouveaux touristes » comme les Chinois, les Japonais, les Coréens et les Brésiliens. Ce secteur génère 548.000 emplois directs en 2018.

PIB : 110,2 Mds \$ (à taux de change constant) en 2017

PIB par habitant : 3177,4 \$/hab.

Monnaie : dirham marocain 1 euro = ± 10,90 MAD

Les performances économiques du Maroc sont encore fortement dépendantes de sa production agricole, liées aux événements naturels. Son économie se diversifie avec une forte progression du secteur de la construction et du tertiaire (télécommunications et tourisme). Le Maroc affiche un taux de croissance autour de 6% les meilleures années, un chômage autour de 10% et une inflation maîtrisée.

Le secteur tertiaire représente 58 % du PIB. Aujourd'hui, la part des activités tertiaires dans la valeur ajoutée totale s'est renforcée et représente l'essentiel du tissu productif national.

L'âge minimum pour les guides : minimum 21 ans ok

L'âge minimum pour les muletiers et cuisiniers : minimum 18 ans ok

L'âge minimum pour les assistants : minimum 16 ans ok

Le salaire net mensuel minimum garanti au Maroc est de 2517,48 MAD, soit 240 EUR

Le salaire net mensuel moyen d'une institutrice est d'environ 5100 MAD, soit 480 EUR

Nombre de jours de congés annuels pour le personnel permanent : 18 jours ouvrés plus jours supplémentaires selon l'ancienneté.

Pourboires génériques recommandés : Le montant générique minimum des pourboires recommandés pour un séjour au Maroc est variable selon l'itinéraire, la taille du groupe et la durée, par voyageur et par semaine. Il est compris entre 20 et 50 EUR. Notons que le pourboire n'est pas légalement obligatoire au Maroc.

Voyage Aventure (5 à 15 personnes) : 4 EUR par jour et par client (21 EUR par client et par semaine) à distribuer et à répartir à l'ensemble du personnel comme suit :  
2 EUR pour le guide qui accompagne tout le long du voyage  
2 EUR à répartir entre l'équipe des chauffeurs, cuisinier, muletier, chamelier...

### Société

En 1956, le Maroc obtient son indépendance de la France. Le pays va annexer le Sahara occidental à la fin des années 70, mais la question du statut de ce territoire occupé reste indécise. Des réformes législatives menées dans les années 1990 vont aboutir à l'institution d'une législature bicamérale en 1997.

Depuis l'intronisation du roi Mohammed VI, le Maroc a fortement progressé en terme de libertés publiques et de démocratie. En 2011, le mouvement de liberté qui souffle sur le monde arabe finit par atteindre le Maroc, se manifestant par de nombreux rassemblements dans les grandes villes. En mars 2011, le roi soumet au référendum une réforme de la Constitution, allant dans le sens de davantage de pluralisme et de libertés, et d'une réduction de ses propres pouvoirs. Les élections législatives de novembre 2011 donnent une large victoire au parti islamiste (PJD) et le roi nomme Abdellah Benkirane Premier ministre, qui est reconduit en octobre 2013. Durablement installé, le parti islamiste remporte à nouveau les élections législatives d'octobre 2016.

### Culture

Le Maroc pratique l'islam sunnite, branche largement majoritaire dans le monde musulman. Les rites appartiennent à l'école malékite, qui prône une interprétation assez souple du Coran, ainsi qu'une large tolérance. Toutefois, on voit transparaître parfois, dans certains pèlerinages, les croyances anciennes des Berbères. Le culte des marabouts peut faire penser à notre culte des saints, bien que l'islam le réprouve. Les marabouts sont des personnalités plutôt bienveillantes que l'on utilise comme intercesseurs pour s'adresser à Dieu. (Voyageurs du Monde). Lors du Ramadan, les Marocains jeûnent, ainsi, ils cessent de boire et de fumer du lever au coucher du soleil.

L'accès dans les mosquées et les lieux saints est interdit aux non-musulmans, sauf à la Mosquée Hassan II à Casablanca, au Mausolée Mohamed V à Rabat, au Mausolée Moulay Ismaïl à Meknès, et enfin au Mausolée Moulay Ali Chérif à Rissani.

Religion(s) : islam sunnite de rite malékite (99 %), christianisme, judaïsme (1 %)

### Environnement

La loi n°77-15, entrée en vigueur en 2016 interdisant l'usage des sacs en plastique est définitivement banni des segments de la moyenne et grande distribution et du commerce de proximité organisé. Si le sac en plastique a été éradiqué des grandes et moyennes surfaces ainsi que des points de commerce de proximité, il reste cependant présent dans les souks et le commerce ambulancier et non organisé.

Selon un rapport, plus de 98% des plages marocaines sont conformes aux normes de qualité microbiologique

Le rapport pointe cependant l'urgence de préserver les littoraux et fonds marins de la surexploitation économique (Secrétariat d'État chargé du Développement durable).

La Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement et ses partenaires du jury national Clef verte ont labellisé 38 établissements touristiques supplémentaires en 2019 (hôtels, villages de vacances, maisons d'hôtes, auberges, gîtes, fermes d'hôtes, etc.). Le nombre total d'établissements touristiques labellisés au Maroc s'élève à 125.

### Gestion des déchets

En 2014, le Maroc a entrepris une politique de gestion volontariste en matière de Développement Durable et de Protection de l'Environnement. Depuis l'établissement en 1992 d'un département gouvernemental responsable pour l'environnement, plusieurs initiatives et développements ont émergé, comprenant ceux qui sont relatifs aux services professionnels de collecte, nettoyage et stockage des déchets ménagers. (Rapport sur la gestion des déchets solides au Maroc).

En revanche, la gestion des déchets s'impose comme un défi important au Maroc, surtout pour les collectivités territoriales responsables de la gestion des déchets. À l'échelle du pays, seuls les déchets des décharges contrôlées sont triés. L'essentiel des déchets n'est toujours pas exploité. Cependant, le Maroc voit dans la gestion des déchets une source d'emploi et d'énergie. (Article : Gestion des déchets : Le Maroc, vers une success story ?)

En 2018, un programme national des déchets ménagers (PNDM) pour améliorer la gestion et mettre à niveau le secteur des déchets en milieu urbain a été mis en œuvre. Ce projet est ouvert par le Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le Département de l'Environnement.

Il a pour principaux objectifs d'assurer la collecte et le nettoyage des déchets ménagers pour atteindre un taux de collecte professionnalisée (gestion déléguée) de 90% en 2022 et 100% en 2030.

Il vise également à réaliser les centres d'enfouissement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés au profit de tous les centres urbains (100%) en 2022 et à réhabiliter ou fermer toutes les décharges existantes (100%) en 2022. (Secrétariat d'État chargé du Développement durable).

Tanger produit plus de 300 000 tonnes de déchets ménagers par an et Casablanca 1,2 million de tonnes

Association Marocaine des Experts en Gestion des Déchets et en Environnement (AMEDE), regroupe des experts nationaux et internationaux, des opérateurs privés, des ingénieurs communaux et des cadres du secteur public concernés par la gestion des déchets et de l'environnement. Elle vise la création d'un environnement favorable au développement et professionnalisation du secteur des déchets au Maroc.

Association Bahri gestion déchets (2010), chaque opération rassemble plusieurs centaines de participants. Ils agissent sur les plages de Casablanca et également dans tout le Maroc. Elle a pour mission de : sensibiliser le public à la protection de l'environnement, d'éduquer les générations futures sur cette problématique, d'intervenir par des actions concrètes, de participer à la réflexion sur les questions environnementales.

Coalition pour la valorisation des déchets (COVAD), a pour mission de contribuer à la création d'un environnement favorable à la structuration des filières et la promotion de l'économie circulaire dans le secteur de la gestion des déchets aux niveaux national et international.

Ifassen (2006), une marque marocaine qui offre une seconde vie aux déchets plastiques. Cette marque tisse un lien entre environnement et entrepreneuriat social. Plus de 51.000 sacs plastiques recyclés ont eu une seconde vie, en donnant aux femmes de la région de Berkane un travail.

Gestion des déchets pour les voyages Terdav :

Année 2018 : 250kg de verre, 150kg de métal, 150kg de plastique, 90kg d'aluminium.

Année 2019 (janvier à Juin) : 100kg de verre, 60kg de métal, 60kg de plastique, 30kg d'aluminium.

### Surfréquentation

Pas de risque de surfréquentation touristique au Maroc, en revanche, les biens inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO font objet de vigilance :

Culturel :

- Ksar d'Aït-Ben-Haddou (1987)
- Médina d'Essaouira (ancienne Mogador) (2001)
- Médina de Fès (1981)
- Médina de Marrakech (1985)
- Médina de Tétouan (ancienne Titawin) (1997)
- Rabat, capitale moderne et ville historique : un patrimoine en partage (2012)
- Site archéologique de Volubilis (1997)
- Ville historique de Meknès (1996)
- Ville portugaise de Mazagan (El Jadida) (2004)

Quelques exemple de sites sur la Liste indicative UNESCO :

- Moulay Idriss Zerhoun (1995)
- Taza et la Grande Mosquée (1995)
- Mosquée de Tinmel (1995)
- Ville de Lixus (1995)
- El Gour (1995)
- Grotte de Taforalt (1995)
- Parc naturel de Talassemtane (1998)
- Aire du Dragonnier Ajgal (1998)
- Lagune de Khnifiss (1998)
- Parc national de Dakhla (1998)
- Oasis de Figuig (2011)
- Casablanca, Ville du XXème siècle, carrefour d'influences (2013)
- Le chapelet d'oasis de Tighmert, Région présaharienne du Wad Noun (2016)

### Changements climatiques

Le « Plan Maroc Vert » (2008) est une stratégie du gouvernement marocain pour le secteur agricole est a pour objectif de promouvoir le développement rural et vise à faire face au défi du changement climatique.

En 2016, le Royaume a atteint ses objectifs avec une augmentation de plus de 50% de la valeur ajoutée agricole, 48% de hausse des revenus des agriculteurs et 34% d'exportations agricoles supplémentaires.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélérer la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

Exemple : un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 2500 km pour se rendre au Maroc / 15 jours de séjour = 167

Indice de performance du changement climatique 2018 : 6/60 : L'indice surveille le développement des émissions de gaz à effet de serre des 56 pays et de l'UE qui sont évalués dans le Climate Change Performance Index (CCPI). Réalisé par Newclimate Institute, Climate Action Network International et Germanwatch, le rapport présente les actions des pays du monde entier pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°. Cette année encore, aucun pays n'a atteint l'une des trois premières places du classement.

« Poussé par une note élevée dans les catégories politique et consommation d'énergie, le Maroc figure dans le groupe des entreprises les plus performantes dans le tableau général du CCPI de cette année. Le pays bénéficie d'un faible niveau d'émissions et d'un objectif ambitieux de réduction des émissions de GES d'ici 2030.

Le pays affiche une performance élevée dans la catégorie consommation d'énergie, avec un niveau ambitieux pour 2030. De plus, le niveau actuel de consommation d'énergie par habitant au Maroc et sa compatibilité correspondante bien au-dessous de 2 ° C permettent d'obtenir une note élevée dans cette catégorie ».

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Privilégier l'alimentation locale
- Respecter les us et coutumes du pays
- Respect des populations locales

#### Bonnes pratiques

- Mettre en place un affichage des gestes « écoresponsables » dans chaque hébergement
- Le thé à la menthe est un geste d'hospitalité.
- Le repas commencera après que le maître de maison ait prononcé le "bismillah", louange à Dieu. Si absence de couverts, il faut manger avec la main droite.

#### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Office national du tourisme Marocain : <https://www.visitmorocco.com/fr>
- Fiche pays Maroc Amnesty International
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (14 pages)
- Indice de perception de corruption : <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/>
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- Indice de la paix mondiale 2018 : 71/163 (France 61/163 pays) <https://www.transparency.org/cpi2018>

## FICHE VIETNAM

« Il suffit d'avoir de l'argent pour qu'on écoute vos sottises », vieil adage vietnamien.

### Généralités du pays et enjeux majeurs liés au tourisme responsable

Le Vietnam est un pays de l'Asie du Sud-Est divisé en 64 provinces. La langue officielle est le vietnamien, mais on y retrouve aussi le khmer et le cham. Séparé en deux entités en 1954, le pays est réuni en 1976.

Population : 95,5 millions d'habitants (2017, Banque Mondiale)

Densité : 305 hab / km<sup>2</sup>

Superficie : 341 690 km<sup>2</sup>

Indice de développement humain : (e rang sur 188 pays)

Indice population ATR (nombre de touristes étrangers / nombre d'habitants) : 13 visiteurs pour 100 habitants

**Effets positifs du tourisme** : Apport de devises, revenus pour la population, développement du tourisme vietnamien, Création de postes qualifiés et des formations associées (d'ici 2020, ce secteur prévoit de créer 870 000 emplois directs contre 418 000 en 2010), Mise en évidence du potentiel naturel des régions (lutte contre le dépeuplement des régions) : protection des espaces protégés avec un développement de l'écotourisme, de projets de protection de l'environnement et de l'écovolontariat, Volonté d'associer pleinement la population locale dans ce développement (initiatives privées, acteurs du tourisme, ONG, associations, communautés) \*Exemple : vente de broderie fabriquée par des communautés locales aux voyageurs, Certains acteurs touristiques locaux intègrent le développement durable dans leurs activités

**Effets négatifs du tourisme** : Difficultés dans l'équilibre entre le développement de l'activité touristique et le respect du mode de vie et des traditions (exemple de Sapa), Non respect occasionnel des bonnes pratiques par les touristes et par les guides, Détérioration et fragilisation de l'environnement (exemple de la Baie d'Halong : plantations de palmiers dans des endroits inappropriés), Développement de complexes touristiques non intégrés à l'environnement local, Montée des prix qui déséquilibre les populations locales, Revente du patrimoine matériel aux voyageurs (exemple avec les bijoux des minorités ethniques)

**Enjeux majeurs (selon ATR)** : Faire profiter le plus d'acteurs possible tout en réduisant les inégalités sociales, Construction de nouvelles infrastructures tout en respectant l'environnement, éviter l'érosion des sols, dénaturalisation des paysages et bouleversement de l'économie locale, Savoir garder une bonne relation entre les locaux et les touristes afin de ne pas ternir la « sympathie Vietnamienne » Gestion des déchets durant les voyages, montrer le bon exemple



Le Club du Voyage Responsable (**Responsible Travel Club-RTC**) du Vietnam est une association informelle des différentes agences de voyage, ONG et individus mobilisés pour un développement durable du tourisme au Vietnam depuis 2009. RTC n'est pas une association de formation ou une agence de communication. Les tours opérateurs, les organisations de la société civile sont volontaires pour participer, partager et travailler ensemble et promouvoir le tourisme durable au Vietnam. Des réceptifs vietnamiens sont engagés dans la démarche Travelife comme : *Mékong Villages, Easia Travel ou encore Images Travel*

### Système politique et juridique

La République socialiste du Vietnam est une démocratie populaire. La constitution en vigueur date du 15 avril 1992 et reconnaît un parti unique, le Parti communiste vietnamien (PCV).

C'est avec son ouverture à la scène internationale engagée en 1986 (début de la politique de renouveau : le Dôï Moi) et en 1992 (adoption de la nouvelle Constitution) que le tourisme au Vietnam a pris son envol.

**Droit du tourisme :**

**Obligations administratives et sociales :**

Le Certificat délivré par le Bureau d'Immatriculation des Sociétés de la ville où siège l'entreprise (Certificat d'Immatriculation au Registre du Commerce).

La Licence de Tour opérateur International délivrée par l'Administration Nationale du Tourisme Vietnamien (ANTV), l'organisme officiel qui contrôle toutes les activités touristiques au Vietnam (Licence d'un Tour opérateur International).

Le minimum légal obligatoire est la Third Party Liability Insurance (TPLI), équivalente en France à l'Assurance Responsabilité Civile automobile.

Le TO s'engage à ce que la totalité du flux financier passe par ses agences réceptives (sauf si le prestataire possède une centrale de réservation en Europe – exemple location de voiture).

Le TO s'assure que le prestataire souscrit bien pour ses salariés a durée déterminée de + de 3 mois et des indéterminés à la sécurité sociale du Vietnam

L'ensemble des salariés de l'agence réceptive bénéficie d'une assurance complémentaire privée (avec documents justificatifs) qui couvre les risques maladie, les accidents du travail et maladies professionnelles, invalidité, retraites, maternité, décès des assurés qui leur sont rattachés.

L'agence réceptive s'engage à n'embaucher que des guides touristiques titulaires de la carte professionnelle de guide touristique au Vietnam délivrée par l'ATNV à renouveler tous les 3 ans.

Âge minimum légal pour travailler : 18 ans tous métiers confondus

Respect des conditions de travail horaires pour les postes administratifs : 48H / semaines – sur 5 jours etc.

#### Alerte :

Au Vietnam, un certain nombre de pratiques déloyales engendrent des distorsions de concurrence importantes et peuvent affecter les revenus des acteurs locaux et la qualité des produits proposés aux voyageurs : sous location non encadrée de la Licence (pratique courante lors des créations d'agence de voyage dans l'attente de la Licence définitive, mais qui nécessite une durée contractuelle déterminée) ; travail du TO en direct sans tour-opérateur local ou avec des tour-opérateurs locaux non licenciés, contrairement à la réglementation locale ; activités non déclarées rémunérées en cash par les TOs comme les réceptifs.

*Recommandations administratives et sociales :* Le TO encourage les agences réceptives partenaires à contracter une assurance volontaire comme garantie supplémentaire pour leurs clients.

Les réceptifs sont encouragés à souscrire à une assurance complémentaire privée pour l'ensemble de leurs salariés qui couvre les risques maladie, les accidents du travail et maladies professionnelles, invalidité, retraites, maternité, décès des assurés qui leur sont rattachés (avec documents justificatifs).

Le travail collaboratif entre TOs, réceptifs, guides, associations/ fédérations, organismes sociaux et l'Etat est à développer. Le diplôme de guide de montagne n'existant pas au Vietnam ; le TO en partenariat avec le réceptif forment leur personnel de terrain (guide trekking) pour l'encadrement en montagne. Exemple : intervention annuelle d'un guide de montagne français ; jeunes diplômés qui accompagnent les guides expérimentés sur plusieurs circuits avant de se voir confier un groupe de randonneurs ; formations par des professionnels...

L'ensemble des guides sont formés aux premiers secours et possède les connaissances médicales requises pour l'accompagnement et l'encadrement en montagne, le cas échéant. Formation à la gestion de groupe, à la logistique matérielle, aux pratiques touristiques responsables et à la situation environnementale, sociale et culturelle du pays.

*Indice de perception de corruption par Transparency International : 33/100 (117e rang sur 180 pays)*

#### Économie

L'économie du Vietnam n'est pas dépendante du tourisme, ce qui fait qu'il a longtemps été négligé notamment en comparaison avec la Thaïlande. Depuis plusieurs années, le gouvernement s'efforce à promouvoir le tourisme mais le réveil touristique du Vietnam est largement dû aux petites et moyennes entreprises qui ont dynamisé le secteur. D'année en année le tourisme gagne une importance plus grande dans l'économie du pays avec des acteurs locaux de plus en plus engagés dans le tourisme responsable, au Vietnam ce sont les PME du tourisme qui montrent la voie.

Salaire moyen mensuel : 8423684 VND (321.94 euros)

Recettes du tourisme : 620.000 milliards de dong (27 milliards de dollars).

Pourboire : Le pourboire n'est pas légalement obligatoire, mais c'est une tradition. Le montant générique minimum recommandé des pourboires pour un séjour, variable selon l'itinéraire, la taille du groupe et la durée du séjour, par voyageur et pour une semaine est le suivant : 5 EUR / JOURS / PAX.

#### Société

Perceptions des métiers du tourisme dans la société : Travailler dans le tourisme au Vietnam est un sujet de fierté, ceci du à la nature serviable et du bon regard qu'on les Vietnamiens envers les étrangers. Ceci est un atout permettant notamment d'offrir des métiers alternatifs dans les zones rurales avec l'ouverture de homestay donnant la possibilité de former les jeunes à de nouveaux métiers plus gratifiant que l'agriculture et donc repartir mieux les retombées du tourisme dans l'ensemble du pays.

#### Culture

Respect des anciens et méfaits : Dans la culture Vietnamienne il est primordial de respecter ses aînés ce qui est dans la plupart des cas une bonne chose. Malheureusement ceci engendre aussi le fait que les jeunes générations n'osent pas forcément contredire leurs aînés même si ceux-ci ont de mauvaises habitudes. Comme c'est le cas dans plusieurs pays, les anciennes générations ont du mal à s'adapter sur ce qui est de la protection environnementale et donc pause un frein à l'enthousiasme des plus jeunes qui n'osent pas défendre et transmettre leurs idées.

**Aspect communautaire :** La communauté et l'entraide ont une grande place dans la culture Vietnamiennne. Le regard des autres est également important ce qui est un moteur de motivation pour ceux qui s'engagent à faire valoir de bonnes pratiques écologiques et équitables. L'ensemble de la communauté est également à prendre en compte et certaines agences touristiques ont décidé de faire profiter les plus démunies de leurs bénéfices et d'être source d'inspiration, avec comme notamment des financements d'orphelinats et rencontres avec les enfants.

#### Environnement

Le pays est touché par les maladies tropicales habituelles de la région. On suspecte également les dioxines contenues dans les défoliants (Agent orange) dispersés par l'armée américaine durant la guerre d'être responsables d'un taux anormal de malformations congénitales. Par ailleurs, les pollutions industrielle, agricole (engrais, pesticides) et urbaines (augmentation du trafic, essence plombée) ont fortement augmenté.

Le parc national Phong Nha Ke Bang, inscrit au patrimoine mondial par l'Unesco. Des mesures de protection de l'environnement sont prises par les autorités locales et le gouvernement envisage de créer d'autres parcs et réserves dans le cadre de plans de développement durable.

L'association WWF met en place de différents programmes de reforestation ainsi que des plantations dans le pays.

#### Gestion des déchets

Au Vietnam il n'existe pas de réelle politique de tri sélectif mis en place par le gouvernement. En lieux et place, il existe un système de tri qui permet de profiter aux plus démunies, c'est-à-dire la revente de déchets. Une fois les poubelles sorties, les éboueurs ou autres personnes dans le besoin vérifions les sacs afin d'y trouver des déchets revendables (certains cartons, métaux, cannettes, verre) et les emmènerons ensuite dans des centres de recyclage privée qui les achèterons au kilos. Les déchets font tournés une véritable économie annexe et permet aux classes sociales les plus basses d'améliorer leurs conditions de vie. Point à améliorer : Mieux informer les classes moyennes et hautes sur les déchets revendables ou non afin que le tri soit déjà fait au moment de sortir les poubelles facilitant considérablement le travail des « trieurs ».

Les potentiels du marché du traitement des déchets sont conséquents avec un volume quotidien de déchets ménagers s'élevant à 70.000 tonnes.

Hô Chi Minh-Ville produit 7 500 tonnes de déchets par jour.

Chaque habitant est à l'origine en moyenne de 340 kg de déchets par an.

L'enfouissement est encore aujourd'hui le mode de traitement privilégié des déchets avec 85 % des déchets enfouis et 15 % recyclés.

En 1990, chaque Vietnamienn consommait 3,8 kg de plastique par an, mais 25 ans plus tard, ce chiffre est passé à 41 kg.

Selon la plateforme [Viatao](#), les problèmes environnementaux majeurs liés aux déchets sont :

- L'île de Phu Quoc, plan de déchet mis en place
- Maladies respiratoires : usines de traitement des déchets - puissance des fours et de leur température - mauvaise répercussion sur l'environnement et la santé
- Eaux usées non traitées : Baie de Halong - exploitation du charbon
- À Hanoi, 95% des eaux usées ne sont pas traitées et déversées dans les quatre rivières de la ville

Selon [Voyageurs du Monde](#), la baie de Ha Long est particulièrement touchée par la pollution : des tonnes de détritus s'y entassent chaque jour. Des initiatives sont prises : quelques villages ont instauré des « barques de nettoyage » : à la rame et à l'époussette, des jeunes gens ramassent les ordures flottantes. Le problème de gestion des déchets doit être résolu à la source, ce qui dit faire évoluer la mentalité des locaux vis-à-vis des déchets. Le meilleur moyen de changer les mentalités est de passer par les enfants et de les informer sur les méfaits des déchets sur leur environnement ainsi qu'à l'utilisation du plastique à usage unique.

Des journées de sensibilisation dans les écoles ont été organisées afin de faire passer le message aux plus jeunes, avenir du pays. Cependant, de nombreux groupes de bénévoles effectuent des journées de ramassage de déchets dans les quatre coins du pays, notamment dans les zones rurales afin de faire réfléchir les locaux sur leur environnement.

#### Changements climatiques

Le Vietnam est un des pays les plus touchés par le changement climatique, ce qui affecte également les saisons et donc le tourisme en général. La saison des pluies (basse saison touristique) est de plus en plus longue et sur le long terme réduira considérablement le nombre d'arrivées dans le pays. De plus les nombreuses tempêtes donnent une image peu sécurisée du pays augmentant les résistances à le visiter.

ATR recommande aux touristes de voyager moins et mieux, de partir moins loin et plus longtemps, ce qui n'empêche pas d'aller à l'autre bout du monde mais en sollicitant les services de professionnels engagés dans le tourisme responsable, de prendre le temps de visiter en profondeur les destinations qui les accueillent et de compenser les émissions de CO2 liés à l'organisation de leur voyage et notamment le transport pour arriver à destination.

L'indice climat ATR propose de corrélér la distance approximative parcourue par le voyageur français pour arriver à destination et la durée de son séjour.

**Exemple :** un voyage de 5 jours en France équivaut à un séjour de 15 jours au Maroc, et de 25 jours au Bénin.

Indice climat : nombre de kilomètres depuis la France / nombre de jour = 10 000 km pour se rendre au Vietnam / 10 jours de séjour = 1000

#### Conseils éthiques et pratiques pour les voyageurs

- Faire attention à sa consommation d'eau (privilégier les douches rapides)
- Respecter des mesures simples avant un départ : retirer les emballages superflus (savons, bouteilles)

- Privilégier l'achat de produits frais achetés localement (à la place de conserves ou de produits emballés) pour favoriser l'économie locale et éviter un surplus d'emballages
- Privilégier l'utilisation du micropur, sondes antibactériennes ou eau bouillie (thé, etc.) lors de trek
- Éviter de jeter des déchets dans l'eau, et maîtriser le rejet d'eaux usées
- Respecter la réglementation et les usages en vigueur dans les parcs nationaux et les espaces protégés

#### Bonnes pratiques

- Le tourisme responsable consiste aussi à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et à faire passer le message au clients sur le risque pénal encouru, y compris dans les pays d'origine des touristes mais aussi sur le devoir de vigilance à travers la [plateforme européenne de dénonciation des crimes sexuels impliquant des enfants](#).
- Le réceptif est encouragé à soutenir ECPAT (réseau international d'organisations travaillant ensemble afin d'éradiquer la prostitution et la pornographie infantine, et le trafic d'enfants à des fins sexuelles) [www.ecpat.net](http://www.ecpat.net).
- Mettre en place des pratiques responsables de gestion de déchets (poubelles disponibles lors des excursions, trouver une solution pour limiter l'usage des bouteilles en plastique, distribution de jerricanes d'eau (5 à 20 l) à disposition des clients, ramassages de déchets)
- Tendre vers l'utilisation de détergents écologiques
- La consommation de bois lors d'activités touristiques est limitée au minimum.
- S'acquitter le cas échéant de l'ensemble des droits d'entrée dans les parcs nationaux.
- Responsabiliser les guides et les voyageurs pour le respect des bonnes pratiques dans les espaces protégés
- Aider à l'artisanat local, en incitant les voyageurs à faire ce choix là plutôt que celui des produits de l'exportation et afin de soutenir le savoir-faire local.

#### Plus d'informations

- Conseils aux voyageurs du ministère français des affaires étrangères
- Administration Nationale du Tourisme du Vietnam
- Annexe : fiche pays ATR 2011 (15 pages)
- Indice de performance du changement climatique : <https://germanwatch.org/sites/germanwatch.org/files/publication/20503.pdf>
- Indice mondial de la paix 2018 : 60/163 pays (France : 61/163 pays) <https://www.transparency.org/cpi2018>

## TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Schéma du développement durable du tourisme

Figure 2 : Pyramide des différents acteurs engagés dans un tourisme plus vertueux

Figure 3 : Les objectifs de développement durable d'ici à 2030

Figure 4 : Compensation volontaire démarches et limites

Figure 5 : « Surtourisme cartographique : le tourisme vers une crise mondiale »

Figure 6 : « Recyclés ? Non, nos déchets plastiques inondent l'Asie du Sud-Est »

Figure 7 : « Les chiffres du recyclage – Production de déchets par région/an »

Figure 8 : « Les 4 R pour un tourisme durable »

Figure 9 : Schéma synthétique - hypothèses de recherche

Figure 10 : Les engagements du label ATR

Figure 11 : Les cibles des fiches pays

Figure 12 : Localisation des 10 destinations prioritaires

Figure 13 : Indice des perceptions de corruption (2018)

Figure 14 : Les étapes clés de la production des fiches pays ATR

Figure 15 : Les types d'acteurs interrogés

Figure 16 : Les acteurs clés pour une démarche de tourisme responsable

## TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les principales dates d'une conscience éthique dans le tourisme

Tableau 2 : Réseaux et labels mondiaux appliqués au secteur touristique

Tableau 3 : Les missions confiées par ATR

Tableau 4 : Indice global de paix (2018) « 2018 Global Peace Index »

Tableau 5 : Le quota des membres mobilisés sur les fiches pays

Tableau 6 : Pourcentage des membres mobilisés sur les 10 destinations prioritaires

Tableau 7 : Les entretiens effectués en France

Tableau 8 : Les entretiens effectués à l'étranger

Tableau 9 : Extrait de l'analyse individuelle par pays et par acteurs

Tableau : 10 : Les hypothèses de recherche

Tableau 11 : Totaux des entretiens qualitatifs réalisés et des hypothèses validées

Tableau 12 : Perceptions et pratiques du tourisme responsable dans les destinations

Tableau 13 : FFOM de la mission « fiches destinations »

# TABLE DES MATIÈRES

## PARTIE I : TOURISME ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : L'IMPORTANCE DE RASSEMBLER CES DEUX NOTIONS

Introduction de la première partie

CHAPITRE 1 : L'évolution du tourisme durable et responsable à travers le monde

1. Qu'est-ce qu'un tourisme responsable et durable ?
  - 1.1 Les prémices du tourisme à travers un développement éthique et durable
  - 1.2 Quelles initiatives pour un tourisme responsable et durable ?
2. Le tourisme durable à l'international à travers des réseaux reconnus
  - 2.1 Le tourisme durable en Europe, un véritable défi
3. En France, des acteurs s'engagent pour un tourisme responsable et durable
  - 3.1 Les organismes mondiaux disposant d'une certaine éthique dans le secteur touristique

Conclusion du premier chapitre

CHAPITRE 2 : Un tourisme aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux

1. L'environnement au cœur des problématiques du changement
  - 1.1 Les objectifs de développement durable (ODD)
  - 1.2 Lorsque climat rime avec changement...
2. Rendre l'aérien vertueux...par la compensation carbone ?
  - 2.1 Qu'est-ce que la compensation carbone ?
  - 2.2 Le système de crédits carbone en France
  - 2.3 Des acteurs engagés...aux actions concrètes
3. La gestion des flux touristiques... un enjeu social important
  - 3.1 La tourismophobie, un rejet de l'industrie touristique ?
  - 3.2 De réels enjeux pour cette surfréquentation mondiale

Conclusion du deuxième chapitre

CHAPITRE 3 : Une gestion des déchets dans le secteur du tourisme ?

1. L'évolution et la prise en compte des déchets dans le secteur touristique
  - 1.1 Qu'est-ce qu'un « déchet » ?
2. La France, premier pays producteur de plastique au monde
  - 2.1 Les déchets issus du tourisme, exemple de cas concrets
3. Le plastique c'est fantastique ?
  - 3.1 L'enjeu de la réduction des déchets dans le secteur touristique
  - 3.2 Quelle approche de la part des professionnels du tourisme ?

Conclusion du troisième chapitre

Conclusion de la troisième partie

## PARTIE II : ANIMATION DE RÉSEAU AU SEIN DE L'ASSOCIATION AGIR POUR UN TOURISME RESPONSABLE : MÉTHODOLOGIE CONDUITE DE L'ÉTUDE MENÉE ET DES MISSIONS RÉALISÉES

Introduction de la deuxième partie

CHAPITRE 4 : L'association agir pour un tourisme responsable : un regroupement de voyageurs engagés

1. L'histoire de la Charte éthique du voyageur
  - 1.1 La charte éthique du voyageur
  2. L'association « Agir pour un Tourisme Responsable »
    - 2.1 Les 16 engagements du label ATR
    - 2.2 L'équipe et les membres d'ATR
3. L'association ATR fait ce qu'elle dit et dit ce qu'elle fait

Conclusion du quatrième chapitre

Chapitre 5 : Le développement durable du tourisme, une responsabilité partagée

1. La mission confiée par ATR
  - 1.1 Présenter les spécificités locales en matière de tourisme responsable
  2. Les 45 fiches pays en construction
    - 2.1 Une méthodologie commune au travers de 8 chapitres
    - 2.2 Des indicateurs clés : l'indice population ATR, l'indice de paix, l'indice de corruption, et l'indice climat
  3. Comptabilisation des membres de l'association pour chaque fiche pays
    - 3.1 Les parties prenantes du projet, une réalisation commune
    - 3.3 Les étapes clés de la production des fiches pays ATR

Conclusion du cinquième chapitre

CHAPITRE 6 : L'investigation terrain : un regard ouvert sur les partenaires et acteurs engagés dans un tourisme responsable

Méthode de mise en œuvre

- 1.1 Identification des personnes interrogées
- 1.2 Mode de prise de contact
- 1.3 Élaboration du guide d'entretien
2. Méthodologie de retranscription et d'analyse
  - 2.1 Méthodologie d'analyse des entretiens qualitatifs semi-directifs
  - 2.2 Limites et apports de l'étude qualitative
3. Les premiers résultats

Conclusion du chapitre 6

Conclusion de la deuxième partie

## PARTIE III : DES FICHES DESTINATIONS PRÉSENTANT LES SPÉCIFICITÉS LOCALES EN MATIÈRE DE TOURISME RESPONSABLE : RÉSULTATS ET PRÉCONISATIONS DE L'ÉTUDE COMPARATIVE AU SEIN DU RÉSEAU ATR

Introduction de la troisième partie

CHAPITRE 7 : Présentation des résultats de l'étude

1. Les résultats des analyses thématiques transversales

1.1 Les approches en matière de tourisme durable et responsable dépendent du contexte socioculturel

1.1.1 Le volet socioculturel

1.1.2 Le volet socio-économique

1.1.3 Le volet politique

1.2 Les types d'acteurs touristiques en présence sur un territoire définissent les pratiques d'un tourisme responsable

1.2.1 La connaissance des notions de tourisme durable et responsable vient varier les points de vues

1.2.2 L'implication est différente suivant les institutions publiques et privées, les organismes et l'intérêt des professionnels du tourisme

1.2.3 Des acteurs peuvent utiliser la notion de « durable » comme action marketing et non comme une plus-value pour le développement local

1.3 L'organisation de la stratégie de collaboration

1.3.1 Un manque de synergie entre les acteurs locaux publics et privés

1.3.2 La communication est différente suivant les membres et les partenaires des organismes

1.3.3 L'évaluation en tourisme responsable n'est pas évaluée de la même façon suivant les politiques territoriales et le type d'actions collectives

2. Synthèse des résultats à la vue des hypothèses de travail

Conclusion du chapitre 7

Chapitre 8 : Approche comparative du tourisme responsable dans les destinations prioritaires

1. Présentation des fiches destinations prioritaires réparties dans 4 continents

2. La gestion des déchets dans les destinations prioritaires

Conclusion du chapitre 8

Chapitre 9 : Préconisations pour un tourisme responsable

Ce chapitre vise à proposer des préconisations en fonction des hypothèses correspondantes aux missions de l'association Agir pour un Tourisme Responsable (ATR).

1. Un plan de recommandation avec des grandes lignes de conduites

2. Les axes de développement aux vues des résultats de l'étude

3. Les limites de cette étude théorique et pratique

Conclusion du chapitre 9

Conclusion de la troisième partie

Conclusion générale

## RÉSUMÉ

Perceptions et pratiques différenciées du tourisme responsable dans les destinations proposées par les voyagistes membres de l'association Agir pour un Tourisme Responsable

Les enjeux sociaux, économiques et environnementaux du développement durable appliqués au tourisme, ne sont plus à prouver, tant leurs bienfaits permettent de rendre au tourisme ses vertus. Le tourisme s'inscrit dans une nouvelle aire, celle où l'ignorance ne fait plus bon ménage avec la découverte de l'Autre et des territoires. Les consciences et les pratiques d'un tourisme responsable sont différentes d'un pays, d'une région ou d'une personne à l'autre. La réalisation de fiches pays présentant les spécificités locales en matière de tourisme responsable, permettent de mieux comprendre les enjeux propres à un territoire. À travers cette dynamique, les membres et les partenaires de l'association Agir pour un Tourisme Responsable, se réunissent et construisent ensemble, le tourisme d'aujourd'hui, mais surtout de demain.

MOTS-CLÉS : tourisme responsable – tourisme durable – développement durable – animation de réseau - responsabilité – bonnes pratiques – fiches destinations – spécificités locales – territoires

## ABSTRACT

Perceptions and differentiated practices of responsible tourism in the destinations proposed by the tour operators members of the association "Act for Responsible Tourism"

The social, economic and environmental issues of sustainable development applied to tourism, are no longer to prove, as their benefits can return to tourism its virtues. Tourism is part of a new area, one where ignorance does not get along with the discovery of the Other and territories. The consciences and practices of responsible tourism are different from one country, one region or one person to another. The production of country profiles presenting the local specificities in the field of responsible tourism makes it possible to better understand the issues specific to a territory. Through this dynamic, the members and partners of the association "Action for Responsible Tourism", get together and build together, tourism today, but especially tomorrow.

KEY WORDS : responsible tourism – sustainable tourism – sustainable development – network animation – responsibility – good practices – destination sheets – local specificities – territories